

- 16 / 1 - 1995 (S.E.)

**Chambre des Représentants
de Belgique**

- SESSION EXTRAORDINAIRE 1995 (*)

19 JUIN 1995

**PREFIGURATION DES
RESULTATS DE L'EXECUTION
DU BUDGET DE L'ETAT
POUR 1994**

**transmise par la Cour des comptes
conformément à l'article 77
des lois sur la
comptabilité de l'Etat,
coordonnées le 17 juillet 1991**

(*) Première session de la 49^e législature.

- 16 / 1 - 1995 (B.Z.)

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

BUITENGEWONE ZITTING 1995 (*)

19 JUNI 1995

**VOORAFBEELDING VAN DE
UITSLAGEN VAN DE UITVOERING
VAN DE STAATSBEGROTING
VOOR 1994**

**verstrekt door het Rekenhof
overeenkomstig artikel 77
van de wetten op de
Rijkscomptabiliteit,
gecoördineerd op 17 juli 1991**

(*) Eerste zitting van de 49^e zittingsperiode.

PREFIGURATION DES RESULTATS

DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

POUR 1994

Adoptée en assemblée générale du 31 mai 1995

TABLE DES MATIERES

	Pages
PRESENTATION SYNTHETIQUE DU RAPPORT DE LA COUR	6
PREMIERE PARTIE	
CHAPITRE I ^{er} — SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR 1994	12
A. Les imputations à charge du budget	12
B. Les résultats de caisse	14
CHAPITRE II — LES RECETTES	19
A. Généralités	19
B. Les recettes totales	21
C. Les recettes Voies et Moyens	22
D. Les recettes transférées aux Communautés et aux Régions	23
E. Les recettes transférées à la Sécurité sociale (financement alternatif)	28
CHAPITRE III — LES CREDITS DE DEPENSES	32
A. Les données budgétaires	32
B. Les délibérations du Conseil des ministres ayant autorisé, en 1994, des dépenses au-delà des crédits budgétaires	33
CHAPITRE IV — LES DEPENSES	37
A. Les dépenses effectuées sur les crédits de 1994	37
B. Les dépenses sur crédits reportés de 1993	39
C. Les dépassements de crédit	41
CHAPITRE V — LA DETTE PUBLIQUE EN 1994	46
A. Encours de la Dette publique	46
B. Structure de la Dette publique	49
C. Charges en intérêts de la Dette publique et taux d'intérêt implicite de la Dette	51

DEUXIEME PARTIE

COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS SUR LES PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL DES DÉPENSES

Section 12 — Justice	54
Section 13 — Intérieur et Fonction publique	63
Section 14 — Affaires étrangères et Commerce extérieur	67
Section 15 — Coopération au développement	72
Section 16 — Défense nationale	75
Section 17 — Service commun et Gendarmerie	83
Section 18 — Finances	85
Section 25 — Santé publique et Environnement	97
Section 31 — Agriculture	100
Section 32 — Affaires économiques	103
Section 33 — Communications et Infrastructure	106

TROISIEME PARTIE : ANNEXES

Le tableau des dépenses	108
Section 01 — Dotations	109
Section 11 — Services du Premier Ministre	111
Section 12 — Justice	115
Section 13 — Intérieur et Fonction publique	119
Section 14 — Affaires étrangères et Commerce extérieur	127
Section 15 — Coopération au développement	131
Section 16 — Défense nationale	133
Section 17 — Service commun et Gendarmerie	137
Section 18 — Finances	139
Section 21 — Pensions	142
Section 22 — Classes moyennes	145
Section 23 — Emploi et travail	147
Section 24 — Prévoyance sociale	152
Section 25 — Santé publique et Environnement	155
Section 31 — Agriculture	160
Section 32 — Affaires économiques	165
Section 33 — Communications et Infrastructure	174
Section 51 — Dette publique	179

PRESENTATION SYNTHETIQUE DU RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

L'article 77 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat prévoit que, dans le courant du mois de mai suivant l'année budgétaire, la Cour des comptes transmet au Parlement une préfiguration des résultats de l'exécution du budget. Celle-ci peut donner lieu à une motion motivée de règlement provisoire du budget. Sans posséder le caractère définitif du compte général de l'Etat, cette préfiguration offre déjà une image fidèle de l'exécution du budget. Cependant, alors que la décharge accordée par la loi des comptes possède le caractère d'un quitus par essence définitif, la décharge dont le Gouvernement bénéficie à la suite du vote d'une motion motivée s'appuie sur des résultats encore provisoires de l'exécution du budget et reste dès lors précaire : le Parlement pourrait, s'il y a lieu, la remettre en cause en se fondant sur des faits qui, non repris dans la préfiguration, seraient ultérieurement portés à sa connaissance, comme, par exemple, des anomalies ou irrégularités que le contrôle que la Cour exerce a posteriori sur les multiples dépenses non soumises à son visa préalable pourrait mettre en évidence après le dépôt de la préfiguration.

Si l'on s'attache au degré de réalisation des prévisions de recettes et des autorisations de dépenses contenues dans le budget 1994, quelques constatations majeures s'imposent.

Les résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1994 peuvent être synthétisés comme suit :

Recettes 1994 (Voies et Moyens) - (en milliards de francs)		
	Prévisions ajustées	Recettes imputées
Recettes fiscales	1.168,1	1.193,5
Recettes non fiscales	188,5	181,9
Total	1.356,6	1.375,4

Par rapport à l'année précédente, les recettes de l'Etat ont été plus élevées en 1994. Outre les recettes non fiscales, très importantes du fait des apports des diverses formes de privatisations, les recettes fiscales totales se sont accrues de 10,1 pour cent, alors que le produit national brut, à prix courants, augmentait au cours de la même période de 4,7 pour cent. Cette évolution favorable, qui concerne presque tous les types d'impôts, résulte à la fois des hausses tarifaires liées à l'exécution du Plan global et de l'amélioration de la conjoncture économique. Cette circonstance a bénéficié, quoique dans des proportions parfois légèrement différentes, à tous les niveaux de pouvoirs. Ce résultat a permis à l'Etat fédéral de respecter largement la norme d'élasticité unitaire des recettes fiscales par laquelle le Gouvernement s'était obligé à faire croître ces recettes au moins dans la même proportion que le produit national brut.

Il convient cependant de relever à ce propos que les recettes non fiscales de l'Etat fédéral ont été augmentées de trois milliards de francs en 1994, du fait du versement, dès le 27 décembre 1994, par Belgacom, de son indemnité de monopole pour 1995. Ce paiement, dû, selon le contrat de gestion, par tranches trimestrielles à la fin de chaque période, a été avancé à 1994, à la demande du Ministre; en contrepartie, l'Etat s'est engagé à verser à Belgacom, en 1995, les intérêts correspondant aux charges supportées par Belgacom du fait de ce paiement anticipé.

Dépenses 1994 (Ordonnancements 1994 à charge du budget 1994)		
(en milliards de francs)		
	crédits	ordonnancements
crédits non dissociés	2.403,3	2.200,4
crédits d'ordonnement	42,1	35,5
sous-total	2.445,4	2.235,9
fonds budgétaires		1.026,8
Total		3.262,7

Les **dépenses** sont restées globalement maîtrisées en 1994, même si la norme de croissance réelle zéro des dépenses primaires (hors charges d'intérêts) que le Gouvernement s'était fixée, a été légèrement dépassée : en termes de caisse, ces dépenses ont cru de 3,3 pour cent, soit 0,9 pour cent de plus (ou 8,3 milliards de francs) que la norme. Les dépenses budgétaires d'intérêts ont atteint 691,7 milliards de francs en 1994, soit à peine 4,3 milliards de plus que l'an passé. Si l'on prend aussi en compte les intérêts directement capitalisés par remise de titres, les charges d'intérêts ont même diminué en 1994 (712,7 milliards de francs contre 725,5 milliards en 1993). Ce résultat a permis de ramener le taux d'intérêt implicite de la dette publique à 7,9 pour cent, niveau qui n'avait plus été atteint depuis de nombreuses années.

Le **solde net à financer**, qui reflète la variation nominale de la dette due au financement des opérations budgétaires et de trésorerie, a atteint 313,1 milliards de francs en 1994, légèrement en-dessous de l'objectif du Gouvernement (315,1 milliards de francs).

L'examen des mouvements de caisse de l'Etat révèle cependant que ce résultat a été influencé par le fait que l'Etat a conservé en caisse, au 31 décembre 1994, certaines recettes perçues pour le compte de tiers qu'il aurait dû normalement verser aux bénéficiaires dans le courant de l'année 1994. Ainsi, un montant d'environ 3 milliards de francs, dû à la sécurité sociale, dans le cadre de son financement alternatif, n'a été versé qu'en janvier 1995, au lieu de décembre 1994. En outre, comme les années précédentes, les recettes fiscales perçues par l'Etat pour le compte des provinces et des communes, relatives à novembre 1994, et à verser en principe le mois suivant, n'ont été transférées qu'en janvier 1995. L'influence positive sur la situation de caisse de l'Etat en 1994 due à la reconduction de cette pratique a encore été accrue, par rapport à 1993, de quelque 5 milliards de francs. Les versements relatifs à

novembre 1994 ainsi reportés ont en effet été supérieurs de ce montant à ceux de novembre 1993.

Ces résultats en recettes, comme en dépenses, se sont traduits par une **augmentation nominale de la dette publique brute** en 1994 relativement faible, en particulier par rapport à 1993 (262,8 milliards de francs en 1994, contre 784,3 milliards en 1993). Une part de cet écart doit cependant être attribuée à la forte réduction de la variation de la dette qui n'est pas due au financement des opérations budgétaires : contrairement à 1993, où elle était exceptionnellement élevée (du fait notamment d'importantes reprises de dettes), cette source de variation de la dette s'est limitée, en 1994, à 66,9 milliards de francs seulement. En outre, l'évolution de l'encours du volant de trésorerie de l'Etat, qui s'est réduit au cours de 1994 (- 117,2 milliards de francs), alors qu'en 1993, il avait augmenté (+ 117 milliards), a contribué aussi à amplifier cet écart entre les variations de la dette brute en 1993 et 1994. Quoi qu'il en soit, la croissance nominale de la dette publique en 1994 est la plus basse enregistrée depuis plus de dix ans.

L'examen de l'exécution du budget ne se limite cependant pas à ces seules données générales. Par le vote du budget, les Chambres législatives accordent des autorisations budgétaires pour des objets bien déterminés, assortis de conditions d'utilisation et dans un cadre légal défini. L'action menée par le Gouvernement en 1994 appelle des commentaires développés dans la partie II et dont les plus frappants sont évoqués ci-dessous.

L'an passé, la Cour des comptes avait relevé que la mise en oeuvre des projets confiés au **Ministère de la Justice** dans le cadre du contrat avec le citoyen, avait été lente et que le temps nécessaire au démarrage des projets n'avait pas suffisamment été pris en compte lors de l'évaluation des crédits. L'examen des dépenses effectuées en 1994 confirme la lenteur de cette mise en oeuvre : pour le **contrat avec le citoyen**, comme pour le **plan pluriannuel**, les crédits sont restés faiblement utilisés. Si l'on passe en revue les principaux axes de ces politiques, on constate cependant que les objectifs retenus ont été souvent en tout ou en partie réalisés, mais avec retard. Les causes principales de celui-ci semblent avoir été la nécessité d'adopter au préalable de nombreuses mesures législatives et réglementaires et les rigidités liées aux procédures de recrutement du personnel supplémentaire requis. Il apparaît cependant qu'aujourd'hui l'encadrement normatif et logistique est majoritairement acquis, de sorte que ces projets devraient être pleinement opérationnels en 1995. Par ailleurs, les mesures prévues pour augmenter les ressources et assurer le financement du plan pluriannuel, bien que largement réalisées, n'ont pas eu, jusqu'à présent, le rendement escompté.

Pour la troisième année consécutive, les crédits accordés pour le projet **BELEXTEL**, système intégré de bureautique, télécommunication et informatique pour le **Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**, n'ont quasiment pas été utilisés. Cela résulte du fait que le système livré ne répond pas aux exigences posées. Afin d'y remédier,

le Conseil des Ministres a approuvé, le 3 mars 1995, un plan d'action qui devrait permettre de finaliser le projet.

Dans le cadre de l'indemnisation des Belges dont les biens ont été **zaïrianisés**, l'Etat a ordonné pour 572,6 millions de francs belges à charge des moyens libérés pour 1994 au budget du **Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur**. Ce montant concerne 42 dossiers. Par ailleurs, d'autres dossiers sont encore pendants auprès des tribunaux dans l'attente d'un jugement.

Les masses indifférenciées que constituent les différentes allocations de base du programme "**Coopération bilatérale (Fonds de la Coopération au développement)**" et les justifications très sommaires figurant dans les documents budgétaires rendent presque impossible la formulation d'un avis quant au degré de réalisation des objectifs ou quant aux facteurs ayant, le cas échéant, fait obstacle à la réalisation des objectifs.

La Cour des comptes donne un aperçu des dépenses liquidées par le **Ministère de la Défense nationale**, en 1994, dans les contrats d'entretien et de modernisation des avions F16 (environ 2,2 milliards de francs). Ces dépenses sont pour partie effectuées sur un compte d'ordre de trésorerie.

Elle relève, par ailleurs, que l'exécution du volet conditionnel du plan à moyen terme de ce même Ministère dépendait en principe de la comptabilisation de ressources suffisantes provenant de la vente d'immeubles ou de matériel devenu excédentaire. Alors que ces ressources ne permettaient pas d'en supporter intégralement le coût, le Conseil des Ministres a décidé d'acquérir un **avion gouvernemental** (projet qui faisait partie du volet conditionnel) et d'en imputer les coûts pour une part sur les ressources des biens devenus excédentaires (265,7 millions de francs) et pour le reste sur les crédits ordinaires du département (421 millions de francs). L'imputation d'une dépense imprévue d'une telle importance sur ces crédits, sans ajustement budgétaire, peut être l'indication d'une mauvaise programmation budgétaire ou d'une surestimation des crédits.

En outre, les crédits prévus au budget de la Défense nationale pour lui permettre de faire face à ses obligations en matière de **responsabilité civile** paraissent être sous-estimés. Au cours de l'année 1994, ils étaient déjà pratiquement épuisés à la fin du mois d'août 1994. En conséquence, des dépenses ont été reportées à 1995. Les crédits 1995, quant à eux, (72,6 millions de francs) étaient déjà utilisés à 98,8 % à la fin d'avril 1995.

Afin de lui permettre d'assurer un contrôle contemporain des opérations faites dans le cadre de **l'aliénation du matériel** devenu excédentaire du Ministère de la défense nationale, la Cour des comptes insiste pour obtenir la communication rapide des conventions conclues ou, à tout le moins, d'un relevé de ces conventions par trimestre.

Les coûts supplémentaires générés par les **opérations humanitaires** pour la période 1992-1994 sont évalués par le Ministère de la Défense nationale à 9.781,2 millions de francs. Des contributions de tiers financent 3.283,6 millions de francs (33,6 pour cent), alors que le solde, soit 6.497,6 millions (66,4 pour cent), est à charge du budget de la Défense nationale. Dans les documents budgétaires 1992-1994, il est fait seulement mention de 3 milliards de francs réservés pour les opérations humanitaires. Le solde d'environ 3,5 milliards a été

couvert par des compensations internes avec des crédits destinés à d'autres missions ou par des imputations à charge de crédits ordinaires destinés aux tâches normales des Forces armées.

Les contributions de tiers (ONU, UE, AGCD) transitent par un compte d'ordre de trésorerie, pour couvrir des dépenses découlant des opérations humanitaires. Pour la période 1992-1994, 2.946,4 millions de francs de contributions ont été comptabilisés sur ce compte; les utilisations s'élèvent à 1.679,9 millions de francs. Le solde de 1.266,5 millions devrait être consacré à l'apurement de dépenses liées aux opérations humanitaires, aux charges des missions d'observations en ex-Yougoslavie (ECMM) ou aux achats que les Forces armées ont reportés du fait du coût de ces opérations humanitaires.

Par ailleurs, le crédit inscrit au budget du Ministère des Finances pour les interventions que l'**Office national du Ducroire** effectue pour le compte de l'Etat est resté inutilisé à concurrence d'environ 900 millions de francs. Ce réajustement dans les prévisions s'est opéré en deux phases. Lors du contrôle budgétaire (mais sans que le budget administratif ne soit modifié), l'intervention estimée de l'Etat a été ajustée de 400 millions de francs à la baisse suite à un recalcul des primes et de l'intervention au profit de l'Algérie. Les 500 millions restants découlent d'un gain sur les récupérations et d'un gain sur les indemnisations de l'ordre de 250 millions chacun, essentiellement logés dans les opérations avec les Philippines.

La Cour des comptes a également dressé un tableau de synthèse qui vise à mettre en regard les produits dégagés au 30 avril 1995 par les **cessions d'actifs** et les dépenses supportées lors de ces opérations. Il n'a pas été tenu compte des autres recettes ou dépenses découlant de ces cessions d'actifs telles que, par exemple, les recettes non fiscales perçues auparavant au budget des Voies et Moyens et qui ne sont plus versées par l'organisme du fait de sa privatisation.

La sous-évaluation, répétée depuis plusieurs années, des crédits inscrits au budget du **Ministère de la Santé publique et de l'Environnement** et destinés à l'intervention de l'Etat dans le prix des **journées d'hospitalisation**, a entraîné un arriéré considérable. Sans les problèmes techniques, rencontrés dans le courant de l'année 1994 par les hôpitaux pour la transmission de leurs factures, cet arriéré, évalué au 31 décembre 1994 à 5.035,9 millions de francs, aurait avoisiné les 8 milliards de francs. Un des éléments de cette sous-évaluation est la prise en considération insuffisante, dans le budget, des subsides complémentaires aux hôpitaux universitaires, prévus par l'article 102 de la loi sur les hôpitaux. Ces subsides complémentaires peuvent être estimés pour 1994 à quelque 1.500 millions de francs.

Le Fonds pour la santé et la production des animaux, inscrit au budget du **Ministère de l'Agriculture**, n'a pas les moyens de financer les **épizooties de peste porcine classique** qui se produisent périodiquement. C'est pourquoi il doit toujours être fait appel à des moyens extra-budgétaires. Ces débudétisations doivent cependant être évitées autant que possible. Une perception plus efficace des cotisations obligatoires contribuerait à réaliser cet objectif.

Le nouveau fonds d'**analyse des produits pétroliers**, prévu au budget du **Ministère des Affaires économiques** et destiné à la mise en place d'un système adéquat de contrôle de la

qualité de ces produits, est resté inactif, pour la deuxième année consécutive, à défaut des mesures réglementaires requises.

Par ailleurs, pour le même département, il apparaît que le **plan d'assainissement du site nucléaire de l'ancienne société Eurochemic** devra être revu pour rester dans les limites de l'engagement initial de 4.405 millions de francs, prévu pour la période 1989-2000, conformément à la convention du 19 décembre 1990, conclue avec les producteurs d'électricité. Aucun accord n'est jusqu'à présent intervenu pour actualiser ce plan, dont la réalisation engendrerait, selon une évaluation effectuée en 1994, un coût supplémentaire de 1.198 millions de francs.

La gestion imprévoyante du programme "**Travaux pour les institutions européennes et internationales**" du budget du **Ministère des Communications et de l'Infrastructure** a entraîné une interruption du paiement des travaux pendant près de 4 mois, ayant pour conséquence la débitection d'importants intérêts moratoires. Depuis le début des travaux, en 1986, plus de 49 millions de francs d'intérêts de retard ont été payés.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I - SYNTHESE GENERALE DES RESULTATS DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR 1994

A. Les imputations à la charge du budget

Les résultats de l'exécution du budget 1994, tels qu'ils sont repris dans cette préfiguration, s'établissent, sur la base des données disponibles au 30 avril 1995, à 2.635,6 milliards de francs en recettes, dont 1.375,4 milliards de francs pour les recettes courantes et de capital, et du côté des dépenses, à 3.346,1 milliards de francs en engagements¹ et 3.295,6 milliards de francs en ordonnancements², dont 1.695,2 milliards de francs pour les dépenses courantes et de capital.

Les tableaux 1.1, 1.2 et 1.3 ci-après offrent une première confrontation des résultats aux estimations. Une information plus détaillée relative à chacun des éléments d'analyse figure dans les chapitres suivants.

TABLEAU 1.1. - RECETTES (en milliards de francs)				
	RECETTES ESTIMEES (1)	RECETTES IMPUTEES (2)	ECART	TAUX DE REALISATION
Recettes courantes et de capital	1.356,6	1.375,4	+ 18,8	101,4 %
dont : - non affectées	1.303,8	1.323,4	+ 19,6	
- affectées (3)	52,8	52,0	- 0,8	
Produits d'emprunts (4)	2.159,6	1.260,2	- 899,4	58,4 %
dont : - non affectés	1.063,0	281,8	- 781,2	
- affectés (3)	1.096,6	978,4	- 118,2	
TOTAL	3.516,2	2.635,6	- 880,6	75,0 %
dont : - non affectés	2.366,8	1.605,2	- 761,6	
- affectés (3)	1.149,4	1.030,4	- 119,0	

(1) Loi du 11 juillet 1994 ajustant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1994

(2) Voir Chapitre II, tableau 2.1.

(3) Les recettes affectées sont attribuées à des fonds organiques (cfr. Tableau des dépenses dans la partie III).

(4) En ce qui concerne les produits d'emprunts, seul le produit des emprunts consolidés est enregistré au budget des Voies et Moyens (cfr. Exposé général 1993; Doc. Chambre, n° 663/1-91/92, p. 8). Le produit de la dette flottante est enregistré en dehors du budget via les comptes d'ordre de trésorerie. En outre, traditionnellement, l'Exposé général et le budget des Voies et Moyens ne reprennent pas en amortissements et remboursements les opérations d'échanges d'emprunts classiques contre des obligations linéaires. Ceci explique l'écart entre les recettes imputées et les recettes estimées.

¹ Dépenses pour années antérieures comprises.

² Dépenses pour années antérieures comprises.

TABLEAU 1.2. - DEPENSES (en milliards de francs) (Engagements : obligations à la charge de l'Etat contractées au cours de l'année budgétaire)				
	CREDITS (1)	ENGAGEMENTS (2)	ECART	TAUX D'UTILISATION
Crédits de l'année budgétaire :				
Crédits non dissociés	2.403,3	2.284,3	119,0	95,0 %
Crédits d'engagement	30,1	25,3	4,8	84,1 %
TOTAL	2.433,4	2.309,6	123,8	94,9 %
Fonds budgétaires		1.036,5		
TOTAL		3.346,1		

- (1) Voir Chapitre III et Tableau des dépenses dans la partie III
- (2) Les chiffres repris sont les engagements tels qu'ils sont inscrits dans la banque de données de la comptabilité de l'Etat à l'Administration de la Trésorerie.

TABLEAU 1.3. - DEPENSES (en milliards de francs) (Ordonnancements : apurement au cours de l'année budgétaire des obligations contractées pendant celle-ci ou antérieurement)				
	CREDITS (1)	ORDONNANCEMENTS	ECART	TAUX D'UTILISATION
Crédits reportés de l'année précédente :	279,6	32,9	246,7	11,8 %
Crédits de l'année budgétaire :				
Crédits non dissociés	2.403,3	2.200,4	202,9	91,6 %
Crédits d'ordonnancement	42,1	35,5	6,6	84,3 %
TOTAL	2.725,0	2.268,8	456,2	83,3 %
Fonds budgétaires		1.026,8		
TOTAL		3.295,6		
dont - Amortissements et remboursements (2)		1.600,4		
- Dépenses courantes et de capital		1.695,2		

- (1) Voir Chapitre III et Tableau des dépenses dans la partie III
- (2) Le détail de ces 1.600,4 milliards de francs d'amortissements et de remboursements est le suivant :

crédits de l'année en cours : 1.599,5 mrd dont :

0,08 mrd Section 31 "Agriculture", division 52, programme 4, fonds 31-1 "Santé et production des animaux"

0,9 mrd Section 31 "Agriculture", division 53, programme 4

620,1 mrd Section 51 "Dettes publiques", division 45, programme 1

978,4 mrd Section 51 "Dettes publiques", division 45, programme 1, fonds 51-1 "Charges d'emprunts"

crédits reportés : 0,9 mrd soit :

0,9 mrd Section 51 "Dettes publiques", division 45, programme 1

Les résultats de la préfiguration constituent des résultats provisoires. Ils décrivent l'utilisation des crédits accordés par le budget en tant qu'acte d'autorisation. Les résultats définitifs ne seront connus qu'au moment de l'établissement du compte général de l'Etat et du dépôt du projet de loi portant règlement définitif du budget. Ce n'est qu'alors qu'un vrai résultat budgétaire pourra être établi.

Par ailleurs, la détermination d'un **solde budgétaire** sur la base de ces seules données n'est pas possible. Les recettes imputées correspondent, en effet, à des données de caisse, alors que les ordonnancements se réfèrent à une notion comptable qui diffère du paiement effectif. En outre, les ordonnancements à la charge du budget 1994 ne sont pas les seuls à avoir donné lieu à des mouvements de caisse au cours de l'année : des paiements consécutifs à des ordonnancements à charge des crédits reportés de 1993, et même de 1992, sont également intervenus. C'est pourquoi il est préférable, pour déterminer un solde budgétaire, de s'écarter de ces données d'exécution du budget 1994 et de se référer plutôt aux résultats de caisse, comme ci-dessous.

B. Les résultats de caisse³

Le solde net à financer en 1994, qui atteint 313,1 milliards de francs, a été influencé par l'évolution favorable du solde budgétaire. Les recettes fiscales totales ont augmenté, en 1994, de 10 pour cent sur base de caisse, alors que les dépenses primaires ont cru, en termes réels, de 0,9 pour cent. Néanmoins, des recettes de caisse ont été anticipées et des dépenses de caisse reportées. En outre, la rubrique "opérations de trésorerie" doit être considérée avec circonspection.

Le résultat financier des opérations budgétaires, à savoir le **solde budgétaire**, s'est traduit, en 1994, par un déficit de 296,9 milliards de francs (1.373,3 milliards de recettes - 1.670,2 milliards de dépenses), contre 365,2 milliards en 1993, soit une amélioration de 68,3 milliards. Ce progrès est dû dans une large mesure à l'augmentation des recettes, comme cela ressort clairement de l'évaluation du respect des normes budgétaires.

L'élasticité unitaire des recettes fiscales par rapport au produit national brut⁴ a été dépassée sur base de caisse. Le tableau ci-dessous en donne un aperçu. En 1994, l'inflation a atteint 2,4 pour cent⁵ et la croissance réelle de l'économie, mesurée par rapport au produit national brut, 2,3 pour cent⁶.

³ Les données mentionnées ici sont principalement extraites de la situation mensuelle du Trésor pour le mois de décembre 1994, établie par l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances, dont un synopsis est publié au Moniteur belge du 2 mars 1995.

⁴ C'est-à-dire leur évolution équivalente en pourcentage.

⁵ Source : Bureau fédéral du Plan, prévisions économiques 1995, contrôle budgétaire 1995, Bruxelles, février 1995.

⁶ Source : Ministère des Affaires économiques, lettre de conjoncture, Bruxelles, mars 1995.

(en milliards de francs)

RECETTES FISCALES	1993	1994	Ecart	Ecart en pour cent
Recettes fiscales sans le financement alternatif de la sécurité sociale	1.932,0	2.050,7	+ 118,7	+ 6,1
Financement alternatif de la sécurité sociale	2,7	79,6	+ 76,9	
TOTAL	1.934,7	2.130,3	+ 195,6	+ 10,1

A côté des recettes fiscales, on relève également en 1994 un important accroissement des recettes budgétaires non fiscales : 179,8 milliards de francs en 1994⁷, contre 136,3 milliards en 1993. Parmi ces recettes figure déjà l'indemnité de monopole pour 1995 due par Belgacom, pour un montant de 3 milliards de francs. Contrairement aux modalités de paiement prévues dans le contrat de gestion conclu par l'autorité fédérale et Belgacom, qui prévoit le versement de cette indemnité de monopole par tranches trimestrielles, à la fin de chaque période, Belgacom a payé au Trésor, le 27 décembre 1994, un montant de 3 milliards de francs, au titre d'indemnité de monopole pour 1995, à la demande du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques. En contrepartie de ce paiement anticipé, Belgacom bénéficie d'un intérêt sur ce montant de 3 milliards, aux taux du marché interbancaire (BIBOR) à 3, 6, 9 et 12 mois⁸.

En 1994, les dépenses primaires sur base de caisse se sont élevées à 978,5 milliards de francs, contre 947,4 milliards en 1993, soit une augmentation en pourcentage de 3,3 pour cent, supérieure de 0,9 pour cent (8,3 milliards de francs) à une croissance réelle nulle⁹.

Les dépenses budgétaires d'intérêts ont atteint, en 1994, sur base de caisse, 691,7 milliards de francs, soit 4,3 milliards de plus qu'en 1993.

En 1993, un montant de 12,4 milliards de francs, correspondant aux bénéfices comptables réalisés lors de l'échange d'obligations classiques contre des obligations linéaires, a été utilisé pour payer des charges d'intérêts, comptabilisées budgétairement comme dépenses d'amortissement¹⁰.

⁷ Montant établi au départ des données de la comptabilité budgétaire au 31 décembre 1994.

⁸ Note du 20 décembre 1994, réf. 09/12/371, du Vice-premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques adressée à Belgacom.

⁹ Une croissance réelle nulle signifie que l'augmentation en pourcentage des dépenses ne peut pas dépasser l'inflation.

¹⁰ En vertu de l'article 2.51.1 de la loi du 6 août 1993 contenant l'ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1993 (Moniteur belge du 8 septembre 1993).

Par l'article 2.51.4 de la loi du 11 juillet 1994 contenant le troisième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994¹¹, cette solution a été étendue aux primes à l'émission liées aux opérations en francs belges.

Contrairement à 1993, ce n'est cependant pas un bénéfice comptable, mais une perte de 8,747 milliards de francs qui a été enregistrée. En vertu de la disposition légale du budget précitée, cette perte a été mise à charge d'une allocation de base destinée aux intérêts de la dette publique et reprise dans le montant ci-dessus de 691,7 milliards de charges budgétaires d'intérêts, avec, en contrepartie, l'imputation de recettes d'emprunt. Ces imputations ne sont cependant pas liées à des mouvements de fonds du Trésor. Elles correspondent à une moins-récette dans les opérations de la dette, consécutive à une perte à l'émission et lors d'échange.

En 1994, 22,1 milliards de francs d'intérêts ont été capitalisés, contre 32,9 milliards en 1993.

Le solde net à financer du pouvoir fédéral s'est élevé, en 1994, à 313,1 milliards de francs, soit 16,2 milliards de plus que le solde budgétaire sur base de caisse. Ce déficit supplémentaire est dû aux opérations de trésorerie (7 milliards de francs) et aux différences à l'émission (1,8 milliard)¹² et à l'amortissement (7,4 milliards).

Le montant important des pertes à l'amortissement (- 7,4 milliards) est principalement causé par l'utilisation qui a été faite de la possibilité de remboursement anticipé, réalisé au-dessus du pair, de certains emprunts (options call), dans le cadre de la gestion de la dette.

Le poste "opérations de trésorerie" comprend les "opérations sur fonds de tiers" et les "autres opérations". Suivant leur traitement comptable, un certain nombre d'opérations peuvent être classées dans l'une ou l'autre de ces deux sous-rubriques, de sorte qu'il est difficile de mesurer les répercussions financières du fonctionnement propre de l'Etat fédéral. Dans l'ensemble des opérations de trésorerie, certains éléments sautent cependant aux yeux.

Le système des prorata d'intérêts des obligations linéaires a donné lieu, en 1994, à une dépense nette de caisse de 9,5 milliards de francs¹³.

En 1994, le Trésor a enregistré une dépense nette de caisse de 20,8 milliards de francs au profit de l'Union européenne. En 1992 et 1993, ces dépenses de caisse ont atteint respectivement 3,8 et 11,9 milliards de francs. Cette sortie nette de caisse résulte de l'ensemble des mouvements d'entrées et de sorties qu'a connu le Trésor dans le cadre de la collaboration apportée par la Belgique au fonctionnement de l'Union européenne. Traditionnellement, la situation mensuelle du Trésor, établie par l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances, mentionne seulement, dans la rubrique "fonds de

¹¹ Moniteur belge du 11 août 1994.

¹² Vu les pertes à l'émission et à l'amortissement de 8,747 milliards de francs déjà examinées.

¹³ Pour les obligations linéaires, l'échéance des intérêts ne correspond pas, dans la plupart des cas, à la date de souscription. Dans ces cas, le souscripteur verse au Trésor les intérêts déjà courus et les reçoit en retour à la première date d'échéance, quand les intérêts de l'ensemble de la période lui sont payés.

tiers", les dépenses ou les recettes de caisse comptabilisées sur la partie de ces mouvements de fonds déjà identifiée comme "fonds de tiers - Union européenne". Le résultat de cette dernière rubrique représente, en 1994, une recette nette de caisse de 5 milliards de francs.

Dans le cadre du financement alternatif de la sécurité sociale, un montant de 3 milliards de francs a été transféré au début de janvier 1995, en lieu et place de décembre 1994, au fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale¹⁴.

Comme les années précédentes, les recettes fiscales destinées aux communes et aux provinces du mois de novembre 1994 n'ont pas été versées en décembre 1994, mais bien au début de janvier 1995¹⁴. La reconduction de cette pratique critiquable a deux conséquences :

- l'influence positive sur la situation de caisse à la fin de décembre consécutive au premier report de paiement est conservée;
- les recettes fiscales pour les communes et les provinces de novembre 1994 sont supérieures de 5 milliards à celle de novembre 1993. Cette différence influence également de façon positive la situation de caisse au 31 décembre 1994.

Le schéma qui suit donne un aperçu des sources de la variation de la dette publique en 1994, parmi lesquelles le financement du solde net à financer est la plus importante. Les autres facteurs de variation sont beaucoup moins importants qu'en 1993 (66,9 milliards en 1994, contre 291 milliards en 1993¹⁵). Le résultat du poste "variation de change" est frappant : une perte de 54,5 milliards de francs en 1993 fait place à un gain de 18,3 milliards en 1994. Sur l'ensemble de ces deux années, une perte de 36,2 milliards subsiste encore.

¹⁴ Résultats établis au départ des enregistrements dans les écritures de la Cour des comptes.

¹⁵ Cf. Préfiguration des résultats de l'exécution du budget pour 1993, Doc. Parl. n° 1423/1-93/94 (Chambre), 1074-1 (1993-1994) (Sénat), p. 21.

OPERATIONS DU TRESOR PUBLIC EN 1994

(sur base de caisse - en milliards de francs)

Recettes budgétaires	Dépenses budget 1994	Autres dépenses budgétaires	
+1.373,278	-1.623,592	-46,568	
Opérations de Trésorerie	Solde budgétaire		
-7,026	-296,882		
Impasse de caisse			F.M.I.
-303,908			+6,253
			Capitalisations d'intérêts
			+22,073
Différences d'émission :	-1,794		Divers
Différences d'amortissement :	-7,421		-0,140
Solde net à financer			Reprise de dettes
-313,123			+57,000
Variation de la dette publique résultant du financement du S.N.F.	Autres sources de variations de la dette publique		Différences de change
+313,123	+66,868		-18,318
Variations de la dette publique en valeur nette (1) :			
+379,991			

(1) hors volant de Trésorerie

CHAPITRE II - LES RECETTES

A. Généralités

Par recettes totales, on entend l'ensemble des recettes courantes ou de capital, fiscales ou non fiscales, perçues par l'Etat fédéral pour son compte propre ou pour compte d'autres pouvoirs, à l'exclusion des additionnels encaissés au profit des pouvoirs locaux.

Les recettes des Voies et Moyens sont calculées en déduisant des recettes totales les recettes fiscales ou non fiscales servant à financer d'autres pouvoirs que le pouvoir fédéral, à savoir les prélèvements effectués au titre des recettes cédées à l'Union européenne, les recettes propres ou parties d'impôts attribuées aux Communautés et aux Régions ainsi que les recettes affectées à la sécurité sociale.

La Cour des comptes examine successivement l'évolution des recettes totales par rapport à 1993 (B), les réalisations des recettes des Voies et Moyens au regard des prévisions (C), les recettes transférées aux Communautés et aux Régions (D), ainsi que celles perçues pour le compte de la sécurité sociale (E). De la sorte, l'ensemble de l'activité du Ministère des Finances fédéral, qui perçoit et répartit l'impôt pour différents niveaux de pouvoir, est passé en revue.

Le tableau ci-dessous donne, en outre, un aperçu synthétique des recettes enregistrées en 1993 et 1994 et de leur évolution.

(en milliards de francs)	1993	1994	Ecart en %
Recettes totales (dont recettes fiscales)	2.103,9 (1.934,7)	2.324,3 (2.130,3)	+ 10,4 (+ 10,1)
Recettes cédées à l'Union européenne	77,9	85,5	+ 9,8
Recettes attribuées aux Communautés et aux Régions			
- recettes fiscales propres et parts attribuées d'impôts	720,8	771,6	+ 7,0
- recettes radio-télévision (*)	22,2	12,1	-
Recettes affectées à la sécurité sociale	13,9	79,6	+ 573,4
Recettes Voies et Moyens (dont recettes fiscales)	1.269,1 (1.133,3)	1.375,4 (1.193,5)	+ 8,4 (+ 5,3)
P.N.B. à prix courants (**)	7.318,3	7.662,0	+ 4,7

(En raison des arrondis, les totaux peuvent différer de la somme de leurs éléments).

(*) : Depuis juin 1994, le produit de la redevance radio-télévision est versé directement aux Communautés sans transiter par la trésorerie fédérale.

(**) : Source : budget économique du Bureau du Plan - contrôle budgétaire 1995.

Il est à remarquer que le taux de croissance des recettes en 1994 est en nette augmentation par rapport à celui de l'année précédente (10,4 % contre 4,1 % en 1993).

Les causes de cette évolution sont brièvement commentées ci-après.

Rappelons que les recettes fiscales totales se sont également accrues à un rythme supérieur à celui du P.N.B. Il s'ensuit que la norme minimale d'élasticité unitaire des recettes fiscales retenue par le Gouvernement a été respectée.

Si globalement les recettes totales se sont accrues de manière significative, le taux de cette progression n'a pas été le même à tous les niveaux du pouvoir central.

En 1994, la sécurité sociale a été financée en partie par l'affectation des moyens dégagés consécutivement à la mise en oeuvre du Plan global (cotisation sur l'énergie, contribution complémentaire de crise, moyens provenant de la fiscalité indirecte et du produit des revenus mobiliers et immobiliers). Ce financement alternatif représente, en 1994, 78,9 milliards de francs et complète les ressources générales de la sécurité sociale et la subvention accordée par l'Etat à charge de son budget (231 milliards de francs). Ce financement alternatif correspond environ à 5,5 pour cent des ressources totales des régimes généraux salariés et indépendants.

Contrairement aux années précédentes, les ressources du pouvoir fédéral (Voies et Moyens) se sont accrues dans une proportion plus importante (+ 8,4 %) que celles attribuées aux Communautés et aux Régions en application de la loi spéciale de financement (+ 7 %, abstraction faite des redevances radio-télévision qui ne sont plus perçues depuis juin 1994 par la trésorerie fédérale). A l'analyse, il apparaît cependant que ce résultat favorable résulte surtout de la forte progression des recettes non fiscales (+ 33 %); l'évolution spontanée des recettes fiscales et l'incidence des mesures complémentaires décidées en dehors du Plan global se sont elles finalement traduites pour l'Etat fédéral par une croissance modérée (+ 5,3 %) de ses moyens fiscaux.

B. Recettes totales

(en milliards de francs)			
	1993	1994	Ecart
<u>Recettes courantes</u>			
<u>Recettes fiscales</u>			
Contributions directes	1.094,8	1.217,8	+ 123,0
Impôts indirects :			
Douanes et accises	209,3	230,0	+ 20,7
T.V.A. et enregistrement	607,6	658,4	+ 50,8
TOTAL	1.911,7	2.106,2	+ 194,5
<u>Recettes non fiscales</u>	167,1	183,4	+ 16,3
TOTAL des recettes courantes	2.078,8	2.289,6	+ 210,8
<u>Recettes de capital</u>			
<u>Recettes fiscales</u>	22,9	24,1	+ 1,2
<u>Recettes non fiscales</u>	2,2	10,6	+ 8,4
TOTAL des recettes de capital	25,1	34,7	+ 9,6
TOTAL GENERAL	2.103,9	2.324,3	+ 220,4

Source : Ministère des Finances, Trésorerie.

Les recettes fiscales totales se sont accrues de 10,1 % en 1994. Cette évolution favorable, qui concerne pratiquement tous les types d'impôts, résulte essentiellement des hausses tarifaires décidées en exécution du Plan global ainsi que d'une amélioration de la conjoncture économique.

En contributions directes, les recettes fiscales enregistrent une plus-value de 123 milliards de francs (+ 11,2 %).

Le précompte mobilier sur dividendes progresse de 2,4 milliards de francs (+ 7,1 %) par rapport à 1993, traduisant une anticipation par les entreprises des perspectives bénéficiaires pour l'année 1994.

Le précompte mobilier perçu sur les autres revenus présente également une hausse de 11,9 milliards (+ 17,7 %) par rapport à l'année antérieure. Cet accroissement reflète partiellement le passage du taux du précompte de 10,30 % à 13,39 % au 1er janvier 1994.

L'ampleur de la progression en 1994, des recettes en matière de versements anticipés est particulièrement révélatrice du redressement des perspectives bénéficiaires des entreprises (+ 28,1 milliards de francs par rapport à 1993, soit + 13,6 %).

L'augmentation des recettes en matière de précompte professionnel (+ 60,7 milliards de francs par rapport à 1993), découle de l'application, sur l'année entière, de la contribution complémentaire de crise ainsi que par la prorogation en 1994 de la suspension partielle de l'indexation des barèmes fiscaux. Ces recettes restent néanmoins en-deçà (- 19,3 milliards de francs) des prévisions ajustées lors du contrôle budgétaire de mars 1994. Celui-ci escomptait en effet une croissance spontanée de l'impôt des personnes physiques de 4,7 % et une incidence complémentaire des mesures fiscales en matière de précompte professionnel évaluée à 28,5 milliards de francs. L'écart finalement constaté entre les prévisions et les réalisations doit être attribué à une moindre progression de l'assiette imposable, laquelle découle de la faiblesse du marché de l'emploi et de la modération salariale.

Les perceptions par rôles en impôt des personnes physiques ont nettement augmenté (+ 13,1 milliards de francs) par rapport à l'année 1993, qui avait enregistré de très importants dégrèvements.

Pour l'impôt des sociétés, l'amélioration constatée en 1993 en matière d'enrôlements s'est maintenue au cours de l'année 1994.

Le rendement des impôts indirects a été largement influencé par les hausses tarifaires décidées dans le cadre du Plan global.

Les droits d'accises progressent de 16,5 milliards (+ 9,4 %) essentiellement en raison du relèvement tarifaire sur les cigarettes et les carburants ainsi que par l'effet complémentaire de la cotisation sur l'énergie, entrée en vigueur dans le courant de l'année 1993.

Les recettes de T.V.A., dont le taux normal d'imposition est passé de 19,5 à 20,5 % au 1er janvier 1994, enregistrent une plus-value de 45,4 milliards de francs (+ 8,4 %).

Les recettes non fiscales courantes et de capital progressent également (+ 24,7 milliards par rapport à 1993), en dépit du fait que depuis le mois de juin 1994 les redevances radio-télévision sont versées directement aux Communautés et ne sont plus reprises dans les recettes totales.

C. Les recettes des Voies et Moyens

En 1994, les recettes courantes et de capital finançant le pouvoir fédéral, enregistrées au budget des Voies et Moyens, s'élèvent à 1.375,4 milliards de francs, soit 18,8 milliards de plus (1,4 %) que les prévisions ajustées pour cette année.

Les recettes fiscales courantes se chiffrent à 1.193,5 milliards de francs, ce qui représente une plus-value de 25,4 milliards (2,2 %) par rapport aux prévisions du contrôle budgétaire. Cette évolution favorable se retrouve tant en fiscalité directe (+ 1,6 %) qu'en fiscalité indirecte, notamment en matière de T.V.A. (+ 7,8 %).

Les recettes non fiscales ont encore été influencées par les apports exceptionnels des opérations de privatisation (50 milliards de francs). Bien que ces recettes soient en net

progrès par rapport à l'année 1993 (+ 33 %), elles restent cependant en-deçà (- 3,5 %) des prévisions ajustées pour 1994.

En conclusion, il convient de souligner la forte hausse des recettes fiscales et non fiscales enregistrée en 1994, qui confirme globalement les perspectives de croissance retenues lors de la réévaluation des prévisions budgétaires.

TABLEAU 2.1. - RECETTES 1994 (en millions de francs)			
NATURE DES RECETTES	PREVISIONS AJUSTEES (1)	RECETTES IMPUTEES (2)	DIFFERENCE ENTRE LES RECETTES IMPUTEES ET LES PREVISIONS (2) - (1)
1. Recettes courantes			
<u>Section I</u> - Recettes fiscales			
Contributions directes	778.292	790.473	12.181
Douanes et accises	173.360	175.014	1.654
T.V.A. et enregistrement	216.422	228.009	11.587
TOTAL	1.168.074	1.193.496	25.422
<u>Section II</u> - Recettes non fiscales	177.460	171.272	- 6.188
TOTAL pour les recettes courantes	1.345.534	1.364.768	19.234
2. Recettes de capital			
<u>Section I</u> - Recettes fiscales	-	-	-
<u>Section II</u> - Recettes non fiscales	11.058	10.597	- 461
TOTAL pour les recettes de capital	11.058	10.597	- 461
3. TOTAL général	1.356.592 (52.758)*	1.375.365 (51.961)*	18.773 (- 797)*
4. Produit des emprunts	2.159.573 (1.096.610)*	1.260.174 (978.395)*	- 899.399 (- 118.215)*

* dont recettes affectées

Notes du tableau 2.1.

Sources : budget des Voies et Moyens ajusté 1994
situations mensuelles du Trésor - ministère des Finances

Colonne (1) : prévisions ajustées du budget des Voies et Moyens pour 1994

Colonne (2) : sommes versées au profit de l'Etat durant l'année budgétaire 1994

D. Les recettes transférées aux Communautés et aux Régions

La loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, complétée et modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure

fédérale de l'Etat, a fixé quelles sont les ressources perçues par l'Etat fédéral qui alimentent en tout ou en partie les budgets des Communautés française et flamande et des Régions wallonne, flamande et de Bruxelles-Capitale. Il s'agit principalement, d'une part, des impôts régionaux à ristourner aux Régions et de l'impôt des Communautés (ancienne redevance radio et télévision) et, d'autre part, de l'attribution d'une partie du produit de certains impôts (T.V.A. et I.P.P.).

Le tableau 2.2. indique les montants versés en 1994 au titre d'impôts régionaux¹⁶ et d'impôt des Communautés¹⁷.

En application des articles 75, § 1er bis et § 2, et 81 bis, l'Etat fédéral a retenu sur les ressources qu'il a transférées aux Régions 662,7 millions de francs, d'une part, pour les dépenses correspondant aux décisions prises par le Fonds agricole, le Fonds d'investissement agricole et l'Office national des débouchés agricoles et horticoles et, d'autre part, pour les dépenses de personnel et de fonctionnement effectuées par le ministère de l'Agriculture, le ministère des Affaires étrangères et l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie. Ce prélèvement de 662,7 millions de francs a fait l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après concertation avec les gouvernements des entités fédérées¹⁸. L'Etat a également retenu 86,7 millions de francs à titre de contribution des Régions dans le financement des organismes d'intérêt public qui leur sont transférés, soit dans ce cas pour le Bureau du Plan. Ce prélèvement a également fait l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après concertation avec les gouvernements des entités fédérées¹⁹.

Le prélèvement de 662,7 millions de francs a été opéré sur les impôts régionaux (droits de succession et de mutation par décès), versés au mois de décembre, alors que les 86,7 millions ont été prélevés sur le douzième des impôts partagés (I.P.P.) versé au mois de juin.

Par ailleurs, l'impôt des Communautés perçu dès le mois de juin a été versé directement par Belgacom aux Communautés. En effet, en application de l'article 5 bis, § 5, de la loi spéciale précitée, les ministres des Finances et du Budget des trois Communautés ont convenu de commun accord de modifier la procédure relative aux versements de la redevance radio-télévision perçue par l'Etat fédéral et de faire verser directement les recettes nettes recueillies par Belgacom sur les comptes respectifs des Communautés, le deuxième jour ouvrable du mois suivant lequel ces recettes ont été perçues²⁰.

¹⁶ Articles 3 et 4 de la loi du 16 janvier 1989, précitée.

¹⁷ Article 5bis de la même loi.

¹⁸ Arrêté royal du 15 décembre 1994 réglant les prélèvements visés aux articles 75 § 1 bis et § 2, et 81 bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 de financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

¹⁹ Arrêté royal du 5 avril 1994 réglant les prélèvements, en ce qui concerne le Bureau du Plan, visés à l'article 75, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

²⁰ Cette question a été examinée par la Cour des comptes dans ses "Commentaires et observations sur le projet de budget de l'Etat pour l'année budgétaire 1995" (Doc. Parl. n° 1545/3-93/94, Chambre des Représentants, pages 69 et suivantes).

TABLEAU 2.2. - MONTANTS VERSES EN 1994				
IMPOTS REGIONAUX				
En francs	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-capitale	Total des impôts régionaux
Taxe sur les jeux et paris	967.501.188	1.036.917.957	298.650.995	2.303.070.140
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	927.133.695	277.131.465	105.688.299	1.309.953.459
Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	335.820.755	148.391.519	74.678.914	558.891.188
Droits de succession et de mutation par décès	12.040.212.345	6.513.431.379	5.859.546.576	24.413.190.300
Prélèvements A.R. 15.12.94	(361.843.602)	(271.980.060)	(28.865.725)	(662.689.387)
Droits de succession et de mutation par décès versés aux Régions	11.678.368.743	6.241.451.319	5.830.680.851	23.750.500.913
Précompte immobilier	3.300.936.135	650.571.981	401.488.187	4.352.996.303
Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles ²¹	10.924.796.278	4.357.271.594	2.813.172.105	18.095.239.977
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles ²²	0	0	0	0
Ecotaxes	0	0	0	0
TOTAL DES IMPOTS VERSES AUX REGIONS (compte tenu des prélèvements de l'A.R. du 15.12.94)	28.134.556.794	12.711.735.835	9.524.359.351	50.370.651.980
TOTAL DES IMPOTS REGIONAUX	28.496.400.396	12.983.715.895	9.553.225.076	51.033.341.367
IMPOT DES COMMUNAUTES				
En francs	Communauté flamande	Communauté française	Communauté germanophone	TOTAL
Redevance radio et télévision (perçue du 1er décembre 1993 au 31 mai 1994)	7.756.733.032	4.591.372.409	81.555.937	12.429.661.378
Frais de perception ²³	(213.538.115)	(132.779.976)	(4.128.866)	(350.446.957)
TOTAL DE L'IMPOT NET DES COMMUNAUTES	7.543.194.917	4.458.592.433	77.427.071	12.079.214.421

²¹ En vertu de l'article 10, § 2, de la loi spéciale précitée, la part ristournée des droits d'enregistrement s'élève à 41,408 pour cent.

²² En application de l'article 10, § 2, de la loi spéciale de financement, cet impôt n'est pas ristourné aux Régions.

²³ Les frais de perception facturés pour toute l'année 1994 s'élèvent à 888 millions de francs répartis selon les frais des centres régionaux de la manière suivante :

Communauté flamande : 516.998.000 francs soit 58,22 %
Communauté française : 362.002.000 francs soit 40,77 %
Communauté germanophone : 9.000.000 francs soit 1,01 %

Pour les impôts partagés, le tableau 2.3., établi par la Cour des comptes au départ des données fournies par l'Administration, détaille pour 1994 les montants à verser aux Communautés et aux Régions et ceux effectivement versés.

Les montants à verser ont été établis compte tenu du solde 1993 et des prélèvements réalisés en application des arrêtés royaux des 5 avril 1994 et 15 décembre 1994 précités.

Ces montants sont calculés au départ du taux moyen d'inflation réel de 1994, soit 2,38 % (contre 2,75 % lors de l'ajustement du budget 1994), et du rendement de l'impôt des personnes physiques au 30 juin 1994. Pour l'adaptation de ces moyens à la croissance réelle du produit national brut (P.N.B.) de l'année considérée, le taux de croissance retenu est celui déterminé par la Banque nationale²⁴, soit 2,3 % cette année.

La fixation définitive de la croissance réelle du P.N.B. dès l'année qui suit l'année concernée s'avère cependant difficile, en raison des variations parfois encore importantes qui peuvent affecter le montant du P.N.B. pendant plusieurs années après cette date. A ce propos, le ministre des Finances a soumis à l'avis de la Cour des comptes la proposition de fixer définitivement cette croissance dès l'année suivante, sur la base des données disponibles à ce moment. La Cour a souligné dans sa réponse²⁵ que l'expérience des dernières années révèle, entre la première estimation de la croissance réelle du P.N.B. calculée par le Bureau du Plan et la fixation ultérieure de cette croissance lors de la publication des comptes nationaux par l'Institut National des Statistiques, l'existence de différences importantes. Elle a souligné dès lors que la solution proposée risquait d'aboutir à des montants significativement différents de ceux qui découleraient d'une application plus stricte de la loi de financement.

Les montants repris dans ce tableau devront être précisés dans l'ajustement du budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1995, en application de l'article 53 de la loi spéciale précitée. Ils n'ont pas encore été approuvés par la Conférence interministérielle qui doit statuer sur le taux d'intérêt à retenir, calculé sur la base du taux effectif du premier emprunt public à terme de plus de cinq ans émis en francs belges par l'Etat, au cours de l'année budgétaire concernée²⁶.

²⁴ Pour le budget initial et le budget ajusté, c'était le taux estimé par le Bureau du Plan qui avait été retenu. Ce changement de référence a été décidé lors de la conférence interministérielle du 20 janvier 1995.

²⁵ Lettre du 22 juin 1994.

²⁶ Article 14 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

TABLEAU 2.3. - IMPOTS PARTAGES							
En millions de francs	Montants établis pour 1994	Soldes 1993	TOTAL	Prélèvements 75 § 2	TOTAL à verser	Montants versés	Soldes à liquider en 1995
REGIONS							
IPP							
Région flamande	142.262,2	434,8	142.697,0	39,2	142.657,8	142.302,1	355,7
Région wallonne	94.164,6	667,1	94.831,7	39,2	94.792,5	94.634,3	158,2
Région bruxelloise	25.908,5	(339,5)	25.569,0	8,3	25.560,7	26.065,4	(504,7)
TOTAL	262.335,3	762,4	263.097,7	86,7	263.011,0	263.001,8	9,2
COMMUNAUTES							
T.V.A.							
Communauté flamande	193.066,3	591,9	193.658,2		193.658,2	194.362,7	(704,5)
Communauté française	145.691,7	436,6	146.128,3		146.128,3	146.648,0	(519,7)
TOTAL	338.758,0	1.028,5	339.786,5		339.786,5	341.010,7	(1.224,2)
IPP							
Communauté flamande	69.936,5	501,4	70.437,9		70.437,9	69.910,3	527,6
Communauté française	46.502,9	91,6	46.594,5		46.594,5	46.600,0	(5,5)
TOTAL	116.439,4	593,0	117.032,4		117.032,4	116.510,3	522,1
TOTAL des impôts partagés pour les Communautés	455.197,4	1.621,5	456.818,9		456.818,9	457.521,0	(702,1)
TOTAL DES IMPOTS PARTAGES	717.532,7	2.383,9	719.916,6	86,7	719.829,9	720.522,8	(692,9)

Notons enfin qu'en application de l'article 54, 3e alinéa, de la loi spéciale précitée, les Communautés et Régions ont payé à l'Etat fédéral des intérêts (dits "intérêts rythme") pour un montant de 2,154 milliards de francs. Ces intérêts s'expliquent par les écarts constatés entre les mensualités régulières versées par l'Etat aux entités fédérées et les recettes fiscales mensuelles variables qu'il a réellement perçues.

Par contre, pour les intérêts générés par les soldes²⁷ dus par l'Etat fédéral au 31 décembre de l'année budgétaire précédente, l'Etat fédéral a payé 124,5 millions de francs aux entités fédérées, alors que la Région de Bruxelles-Capitale lui a versé 15 millions au même titre.

27

Voir colonne Soldes 1993 du tableau n° 2.3. IMPOTS PARTAGES.

E. Les recettes transférées à la sécurité sociale (financement alternatif)

Le tableau 2.4. indique les montants transférés à la sécurité sociale au titre de financement alternatif, pour les années 1993 et 1994.

TABLEAU 2.4. - FINANCEMENT ALTERNATIF DE LA SECURITE SOCIALE						
	Article section particu- lière	Destinataire	Montant 93 payé en 94	Montant 94 payé en 94 (1)	Montant 94 payé en 95 (2)	Total Montant 94 (1) + (2)
Produit de la cotisation sur l'énergie (accises) affecté à la sécurité sociale (L. 22.7.93 art. 16)	66.30	F.E.F. (1)	2.229.228.719	7.305.157.086	690.978.730	7.996.135.816
TVA sur le produit de la cotisation sur l'énergie affecté à la sécurité sociale (L. 22.7.93 art. 16)	66.31	F.E.F	436.000.000	1.423.205.232	134.740.852	1.557.946.084
Produit de la contribution complémentaire de crise attribué à la séc. soc. (L. 6.8.93 art. 3 et 44)	66.32	F.E.F	0	19.000.000.000	0	19.000.000.000
		F.E.F.I. (2)	0	2.000.000.000	0	2.000.000.000
		TOTAL	0	21.000.000.000	0	21.000.000.000
Loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, article 13 :						0
1) Recettes provenant des augmentations des accises relatives aux tabacs manufacturés et aux huiles minérales	66.33	F.E.F.	0	6.039.260.040	549.020.240	6.588.280.280
		A.P.L. (3)	0	751.517.400	0	751.517.400
		A.L.E. (4)	0	100.202.320	0	100.202.320
		sous-total	0	6.890.979.760	549.020.240	7.440.000.000
	66.34	F.E.F.	0	18.069.076.410	1.642.643.310	19.711.719.720
		A.P.L.	0	2.248.482.600	0	2.248.482.600
		A.L.E.	0	299.797.680	0	299.797.680
		sous-total	0	20.617.356.690	1.642.643.310	22.260.000.000
		F.E.F.	0	24.108.336.450	2.191.663.550	26.300.000.000
		A.P.L.	0	3.000.000.000	0	3.000.000.000
		A.L.E.	0	400.000.000	0	400.000.000
		TOTAL	0	27.508.336.450	2.191.663.550	29.700.000.000
2) Affectation à la sécurité sociale du produit de l'augmentation de la TVA						

Loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, article 14						0
1) Recettes provenant de modifications du régime fiscal des revenus mobiliers	66.35	F.E.F.	0	12.527.265.000	0	12.527.265.000
		F.E.F.I.	0	1.051.735.000	0	1.051.735.000
		sous-total	0	13.579.000.000	0	13.579.000.000
2) Recettes provenant de modifications du régime fiscal des revenus immobiliers	66.36	F.E.F.	0	4.612.735.000	0	4.612.735.000
		F.E.F.I.	0	387.265.000	0	387.265.000
		sous-total	0	5.000.000.000	0	5.000.000.000
		F.E.F.	0	17.140.000.000	0	17.140.000.000
		F.E.F.I.	0	1.439.000.000	0	1.439.000.000
		TOTAL	0	18.579.000.000		18.579.000.000
TOTAL DES IMPOTS TRANSFERES A LA SECURITE SOCIALE	66.30 à 66.36	F.E.F.	2.665.228.719	68.976.698.768	3.017.383.132	71.994.081.900
		F.E.F.I.	0	3.439.000.000	0	3.439.000.000
		A.P.L.	0	3.000.000.000	0	3.000.000.000
		A.L.E.	0	400.000.000	0	400.000.000
		TOTAL	2.665.228.719	75.815.698.768	3.017.383.132	78.833.081.900

- (1) : Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale (article 39bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés).
- (2) : Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants (article 21bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants).
- (3) : Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.
- (4) : Office national de l'Emploi, financement de l'encadrement administratif des agences locales pour l'emploi.

1. La cotisation sur l'énergie

Le produit de la cotisation sur l'énergie (imposition indirecte frappant la mise à la consommation ou l'utilisation dans le pays de carburants, de combustibles fossiles et d'énergie électrique), instaurée par la loi du 22 juillet 1993²⁸, est attribué, augmenté de la taxe sur la valeur ajoutée qui s'y rapporte, au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale des travailleurs salariés (article 16 de la même loi).

²⁸

Loi du 22 juillet 1993 instaurant une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi.

Cette loi ne réglant pas le calendrier des transferts du produit de cette cotisation, ce n'est qu'en 1994 que les premiers versements ont eu lieu. Depuis lors, l'administration applique la règle valable pour toutes les perceptions faites par l'Etat et paye à la fin du mois qui suit la perception²⁹.

2. La contribution complémentaire de crise

Le produit de la contribution complémentaire de crise (prélèvement de 3 centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques, des sociétés, ...), instaurée par l'article 22 de la loi du 22 juillet 1993³⁰, est attribué (en application de l'article 3 de la loi du 6 août 1993³¹) pour 1994, à concurrence de 19 milliards de francs au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale des travailleurs salariés, et à concurrence de 2 milliards au Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants. Ces 21 milliards ont été transférés à ces fonds à raison d'un douzième par mois dès la fin du mois de janvier 1994.

3. Les recettes provenant des augmentations des accises³² des tabacs manufacturés et des huiles minérales ainsi que le produit de l'augmentation du taux de T.V.A.³³

En application de l'article 13 de la loi du 30 mars 1994³⁴, ces recettes sont affectées à concurrence de 3 milliards de francs à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales. Le solde, après déduction de 400 millions destinés au financement de l'encadrement administratif des agences locales pour l'emploi³⁵, est affecté annuellement au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

²⁹ Sauf toutefois pour le versement de 825.719.582 francs qui aurait dû être fait à la fin de décembre 1994 et qui a été effectué le 2 janvier 1995.

³⁰ Loi du 22 juillet 1993 portant des mesures fiscales et financières.

³¹ Loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses.

³² Accises telles que fixées dans l'arrêté royal du 21 décembre 1993 modifiant l'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés et dans l'arrêté royal du 21 décembre 1993 concernant le régime d'accise des huiles minérales.

³³ Augmentation du taux de T.V.A. normal fixé dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux.

³⁴ Loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

³⁵ Arrêté royal du 10 mai 1994 fixant pour les années 1994 et 1995 le montant destiné au financement de l'encadrement administratif des agences locales pour l'emploi.

Rappelons que la Cour a estimé, lors de ses "Commentaires et observations sur les projets de loi ajustant les budgets de l'Etat pour l'année budgétaire 1994"³⁶, que la part de ces ressources ainsi consacrée au financement des contrats de sécurité conclus avec les administrations locales pouvait difficilement être considérée comme une recette directe de la sécurité sociale, ces interventions relevant manifestement des activités des départements fédéraux. A ce titre, les 3 milliards de francs de recettes fiscales ainsi transférés auraient dû plutôt figurer parmi les recettes de l'Etat fédéral et les dépenses mises à leur charge donner lieu à l'inscription de crédits de dépenses dans son budget.

Le Gouvernement a évalué ces recettes supplémentaires à 29,7 milliards de francs pour 1994. Il a versé, dès la fin mai, par douzième mensuel, les 3 milliards dus à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et, en deux versements, les 400 millions dus à l'ONEm pour le financement de l'encadrement administratif des agences locales pour l'emploi conformément à l'arrêté royal précité. Dès la fin mai, également, le solde (26,3 milliards) a été versé, par douzième mensuel, au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Toutefois, le versement du mois de décembre, soit 2.191.663.550 francs, n'a été effectué que le 2 janvier 1995.

Il convient enfin de préciser que les sommes ainsi versées ne correspondent pas au rendement réel de ces diverses mesures fiscales, mais seulement à leur rendement estimé.

4. Les recettes provenant des modifications du régime fiscal des revenus mobiliers et immobiliers³⁷

Ces recettes sont affectées, en application de l'article 14 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale des travailleurs salariés ; dix pour cent, diminués de 400 millions de francs, de ces recettes sont néanmoins affectés au Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants.

Le Gouvernement a estimé ces recettes à 18,6 milliards de francs qu'il a versés par douzième mensuel, dès la fin du mois de mai.

Notons cependant qu'un prélèvement de 21 millions de francs a ultérieurement été opéré sur la part revenant au Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, de sorte que le Gouvernement a en fait affecté 92,2 % des recettes transférées, au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Dans ce cas aussi, les sommes transférées correspondent au rendement estimé des modifications fiscales concernées et non à leur rendement réel.

³⁶ Doc. parl. n° 1414/2 - 93/94 (Chambre des Représentants), pages 51 et 52.

³⁷ Modifications fixées aux articles 29, 30, 1° et 2°, 31, 35 à 42, de la loi-programme du 24 décembre 1993 et aux articles 1er, 21, 22, 40 à 49 de la loi du 30 mars 1994 portant exécution du plan global en matière de fiscalité et à l'article 2, 5°, de l'arrêté royal du 18 février 1994 modifiant l'AR/CIR.

CHAPITRE III - **LES CREDITS DE DEPENSES**

A. Les données budgétaires

Les crédits de dépenses pour l'année budgétaire 1994, qui figurent à la colonne 2 du tableau des dépenses (voir Partie III - Annexes), ont été établis en tenant compte des décisions suivantes :

1. Crédits initiaux : crédits inscrits dans la loi du 24 décembre 1993 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994.
2. Ajustements :
 - par la loi du 26 mai 1994 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994;
 - par la loi du 11 juillet 1994 contenant le troisième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994³⁸;
 - par le projet de loi contenant le quatrième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994 [Doc. parl., Chambre, 1623/1-94/95 du 7 décembre 1994 (approuvé le 2 mars 1995) et Sénat, 1330-1 (1994-1995) du 2 mars 1995 (approuvé le 3 avril 1995)]³⁹;
 - par la loi du 22 mars 1995 contenant le cinquième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994⁴⁰;
 - par le projet de loi contenant le (sixième) ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994 [Doc. parl., Chambre, 1572/1-93/94 du 19 octobre 1994 (approuvé le 11 janvier 1995) et Sénat, 1278-1 (1994-1995) du 11 janvier 1995 (approuvé le 16 février 1995)]³⁹;
 - par la loi du 7 mars 1995 contenant le septième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1994⁴⁰.

³⁸ Le projet de loi contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses 1994, régularisant la délibération du Conseil des Ministres n° 3132 du 4 mars 1994 [Doc. parl., Chambre 1388/1-93/94 du 1er avril 1994 et Sénat, 1079-1 (1993-1994) du 11 mai 1994], a été incorporé dans ce troisième ajustement (voir programme 33.53.2).

³⁹ La date de la loi n'est pas encore connue.

⁴⁰ Cette loi n'a pas encore été publiée au Moniteur belge.

3. Modifications résultant :

- de la répartition partielle du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 13.61.1 et consacré aux activités de formation dans divers départements et parastataux (article 2.13.6 de la loi précitée du 24 décembre 1993, exécuté par les arrêtés royaux des 5 septembre et 22 décembre 1994);
- de la répartition du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 18.60.1 et destiné à couvrir les dépenses dans le cadre de l'aide aux pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale (article 2.18.4 de la loi précitée du 24 décembre 1993, exécuté par l'arrêté royal du 6 octobre 1994);
- de la répartition partielle du crédit provisionnel interdépartemental inscrit au programme 18.60.1 et destiné à couvrir des dépenses de toute nature liées à l'adaptation de l'index, la programmation sociale, les recrutements et l'opération de secours au Rwanda en avril 1994 (article 2.18.3 de la loi précitée du 24 décembre 1993 telle que modifiée par la loi du 11 juillet 1994, exécuté par les arrêtés royaux des 16 décembre 1994, 21 décembre 1994, 30 janvier 1995 et 8 février 1995);
- des nouvelles ventilations des allocations de base relatives aux dépenses de personnel entre programmes d'une même section départementale, autorisées par l'article 1.01.2, § 2, de la loi précitée du 24 décembre 1993;
- des autorisations budgétaires (autorisations de dépenses et blocages éventuels de crédits) contenues dans les délibérations du Conseil des Ministres, prises en vertu de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, et qui n'ont pas encore été régularisées par une loi.

Pour ce qui concerne les crédits provisionnels, on peut relever l'attribution de crédits non dissociés, pour un montant total de 29,4 millions de francs, dans le cadre du projet PHARE (voir arrêté royal précité du 6 octobre 1994 en relation avec le programme 18.60.1) à des crédits dissociés des programmes 11.60.2 (1,4 millions de francs) et 14.51.1 (28 millions de francs).

B. Les délibérations du Conseil des Ministres ayant autorisé, en 1994, des dépenses au-delà des crédits budgétaires

a) Application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat

Dans le courant de l'année budgétaire 1994, le Conseil des Ministres a pris au total neuf délibérations en application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat. Cette procédure ne peut être utilisée que dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévisibles.

Pour sept de ces neuf délibérations du Conseil des Ministres, la Cour des comptes a formulé des remarques parce qu'elle jugeait que les conditions prescrites par l'article 44 n'étaient pas remplies ou que l'utilisation de cette procédure n'était pas suffisamment motivée.

Les dépenses que ces délibérations ont autorisées ont atteint au total 1.684,9 millions de francs pour les crédits non dissociés et 1.250,0 millions de francs pour les crédits dissociés d'engagement.

Les blocages compensatoires d'autres crédits (décisions n^{os} 3134, 3135, 3138 et 3139) se sont élevés à 320,1 millions de francs au total pour les crédits non dissociés.

Dans quatre cas, l'exécution de la délibération était subordonnée au dépôt d'un projet de loi spécial. Ces projets ont tous été déposés dans le courant de l'année 1994. Deux de ces délibérations (n^{os} 3131 et 3132) ont été entre-temps régularisées par une loi.

TABLEAU 3.1. DELIBERATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES
(en millions de francs)

Décision n°	Date/département	Programme	Montant autorisé	Objet
3131	04.02.1994 Intérieur et fonction publique	13.54.1	+ 41,7 CND	Protection civile - Dépenses supplémentaires résultant des inondations de décembre 1993
3132	04.03.1994 Communications et infrastructure	33.53.2	+ 720 CND	Intervention du Fonds de garantie dans la vente de deux navires
3133	09.09.1994 Affaires étrangères et commerce extérieur	14.51.1	+ 1.250 CE	Garantie de stabilisation du taux d'intérêt dans le cadre du financement de l'exportation de biens d'équipement belges
3134	28.10.1994 Emploi et travail	23.56.3	+ 32,5 CND	Octroi d'indemnités complémentaires aux prépensionnés des agences en douane et bureaux d'expédition
3135	15.12.1994 Premier Ministre	11.60.1	+ 17,6 CND	Paieement d'arriérés de rémunérations et d'intérêts à la suite de l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 26 mai 1994
3136	15.12.1994 Agriculture	31.40.0 31.51.0 31.53.0	+ 0,7 CND + 94,3 CND + 8,1 CND	Dépenses de personnel et de fonctionnement liées au retard dans le transfert aux Régions de services du Ministère de l'Agriculture
3137	15.12.1994 Affaires étrangères et commerce extérieur	14.53.3	+ 500 CND	Règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés à la suite du jugement du Tribunal de première instance de Bruxelles, rendu le 27 mai 1994
3138	23.12.1994 Finances	18.50.2 18.50.5	+ 38,7 CND + 31,3 CND	Acquisition de biens meubles durables destinés à l'automatisation des administrations fiscales
3139	23.12.1994 Coopération au développement	15.54.4	+ 200 CND	Financement du coût des études universitaires d'étudiants de pays en voie de développement
TOTAUX CND : 1.684,9 CE : 1.250				

b) Application de l'article 40, § 2, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat

Dans le courant de 1994, le Conseil des Ministres n'a pas pris de décision requérant de la Cour des comptes l'octroi d'un visa provisoire pour le paiement de dépenses urgentes.

CHAPITRE IV - LES DEPENSES

Ce chapitre examine l'utilisation des crédits alloués, tant en engagement qu'en ordonnancement.

Un aperçu global de l'ensemble des engagements et des ordonnancements effectués à charge des crédits pour 1994 est tout d'abord fourni, pour chaque section départementale, regroupée en grandes cellules, comme dans l'Exposé du budget général des dépenses pour 1994 (point A ci-après).

La partie centrale et la plus importante de la préfiguration, à savoir l'examen des dépenses par programmes est reprise dans la partie II. Les commentaires et les observations de la Cour des comptes sur l'exécution des programmes du budget général des dépenses y figurent. Le tableau des dépenses, qui comprend les données chiffrées par programme, est repris dans la partie III - Annexes.

Le point B traite des ordonnancements effectués en 1994 à charge des crédits reportés de l'année budgétaire 1993⁴¹. Le tableau 4.2., établi à cet effet, ventile les opérations 1994 (colonne 4) par section⁴² et comprend également les ordonnancements de 1993, de façon à donner un aperçu complet de l'exécution du budget 1993 en matière de crédits non dissociés.

Enfin, les dépassements de crédits constatés font l'objet de commentaires dans ce chapitre (point C).

A. Les dépenses effectuées sur les crédits de 1994

Aperçu global

Le tableau 4.1. fournit un aperçu condensé de tous les engagements et ordonnancements effectués en 1994 sur les crédits de 1994 pour chacune des sections départementales, groupées en fonction des grandes cellules, comme dans l'Exposé du budget général des dépenses de 1994.

⁴¹ Report de crédits en application de l'article 34 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

⁴² Une répartition plus détaillée par programme, comme pour les crédits de l'année en cours, ne paraît pas souhaitable, vu l'ampleur assez limitée de ces opérations.

TABLEAU 4.1. - DEPENSES SUR CREDITS 1994 (données au 30.04.1995)				
CELLULE/SECTION	ENGAGEMENTS (2)		ORDONNANCEMENTS (3)	
	en millions de francs	%	en millions de francs	%
A. DETTE PUBLIQUE	2.352.039,8	70,3	2.298.973,6	70,5
B. CELLULE AUTORITE				
- Dotations	11.165,1	0,3	11.165,1	0,32
- Services du Premier Ministre	20.014,7	0,6	19.218,1	0,6
- Justice	31.032,5	0,9	29.109,1	0,9
- Intérieur	12.941,9	0,4	11.089,0	0,3
- Affaires étrangères et Commerce extérieur	14.143,5	0,4	8.531,6	0,3
- Coopération au développement	18.244,9	0,6	14.792,4	0,4
- Défense nationale	92.288,1	2,8	86.547,5	2,7
- Service commun et Gendarmerie	26.227,8	0,8	25.372,4	0,8
- Finances (y compris les provisions interdépartementales)	81.587,2	2,4	75.169,9	2,3
SOUS-TOTAL B	307.645,7	9,2	280.995,1	8,6
C. CELLULE SOCIALE				
- Pensions	269.487,0	8,1	268.733,0	8,2
- Classes moyennes	6.457,2	0,2	6.428,4	0,2
- Emploi et travail	36.807,1	1,1	36.483,4	1,1
- Prévoyance sociale	191.888,9	5,7	190.156,4	5,8
- Santé publique	58.179,5	1,7	56.987,9	1,8
SOUS-TOTAL C	562.819,7	16,8	558.789,1	17,1
D. CELLULE ECONOMIQUE				
- Agriculture	9.295,7	0,3	11.382,4	0,3
- Affaires économiques	8.167,6	0,2	9.535,8	0,3
- Communications et Infrastructure	106.150,6	3,2	102.975,3	3,2
SOUS-TOTAL D	123.613,6	3,7	123.893,5	3,8
TOTAUX	3.346.119,1	100	3.262.651,3	100

Commentaires du tableau 4.1.

Les montants repris en **colonne 2** représentent le total des engagements pris en 1994 à charge des crédits non dissociés, des crédits dissociés d'engagement et des crédits variables.

Les montants repris à la colonne 3 représentent le total des ordonnancements effectués en 1994 sur les crédits non dissociés, sur les crédits dissociés d'ordonnancement et sur les crédits variables.

Les pourcentages indiquent l'importance de chaque cellule dans l'ensemble des dépenses 1994 (que ce soit du point de vue des engagements ou des ordonnancements).

B. Les dépenses sur crédits reportés de 1993

A côté des opérations effectuées en 1994 (colonne 4), le tableau 4.2., donne une vue générale du volume global des crédits, des dépenses et du taux d'utilisation final, pour chaque section départementale, des crédits de l'année budgétaire 1993. Pour ce dernier taux, les ordonnancements à charge des crédits de l'année budgétaire 1993 ont été ajoutés aux ordonnancements effectués en 1994 sur les crédits reportés de cette même année budgétaire 1993.

TABLEAU 4.2. - DEPENSES SUR CREDITS NON DISSOCIES 1993 ET SUR CREDITS REPORTEES DE 1993 A 1994 (en millions de francs) (Données disponibles au 30 avril 1995)				
Budgets (1)	Total des crédits accordés pour 1993 (2)	Ordonnancements 1993 sur crédits 1993 (3)	Ordonnancements 1994 sur crédits reportés 1993 (4)	Taux d'utilisation final en pour cent (5)
01 - Dotations	10.695,8	10.692,8	0,0	99,9
11 - Services du Premier Ministre	18.529,4	17.770,5	481,1	98,5
12 - Justice	30.369,8	27.802,8	2.070,9	98,4
13 - Intérieur	10.707,2	8.293,0	1.588,2	92,3
14 - Affaires étrangères et Commerce extérieur	10.599,4	7.661,5	2.346,7	94,4
15 - Coopération au Développement	16.792,6	15.112,2	993,8	95,9
16 - Défense nationale	82.127,8	69.769,8	10.934,1	98,3
17 - Gendarmerie	24.058,9	22.907,0	1.080,0	99,7
18 - Finances	74.158,8	67.026,7	3.284,6	94,8
21 - Pensions	221.327,3	219.303,2	1.252,0	99,7
22 - Classes moyennes	6.489,7	6.446,1	19,4	99,6
23 - Emploi et Travail	33.417,3	32.970,3	349,0	99,7
24 - Prévoyance sociale	190.580,7	187.662,8	2.279,3	99,7
25 - Santé publique et Environnement	53.088,9	49.354,6	2.603,2	97,8
31 - Agriculture	7.157,6	6.178,9	753,1	96,8
32 - Affaires économiques	9.758,0	8.553,1	844,3	96,3
33 - Communications	109.730,8	95.923,2	889,2	88,2
51 - Dette publique	1.429.826,7	* 1.206.422,5	1.128,0	84,5
TOTAL GENERAL	2.339.416,7	2.059.851,0	32.896,9	89,5

* y compris 111,7 milliards de francs d'ordonnancements intervenus en 1994 et rattachés à 1993.

Commentaires du tableau 4.2.

La **colonne 2** reprend, par section du budget général des dépenses, l'ensemble des crédits non dissociés octroyés pour 1993.

La **colonne 3** mentionne, pour chaque section, les ordonnancements effectués en 1993 sur les crédits non dissociés (cnd). Au total, ils atteignent environ 2.059,9 milliards de francs.

La **colonne 4** mentionne les ordonnancements imputés en 1994 à charge des crédits reportés de 1993⁴³, pour un total de l'ordre de 32,9 milliards de francs. Ajoutés aux ordonnancements effectués pendant l'année 1993 (2.059,9 milliards de la colonne 3), ils fournissent une image complète des ordonnancements à charge des crédits non dissociés de cette année budgétaire, soit 2.092,7 milliards de francs.

La **colonne 5** indique, pour chaque section, le taux d'utilisation final des crédits non dissociés. Pour le budget fédéral, ce taux d'utilisation global s'élève à environ 89,5 %

C. Les dépassements de crédits

La règle veut que les ministres ne peuvent faire aucune dépense au-delà des crédits ouverts à chacun d'eux⁴⁴. Les crédits visés ici sont ceux accordés par le Législateur, par programme, dans le budget général des dépenses.

Cette règle d'interdiction des dépassements de crédit s'applique aux engagements comme aux ordonnancements de dépenses.

Comme le montrent les développements qui suivent, l'exécution du budget en 1994 n'a donné lieu que de manière sporadique à des cas flagrants de dépassement de crédit.

a) En ce qui concerne les engagements

Le contrôle et la comptabilité des engagements sont confiés aux contrôleurs des engagements que le Roi⁴⁵ désigne à cet effet dans les départements. Pour prévenir les dépassements de crédit, il est prévu que ces contrôleurs doivent accorder leur visa préalable aux dépenses les plus importantes, à savoir les contrats de plus de 100.000 francs et l'octroi de subsides de plus de 50.000 francs.

Dans le tableau des dépenses (partie III), les montants de la colonne 3 indiquent les engagements enregistrés en 1994 dans la comptabilité des contrôleurs des engagements. Par comparaison avec les montants de crédits accordés (colonne 2), un certain nombre de dépassements de crédit apparaissent.

⁴³ En vertu de l'article 34 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés à l'année suivante et peuvent être utilisés au cours de celle-ci pour ordonnancer des dépenses engagées pendant l'année budgétaire révolue.

⁴⁴ Article 28 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

⁴⁵ Articles 48 et 49 des mêmes lois; plus particulièrement : arrêté royal du 31 mai 1966 et arrêté ministériel du 8 juillet 1966.

Il s'agit le plus souvent de programmes qui se composent en totalité ou pour l'essentiel de crédits de personnel (subsistance, fonctionnement de Cabinet, ...), de sorte que l'on peut considérer que ces dépassements sont presque toujours dus à l'imputation a posteriori de dépenses fixes en fin d'année budgétaire.

Les relevés récapitulatifs annuels des contrôleurs des engagements n'étant pas encore définitivement arrêtés et des corrections ou des annulations pouvant encore être apportées, il est prématuré de tirer des conclusions définitives des chiffres actuels.

b) En ce qui concerne les ordonnancements

La Cour des comptes est chargée de contrôler la correcte imputation des dépenses et veille à ce que les crédits accordés ne soient pas dépassés. La loi dispose à cet effet qu'aucune dépense ne peut intervenir sans le visa préalable de la Cour des comptes, sauf dans les cas expressément prévus⁴⁶. Une importante exception au visa préalable concerne cependant les dépenses fixes (rémunérations, pensions, abonnements), sur lesquelles la Cour ne peut exercer un contrôle qu'a posteriori⁴⁷.

Cette dernière catégorie de dépenses est chaque année à l'origine de dépassements de crédit que la Cour des comptes ne peut empêcher. Elle donne également lieu, dans le courant de l'année, à des difficultés à l'occasion du visa des dépenses imputées à charge d'autres allocations de base du même programme.

Les dépassements de crédit constatés pendant l'année budgétaire 1994 appellent les commentaires suivants.

- Sur les crédits 1994

Les dépassements de crédit s'élèvent à un total de 80.581.259 francs, dont le tableau ci-après donne un aperçu par programme⁴⁸.

Dans la plupart des cas, il s'agit de dépenses irrégulièrement mises à charge de programmes pour lesquels aucun crédit n'avait été accordé en 1994 (voir programmes 11.04.0 - 12.55.2 - 12.55.6 - 12.60.0 - 12.60.1 - 13.56.3 et 31.54.0).

Dans un autre cas, le dépassement de crédit est dû à l'imputation de dépenses fixes (voir programme 32.59.0).

⁴⁶ Article 40 des mêmes lois.

⁴⁷ Article 41 des mêmes lois.

⁴⁸ Dans le tableau des dépenses (partie III - Annexes), (colonne 5), l'attention est attirée sur les dépassements de crédit par un astérisque après le taux d'utilisation.

Crédits 1994 : ordonnancements effectués au-delà des crédits (en francs)		
	Programmes	Montant du dépassement
11.	<u>Services du Premier Ministre</u> 11.04.0 Subsistance	1.182.220
12.	<u>Justice</u> 12.55.2 Contrôle des étrangers 12.55.6 Contrats avec le citoyen (Centres spécifiques pour illégaux) et plan pluriannuel 12.60.0 Subsistance 12.60.1 Contrat avec le citoyen	1.385.460 432.845 495.462 384.266
13.	<u>Intérieur</u> 13.56.3 Contrat avec le citoyen	338.808
31.	<u>Agriculture</u> 31.54.0 Subsistance ⁴⁹	26.511
32.	<u>Affaires économiques</u> 32.59.0 Subsistance	76.335.687
	TOTAL	80.581.259

- Sur les crédits reportés de 1993

Compte tenu du montant total de dépenses qui avaient été effectuées au 31 décembre 1994 à charge des crédits octroyés pour l'année budgétaire 1993, les dépassements de crédit atteignent un total de 8.284.318 francs.

⁴⁹

Des dépenses fixes ont été imputées sur un programme inexistant.

Crédits 1993 : ordonnancements effectués au-delà des crédits (en francs)		
	Programmes	Montant du dépassement
01.	<u>Dotations</u> 01.31.1 Liste civile	6.455.730
11.	<u>Services du Premier Ministre</u> 11.04.0 Subsistance 11.12.0 Fonctionnement du Cabinet 11.60.2 Recherche et Développement dans le cadre international	290.898 30.940 355
12.	<u>Justice</u> 12.02.0 Fonctionnement du Cabinet	77.176
13.	<u>Intérieur et Fonction publique</u> 13.03.0 Fonctionnement du Cabinet 13.56.1 Police administrative générale	1.414 144
14.	<u>Affaires étrangères et Commerce extérieur</u> 14.02.0 Fonctionnement du Cabinet	1.230.224
23.	<u>Emploi et Travail</u> 23.54.2 Sécurité technique des installations nucléaires	889
24.	<u>Prévoyance sociale</u> 24.12.0 Fonctionnement du Cabinet 24.51.4 Accidents du travail et maladies professionnelles	50.721 213
25.	<u>Santé publique et Environnement</u> 25.11.0 Fonctionnement du Cabinet 25.12.0 Fonctionnement du Cabinet 25.51.4 Surveillance commercialisation médicaments 25.57.1 Surveillance de l'environnement	25.986 69.504 433 531
32.	<u>Affaires économiques</u> 31.11.0 Fonctionnement du Cabinet	22.640
34.	<u>P.T.T.</u> 34.01.0 Fonctionnement du Cabinet	26.520
	TOTAL	8.284.318

Les dépassements de crédits sont, pour un montant de 6.760.631 francs, la simple conséquence du report d'un solde négatif, c'est-à-dire de programmes qui connaissaient un dépassement à la fin de 1993 (voir programmes 01.31.1 - 11.12.0 - 12.02.0 - 13.03.0 - 24.12.0 - 25.11.0 - 25.12.0 - 32.11.0 et 34.01.0).

Seuls les programmes 11.04.0 - 11.60.2 - 13.56.1 - 23.54.2 - 24.51.4 - 25.51.4 et 25.57.1 font apparaître de nouveaux dépassements (d'un faible montant il est vrai) à la suite d'imputations de dépenses fixes.

Le dépassement de crédits du programme 14.02.0 est apparu le 5 mai 1994, date à laquelle une série de transferts a été effectuée en matière de dépenses fixes (code 03 : dépenses fixes - comptable centralisateur S.C.D.F.) et relative à l'année budgétaire 1993 (caractéristique 1 : année courante). Ces transferts ont eu pour conséquence que le solde reporté en 1994 s'est trouvé réduit de manière telle que des problèmes de dépassement de crédits se posent aujourd'hui pour les crédits reportés de 1993. Ceci s'est produit à la suite d'imputations erronées de plusieurs millions de francs effectuées dans le courant de 1993.

c) En ce qui concerne les allocations de base

A côté des cas signalés ci-dessus de dépassements de crédit, existent un certain nombre de cas de dépassements d'allocations de base, sans que le crédit de programme soit excédé. A peu près tous les dépassements sont causés par l'imputation de dépenses fixes.

Ces allocations de base, inscrites dans les budgets administratifs des diverses sections, ne représentent pas, il est vrai, une limitation légale formelle, même si elles doivent être strictement respectées. Les budgets administratifs où elles sont reprises sont en effet soumis aux Chambres législatives et peuvent donner lieu au vote d'une motion.

Répartis par section, il s'agit des montants suivants⁵⁰ (en francs) :

	1994	1993 ⁵¹
Services du Premier Ministre	2.147.852	1.757.040
Justice	27.371.527	-
Coopération et Développement	-	4.435.279
Finances	124.311.127	1.343.028.030
Classes moyennes	859.144	-
Prévoyance sociale	12.108	-
Santé publique	-	1.061.877
Affaires économiques	3.967.504	59.369

De cet aperçu, il ressort que les problèmes se situent essentiellement à la Section 18 - Finances (en raison de dépenses fixes de personnel à reventiler en 1993 et d'opérations sur comptes de trésorerie régularisées de manière provisoire en 1994). Un commentaire sur le dépassement de 1994 est fourni à la Partie II - qui comprend les commentaires relatifs aux différentes sections -, Section 18, Finances (voir le commentaire relatif au programme 18.61.0).

⁵⁰ A l'exclusion des dépassements d'allocations de base qui ont provoqué un dépassement du crédit de programme.

⁵¹ Y compris les dépassements d'allocations de base sur crédits reportés de 1993 à 1994.

CHAPITRE V - LA DETTE PUBLIQUE EN 1994

A. Encours de la dette publique

Au 31 décembre 1994, l'encours de la dette publique atteignait 9.335,8 milliards de francs.

L'augmentation de la dette publique au cours de cette année a été relativement faible, soit 262,8 milliards de francs, alors qu'en 1993, la dette avait connu une croissance de 784,3 milliards de francs. Cette évolution d'une année à l'autre peut paraître en première analyse paradoxale, alors que l'amélioration du solde net à financer s'est révélée nettement moins sensible: ce solde est en effet passé de - 376,3 milliards en 1993 à - 313,1 milliards de francs en 1994.

Cette situation nécessite un rappel. En 1993, la dette publique a en fait augmenté largement au-delà des emprunts contractés pour le financement des opérations de caisse. Parmi les raisons de cette augmentation, trois causes principales pouvaient être identifiées: les reprises de dettes par l'Etat fédéral (+ 197,4 milliards de francs), l'augmentation de la contrevaletur en francs belges de la dette en devises suite aux mouvements dans les cours de change (+ 54,5 milliards de francs) et enfin l'augmentation des réserves du volant de trésorerie (+ 117 milliards de francs).

En 1994, l'évolution a été radicalement différente. Les sources de variation de la dette autres que le financement du solde net à financer sont mentionnées dans le tableau des opérations du Trésor public (p. 14). Elles n'ont contribué qu'à une hausse de 66,9 milliards de francs de la dette, tandis que l'encours du volant de trésorerie se contractait de 117,2 milliards de francs entre le 31 décembre 1993 et le 31 décembre 1994. L'évolution de ces deux postes, soit au total - 50,3 milliards de francs, a joué un rôle important dans la limitation de la croissance de la dette nominale à + 262,8 milliards de francs.

Depuis 1992, la Cour se réfère aussi, dans la préfiguration des résultats du budget, à une approche de la dette exprimée en valeur nette. La différence conceptuelle se situe dans l'élimination de la partie de la dette relative aux opérations de gestion du trésor destinées à constituer le volant de trésorerie, soit 149,7 milliards de francs au 31 décembre 1994. Les variations de cette réserve financière (en 1994: - 117,2 milliards de francs) sont en effet erratiques et n'ont aucune signification pour l'appréciation de l'évolution des finances publiques.

La dette publique, exprimée ainsi au sens strict, représentait au 31 décembre 1994, 9.186,1 milliards de francs. Elle augmente donc de 380 milliards de francs par rapport à l'année précédente.

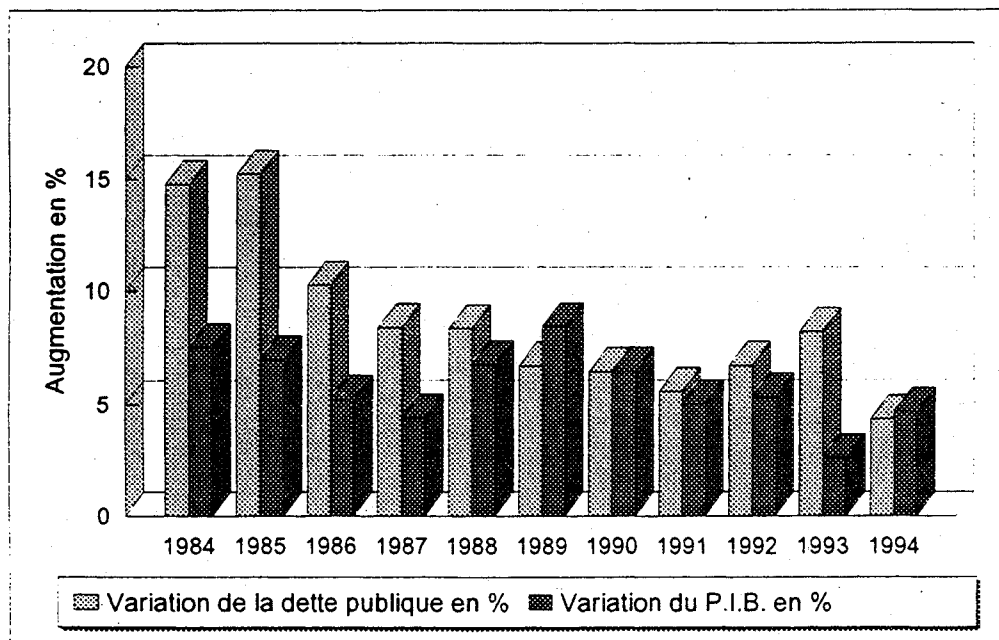
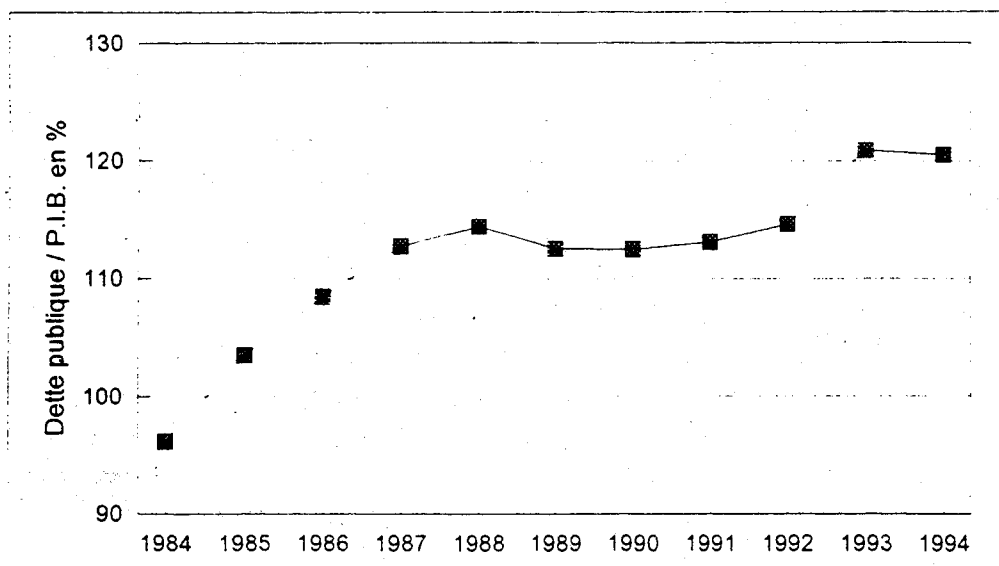
GRAPHIQUE 1: Evolution comparée de la dette publique et du P.I.B.**GRAPHIQUE 2:** Evolution du rapport entre la dette publique et le P.I.B.

TABLEAU 5.1. - EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN BELGIQUE (au sens strict)				
	Encours au 31 décembre		Accroissement nominal	
	en milliards de francs	en % du P.I.B.(1)	en milliards de francs	en %
1984	4.264,9	96,1	548,9	14,8
1985	4.914,6	103,5	649,7	15,2
1986	5.418,3	108,5	503,7	10,2
1987	5.872,5	112,7	454,2	8,4
1988	6.362,3	114,3	489,2	8,3
1989	6.788,2	112,5	425,9	6,7
1990	7.224,6	112,5	436,4	6,4
1991	7.626,5	113,1	401,9	5,6
1992	8.138,8	114,6	512,2	6,7
1993	8.806,1	120,9	667,3	8,2
1994	9.186,1	120,5	380,0	4,3

- (1) P.I.B. : valeur du P.I.B. calculée en normes européennes (comptes SEC), source: I.N.S.: (comptes nationaux - SEC 1981-1993⁵², n° 101, 1994) et pour 1994: budget économique retenu pour le contrôle budgétaire 1995 (données au 14/02/1995: P.I.B. 1994 : 7.624,2 milliards de francs).

52

Le P.I.B. calculé par l'I.N.S. pour la période 1981 - 1993 donne généralement des résultats légèrement supérieurs aux chiffres retenus pour la préfiguration des résultats du budget de 1993. Les pourcentages de l'ensemble de la colonne ont donc été réactualisés.

B. Structure de la dette publique

La structure de la dette en valeur brute est décrite au tableau 5.2.

TABLEAU 5.2. - COMPOSITION DE LA DETTE PUBLIQUE BRUTE AU 31 DECEMBRE 1994. (en francs)		
-Dette consolidée (long terme)		par rapport au 31/12/93
en FB		
dette directe:	5.552.202.138.440	+ 3,4 %
dette indirecte:	243.244.139.813	- 49,4 %
TOTAL	5.795.446.278.253	
en devises:	743.972.984.689	+ 8,8 %
TOTAL DE LA DETTE CONSOLIDEE:	6.539.419.262.942	+ 0,1 %
-Dette à moyen terme		
TOTAL DE LA DETTE A MOYEN TERME:	1.711.010.000	-37,3 %
-Dette à court terme		
en FB	2.190.295.213.887	+ 28,7 %
en devises	604.376.998.465	-37,6 %
TOTAL DE LA DETTE A COURT TERME	2.794.672.212.352	+ 10,2 %
DETTE PUBLIQUE TOTALE	9.335.802.485.294	+ 2,9 %
dont:		
en FB :	7.986.322.142.140	+5,7 %
en devises :	1.349.480.343.154	-11,2 %

En 1994, la structure de la dette publique a été influencée essentiellement par deux éléments.

1. Plusieurs emprunts classiques ont été remboursés par anticipation, compte tenu de la baisse des taux intervenue sur les marchés, ce qui a permis un refinancement de ces emprunts à de meilleures conditions que celles consenties antérieurement. Rappelons que la faculté de rembourser ces emprunts avant l'échéance finale avait été prévue entre 1987 et 1991 sous la forme d'options de "call" en faveur du Trésor inscrites dans les

arrêtés d'émission. Une option "call" a été ainsi inscrite pour les 16 emprunts de type classique émis au cours de cette période. En 1994, les remboursements anticipés consécutifs à l'exercice de ces options ont porté sur 670,3 milliards de francs.

Cette forme de gestion active de la dette publique, dont le résultat en termes de charges d'intérêts des années futures est favorable, a cependant eu une double conséquence :

- l'importance des emprunts remboursés n'a d'abord pas permis un refinancement immédiat des opérations par de nouvelles émissions à long terme. Une part relativement importante des remboursements a dû en effet être financée par des émissions à court terme (certificats de trésorerie) à des taux par ailleurs plus intéressants que pour les émissions à long terme. Cette situation apparaît clairement dans le tableau 5.2. ci-dessus, marqué par la stagnation de la dette consolidée (+ 0,1 %) alors que la dette à court terme en francs belges augmentait de 28,7 %;
 - corrélativement, le budget de 1994 a été caractérisé par une augmentation relativement importante des charges budgétaires en intérêts liée à la relative déconsolidation de la dette. En effet, en finançant en partie le remboursement des emprunts par des émissions à court terme, le Trésor a acquitté non seulement les intérêts annuels de ces emprunts, mais en plus une ou plusieurs tranches d'intérêts sur le refinancement à court terme, dont les échéances sont tombées également au cours de l'année 1994. Cette augmentation des charges n'a cependant aucun effet récurrent, la reconsolidation progressive de la dette, prévue en 1995 et les années suivantes, devant se traduire par un allègement -tout aussi temporaire- des charges en intérêts. Cet aspect souligne la qualité qu'aurait, en termes économiques, une évaluation des charges de la dette en fonction des intérêts courus sur l'ensemble de l'année, plus significatifs que l'évolution des intérêts échus dont les mouvements sont largement influencés par la durée séparant les échéances (voir le point C).
2. La structure générale de la dette en 1994 a été également caractérisée par une baisse de la dette en devises, après la forte augmentation enregistrée en 1993. Pour rappel, cette augmentation était due en grande partie à l'accroissement des émissions à court terme en Deutsche Marks, phénomène qui s'expliquait en grande partie par la crise monétaire de la fin de l'été 1993 et le resserrement des liquidités en francs belges qui s'en est suivi. Le retour aux conditions normales sur les marchés a déjà permis en 1994 le remboursement d'une partie de ce financement en devises étrangères.

TABLEAU 5.3. - EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN DEVISES		
	milliards de francs	% de la dette totale
31 décembre 1988	1.087,4	17,1
31 décembre 1989	1.131,1	16,7
31 décembre 1990	1.111,7	15,4
31 décembre 1991	1.107,3	14,3
31 décembre 1992	1.010,5	12,2
31 décembre 1993	1.520,0	16,8
31 décembre 1994	1.349,5	14,5

Par ailleurs, la dette débudgétisée n'a pas enregistré de grands mouvements en 1994, après les importantes reprises de dettes décidées par l'Etat en 1993. Globalement, la dette débudgétisée est tombée à 67,2 milliards de francs à la fin de 1994 contre 73,8 milliards en 1993.

TABLEAU 5.4. - DETTE DEBUDGETISEE (en milliards de francs)			
	SITUATION A LA FIN DE		
	décembre 1992	décembre 1993	décembre 1994
Erections de bâtiments	3,8	3,5	3,3
Administrations locales et santé publique	27,0	25,0	22,9
Divers	7,9	6,6	1,3
Secteurs nationaux (S.N.S.N.)	185,9	0,0	0,0
Office national du Ducreire	12,0	11,7	11,6
BELFIN (financement de la SABENA)	14,1	15,4	16,8
SOCOBESOM	1,3	0,0	0,0
Assainissement de l'INCA et OCCH	2,5	11,6	11,2
	254,5	73,8	67,2

C. Charges en intérêts de la dette publique et taux d'intérêt implicite de la dette

La notion de charges en intérêts de la dette publique fait l'objet depuis des années d'une attention toute particulière, liée au niveau préoccupant atteint par la dette et à la nécessité d'apprécier correctement les charges dues à la dégradation des finances de l'Etat.

Dans un passé encore récent, les intérêts de la dette étaient définis comme la charge annuelle que devait supporter le budget lors du paiement des tranches d'intérêts échues. Cette notion, entièrement basée sur l'exécution du budget, est progressivement devenue insuffisante.

Ainsi, depuis 1986, dans une perspective d'allègement budgétaire, une partie des intérêts ont été liquidés hors budget par la remise de titres de la dette publique. Cette forme de débudgétisation a permis, depuis l'introduction de cette technique, de procéder au paiement, hors solde net à financer, de près de 236 milliards de francs d'intérêts⁵³.

Une autre modification importante a été introduite dans le budget général ajusté des dépenses de 1994, par une nouvelle formulation du cavalier budgétaire (article 2.51.7), introduit en 1993 lors du feuillet d'ajustement, pour budgétiser les gains d'échanges. A partir de l'année budgétaire 1994, lorsque le prix d'émission est différent du pair, les différences d'émission sont considérées comme des intérêts perçus ou payés à la source et comptabilisées sur un compte de trésorerie, au même titre que les pertes et gains réalisés lors des opérations d'échange de titres anciens contre des obligations linéaires. Au terme de l'année, le solde du compte est affecté aux dépenses d'intérêts de la dette publique ou porté en dépenses à charge d'une allocation de base d'intérêt, selon qu'il se trouve en position créditrice ou débitrice. Pour 1994, suite aux hausses de taux qui sont intervenues en cours d'année, les émissions nouvelles, de même que les échanges, ont été réalisés généralement en dessous du pair, de sorte que globalement, les primes d'émission et d'échange ont été négatives. Les charges en intérêts ont ainsi été augmentées de 8,7 milliards de francs.

TABLEAU 5.5. - DIFFERENCES D'EMISSION ET D'ECHANGE (en francs)	
Différences d'émission sur emprunts OLO	- 7.533.290.400
Différences d'émission sur emprunts classiques	- 877.840.412
Différences sur les échanges contre OLO	- 336.000.000
TOTAL	- 8.747.130.812

Au 31 décembre 1993, la dette publique (y compris les opérations de gestion du Trésor) était de 9.073 milliards de francs. Par contre, les intérêts générés en 1994 par la dette publique, y compris les intérêts directement capitalisés par remise de titres, ont été moindres qu'en 1993 : 712,5 milliards de francs contre 719,9 milliards l'année précédente.

Le taux implicite de la dette, c'est-à-dire le rapport entre les intérêts payés au cours de l'année et la dette existante au 31 décembre de l'année précédente, a ainsi enregistré une forte diminution de 8,7 % en 1993 à 7,9 % en 1994.

Le taux d'intérêt implicite est bien entendu une notion théorique et non le reflet immédiat des taux du marché. Il représente approximativement la moyenne des taux de

53

dont :

- 159,5 milliards d'intérêts versés entre 1986 et 1991 sous la forme de bons du Trésor, dans le cadre des emprunts dits de régularisation émis en vertu de l'arrêté royal n°446 du 20 /08/1986;
- 76,2 milliards d'intérêts capitalisés depuis 1992 lors des adjudications d'échange de titres anciens contre des obligations linéaires.

l'ensemble des emprunts aussi bien à long terme qu'à court terme, en francs belges et en devises. Malgré son caractère quelque peu artificiel, ce taux joue un rôle fondamental dans les modèles de calcul qui permettent d'établir des projections de l'évolution en valeur relative du poids de la dette, c'est-à-dire du rapport entre l'endettement et le P.I.B. ainsi que dans la détermination d'un éventuel effet boule de neige des intérêts de la dette.

TABLEAU 5.6. - TAUX D'INTERET IMPLICITE DE LA DETTE					
Total de la dette publique (en milliards de francs)	Montant des intérêts (en milliards de francs)				Taux d'intérêt implicite de la dette publique
		Dépenses sur crédits budgétaires*	Liquidations sous forme de titres	TOTAL	
au 31.12.1985: 4.914,6	1986	476,2	6,0	482,2	9,8%
au 31.12.1986: 5.418,3	1987	444,4	33,1	477,5	8,8%
au 31.12.1987: 5.872,5	1988	457,5	35,2	492,7	8,4%
au 31.12.1988: 6.362,3	1989	507,1	49,2	556,3	8,7%
au 31.12.1989: 6.788,2	1990	586,5	31,5	618,0	9,1%
au 31.12.1990: 7.224,6	1991	617,9	4,6	622,5	8,6%
au 31.12.1991: 7.751,0	1992	678,7	21,2	699,9	9,0%
au 31.12.1992: 8.288,7	1993	687,0	32,9	719,9	8,7%
au 31.12.1993: 9.073,0	1994	690,4	22,1	712,5	7,9%

Sources: ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE
BUDGETS.

* Source: Exposé général des budgets des recettes et dépenses pour l'année budgétaire 1995 (Doc. parlementaire, Chambre, 1546/1 93/94, p. 193). Pour 1994, il a été tenu compte des paiements effectués.

DEUXIEME PARTIE

COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS SUR LES PROGRAMMES DU BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES

SECTION 12 - JUSTICE

1. Contrat avec le citoyen et Plan pluriannuel de la Justice

Comme l'an passé, les crédits prévus spécialement pour l'amélioration du fonctionnement de la justice et relevant du "Contrat avec le citoyen" ou du "Plan pluriannuel", sont restés faiblement utilisés après avoir été sérieusement réduits lors du contrôle budgétaire.

Cette faible consommation des crédits ne traduit toutefois pas, à quelques exceptions près, l'absence de réalisation de projets, ni une surévaluation de leurs coûts, mais bien la lenteur de leur mise en oeuvre. Les causes principales du retard semblent être d'une part le préalable qu'a constitué l'adoption de nombreuses mesures législatives et réglementaires, et d'autre part, les rigidités liées aux procédures de recrutement du personnel supplémentaire requis.

Néanmoins, l'encadrement normatif et logistique paraît aujourd'hui majoritairement acquis, pour rendre ces projets pleinement opérationnels en 1995. Il devrait en résulter, au demeurant, une meilleure utilisation des crédits.

A cet égard, les mesures prévues, pour assurer le financement du plan pluriannuel, bien que très majoritairement réalisées, n'ont pas eu jusqu'à présent le rendement escompté.

Contrat avec le citoyen

(en millions de francs)

Programmes	cnd	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
12.40.2 (partim)	77,5	20,1	16,8	22 %
12.51.3 (partim)	329,8	289,9	242,4	73 %
12.56.2 (partim)	376,1	358,8	96,3	26 %
12.58.3	85,6	46,8	15,8	18 %
12.63.0	54,2	12,5	3,4	6 %
Total Contrat avec le citoyen	923,2	728,1	374,7	41 %

Plan pluriannuel

Programmes	cnd	Utilisation en engagement	Utilisation en ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
12.40.0 (partim)	221,9	180,4	40,0	18 %
12.40.2 (partim)	60,5	37,2	29,2	48 %
12.51.3 (partim)	156,6	99,0	7,2	5 %
12.54.0 (partim)	8,0	0,0	0,0	0 %
12.55.0 (partim)	60,8	45,4	12,6	21 %
12.56.0 (partim)	62,5	27,8	6,0	10 %
12.56.2 (partim)	180,2	145,7	16,2	9 %
Total	750,5	535,5	111,2	15 %
Total Contrat avec le citoyen et plan pluriannuel	1673,7	1263,6	485,9	29 %

Dans le budget initial pour 1994, 2.451 millions de francs avaient été mis à la disposition du Ministère de la Justice pour la poursuite des programmes "Contrat avec le citoyen" (1.177,8 millions de francs) et pour la mise en oeuvre du "Plan pluriannuel pour la Justice" (1.273,2 millions de francs). Ce dernier développant, entre autres, certains projets du "Contrat avec le citoyen", c'est au total quelque 28 projets, répartis entre les différents programmes repris ci-dessus qui sont concernés par ces deux plans.

Ces crédits furent réduits à 1.673,7 millions après ajustements. La lecture du tableau montre une relativement faible consommation des crédits (75 % en engagement et 29 % en ordonnancement), plus particulièrement pour le "Plan pluriannuel". Ces taux d'utilisation des crédits sont toutefois supérieurs à ceux constatés à la fin de 1993 (respectivement 60 % et 16 %) pour le seul "Contrat avec le citoyen". Cette dernière constatation doit toutefois être elle-même relativisée du fait de la très sérieuse diminution des crédits (moins 30 %) lors du contrôle budgétaire.

L'analyse de l'exécution de ces plans, programme par programme développée ci-dessous démontre, comme l'an passé, que cette faible consommation des crédits ne traduit pas, à quelques exceptions près, l'absence de réalisation des projets, ni une surévaluation de leur

quelques exceptions près, l'absence de réalisation des projets, ni une surévaluation de leur coût, mais bien la lenteur de leur mise en oeuvre.

Deux causes principales expliquent ce retard :

- de nombreuses mesures législatives et réglementaires constituent le préalable nécessaire à la réalisation des objectifs prévus ;
- beaucoup de projets nécessitent le recrutement de personnel supplémentaire ; or, d'une part, certaines autorisations de recrutement sont intervenues tardivement ou n'ont pu être mises en oeuvre rapidement, et d'autre part, certains recrutements requéraient l'adoption préalable de nouveaux cadres organiques du personnel de l'Administration centrale et du personnel des services extérieurs de l'Administration des établissements pénitentiaires, laquelle n'est pas intervenue en 1994⁵⁴. Les projets étroitement liés à l'adoption de ce cadre n'ont pu être réalisés⁵⁵.

Si la faible consommation des crédits traduit la lente mise en oeuvre des projets, l'examen des mesures prises au cours de cette année permet par contre de constater que, l'encadrement législatif et réglementaire ainsi que les moyens humains et matériels nécessaires sont aujourd'hui à la disposition de la majorité de ces projets, de manière telle que l'on peut raisonnablement envisager que ceux-ci seront pleinement opérationnels en 1995.

La Cour des comptes attire toutefois l'attention sur le fait qu'il résulte de ces constatations que la réduction de près de deux milliards de francs de dépenses par rapport au budget initialement fixé en 1994 ne se reproduira pas les années suivantes.

Le programme 12.40.04 (activité) était destiné à l'informatisation d'une structure d'appui au sein de l'Administration centrale, à l'installation des services de cette même administration dans les complexes BORDET et NORTH GATE et à l'extension du cadre du service Bâtiments et Matériel.

Le troisième objectif mis à part, les crédits relatifs à la nouvelle installation de l'Administration centrale et à l'informatisation d'une structure d'appui ont été engagés à concurrence de 88,7 %.

Dans le cadre du développement de l'informatisation complète d'une structure d'appui à l'Administration centrale, deux projets ont été mis sur pied : un système de traduction informatique (6 millions de francs) et un réseau de télécommunication reliant le Centre de

⁵⁴ Le cadre organique des Services extérieurs de l'Administration des établissements pénitentiaires a été fixé par l'arrêté royal du 8 mars 1995 (M.B. du 22 mars 1995), celui de l'Administration centrale l'a été par l'arrêté royal du 6 avril 1995 (M.B. du 27 avril 1995).

⁵⁵ Il s'agit de l'extension du cadre de l'Administration des affaires civiles et criminelles et du cadre du Service Bâtiments et matériel, la création d'un secrétariat pour la Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, la création d'un service de formation, pour la magistrature et l'extension du cadre extérieur de l'Administration des établissements pénitentiaires et du cadre du personnel des laboratoires de la Police judiciaire.

Traitement de l'Information, les tribunaux de première instance et les Cours d'appel (40,2 millions de francs).

Le programme 12.40.2 poursuivait, comme objectifs, l'informatisation du Casier judiciaire central, la création du secrétariat pour la Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, la création d'un service de formation pour la magistrature.

Le faible taux d'utilisation en engagement s'explique principalement par la non-réalisation des deux derniers objectifs (absence de cadre organique, voir supra).

Par contre, pour ce qui concerne le développement du Casier judiciaire central, l'encodage des bulletins de condamnation est assuré par une équipe d'agents recrutés par contrat et progresse de manière très satisfaisante.

Le faible taux d'utilisation en engagement des crédits d'investissement (2 %) provient de difficultés de connexion des communes au Casier et de la programmation de l'effacement de la peine. Toutefois, ces obstacles à la poursuite du projet sont progressivement levés grâce à de nouvelles mesures législatives⁵⁶.

Le programme 12.51.3 concernait la mise en oeuvre de projets de peines alternatives (travaux d'intérêt général), le développement des Unités d'orientation et de traitement dans les établissements pénitentiaires, le renforcement du contrôle de l'accès aux prisons, l'informatisation intégrée des établissements pénitentiaires et le renforcement et l'amélioration du statut du personnel de l'Administration pénitentiaire.

Que 80 % des crédits prévus aient été engagés reflète assez l'état d'avancement des divers projets.

Les trois principaux d'entre eux (Unités d'orientation et de traitement, Travaux d'intérêt général et Contrôle des voies d'accès aux prisons) peuvent être considérés comme opérationnels, réserve faite pour l'hébergement de certaines Commissions de Probation pour lequel aucun crédit n'a été alloué à la Régie des Bâtiments pour la location de nouveaux locaux.

Dans le cadre de l'informatisation globale de l'Administration des établissements pénitentiaires, un premier marché a été attribué en vue d'établir, après inventaire des moyens existants et évaluation des besoins, un plan concret d'informatisation des prisons et des services administratifs.

Par contre, les crédits prévus pour l'extension du cadre et l'amélioration du statut du personnel, déjà fortement réduits lors de l'ajustement (de 348,4 millions à 126,3 millions)

⁵⁶

Les articles 149 à 151 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses concernant le problème des délits volontaires et celui des blocs de condamnations et l'avant-projet de loi relatif au Casier judiciaire approuvé par le Conseil des Ministres du 7 avril 1995.

n'ont été que faiblement utilisés (72,9 millions de francs). En outre un solde important (288,4 millions de francs) apparaît également à l'allocation de base du programme de subsistance (51.01.11.03). Cette faible utilisation est la conséquence du retard pris dans l'engagement du personnel (tant en remplacement qu'en personnel supplémentaire). Des recrutements ont toutefois eu lieu aux établissements de Jamioulx, Verviers et Forest. Aucun personnel n'a par contre été engagé à Bruges, l'ouverture prévue pour le mois d'octobre 1994 n'ayant pas eu lieu.

Le crédit du **programme 12.54.0**, destiné à l'extension du cadre de l'Administration des affaires civiles et criminelles est resté inutilisé, du fait, comme il a été dit plus haut, de la non adoption en 1994 du nouveau cadre organique de l'Administration centrale.

Le programme 12.55.04 (activité) visait l'installation dans le complexe NORTH GATE de la Sûreté de l'Etat. Les crédits ont été engagés à concurrence de 75 %.

Le programme 12.56.04 (activité) était destiné à la revalorisation des indemnités aux jurés d'assises, à la fixation d'un cadre pour stagiaires judiciaires, à l'amélioration de la documentation des magistrats et à la désignation de juges de paix de complément.

Un taux d'utilisation en engagement moyen (45 %) et un taux d'utilisation en ordonnancement faible (10 %) caractérisent ce programme et résultent de l'absence de finalisation des trois premiers projets.

Par contre, cinq juges de paix ont été désignés et installés.

Le programme 12.56.2 était consacré à la mise en oeuvre de projets très diversifiés tels que l'unification des voies de recours en matière d'aide sociale, l'accélération de la procédure judiciaire (comparution sur convocation par procès-verbal), l'informatisation des parquets et greffes et des cabinets des juges d'instruction, la médiation pénale et l'accueil des victimes, l'assistance judiciaire, la revalorisation de la rémunération des experts judiciaires et la réforme des Tribunaux de Police.

Le taux élevé d'utilisation en engagement (91 %) est le signe d'un état très avancé⁵⁷ des divers projets (à l'exception de la réforme des Tribunaux de Police entrée en vigueur le 1er janvier 1995 seulement) :

- désignation de 4 magistrats pour les juridictions du travail (aide sociale) ;

⁵⁷

Le faible taux d'ordonnancement n'est pas, dans le cas présent, révélateur. Une part importante des crédits (277,5 millions) était destinée à des investissements pour lesquels il est fréquent que le paiement n'intervienne que la deuxième année. Par ailleurs, les paiements dus pour l'assistance judiciaire (66,3 millions) sont traditionnellement payés exclusivement sur crédits reportés.

- extension du cadre des Tribunaux de première instance (accélération de la procédure judiciaire) ;
- extension de l'informatisation des parquets et des greffes correctionnels des Tribunaux de première instance (2e extension), des greffes civils des Tribunaux de première instance et des Tribunaux de commerce (1ère extension), des cabinets des juges d'instruction (2e phase), soit 142,3 millions de francs ;
- adaptation des honoraires des experts judiciaires à partir du 1er décembre 1994. Comme en 1993, les crédits ont été ordonnancés intégralement pour faire face à la hausse générale des frais de justice en matière répressive ;
- création des grades et statut administratif et pécuniaire des conseillers et assistants en médiation, des assistants sociaux près les Parquets (médiation pénale et accueil des victimes).

Le programme 12.58.3 était essentiellement destiné au développement d'un troisième département (cellule scientifique) de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie, l'indemnisation des officiers de liaison membres de la police judiciaire, le développement de la Commission SIRENE et des laboratoires de la police judiciaire.

Le relativement faible taux d'utilisation en engagement des crédits de personnel résulte de la lenteur de la procédure de fixation des différents cadres organiques (et linguistiques) du personnel scientifique, adjoint à la recherche, gens de métier de l'INCC et du personnel technique des laboratoires de la police judiciaire.

Toutefois, le troisième département de l'INCC dispose des agents contractuels nécessaires à l'exercice de ses missions.

Par ailleurs, les crédits affectés à l'indemnisation des officiers de liaison, au développement de la Commission SIRENE, aux extensions et aménagements des laboratoires et de l'INCC ont tous été engagés à leur niveau maximal.

Enfin, **le programme 12.63.0** concerne la mise sur pied du service de la politique criminelle annoncé depuis 1993. Ce service a été rendu opérationnel par la désignation de son Collège par arrêtés royaux des 10 et 17 novembre 1994. Les seules dépenses engagées (3,4 millions de francs) concernent la rémunération des quelques agents contractuels nécessaires au démarrage du service.

Les mesures prévues pour **le financement** du plan pluriannuel ont été concrétisées dans la loi-programme du 24 décembre 1993 (augmentation des décimes additionnels, de certains droits d'enregistrement, de certains droits de greffe, augmentation de la contribution au Fonds spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence) et dans l'arrêté royal du 23 décembre 1993 portant modification du règlement général sur les frais de justice en matière répressive (augmentation de l'indemnité de condamnation).

La seule mesure financière non réalisée est l'augmentation du montant des perceptions immédiates en cas d'infraction.

Hors les frais de justice pour lesquels les chiffres ne sont pas disponibles, les recettes fiscales nouvelles générées par les mesures précitées s'établissent à $\pm$ 840,3 millions de francs alors qu'elles avaient été évaluées à quelque 2.115 millions de francs dans la note de politique générale. La différence se situe essentiellement au niveau de l'augmentation des décimes additionnels sur les amendes pénales (596,2 millions de recettes supplémentaires sur 1.800 millions annoncés).

2. Programme 12.51.1 - Entretien et aide aux détenus

Le crédit du programme "Entretien et aide aux détenus" s'est révélé largement insuffisant pour permettre de liquider les dépenses. Un crédit supplémentaire de 165,0 millions sera nécessaire. Ce déficit réside essentiellement dans le secteur de la défense sociale et résulte de l'imprévision au budget de la hausse du prix de la journée d'entretien des établissements de défense sociale de Mons et Tournai.

(en millions de francs)	Crédits accordés	Utilisation Engagement	Utilisation Ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	862,1	862,0	791,8	92 %
aa	133,7	133,7	133,6	100 %

Comme en 1993, ce crédit a été largement insuffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses relatives à l'entretien des détenus. Lors du contrôle budgétaire de 1994, cette insuffisance avait nécessité l'adoption d'un crédit pour créances d'année antérieure de 133,7 millions de francs.

Pour l'année 1994, un supplément de crédit de l'ordre de 165,0 millions sera nécessaire pour assurer la liquidation des prestations fournies, principalement dans le secteur de la défense sociale (130,7 millions de francs).

Une part importante du crédit est en effet consacrée à la prise en charge des internés dans les établissements de défense sociale de Mons et Tournai⁵⁸ qui relèvent de la Région wallonne mais qui sont entièrement à charge du budget du Ministère de la Justice (programme 12.51.1.) en vertu de l'arrêté du Régent du 10 février 1948.

⁵⁸

Ces deux établissements occupent quelque 30 % de la population internée. Les autres internés le sont soit dans des établissements relevant de l'administration pénitentiaire (et dont les dépenses de fonctionnement autres que l'entretien proprement dit sont supportées par le programme de subsistance 12.59.0), soit dans des établissements publics ou privés appropriés (hôpitaux psychiatriques, ...) et sont, dans ce cas, partiellement à charge de la sécurité sociale.

Ces dépenses avaient été initialement évaluées à 262 millions de francs. Elles se sont toutefois en définitive élevées à quelque 390 millions de francs, cette hausse étant essentiellement la conséquence du prix de la journée d'entretien fixé par le Ministre de la Santé publique, et sur la base duquel l'intervention du département de la Justice est établie, conformément à l'arrêté du Régent susvisé. Les augmentations du prix de journée d'entretien, applicables au 1er juin 1994, (25 % à Mons et 77 % à Tournai) n'ont pas été prises en compte dans le budget.

Il en va de même pour le budget de 1995, année pour laquelle l'insuffisance de crédit peut déjà être évaluée à quelque 185 millions de francs.

3. Programme 12.58.2 - Collaboration internationale

(en millions de francs)	Crédits accordés	Utilisation Engagement	Utilisation Ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	17,3	17,3	16,9	98 %

Le crédit de ce programme a été exclusivement destiné à la quote-part de la Belgique dans les frais de fonctionnement de l'Organisation internationale de Police criminelle à Paris. Les frais d'installation du système d'information Schengen (2,5 millions de francs), auraient logiquement dû également être imputés sur ce programme d'activité, mais l'ont été sur le programme de subsistance (12.58.0). La Cour a demandé au ministre compétent qu'à l'avenir de telles dépenses soient imputées correctement.

4. Programme 12.59.0 - Aide aux cultes reconnus - Subsistance

(en millions de francs)	Crédits accordés	Utilisation Engagement	Utilisation Ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	3.597,7	3.501,5	3.499,0	97
aa	11,5	11,5	4,6	40

Au sein de ce programme, figure une allocation de base de 0,2 millions de francs pour frais de fonctionnement (A.B. 59.02.12.01). Or le département prend aussi en charge les frais d'affranchissement de la correspondance administrative des cultes reconnus. Cette intervention, évaluée pour 1994 à quelque 5,4 millions de francs, devrait logiquement être imputée sur une allocation de base de ce programme, et non pas, comme elle l'a été, à charge de l'allocation de base 40.02.12.01 du programme 12.40.0 (programme de subsistance du

Secrétariat général et des Services généraux). L'ensemble des dépenses relatives à un programme doit en effet être imputé sur les crédits de celui-ci pour permettre d'apprécier correctement son coût.

SECTION 13 - INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE

1. Programme 13.54.5 - Fonds pour les risques d'accidents nucléaires

Les moyens du Fonds organique pour les risques d'accidents nucléaires n'ont été que modérément utilisés au cours de 1994 (en 1993, première année d'inscription du Fonds au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, les crédits n'ont pas été utilisés). Selon le département, cela est dû au retard pris par le dossier du plan d'urgence pour les risques nucléaires.

Fonds pour les risques d'accidents nucléaires (Fonds 13.54.5) (en millions de francs)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1994	103,7	103,7	103,7	103,7
Recettes	100,0	103,7	100,0	103,7
Disponible	203,7	207,4	203,7	207,4
Dépenses	100,0	31,0	100,0	0,0
Solde au 31.12.1994	103,7	176,4	103,7	207,4

L'article 3bis, § 1er, 2°, de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes (inséré par l'article 152 de la loi du 26 juin 1992 portant des mesures sociales et diverses et modifié par l'article 66 de la loi du 6 août 1993 portant des mesures sociales et diverses) prévoit que des redevances sont perçues à charge des exploitants de centrales nucléaires. Le produit en est destiné à couvrir totalement ou partiellement les coûts d'exécution du plan national d'urgence pour les risques nucléaires. Un arrêté royal⁵⁹ fixe le montant de la redevance annuelle. Conformément à l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, les recettes sont affectées au Fonds organique pour les risques d'accidents nucléaires, créé au sein du budget du Ministère de l'Intérieur (article 67 de la loi du 6 août 1993 portant des mesures sociales et diverses).

Cent millions de francs de recettes ont été prévus au budget général des dépenses de 1994. Ce montant a été entièrement atteint; en fait 103,7 millions de francs ont été imputés, ce qui est un montant égal à 1993.

Le disponible (solde au 1er janvier 1995 : 207,4 millions de francs) a été modérément utilisé. Cette sous-utilisation serait à attribuer, selon le département, à un retard du dossier du plan d'urgence pour les risques nucléaires.

⁵⁹

Arrêté royal du 23 novembre 1993 modifiant l'arrêté royal du 25 mai 1982 relatif à la perception de redevances en application de la réglementation concernant les radiations ionisantes.

Le recrutement de trois agents contractuels (2 secrétaires d'administration et 1 rédacteur), chargés de la gestion du Fonds, n'a pu avoir lieu parce que la réglementation y relative devait, au préalable, être adaptée⁶⁰. Le fait que ces agents ne sont pas entrés en service a dû être compensé par d'autres services de l'Inspection générale de la Protection civile, ce qui a naturellement entraîné des conséquences défavorables. Les négociations, qui devaient conduire à la conclusion d'une série de contrats avec des institutions scientifiques spécialisées (C.E.E.N., I.R.E., I.H.E.) ont commencé avec retard. Il en va de même de la consultation des gouverneurs de province pour l'élaboration des programmes d'investissement. Les cahiers de charges n'ont pas été prêts à temps ou ont reçu un avis négatif de l'Inspection des Finances.

Le Ministre de l'Intérieur a signé le 22 décembre 1994 une convention avec le Service fédéral d'Information pour l'organisation d'une campagne d'information destinée à la population des environs des centrales nucléaires. Trente et un millions de francs ont été engagés à charge de l'allocation de base 54.50.12.49.

2. Plan pluriannuel de la Justice

Les crédits pour le "Plan pluriannuel de la Justice", figurant au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour 1994, se retrouvent sous trois programmes.

Ces crédits ont été principalement destinés à une réalisation accélérée du Projet Informatisation-Police (P.I.P.) et aux frais de déménagement et d'installation de l'Office des Etrangers et du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Ces moyens ont été utilisés pour une large part en 1994 (du moins sur le plan des engagements). Seul le recrutement de huit informaticiens pour le P.I.P. n'a pu entièrement être mené à bien.

(en millions de francs)		Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
13.55.0 (partim)	Cnd	62,9	42,8	16,5	26 %
13.56.4 (totalité)	Cnd	90,5	57,2	16,3	18 %
	Ce	80,0	76,9	-	-
	Co	80,0	-	68,7	86 %
13.60.0 (partim)	Cnd	17,1	17,1	4,9	29 %

⁶⁰

Cela s'est fait par l'arrêté royal du 10 février 1995 modifiant l'arrêté royal du 1er février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d'intérêt public.

Un nouveau programme 13.56.4 a été ajouté en 1994 au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, dans le cadre du "Plan pluriannuel de la Justice".

Ces crédits devaient permettre une réalisation accélérée du Projet Informatisation Police (P.I.P.). Le financement de ces dépenses complémentaires est rendu possible par une utilisation partielle des recettes provenant des amendes pénales affectées à concurrence de 7,5 % au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Le programme dispose de crédits pour les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Le recrutement de personnel contractuel spécialisé (8 informaticiens, 3 programmeurs-analystes, 3 secrétaires d'administration et 2 rédacteurs) devait permettre le suivi et la mise en œuvre ultérieure du P.I.P. Il n'a pu être pourvu sans problème à ces vacances en ce qui concerne les informaticiens, puisque deux seulement sont entrés en service en 1994.

Le crédit pour dépenses de fonctionnement (allocation de base 56.43.12.44) n'a pas encore été complètement utilisé - sur les 65,5 millions de francs inscrits, 53,9 millions de francs ont été engagés et seulement 13,1 millions de francs ordonnancés - parce que le P.I.P. n'est pas encore entièrement opérationnel. Lorsque ce sera le cas, les contrats d'entretien et de location des lignes DCS (transmission de données) entraîneront plus de dépenses. Les dépenses actuellement constatées ont principalement trait aux conventions d'entretien, à l'actualisation des P.C. et à la location des lignes de communication.

L'allocation de base 56.43.63.07 (crédits dissociés pour investissements) montre un taux d'utilisation élevé - des 80,0 millions de francs inscrits, 76,9 millions de francs ont été engagés et 68,7 millions de francs ordonnancés. Toutefois, il faut noter que la plupart des engagements, comme pour l'allocation de base 56.43.12.44, datent de la fin de l'année. Ces engagements ont, en ordre principal, trait à l'extension du réseau, l'achat de P.C. plus puissants (serveurs) et de software.

Le "Plan pluriannuel de la Justice" comporte également un volet dans les programmes 13.55.0 ("Contrôle des étrangers - programme de subsistance") et 13.60.0 ("Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides - Commission de recours des réfugiés") avec chaque fois une allocation de base : 55.04.12.07 et 60.04.12.07.

L'Office des étrangers, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et la Commission permanente de recours ont été transférés le 1er janvier 1994 du Ministère de la Justice au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique. Ces services ont fait leur entrée dans les bâtiments du North Gate I et II dans le Quartier Nord de Bruxelles dans le courant de 1994.

En 1993, lors de l'élaboration des propositions budgétaires pour 1994, le Ministère de la Justice avait inscrit les crédits nécessaires au déménagement et aux frais d'installation des administrations précitées, soit 62,9 millions de francs pour l'Office des étrangers et 17,1 millions de francs pour le Commissariat général et la Commission permanente.

Le Commissariat général a engagé l'intégralité du montant des 17,1 millions de francs. Pour l'Office des étrangers, des engagements ont été pris pour un montant total de 42,8 millions de francs.

Les dépenses ont eu essentiellement trait à l'installation de câbles informatiques, central téléphonique et système de contrôle pour l'accès au bâtiment.

SECTION 14 - AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR

1. Programme 14.40.0 - Secrétariat général et services rattachés - Programme de subsistance

Pour la troisième année consécutive, les crédits accordés pour le projet BELEXTEL n'ont quasiment pas été utilisés. Cela résulte du fait que le système livré ne répond pas aux exigences posées. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres a approuvé, le 3 mars 1995, un plan d'action qui devrait permettre de finaliser le projet BELEXTEL. L'exécution de ce plan fera apparaître, entre autres, un degré d'utilisation des crédits plus élevé qu'actuellement.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Co	141,5	0,0	0 %

Pour la troisième année consécutive⁶¹, le crédit d'ordonnancement inscrit à l'allocation de base 40.03.74.10, destinée aux dépenses dans le cadre du projet BELEXTEL, système intégré de bureautique, télécommunication et informatique pour le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (administration centrale et postes diplomatiques), est resté peu ou pas utilisé.

La sous-utilisation de ces crédits résulte encore toujours du non-respect par le cocontractant de l'Etat de ses obligations, telles qu'elles sont reprises dans le contrat initial du 7 décembre 1987, élaboré dans le cadre du programme national des investissements publics : le système livré ne répond pas aux exigences posées.

Afin de pallier ces difficultés, le Conseil des Ministres a approuvé le 3 mars 1995 (avenant du 27 février 1995 au contrat BELEXTEL) un plan d'action qui, d'une part, doit résoudre les déficiences existantes, et, d'autre part, aboutir à la mise à jour et à la finalisation du système (actualisation du hardware et de software, adaptation des banques de données,...).

⁶¹ Utilisation de l'allocation de base 40.03.74.10 (en millions de francs).

Année	Crédit	Utilisation
1992	140,0	20,4
1993	149,6	8,1
1994	141,5	0,0

2. Programme 14.51.1 - Commerce extérieur

Bien qu'une part importante des moyens d'engagement provienne de la délibération budgétaire n° 3133 du 9 septembre 1994 (1.250 millions de francs), la majorité des dépenses, à savoir 1.412,8 millions de francs ont été engagées seulement en décembre. C'est la conséquence de l'introduction tardive, par le département, d'un projet de loi régularisant cette autorisation. Ceci confirme l'observation faite précédemment qu'il n'était pas suffisamment démontré pourquoi il n'avait pas été fait appel à la procédure normale d'ajustement du budget.

Le faible degré d'utilisation des moyens d'ordonnancement est la conséquence de la part croissante des dossiers d'exportation en devises étrangères. En raison du rôle crucial que jouent dans ces dossiers les taux d'intérêt fluctuants et les variations de cours de change, il est très difficile d'évaluer budgétairement ces dépenses.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Ce	2.890,0	2.832,1	-	
Co	1.564,0	-	822,0	53 %

La plus grande partie des moyens d'engagement et d'ordonnancement de ce programme se retrouvent sous l'allocation de base 51.12.31.01 relative aux subsides en intérêt COPROMEX, grâce auxquels le taux d'intérêt des crédits à l'exportation de biens d'équipement ou de services peut être abaissé.

Les moyens en engagement sur cette allocation de base, qui s'élèvent à 2.815 millions de francs, se composent d'un crédit initial de 1.565 millions de francs et d'une autorisation de dépenses de 1.250 millions de francs (délibération budgétaire n° 3133 du 9 septembre 1994 en exécution de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat) qui n'a été exécutoire que le 7 décembre 1994, date de l'introduction d'un projet de loi régularisant cette autorisation.

Ces moyens ont été presque entièrement utilisés (2.759,5 millions de francs d'engagement). 1.412,8 millions de francs ont toutefois été engagés seulement dans le courant du mois de décembre.

Les moyens en ordonnancement, s'élevant à 1.445 millions de francs n'ont été utilisés qu'à concurrence de 757,4 millions de francs (taux d'utilisation de 52,4 %). Ceci serait la conséquence de l'application du mécanisme stabilisateur des taux d'intérêt des crédits à l'exportation en devises étrangères. A cet égard, les taux d'intérêt fluctuants (au regard du taux d'intérêt garanti) et les variations de cours de change jouent un rôle crucial (dans certains cas, l'Etat devient même créancier; en 1994, 461 millions de francs de recettes

auraient ainsi été réalisées selon le département), en raison duquel il est très difficile d'évaluer budgétairement ces dépenses.

3. Programme 14.42.0 - Postes diplomatiques et consulaires - Subsistance

Ni la justification des crédits dans les documents budgétaires, ni l'information obtenue du département ne permettent d'examiner les raisons de l'importante sous-consommation des moyens d'ordonnancement destinés à l'achat, la construction et l'aménagement d'immeubles pour les ambassades, les légations, les consulats et autres immeubles relevant du département.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Ce	158,8	142,1	-	-
Co	366,1	-	147,3	40 %

Fonds destiné à l'utilisation du produit de la vente de biens immeubles sis à l'étranger... (Fonds 14.1) (en millions de francs)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1994	41,5	4,0	4,0	4,0
Recettes	61,4	70,0	61,4	70,0
Désaffectations	- 37,5	-	0,0	-
Diminution d'engagement	-	1,0	-	-
Disponible	65,4	75,0	65,4	74,0
Dépenses	65,4	0,0	65,4	0,0
Solde au 31.12.1994	0,0	75,0	0,0	74,0

L'information fournie par le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, concernant le faible degré d'utilisation des crédits d'ordonnancement, entièrement repris sous l'allocation de base 42.04.83.01 ("Achat, construction et aménagement d'immeubles pour les ambassades, les légations, les consulats de carrière et autres immeubles relevant du département - frais de toute nature y relatifs"), et des crédits variables du fonds organique, ne suffit pas à expliquer l'importance de la sous-consommation (218,8 millions de francs en ordonnancement et 65,4 millions de francs en crédits variables n'ont pas été utilisés).

De même la justification très réduite des crédits dans la note de politique générale et dans le budget administratif initial ne permet pas de voir quels projets n'ont pas été réalisés.

Un exposé plus détaillé des projets dans les documents budgétaires et une information précise par le département en cours d'année sont en tout cas souhaitables à l'avenir.

4. Programme 14.52.2 - Aide humanitaire

La dépense la plus importante de ce programme a trait à une facture de la SABENA du 20 avril 1994 pour l'évacuation des réfugiés du Rwanda. En raison de la répartition tardive par arrêté royal d'un crédit provisionnel, cette facture n'a pu être payée qu'en février 1995.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	94,1	89,1	0,8	1 %

Le crédit non-dissocié de 94,1 millions de francs du programme 14.52.2 est formé d'un crédit initial de 40,2 millions de francs et d'un crédit provisionnel de 53,9 millions de francs inscrit au programme 18.60.1. Les 53,9 millions de francs sont venus s'ajouter aux 5 millions de francs initialement attribués à l'allocation de base 52.21.33.02 ("Secours provisoire à des Belges se trouvant à l'étranger, frais éventuels de rapatriement, frais éventuels d'inhumation ou d'incinération sur place des Belges décédés à l'étranger").

Ce montant complémentaire a été utilisé pour le paiement d'une facture de la SABENA du 20 avril 1994 relative à l'évacuation du Rwanda. Par lettre du 9 février 1995, la Cour a souhaité savoir pourquoi l'arrêté royal portant répartition du crédit provisionnel inscrit au programme 18.60.1 et destiné entre autres à la couverture des dépenses liées à l'évacuation du Rwanda d'avril 1994, a seulement été pris le 21 décembre 1994.

5. Programme 14.53.3 - Coopération

Dans le cadre de l'indemnisation des Belges dont les biens ont été zaïrianisés, l'Etat a ordonné pour 572,6 millions de francs belges à charge des moyens libérés pour 1994. Ce montant concerne 42 dossiers. Par ailleurs, une centaine de dossiers sont encore pendants auprès des tribunaux dans l'attente d'un jugement.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	644,5	626,5	69,5	11 %

Suite à deux jugements rendus par la 4e Chambre du Tribunal de Première Instance de Bruxelles en date du 27 mai 1994, signifiés le 1er août 1994, qui étaient assortis d'une autorisation d'exécution provisoire nonobstant tout recours, l'Etat s'est trouvé confronté à l'obligation de devoir liquider une somme estimée, avant le calcul exact du principal et des intérêts, à environ 550 millions de francs pour quarante dossiers contestés de belges victimes de mesures de zaïrianisation durant les années septante. A ce moment les moyens budgétaires encore disponibles sur l'allocation de base 53.31.33.11 (dépenses d'indemnisation des biens zaïrianisés ; crédit initial de 93 millions de francs) ne s'élevaient plus qu'à 53.716.655 francs.

Eu égard au fait que le calendrier parlementaire ne permettait pas le vote de l'ajustement budgétaire à concurrence de 500 millions de francs avant la fin de l'année 1994, le Conseil des Ministres a adopté le 15 décembre 1994 la délibération n° 3137 prise en vertu de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat. Cette délibération autorisait donc l'engagement, l'ordonnancement et la liquidation de dépenses, à hauteur de 500 millions de francs, en vue de faire face au règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés tel qu'il était imposé aux termes des deux jugements intervenus le 27 mai 1994. La Cour a visé les ordonnances y afférentes le 15 mars 1995 pour un montant de 533.358.896 francs.

Pour les dépenses engagées à charge des crédits dégagés pour l'année 1994 aux fins de règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés (allocation de base 53.31.33.11), la Cour a visé, dans le cadre de dépenses résultant de décisions judiciaires, des ordonnances pour un montant total de 572.642.241 francs, ceci pour ce qui concerne quarante-deux dossiers de biens zaïrianisés, sans perdre de vue à ce sujet que 419 dossiers ont été ouverts, fin des années septante, auprès du département des Affaires étrangères et qu'actuellement, plus d'une centaine d'affaires sont toujours pendantes devant les Tribunaux dans l'attente d'un prononcé.

SECTION 15 - COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

1. Programme 15.54.1 - Coopération bilatérale (Fonds de la Coopération au développement)

Les masses indifférenciées que constituent les différentes allocations de base du programme 15.54.1 et les justifications très sommaires figurant dans les documents budgétaires rendent presque impossible la formulation d'un avis quant au degré de réalisation des objectifs ou quant aux facteurs ayant, le cas échéant, fait obstacle à la réalisation des objectifs.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	2.979,1	2.746,3	2.267,0	76 %
Ce	8.448,4	6.774,8	-	
Co	8.529,6	-	6.016,9	71 %

La décision gouvernementale du 18 décembre 1992 tendant à supprimer à terme le Fonds de la Coopération au développement tel que celui-ci avait été instauré par la loi du 10 août 1981 a été concrétisée par l'article 46 de la loi-programme du 24 décembre 1993.

La principale innovation consistait à insérer les actions menées par l'Administration générale de la Coopération au développement dans une structure par programme conforme aux normes légales. Cela s'est plus particulièrement traduit par la complète intégration de l'ancien Fonds 60.58 B figurant à la section particulière des budgets antérieurs à l'année 1994 dans le programme 54.1 intitulé "Coopération bilatérale (Fonds de la Coopération au développement)".

Le premier budget établi selon les nouvelles dispositions péchait toutefois - comme ce fut encore le cas pour le budget de l'année 1995 - par la présence de grosses masses trop indifférenciées de crédits, tout particulièrement pour ce qui a trait au programme 15.54.1, ce qui rend très malaisé de voir, au terme de leur mise en oeuvre (partielle), si les objectifs pour lesquels ils ont été sollicités sont atteints. A cet inconvénient s'est ajouté le fait que les justifications très sommaires du budget 1994 ne comportaient guère d'explication en ce qui concerne les pays et les secteurs auxquels les moyens budgétaires étaient destinés.

En matière d'actions de développement, il est toutefois évident que les organes chargés de les conduire sont totalement dépendants de modifications - souvent très rapides - qui interviennent dans la situation politique interne des pays pour lesquels un type d'aide déterminé est programmé pour l'année budgétaire considérée. C'est ainsi que les moyens inscrits au programme 15.54.1 pour lesquels une sous-utilisation globale est constatée, n'ont

pas pu être engagés ou ont dû être postposés en ce qui concerne les ordonnancements du fait de la dégradation des conditions de fonctionnement dans des zones ou pays en crise. Relevons plus particulièrement le cas de l'Afrique centrale où la situation a été trop profondément troublée que pour permettre une action de développement structurée. Il se fait également que les actions programmées pour l'Afrique orientale ont été considérablement freinées du fait de particularités locales. En outre, la situation tendue dans un pays maghrébin a eu un impact négatif sur l'exécution du budget, ceci tant en ce qui concerne les crédits affectés aux projets (A.B. 54.14.53.40) que ceux destinés à la coopération financière (A.B. 54.14.53.41), cette constatation valant pour l'ensemble des actions tant celles programmées que celles en cours.

En ce qui concerne les moyens consacrés aux projets outre-mer initiés par les organisations non-gouvernementales (A.B. 54.16.53.60), le ralentissement observé dans la mobilisation des crédits d'engagement trouve sa source dans le fait qu'un changement est intervenu dans les méthodes de travail internes à l'administration. Celles-ci visent notamment à imposer un examen plus serré des projets présentés ainsi qu'un suivi plus actif des justifications que les organisations non gouvernementales doivent fournir quant à l'utilisation des subsides qu'elles ont perçus.

Enfin, suivant les chiffres du département, le montant de l'encours des engagements provenant de l'ancien Fonds de la Coopération au développement (60.58.B) s'élevait à 10.512,8 millions de francs au 31 décembre 1993 et à 7.908,9 millions de francs au 31 décembre 1994.

2. Programme 15.54.5 - Fonds de survie pour le Tiers-monde

L'utilisation réduite (67,4 %) de l'autorisation d'engagement trouverait son origine dans le retard pris dans trois dossiers. Ce retard aurait été causé d'une part, par l'enlisement de négociations bilatérales et d'autre part, par la modification apportée à un projet initial.

Fonds de survie pour le Tiers-monde (Fonds 15.54.5) (en millions de francs)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1994	0,0	0,0	2.555,2	2.555,2
Autorisation d'engagement	1.055,0	1.055,0	-	-
Recettes	-	-	750,0	613,0
Disponible	1.055,0	1.055,0	3.305,2	3.168,2
Dépenses	1.055,0	710,7	450,0	447,9
Solde au 31.12.1994	0,0	344,3	2.855,2	2.720,3

L'autorisation d'engagement accordée au Fonds de survie avait été portée par le troisième feuillet d'ajustement (article 2.15.3) de 650 millions de francs à 1.055 millions de francs. Elle n'a toutefois été utilisée qu'à concurrence de 710,7 millions de francs, du fait que trois projets d'environ 100 millions de francs (au Mali, en Tanzanie et en Ouganda) n'ont pu être menés à bonne fin dans les délais initialement prévus. Dans deux cas, les négociations bilatérales se sont déroulées plus longtemps que prévu, et dans le troisième cas, le retard est la conséquence d'une modification du projet demandée par l'administration.

Dans le courant de 1994, un rapport d'activité, actualisé au 31 juillet 1994, du Fonds de survie pour le Tiers-Monde a été transmis aux Présidents des Chambres législatives.

SECTION 16 - DEFENSE NATIONALE

1. Dépenses effectuées dans le cadre du programme F-16

Les dépenses liquidées en 1994 dans les contrats d'entretien (Follow-on-support/FOS) et de modernisation (Midlife Update/M.L.U.) des avions F16 correspondent à 67.476.251 dollars US (soit environ 2.220 millions de francs), répartis comme suit :

<i>Contrats</i>	<i>Allocation de base 50.12.12.35</i>	<i>Allocation de base 50.21.13.74</i>	<i>Compte d'ordre 87.07.03.27</i>
<i>F.O.S.</i>	<i>18.421.251 USD</i>	<i>---</i>	<i>---</i>
<i>MLU (phase de développement)</i>	<i>---</i>	<i>16.884.000 USD</i>	<i>---</i>
<i>MLU (phase de production)</i>	<i>---</i>	<i>23.733.500 USD</i>	<i>8.437.500 USD</i>
<i>TOTAL</i>	<i>18.421.251 USD</i>	<i>40.617.500 USD</i>	<i>8.437.500 USD</i>

Les "miscellaneous income", qui sont les revenus intracontractuels, n'ont pas donné lieu à prélèvement en 1994.

En 1994, les dépenses relatives aux trois contrats F-16 et reprises dans le budget ont atteint un montant de 59.038.751 USD (soit 1.954,5 millions de francs).

Ce montant tient compte d'une augmentation des dépenses de 17 millions USD due à une initiative de l'Administration militaire américaine visant à accélérer la réalisation du programme de production.

Aperçu des opérations enregistrées en 1994 sur le compte de trésorerie n° 87.07.03.27

Solde au 1er janvier 1994	7.683.433 USD
Intérêts imputés	7.255.040 USD
Disponible	14.938.473 USD
Dépenses	8.437.500 USD
Solde au 31 décembre 1994	6.500.973 USD

Moyennant une conversion selon un taux de change au 31 décembre 1994 de 1 USD pour 31,8375 francs, les dépenses effectuées en 1994 sur ce compte ont atteint 268.628.906 francs belges et sont dès lors restées dans les limites autorisées par la disposition budgétaire 2.16.2 du budget général des dépenses ajusté de 1994 (270 millions de francs).

Enfin, le Ministre de la Défense nationale dispose aussi de "miscellaneous income", c'est-à-dire de revenus intracontractuels, générés par l'exécution de divers contrats F-16 (récupération de frais administratifs, tooling royalties, ...) et pouvant être utilisés en vue du

paiement d'échéances trimestrielles des contrats F-16. Ces ressources sont évaluées à environ 8.770.000 USD à la fin de l'année 1994. Aucun prélèvement sur celles-ci n'a été effectué durant cette période. Des discussions se poursuivent encore sur la destination finale de ces ressources entre l'autorité fédérale (Défense nationale et Affaires économiques) et la Région wallonne.

2. Imputation sur le programme 16.50.2. "Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure" d'une dépense prévue dans le volet conditionnel du plan à moyen terme (P.M.T.)

L'exécution du volet conditionnel du P.M.T. dépendait de la comptabilisation de ressources suffisantes liées à la vente de biens immeubles et de matériel devenu excédentaire. Bien que ces ressources ne permettaient pas d'en supporter intégralement le coût, l'acquisition d'un avion gouvernemental, projet mis à charge du volet conditionnel, a néanmoins été décidée par le gouvernement. Cela a été rendu possible par l'imputation d'une partie du prix sur les crédits ordinaires disponibles de la Défense nationale (allocation de base 50.21.13.74).

Le fait que cette dernière dépense, bien que non prévue, ait pu être supportée sans aucune adaptation budgétaire, soulève des questions sur la façon dont les crédits qui étaient nécessaires ont été estimés par le Ministère de la Défense nationale, ainsi que sur la qualité de l'information transmise au Parlement à l'occasion des discussions budgétaires.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation Engagement	Utilisation Ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Ce	4.760,0	3.990,5	-	-
Co	11.524,9	-	11.123,3	97 %

Dans le volet conditionnel du Plan à moyen terme (1993-1997) adopté par le Conseil des ministres du 2 juillet 1993 pour les investissements et le rééquipement, il avait été fait mention de l'acquisition éventuelle d'un avion destiné aux déplacements du gouvernement (Executive Jet).

Par décision du Conseil des ministres du 7 octobre 1994, le ministre de la Défense nationale a été chargé d'une prospection en vue de l'achat de cet appareil. Le Conseil des ministres du 25 novembre 1994 a autorisé le Ministre à passer contrat de gré à gré et à signer pour l'acquisition d'un FALCON 900 B S/N 109. Ce contrat a été signé le 15 décembre 1994.

Selon diverses sources⁶², ces dépenses ne pouvaient être imputées au volet conditionnel que dans la mesure où le produit des ventes de biens immeubles ou de matériel devenu excédentaire - enregistré sur le compte d'ordre de trésorerie - le permettait. En fait, cet achat a pu se faire parce que des crédits ordinaires étaient disponibles au budget de la Défense nationale. La dépense a été en partie imputée sur l'allocation de base 50.21.13.74 ("Acquisition, renouvellement et modernisation de moyens spécifiquement militaires") pour un montant de 421 millions de francs et en partie à charge du compte d'ordre n° 87.07.06.30 ("Aliénation de matériel devenu excédentaire") pour 265,7 millions de francs.

Le fait qu'une dépense d'une telle importance, non prévue initialement, ait pu être supportée sans aucun ajustement budgétaire peut être l'indication⁶³ d'une mauvaise programmation budgétaire et/ou d'une surestimation des crédits nécessaires, lesquelles sont à l'origine d'un important solde de crédits budgétaires disponibles en fin d'année.

L'utilisation de ces derniers à des fins différentes de celles prévues initialement dans le budget a dès lors pour effet de remettre en cause la fiabilité des informations qui sont annuellement fournies au législateur en matière d'achats militaires, lors des discussions budgétaires.

3. Programme 16.60.1. - Indemnisations

Les crédits inscrits au programme 16.60.1 étaient déjà pratiquement épuisés à la fin du mois d'août 1994. En conséquence, des dépenses ont été reportées à 1995. Les crédits 1995 (72,6 millions de francs) étaient déjà utilisés à 98,8 % à la fin d'avril 1995.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation Engagement	Utilisation Ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	73,1	73,1	73,1	100 %

Malgré les remarques répétées de la Cour depuis 1992⁶⁴, le Département a prévu à ce programme un montant de crédits insuffisant pour faire face à ses obligations en matière de responsabilité civile au cours de l'année 1994. Ce montant n'a par ailleurs pas été modifié lors du contrôle budgétaire.

⁶² - Avis sur le projet de budget général des dépenses 1995 - Section 16 - Défense nationale, Doc. Parl. Chambre n° 1545/4 - 93/94, p. 136.
- Rapport de la Commission de la Défense sur le budget général des dépenses 1995, Doc. Parl. Sénat n° 1230-10 (1994-1995), p. 23.
- Livre blanc 1994 du Ministère de la Défense nationale, p. 78.

⁶³ Une remarque de même nature avait déjà été formulée à l'occasion de l'exécution du budget 1993: voir la Préfiguration des résultats de l'exécution du budget 1993, Doc. Parl. Chambre n°1423/1, p. 223.

⁶⁴ - Commentaires et observations de la Cour des comptes sur le projet de budget de l'Etat pour l'année budgétaire 1994, Doc. parl., Chambre, n° 1178/3 - 92/93, p. 61.
- Commentaires et observations de la Cour des comptes sur le projet de budget de l'Etat pour l'année budgétaire 1995, Doc. Parl., Chambre, n° 1545/3 - 93/94, p. 85.

Une telle décision a eu de profondes conséquences sur l'exécution du budget 1994, l'Etat n'étant quasiment plus en mesure de faire face à partir du mois de septembre 1994 aux demandes d'indemnisation à charge de la Défense nationale lorsque sa responsabilité civile est mise en cause.

Suite au report en janvier 1995 des dépenses dues en 1994 et non liquidées par suite de l'insuffisance des crédits, les moyens budgétaires disponibles en 1995 étaient déjà utilisés à concurrence de 98,8 % dès la fin du mois d'avril 1995.

4. Dispositions légales particulières :

4.1. Article 2.16.20 aliénation de matériel devenu excédentaire (compte d'ordre n° 87.07.06.30)

Afin de lui permettre d'assurer un contrôle contemporain des opérations faites dans le cadre de l'aliénation du matériel devenu excédentaire, la Cour des comptes insiste pour obtenir la communication rapide des conventions conclues ou, à tout le moins, d'un relevé de ces conventions par trimestre.

Aperçu des opérations en 1994 imputées sur le compte d'ordre n° 87.07.06.30

(en francs)	
Solde du compte au 1er janvier 1994	226.053.842
Recettes	316.074.388
Disponible	542.128.230
Dépenses	286.963.800
Solde au 31 décembre 1994	255.164.430

Conformément à l'article 156 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, sont imputées à ce compte d'ordre les recettes affectées à la couverture de dépenses d'investissement au profit des Forces armées, notamment un montant de 265,7 millions de francs pour l'acquisition de l'avion gouvernemental mentionné ci-dessus (point 2).

L'article 2.16.20 du budget général des dépenses 1994 accorde une autorisation de dépenses à charge de ce compte de trésorerie à concurrence de 1.300 millions de francs. Le plafond légal n'a donc pas été dépassé.

La Cour déplore cependant qu'aucune suite n'ait été donnée à sa demande d'obtenir communication des conventions relatives à l'aliénation de matériel, de matières et de munitions excédentaires sous une autre forme qu'un simple relevé annuel. Elle regrette également que ce dernier relevé ne lui ait été envoyé que dans la seconde moitié du mois de mai 1995 et non dans le courant du premier trimestre de 1995, comme le lui avait promis le Ministre. Par une telle rétention d'information, le Département fait obstacle à l'actualité du contrôle de la Cour. Aussi, elle réitère sa demande de disposer du texte des conventions le plus rapidement possible ou, à défaut, d'obtenir au moins qu'un tel relevé soit établi sur une base trimestrielle, à l'image de ce qui se fait actuellement pour la Commission de la Défense nationale.

4.2. Article 2.16.14 - Aliénation de biens immeubles (compte d'ordre n°87.07.04.28)

Aperçu des opérations 1994 imputées sur le compte d'ordre n° 87.07.04.28

(en francs)	
Solde au 1er janvier 1994	15.660.750
Recettes	39.052.165
Disponible	54.712.915
Dépenses	-
Solde au 31 décembre 1994	54.712.915

L'article 2.16.14 du budget général des dépenses 1994 portait l'autorisation des dépenses à charge de ce compte à un maximum de 100 millions de francs. Le plafond n'a donc pas été dépassé.

La Cour des comptes insiste également dans le cas de l'aliénation de biens immeubles pour obtenir communication d'un relevé trimestriel des aliénations opérées.

5. Opérations humanitaires

Les coûts supplémentaires générés par les opérations humanitaires pour la période 1992-1994 sont évalués par le ministère de la Défense nationale à 9.781,2 millions de francs. Des contributions de tiers financent 3.283,6 millions de francs (33,6 pour cent), alors que le solde, soit 6.497,6 millions (66,4 pour cent), est à charge du budget de la Défense nationale. Dans les documents budgétaires 1992-1994, il est fait seulement mention de 3 milliards de francs réservés pour les opérations humanitaires. Le solde d'environ 3,5 milliards a été couvert par des compensations internes avec des crédits destinés à d'autres missions ou par des imputations à charge de crédits ordinaires destinés aux tâches normales des Forces armées.

Les contributions de tiers (ONU, UE, AGCD) transitent par un compte d'ordre de trésorerie (n° 87.07.09.33), pour couvrir des dépenses découlant des opérations humanitaires.

Pour la période 1992-1994, 2.946,4 millions de francs de contributions ont été comptabilisées sur ce compte ; les utilisations s'élèvent à 1.679,9 millions de francs.

Le solde de 1.266,5 millions devrait être consacré à l'apurement de dépenses liées aux opérations humanitaires, aux charges des missions d'observations en ex-Yougoslavie (ECMM) ou aux achats que les Forces armées ont reportés du fait du coût de ces opérations humanitaires.

Au début de 1995, le département de la Défense nationale a évalué le coût total⁶⁵ des opérations humanitaires⁶⁶ depuis 1992 (jusqu'au 31 décembre 1994). Ces coûts supplémentaires sont estimés à 9.781,2 millions de francs et peuvent être ventilés comme suit :

- coûts du personnel (allocations et indemnités) : 4.122,2 millions de francs;
- coûts de fonctionnement (surtout transport et entretien du matériel) : 5.098,8 millions de francs;
- coût du capital (remise en état et dommages anormaux) : 560,1 millions de francs.

Le financement de ces coûts supplémentaires est assuré en partie par des contributions de tiers (O.N.U., U.E., A.G.C.D., ...) et en partie par des moyens issus du budget de la Défense nationale.

Ce financement se résume schématiquement comme suit (en millions de francs) :

⁶⁵ Il s'agit d'une estimation des coûts supplémentaires, au-delà des rémunérations ordinaires du personnel et des frais de fonctionnement des unités concernées en Belgique. Ces coûts n'ont pas nécessairement déjà donné lieu à une dépense.

⁶⁶ Plus précisément, les opérations humanitaires en Somalie (UNOSOM), ex-Yougoslavie (UNPROFOR, ECMM, Scharp fence et Sharp guard), Rwanda (UNAMIR, Silver back et Malawi), Cambodge et Haïti.

-	<u>Contributions de tiers⁶⁷</u> :	3.283,6
	(déjà reçues de l'O.N.U. :	1.556,2
	U.E. et A.G.C.D. :	1.426,7
	à recevoir :	300,6)
-	<u>Moyens budgétaires de la Défense nationale</u> :	6.497,6
	(dont : - crédits octroyés spécifiquement pour des opérations :	2.988,1
	- moyens supplémentaires prélevés par compensation interne sur des crédits prévus pour d'autres missions :	708,7
	- crédits de fonctionnement et d'investissement destinés aux missions normales de la Défense nationale :	2.800,8)
	Total des moyens :	9.781,2

La justification des budgets du ministère de la Défense nationale ne fait état, pour ce qui concerne les ressources consacrées aux opérations humanitaires, que des crédits spécifiques et non des moyens résultant de compensation interne ou des crédits ordinaires.

Les contributions de tiers doivent, en vertu de l'article 2.16.3 de la loi du 11 juillet 1994 contenant le troisième ajustement du budget général des dépenses 1994, être versés au compte d'ordre n° 87.07.09.33 ("Défense nationale - participation de la Belgique aux opérations humanitaires"). Ces recettes peuvent être utilisées pour couvrir les dépenses découlant de ces opérations.

Au début de 1995, les recettes comptabilisées pour la période 1992-1994 atteignaient, selon le département, 2.946,4 millions de francs, sur lesquelles 1.679,9 millions de francs de dépenses avaient été imputées, principalement pour des allocations et indemnités au personnel, des achats sur place (matériel incendie, alimentation, transport), le remplacement de matériel, etc. Le solde disponible s'élevait donc à 1.266,5 millions de francs.

Ce solde serait affecté comme suit :

- 400 millions de francs pour le remboursement de dépenses, liées aux opérations humanitaires et effectuées par les Bureaux centraux de comptabilité;

⁶⁷

Outre les contributions de tiers mentionnées, une demande d'intervention de 989 millions de francs est en suspens. Suivant le sort qui y sera donné, la part de la Défense nationale dans le financement restera inchangée ou augmentera d'un montant maximum de 989 millions de francs.

- 150 millions de francs pour les charges liées à l'opération ECMM (European Community Monitoring Mission), dans l'attente d'une décision du gouvernement à propos de la répartition de ces charges entre la Défense nationale et les Affaires étrangères;
- 600 millions de francs mis à la disposition des Forces armées (Force terrestre, Force aérienne, Force navale et Service médical) pour procéder aux achats nécessaires dans le cadre des opérations humanitaires, couvrir des coûts exposés antérieurement pour ces opérations ou effectuer des dépenses reportées à cause du coût de ces mêmes opérations;
- 116 millions de francs de solde provisoirement non réparti.

SECTION 17 - SERVICE COMMUN ET GENDARMERIE

1. Programme 17.50.0 - Gendarmerie - Moyens de subsistance : dépenses dans le cadre du projet Astrid

La Cour a dénoncé l'engagement, en septembre 1994, d'un montant de 65,0 millions de francs (sur l'allocation de base 50.03.74.02), destiné à l'organisation d'un appel d'offres - concours en vue de la réalisation du projet ASTRID (réseau de radiocommunication).

En l'occurrence, l'engagement comptable a été pris alors qu'aucun engagement juridique n'était en état d'être notifié⁶⁸. En effet, à cette date, ni le cahier spécial des charges, ni la composition du jury n'étaient encore arrêtés. En outre, la procédure de passation de ce marché était interrompue de facto à la suite d'un arrêt de suspension rendu par le Conseil d'Etat le 8 avril 1994. La réservation de ce crédit d'engagement était donc prématurée et devrait être annulée⁶⁹.

2. Dispositions particulières :

2.1. Article 2.17.7. - Echange de matériel, matières, armes et munitions

En exécution de l'autorisation accordée depuis 1992 au Ministre de l'Intérieur de conclure des conventions d'échange, la Gendarmerie a passé deux conventions en 1994. Conformément à la justification de cette disposition légale, une copie de ces conventions a été transmise à la Cour des comptes.

Il s'agit, d'une part, de la cession, après une procédure d'appel d'offres restreint, de 28 véhicules blindés légers non en état contre 3 véhicules 4 x 4 (la valeur de l'échange est estimée à 2.025.000 francs) et, d'autre part, de la cession, après une procédure négociée, d'un lot d'armes et de munitions contre des munitions 9 mm (la valeur de l'échange est estimée à 24.668.242 francs).

2.2. Article 2.17.9 - Appui réciproque entre la Défense nationale et la Gendarmerie

Dans le cadre de l'appui réciproque, la Gendarmerie évalue à environ 95 millions de francs l'indemnité à payer au Ministère de la Défense nationale pour les fournitures, travaux et services effectués en 1994. Cette indemnité est imputée au budget de la Gendarmerie.

⁶⁸ Conformément aux dispositions contenues dans les articles 5, 7 et 49 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, ainsi qu'à l'article 5 de l'arrêté royal du 1er juillet 1964 relatif à l'imputation des dépenses, les crédits d'engagement d'une année budgétaire portent sur les obligations qui peuvent être contractées au cours de celle-ci et la date de leur imputation est celle à laquelle le contrôleur des engagements appose son visa sur l'acte créateur de droits, avant sa notification.

⁶⁹ Lettre au Ministre de l'Intérieur, n° A7 - 1.108.830 L1, du 22 février 1995. Entretemps, le Conseil d'Etat a rendu son arrêt au fond le 22 novembre 1994. La procédure d'adjudication est cependant toujours suspendue, le Ministre de l'Intérieur ne s'étant pas encore exprimé sur les suites de l'arrêt.

2.3. Article 2.17.12 - Cessions gratuite de matériel excédentaire⁷⁰

Dans le cadre de l'aide à des pays tiers, la Gendarmerie a cédé à la Mongolie, à titre gratuit, un lot de véhicules et de pièces de rechange devenus excédentaires.

Cette cession, d'une valeur de l'ordre de deux millions de francs, portait notamment sur neuf véhicules tout terrain, dix véhicules d'écolage, quatorze camionnettes et vingt-cinq motos.

Ces conventions (2.1.) et cette cession de véhicules (2.3.) n'ont pas donné lieu à observation.

⁷⁰

Cette disposition légale a été introduite par la loi du 11 juillet 1994 contenant le troisième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1994 (article 2.17.1).

SECTION 18 - FINANCES

1. Programme 18.61.0 - Administration de la Trésorerie - Subsistance

Le crédit prévu pour rétribuer l'Office des chèques postaux s'est trouvé largement dépassé en 1994, vu la difficulté, pour des raisons sociales, de recourir à d'autres modes de paiement que l'assignation postale.

En 1994, en vue de réaliser une économie budgétaire d'environ cent millions de francs, les ordonnateurs des départements ministériels et des administrations fiscales ont été invités à privilégier d'autres moyens de paiement que l'assignation postale. C'est en ce sens que le crédit, inscrit à la section - Finances - du budget général des dépenses, prévu pour rétribuer l'Office des chèques postaux pour les paiements à effectuer par la Trésorerie en 1994 par assignations, a été réduit, passant de 155 millions de francs à 50 millions⁷¹.

Cette mesure d'économie n'ayant pas été menée à bonne fin, notamment en raison du fait que l'assignation postale est maintenue, dans de nombreux cas, pour des raisons sociales, l'allocation de base concernée présente un dépassement de 124.311.127 francs. L'administration se propose d'opérer une régularisation ultérieure de ce dépassement, lorsque des crédits complémentaires auront été accordés par la loi des comptes.

Etant donné que le projet de loi des comptes n'est soumis aux Assemblées législatives qu'avec un retard considérable, pareille procédure ne permet pas aux Chambres d'exercer leur contrôle de manière contemporaine sur l'action du gouvernement.

La Cour rappelle à ce sujet que l'examen de la présente préfiguration peut donner lieu au vote d'un règlement provisoire du budget, assorti d'un volet de crédits complémentaires⁷².

⁷¹ Allocation de base 1224 - Taxes et frais résultant de l'emploi du Service des chèques postaux par les diverses administrations du département.

⁷² Doc. parl. Chambre - 656/6 - 88/89, p. 71

2. Programme 18.61.2. - Administration de la Trésorerie - Promotion de l'exportation

Office national du Ducroire : intervention pour le compte de l'Etat revue à la baisse

Le crédit prévu en 1994 pour les interventions que le Ducroire effectue pour le compte de l'Etat est resté inutilisé à concurrence d'environ 900 millions de francs. Ce réajustement dans les prévisions s'est opéré en deux phases. Lors du contrôle budgétaire (mais sans que le budget administratif ne soit modifié), l'intervention estimée de l'Etat a été ajustée à la baisse de 400 millions de francs à la suite d'un recalcul des primes et de l'intervention au profit de l'Algérie. Les 500 millions restants découlent d'un gain sur les récupérations et d'un gain sur les indemnisations de l'ordre de 250 millions chacun, essentiellement logés dans les opérations avec les Philippines.

Le crédit prévu en 1994 pour le règlement des sinistres découlant des garanties octroyées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat⁷³ s'élevait à 1.116 millions de francs. De ce montant, seuls 318 millions ont été engagés et 218 millions ordonnancés⁷⁴. Le tableau qui suit reprend les données 1994 en estimations - au départ des chiffres de l'Office au moment de l'ajustement - et en réalisations. Rappelons que ces chiffres ajustés sont un meilleur reflet des estimations pour l'année 1994, puisqu'ils sont élaborés en avril 1994, mais qu'ils n'ont pas donné lieu à une modification du crédit.

Par rapport au budget initial, les corrections les plus importantes ont porté sur un *recalcul des primes*, soit une augmentation de 200 millions, par application du taux de prime moyen à un montant assuré revu à la hausse et estimé à 10 milliards de francs, et sur une diminution des interventions en faveur de l'Algérie de l'ordre de 250 millions de francs⁷⁵.

⁷³ Allocation de base 61 28 5102 - Règlement des sinistres découlant des garanties octroyées par l'Office national du Ducroire directement pour compte de l'Etat.

⁷⁴ A comparer aux données des années précédentes (en millions de francs) :

	1992	1993
crédits :	1.500	902
ordonnancements :	1.400	750

⁷⁵ Par rapport aux premières prévisions établies en avril 1993 (point de départ de l'importance du crédit à solliciter), le budget initial contient certains ajustements d'estimations : l'ensemble des mouvements avec les Philippines s'améliorent de 500 millions, ceux avec le Gabon de 75 millions et les indemnisations pour nouveaux risques, estimées à l'origine à environ 100 millions, ne sont plus retenues. En outre, la situation de l'Algérie - récupérations et indemnisations - est arrêtée à un solde de 800 millions de francs, alors que les premières prévisions établissaient le solde des opérations avec ce pays à 2.000 millions environ.

(en millions de francs)	prévisions 1994 *	réalisations 1994
solde au 01/01/1994	237	237
primes (1)	400	429
récupérations (2)	871	1.118
indemnisations (3)	- 2.121	- 1.889
intervention de l'Etat	713	218
solde au 31/12/1994	100	113

* Données disponibles en avril 1994.

(1) montants versés par les entreprises en contrepartie de la couverture des risques de non paiement octroyée par le Ducroire

(2) montants versés par les contractants étrangers, après que le Ducroire ait indemnisé les contractants belges (principe de la subrogation)

(3) montants versés par le Ducroire afin de suppléer à la carence des contractants étrangers

Le lecteur trouvera ci-après le détail des récupérations et des indemnisations pour l'année 1994.

Lorsque un montant figure pour un pays dans la colonne des prévisions, mais pas dans celle des réalisations, ceci signifie que le montant réalisé est faible et est repris sous la rubrique "Autres". Lorsque un montant figure pour un pays dans la colonne des réalisations, mais pas dans celle des prévisions, ceci signifie que le montant estimé est faible et est repris sous la rubrique "Autres".

Récupérations (en millions de francs)	prévisions 1994	réalisations 1994
Bulgarie	26	23
Cameroun		26
Egypte	72	110
Maroc	87	102
Mexique	186	175
Pérou		40
Philippines	434	521
Tanzanie		65
Autres	66	56
	----	----
Total	871	1.118

Indemnisations 1994 (en millions de francs)	prévisions 1994	réalizations 1994
Algérie	554	518
Bulgarie	90	91
Cameroun	393	394
Congo	69	69
Egypte	232	253
Ethiopie	104	103
Gabon	128	128
Kenya	81	50
Philippines	189	-
Russie	100	100
Zaïre	94	94
Autres	87	89
Total	2.121	1.889

3. Programme 18.61.4 - Administration de la Trésorerie - Soutien économique

Cession d'actifs : les privatisations

Le tableau de synthèse qui suit vise uniquement à mettre en regard les produits dégagés au 30 avril 1995 par les cessions d'actifs et les dépenses supportées lors de ces opérations. Il n'a donc pas été tenu compte des autres recettes ou dépenses découlant de ces cessions d'actifs telles que, par exemple, les recettes non fiscales perçues auparavant au Budget des Voies et Moyens et qui ne sont plus versées par l'organisme du fait de sa privatisation.

Les dépenses concernent les honoraires de conseillers et d'experts ou de firmes d'audit avec lesquels des conventions sont conclues au cas par cas.

Le coût total des intermédiaires dans les ventes d'actifs est, en principe, éclaté entre des imputations à charge de crédits du département⁷⁶, des imputations à charge d'un fonds de la section particulière⁷⁷ et des paiements effectués par les organismes eux-mêmes⁷⁸. Toutefois, le coût de certains intermédiaires a été directement déduit des recettes perçues. Les

⁷⁶ Allocation de base 61 41 1209 - Dépenses de la Commission d'Evaluation des actifs de l'Etat.

⁷⁷ Section I "Fonds de restitution et d'attribution", Fonds 66 10 B - Restitution des commissions de vente et des frais afférents à la réalisation de la transmission des titres de propriété (en pratique, ce fonds n'a jamais été utilisé).

⁷⁸ Ces paiements sont enregistrés dans la comptabilité de l'organisme. Seuls ceux afférents à la cession partielle de la C.G.E.R. sont disponibles.

recettes des ventes d'actifs sont, quant à elles, imputées à un article des recettes courantes du Budget des Voies et Moyens⁷⁹, éventuellement après déduction de moyens en vue des paiements de ces intermédiaires.

⁷⁹

Titre I "Recettes courantes", Section II "Recettes non fiscales", Chapitre 18 "Finances", article 27.01.09 - Part de l'Etat dans le bénéfice d'institutions financières : transferts sous forme de dividendes du produit de la vente de certains actifs réalisés par des institutions du secteur public.

Données arrêtées au 30.04.1995 (T.V.A. incluse)	Recettes (en millions de francs)	Dépenses (en millions de francs)
<i>C.G.E.R. - Banque et C.G.E.R. - Assurances</i>	⁽¹⁾ 33.385,0	
Conseils de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat :		
Bureaux d'avocats		26,9
Conseillers		
Réviseurs		
Conseils de l'organisme :	⁽²⁾ 12,5	332,5
<i>C.G.E.R.</i>	33.397,5	359,4

⁽¹⁾ Le produit de la vente se décompose de la manière suivante :

Prix de vente :	34.930
Réduction de prix à la suite de l'audit "due diligence" (*) :	- 800
Fonds propres supplémentaires pour la recapitalisation de l'I.N.C.A. à la demande de la Commission bancaire (**):	- 745
	<u>33.385</u>

(*) vérification approfondie de la comptabilité de la société cédée

(**) voir à ce sujet la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1993, Section 18 - Finances -, ainsi que la question n° 862 de Mme DILLEN du 14/12/1993 publiée au Bulletin des Questions et Réponses de la Chambre du 31/01/1994, pp 9018 et 9019

⁽²⁾ Produit de la vente des "selling memorandum" (note d'informations sur la situation de la société à vendre).

Données arrêtées au 30.04.1995 (T.V.A. incluse)	Recettes (en millions de francs)	Dépenses (en millions de francs)
<i>S.N.I.</i>	⁽¹⁾ 11.566,1	
Conseils de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat :		
Bureaux d'avocats		54,1
Conseillers		⁽²⁾ 122,6
Réviseurs		19,8
Conseils de l'organisme :		
<i>S.N.I.</i>	11.566,1	196,5

⁽¹⁾ Le produit de la vente se décompose de la manière suivante :

- Part de l'Etat dans le prix de vente :	15.180,5
- Prise en charge d'une partie des coûts que supporte l'Etat par les actionnaires minoritaires intéressés à la vente :	34,3
- Capital souscrit et non libéré par l'Etat :	- 1.462,5
- Participation S.F.I. (*) conservée par l'Etat :	- 1.051,9
- Réserve S.F.P. (**) (ex C.G.E.R. Holding) pour le financement de missions ultérieures de la S.F.I. :	- 1.134,3
	11.566,1

⁽²⁾ Les fonds dégagés par la vente de la S.N.I. ont été placés temporairement par la S.F.P. (**) Ces intérêts perçus ont servi à payer la "success fee" des conseillers (commission de réalisation).

(*) Société Fédérale d'Investissement

(**) Société Fédérale de Participations

Données arrêtées au 30.04.1995 (T.V.A. incluse)	Recettes (en millions de francs)	Dépenses (en millions de francs)
BELGACOM	⁽¹⁾ 20.000,0	
Conseils de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat :		
Bureaux d'avocats		n.d.
Conseillers		n.d.
Réviseurs		n.d.
Conseils de l'organisme :		⁽²⁾ 60,0
BELGACOM	20.000,0	60,0

⁽¹⁾ La recette de 20 milliards de francs n'est pas le produit d'une vente, mais le préfinancement par la S.F.P. d'une recette à percevoir ultérieurement, au moment de la consolidation stratégique effective de l'entreprise. De même, les honoraires des conseils de la Commission sont également préfinancés, mais par BELGACOM cette fois.

⁽²⁾ La moitié de ce montant est à imputer sur la "success fee".

Données arrêtées au 30.04.1995 (T.V.A. incluse)	Recettes (en millions de francs)	Dépenses (en millions de francs)
S.N.C.I. ⁽¹⁾	⁽²⁾ 1,6	
Conseils de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat :		
Bureaux d'avocats		1,4
Conseillers		4,0
Réviseurs		9,5
Frais liés à la confection des "selling memorandum"		2,5
Conseils de l'organisme :	⁽²⁾ 3,9	n.d.
S.N.C.I.	5,5	17,4

⁽¹⁾ La procédure est toujours en cours.

⁽²⁾ Le produit de la vente des "selling memorandum" se décompose de la manière suivante :

Produit de la vente :	5,5
dont : Couverture des frais des memorandum et bureaux avocats :	3,9
Solde versé au Trésor :	1,6

Données arrêtées au 30.04.1995 (T.V.A. incluse)	Recettes (en millions de francs)	Dépenses (en millions de francs)
O.C.C.H. ⁽¹⁾		
Conseils de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat :		
Bureaux d'avocats		0,3
Conseillers		4,3
Réviseurs		9,4
Frais liés à la confection des "selling memorandum"		2,7
Conseils de l'organisme :	⁽²⁾ 3,0	n.d.
O.C.C.H.	3,0	16,7

⁽¹⁾ La procédure est toujours en cours.

⁽²⁾ Produit de la vente des "selling memorandum"

Données arrêtées au 30.04.1995 (T.V.A. incluse)	Recettes (en millions de francs)	Dépenses (en millions de francs)
<i>Ambassade de Tokyo</i> ⁽¹⁾		
Conseils de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat :		
Bureaux d'avocats		
Conseillers		4,9
Réviseurs		
Conseils de l'organisme :		
<i>Ambassade de Tokyo</i>		4,9

⁽¹⁾ La possibilité de vendre l'ambassade de Belgique à Tokyo a été envisagée en 1994 et la Commission a été chargée d'évaluer le produit de cette réalisation. Cette possibilité n'a plus été retenue par la suite.

Données arrêtées au 30.04.1995 (T.V.A. incluse)	Recettes (en millions de francs)	Dépenses (en millions de francs)
<i>Loterie Nationale</i> ⁽¹⁾	15.000,0	
Conseils de la Commission d'évaluation des actifs de l'Etat :		
Bureaux d'avocats		
Conseillers		
Réviseurs		
Conseils de l'organisme :		
<i>Loterie nationale</i>	15.000,0	

⁽¹⁾ La Loterie Nationale a toujours figuré sur la liste des éventuels actifs à réaliser. La Commission, cependant, n'a été chargée d'aucune mission à son égard. C'est l'organisme lui-même qui, par des moyens internes, a développé un plan de restructuration et d'amélioration de sa rentabilité, lequel doit lui permettre de supporter financièrement le prix de 15 milliards de francs payé à l'Etat, en 1994, pour l'octroi de sa "concession".

SECTION 25 - SANTÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT

Programme 25.53.1 - Hospitalisation

La sous-évaluation, répétée depuis plusieurs années budgétaires, des crédits destinés à l'intervention de l'Etat dans le prix des journées d'hospitalisation, a entraîné un arriéré considérable. Sans les problèmes techniques, rencontrés dans le courant de l'année 1994 par les hôpitaux pour la transmission de leurs factures, cet arriéré, évalué au 31 décembre 1994 à 5.035,9 millions de francs, aurait avoisiné les 8 milliards de francs. Un des éléments de cette sous-évaluation est la prise en considération insuffisante, dans le budget, des subsides complémentaires aux hôpitaux universitaires, prévus par l'article 102 de la loi sur les hôpitaux. Ces subsides complémentaires peuvent être estimés pour 1994 à quelque 1.500 millions de francs.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	34.812,5	34.684,4	34.597,0	99 %
Ce	8,0	4,8	-	-
Co	8,0	-	7,7	96 %

Le crédit non-dissocié de ce programme est principalement destiné à l'intervention de l'Etat (25 %) dans le prix des journées d'hospitalisation (A.B. : 53.18.33.36 : 33.567,0 millions de francs). Les organismes assureurs préfinancent cette intervention et se font rembourser sur base d'états trimestriels qu'ils adressent au Ministère de la Santé publique.

Ainsi que la Cour l'avait observé, en octobre 1994, dans ses "Commentaires et observations sur le projet de budget général des dépenses de l'Etat pour l'année budgétaire 1995..."⁸⁰, les crédits prévus en 1992 et 1993 s'étaient révélés largement insuffisants, de telle sorte qu'au 31 décembre 1993, des états trimestriels à concurrence de 7.084,6 millions de francs n'avaient pu être payés, faute de crédits, et avaient donc été mis à charge du budget de 1994.

Au 31 décembre 1994, le montant total des états trimestriels qui n'ont pu être acquittés, en raison de l'insuffisance des crédits provoquée par le report de 1993 à 1994, s'élève à 5.035,9 millions de francs.

En apparence, l'arriéré se serait donc résorbé de quelque 2 milliards de francs.

⁸⁰

Doc. parl., Chambre, 1545/3 - 93/94, p. 94.

A l'analyse toutefois, cette diminution de l'arriéré n'est que temporaire. En effet, lorsqu'on compare les états trimestriels de ces dernières années, on constate que ceux des deux premiers trimestres de 1994 ont été anormalement peu élevés et que cette diminution a été partiellement compensée dans les états trimestriels des troisième et quatrième trimestres de 1994. Or ceux-ci sont mis à charge du budget de 1995. Le budget d'une année est en effet calculé pour supporter les états trimestriels de deux derniers trimestres de l'année précédente et des deux premiers trimestres de l'année en cours.

Etats trimestriels introduits par les organismes assureurs ⁸¹ pour l'intervention de l'Etat dans le prix de la journée d'hospitalisation.			
en millions de francs	1992	1993	1994
1er trimestre	7.817,1	8.200,2	7.047,0
2e trimestre	8.078,6	8.843,4	7.357,3
3e trimestre	7.953,1	8.396,1	9.655,1 ⁸²
4e trimestre	8.047,4	8.596,7	10.404,0 ⁸³
TOTAL	31.896,2	34.036,5	34.463,4

Si l'intervention de l'Etat pour 1994 avait été équitablement répartie entre les quatre états trimestriels, à l'instar des années précédentes, l'arriéré au 31 décembre 1994 aurait été de quelque 2,8 milliards⁸⁴ plus élevé et aurait donc avoisiné les 8 milliards.

La diminution des états trimestriels du début de l'année 1994 résulte des difficultés liées à l'entrée en vigueur au 1er janvier 1994 de nouvelles instructions relatives au lay-out pour les données de facturation sur support magnétique. Celles-ci ont perturbé la facturation par les hôpitaux auprès des organismes assureurs.

L'effet de ces difficultés sur le budget global de l'assurance maladie, en 1994, ne peut pas encore être déterminé. Il est en revanche certain qu'elles auront soulagé le budget du Ministère de la Santé publique pour 1994 et dissimulé une sous-évaluation du crédit, qui entraînera dès 1995, si aucune mesure n'est prise, une nouvelle augmentation de l'arriéré.

Lors de l'élaboration du budget de 1994, il n'avait, par ailleurs, pas été entièrement tenu compte des obligations qui résultent de l'application de l'article 102 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987. Cette disposition prévoit que l'Etat

⁸¹ à l'exception des petits organismes (OSSOM, INIG, ...) qui ne représentent qu'un faible pourcentage des dépenses totales.

⁸² non compris l'état trimestriel de l'Union des Mutualités neutres.

⁸³ non compris l'état trimestriel de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie invalidité.

⁸⁴ $\frac{34.463,4}{2} - (7.047,0 + 7.357,3) = 2.827,4$ millions de francs.

peut accorder un subside complémentaire par journée d'hospitalisation pour couvrir les frais spécifiques à l'hospitalisation d'un patient, qui, en raison de la gravité de son affection, ne peut être examiné et traité que dans un service universitaire.

Ces subsides complémentaires, qui sont entièrement à charge de l'Etat et qui sont imputés sur l'allocation de base 53.18.33.36, dépassent, en 1994, 1.500 millions et n'avaient été prévus au budget qu'à concurrence de 25 %.

Il en va d'ailleurs de même dans le budget de 1995.

SECTION 31 - AGRICULTURE**Programme 31.52.4 - Actions du Fonds de la santé et de la production des animaux**

Le Fonds pour la santé et la production des animaux n'a pas les moyens de financer les épidémies de peste porcine classique qui se produisent périodiquement. C'est pourquoi il doit toujours être fait appel à des moyens extra-budgétaires. Ces débudgétisations doivent cependant être évitées autant que possible. Une perception plus efficace des cotisations obligatoires contribuerait à réaliser cet objectif.

(en millions de francs)	Crédit accordé	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	727,2	628,7	359,5	49 %

Fonds de la santé et de la production des animaux (Fonds 31.1)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1994	587,2	587,2	668,6	668,6
Recettes	1.885,7	1.915,6	1.885,7	1.915,6
Disponible	2.472,9	2.502,8	2.554,3	2.584,2
Dépenses	1.775,9	1.910,1	1.856,6	1.123,4
Solde au 31.12.1994	697,0	592,7	697,7	1.460,8

Le Fonds pour la santé et la production des animaux compte actuellement 4 secteurs, à savoir "les bovins", les "porcins", "la volaille" et "le lait, produits laitiers et laboratoires". Les recettes réalisées ont été attribuées exclusivement à ces secteurs, qui sont gérés de manière totalement distincte. Ces recettes sont constituées principalement par les cotisations obligatoires des entreprises de ces secteurs et des participations de l'Union européenne (U.E.) aux programmes de lutte contre les maladies du bétail. Jusqu'à présent seuls les secteurs "bovins" et "porcins" sont opérationnels.

La perception, auprès des abattoirs et des exportateurs, des cotisations obligatoires à charge des secteurs bovins et porcins ne se déroule pas de manière efficace. Au 31 décembre 1994, les soldes restant dus pour la période 1991-1994 s'élèvent à 906 millions de francs. Pour la période 1988-1990, le Fonds ne peut pas fournir de chiffres fiables car la comptabilité tenue alors ne le permet pas. Les dettes au Fonds sont dès lors en réalité

beaucoup plus élevées. Les chances de récupération totale ou partielle de ces sommes sont, dans la situation actuelle, extrêmement minimales.

Les soldes de cotisations impayées trouvent leur origine dans le manque de suivi systématique par le Fonds de ses débiteurs et dans les problèmes juridiques liés à la perception des cotisations sur les animaux vivants importés. A cet égard, un tribunal belge⁸⁵ a, par un jugement basé sur deux arrêts de la Cour européenne de Justice⁸⁶, déclaré contraires à la réglementation européenne, et donc illégales, tant les cotisations obligatoires perçues sur les animaux nationaux que sur les animaux importés. Le Ministère de l'Agriculture a introduit un recours devant la Cour d'appel, vu que ce jugement risque d'hypothéquer lourdement la survie du Fonds. Jusqu'à présent, l'arrêt n'a pas encore été rendu.

Le Fonds n'a pas les moyens requis pour financer les épizooties de peste porcine classique qui se produisent périodiquement. En 1994, les conséquences financières de l'épizootie de 1990 n'ont pas encore été complètement apurées⁸⁷. Comme pour l'épizootie de 1990, le Fonds a de nouveau dû faire appel à des moyens extra-budgétaires pour financer la lutte contre la peste porcine classique de 1993/1994.

Le coût de cette dernière épizootie s'est élevé à 3.760,4 millions de francs, dont 2.301,2 millions de francs ont été supportés par l'Union européenne et 1.459,2 millions de francs tombe à charge du Fonds. La lutte contre cette épizootie a été entièrement préfinancée par le Bureau d'intervention et de restitution belge (BIRB)⁸⁸.

La dette du Fonds à cet organisme s'élève actuellement à 1.244,5 millions de francs.

A l'occasion du contrôle budgétaire 1995, il a été décidé de rembourser prioritairement en 1995 l'emprunt contracté en 1990 auprès de la S.A. Crédit agricole pour financer la lutte contre la peste porcine, et de répartir sur les prochaines années le remboursement de la dette envers le BIRB, après quoi l'équilibre financier serait atteint. Pour cela, les cotisations obligatoires auprès du secteur porcin ne diminueront pas durant les années à venir, ainsi que l'avait déjà annoncé le Ministère de l'Agriculture lors de l'introduction du budget de 1995. Une condition essentielle pour ce scénario est qu'aucune nouvelle épidémie de peste porcine ne se déclare ces prochaines années.

Le préfinancement de la lutte contre la peste porcine par le BIRB entraîne des frais supplémentaires pour le budget de l'Etat (notamment une augmentation des charges d'intérêt). Ceux-ci sont supportés par le budget prévu au Ministère de l'Agriculture pour le préfinance-

⁸⁵ Jugement du 20 février 1994 du Tribunal de Première Instance de Turnhout, rendu à la suite de l'assignation de l'Etat par un certain nombre d'importateurs d'animaux vivants.

⁸⁶ Arrêts n°s 93/C 22/05 et 93/C 22/08 tous deux du 16 décembre 1992.

⁸⁷ Le compte courant "porcs" auprès de la S.A. Crédit agricole (emprunt contracté en 1990 pour financer la peste porcine) présentait au 1er janvier 1994 un solde négatif de 604,9 millions de francs.

⁸⁸ Un parastatal sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture (précédemment "Office belge de l'économie et l'agriculture" - OBEA).

ment des dépenses de garantie du Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole (F.E.O.G.A.). Ce préfinancement est assuré en Belgique par une ligne de crédit auprès de la banque Paribas⁸⁹.

En tout état de cause, une perception plus efficace des cotisations obligatoires s'indique afin de limiter autant que possible les débudgétisations sans cesse croissantes.

⁸⁹

L'article 31 de la loi du 20 juillet 1991 contenant des dispositions budgétaires a autorisé le Ministère de l'Agriculture à confier le préfinancement des dépenses de la section Garantie du F.E.O.G.A. à une ou plusieurs institutions de crédit, au moyen d'une ouverture de crédit d'un montant maximal de 15 milliards de francs.

SECTION 32 - AFFAIRES ECONOMIQUES

1. Programme 32.52.1 - Contrôle de la qualité des produits pétroliers

Le nouveau fonds d'analyse des produits pétroliers, destiné à la mise en place d'un système adéquat de contrôle de la qualité de ces produits est resté inactif, pour la deuxième année consécutive, à défaut des mesures réglementaires requises.

Fonds d'analyse des produits pétroliers (fonds 32-7)	Engagement		Ordonnancement	
	Budget	Réalisation	Budget	Réalisation
Solde au 01.01.1994	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes	70,0	0,0	70,0	0,0
Disponible	70,0	0,0	70,0	0,0
Dépenses	70,0	0,0	70,0	0,0
Solde au 31.12.1994	0,0	0,0	0,0	0,0

Bien que sa création ait été annoncée dès l'élaboration du budget de 1993 et que la perception de redevances ait été autorisée par la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, le Fonds d'analyse des produits pétroliers est resté inactif pour la deuxième année consécutive. Les dispositions réglementaires nécessaires n'avaient en effet toujours pas été prises au 31 décembre 1994.

Elles viennent de l'être, en ce début d'année 1995. L'arrêté royal du 8 février 1995 fixant les modalités de fonctionnement du Fonds d'analyse des produits pétroliers prévoit en effet que des redevances d'un centime au litre seront dues sur l'essence et le gasoil routiers à partir du premier avril 1995. Les premières perceptions seront effectuées en août 1995.

La mise en place d'un système adéquat de contrôle de la qualité des produits pétroliers se fera dès lors vraisemblablement au plus tôt à la fin de 1995, soit avec près de trois ans de retard.

2. Programme 32.52.9 - Financement du passif nucléaire

Le plan d'assainissement du site nucléaire de l'ancienne société Eurochemic devra être revu pour rester dans les limites de l'engagement initial de 4.405 millions de francs, prévu pour la période 1989-2000, conformément à la convention du 19 décembre 1990, conclue avec les producteurs d'électricité. Aucun accord n'est jusqu'à présent intervenu pour actualiser ce plan, dont la réalisation engendrerait, selon une évaluation effectuée en 1994, un coût supplémentaire de 1.198 millions de francs.

(en millions de francs)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	30,9	30,9	0,0	0
Ce	208,2	0,0	-	-
Co	1.751,7	-	1.744,2	100

Ce programme contient des crédits destinés au financement des travaux de conditionnement des déchets et de démantèlement des installations de l'ancienne Société Eurochemic, au financement du passif technique et social du Centre d'étude de l'énergie nucléaire, ainsi qu'une dotation à l'ONDRAF pour des études relatives à l'évacuation définitive des déchets radioactifs dans les couches géologiques profondes (30,9 millions à charge du crédit non-dissocié).

Le crédit d'engagement de 208,2 millions de francs, prévu lors de l'ajustement 1994 pour tenir compte de l'augmentation de la T.V.A. (19,5 % à 20,5 %) sur les factures relatives à l'assainissement du passif technique du CEEN et d'Eurochemic, est resté inutilisé parce qu'il avait été réparti, dans le budget administratif ajusté, sur des allocations de base inadéquates. Ce crédit devra donc être à nouveau prévu lors d'un ajustement du budget de 1995.

En ce qui concerne le passif technique d'Eurochemic, l'Etat avait conclu, le 19 décembre 1990, une convention avec les producteurs d'électricité en vertu de laquelle l'Etat prenait en charge l'assainissement des installations nucléaires de l'ancienne société Eurochemic (site BP1), tandis que les producteurs d'électricité assuraient le financement de l'assainissement de l'ancienne division "Waste" du Centre d'étude de l'énergie nucléaire (site BP2).

Dans cette convention, le coût pour l'Etat de l'assainissement du site BP1 avait été évalué, pour la période 1989 à 2000 à 4.405 millions de francs (valeur 1989). Il est apparu rapidement que ce coût était largement sous-estimé. En 1992, l'ONDRAF a procédé à une nouvelle évaluation. Si l'on souhaitait optimiser sur une longue période le plan d'assainissement⁹⁰, il en résultait pour l'Etat un coût supplémentaire de 5.102 millions de francs (valeur 1992).

⁹⁰

Ceci impliquait une accélération des travaux de démantèlement. La convention du 19 décembre 1990 reposait en effet sur un plan global portant sur la période 1989-2018.

Le Conseil des Ministres du 24 décembre 1993 a chargé un groupe de travail d'examiner le problème. L'ONDRAF a soumis à ce dernier une nouvelle évaluation, qui entraînerait un coût supplémentaire de 1.198 millions de francs. Elle implique notamment la suppression de certaines provisions constituées pour le stockage de longue durée et l'enfouissement définitif des déchets, la fin du préfinancement des investissements par le Fonds pour l'assainissement des installations nucléaires⁹¹, ainsi que le non-remplacement des départs naturels du personnel de l'entreprise qui effectue les travaux. Aucun accord n'est cependant encore intervenu relativement à ces mesures.

⁹¹

Fonds constitué auprès de l'ONDRAF et alimenté par la dotation de l'Etat, les participations des producteurs d'électricité, ainsi que par diverses recettes spécifiques.

SECTION 33 - COMMUNICATIONS ET INFRASTRUCTURE

Programme 33.56.2 - Travaux pour les institutions européennes et internationales

1. *La gestion imprévoyante du programme 33.56.2 "Travaux pour les institutions européennes et internationales" a entraîné une interruption du paiement des travaux pendant près de 4 mois, ayant pour conséquence la débitection d'importants intérêts moratoires.*

2. *Le solde du crédit d'ordonnancement est principalement la conséquence d'une ordonnance annulée par la Cour et qui avait été émise au profit de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles (S.T.I.B.), en exécution de l'article 6 de l'Accord de coopération du 15 septembre 1993 conclu entre l'Etat belge et la Région de Bruxelles-capitale.*

(en millions de francs)	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation en ordonnancement
Cnd	16,0	5,6	5,4	34 %
Ce	2.378,0	1580,2	-	-
Co	1.651,1	-	1.448,7	88 %

1. Sur l'allocation de base 56.21.73.01 intitulée "Exécution de travaux de voirie au profit du Conseil de la Communauté européenne", un crédit d'ordonnancement de 740 millions avait été initialement prévu.

Ce crédit s'est révélé largement insuffisant en cours d'exercice budgétaire. Le département a dès lors procédé à une redistribution d'allocations de base, soumise à motion de conformité des Chambres législatives. Cette redistribution, qui a porté le montant de l'allocation de base à 1.247,0 millions de francs, n'a toutefois été introduite qu'avec retard, de telle sorte qu'elle n'a été exécutoire qu'à la fin du mois de décembre 1994, alors que le crédit était épuisé depuis la fin du mois d'août. Les paiements ont donc dû être interrompus pendant près de 4 mois.

La Cour des comptes attire l'attention sur le fait que cette imprévision budgétaire et ce manque de diligence dans la mise en oeuvre de cette redistribution peuvent avoir des conséquences financières non-négligeables, lorsqu'il s'agit de marché de travaux portant sur des montants aussi importants. Tout retard de paiement entraîne en effet la débitection d'intérêts moratoires. La Cour vient de viser une ordonnance d'un montant de 8,8 millions de francs concernant exclusivement des intérêts de retard relatifs à ces travaux. Depuis 1986, année de début des travaux dont question ici, les intérêts de retard ont atteint, à ce jour, un montant de 49,3 millions de francs.

2. Le solde important du crédit d'ordonnancement résulte essentiellement d'une ordonnance de 189 millions de francs, émise au profit de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles (S.T.I.B.), que la Cour des comptes a annulée. Cette ordonnance avait été émise en exécution partielle de l'article 6 de l'Accord de Coopération du 15 septembre 1993 conclu entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, au sujet des travaux d'adaptation du métro de la "Petite ceinture" réalisés de 1986 à 1988 et préfinancés par la S.T.I.B.

La Cour a en effet considéré que, l'Etat n'ayant pris aucun engagement comptable à ce sujet avant le transfert aux Régions, à la date du 1er janvier 1989, de la compétence en matière de transports urbains, la dette de l'Etat avait été transférée à la Région, en vertu de l'article 61, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Le 7 avril 1995, le Conseil des Ministres a toutefois prié la Cour de viser avec réserve les ordonnances qui seront émises, durant les années budgétaires 1995 à 1999, en exécution de l'article 6 dudit Accord de coopération, à concurrence d'un montant maximum de 476,6 millions de francs.

TROISIEME PARTIE : ANNEXES

LE TABLEAU DES DEPENSES

Les données contenues dans ce tableau sont présentées **par programme**, conformément à la structure légale du budget général des dépenses. Elles ont trait aux crédits alloués en 1994 et à leur utilisation, tant en engagement qu'en ordonnancement, telle qu'elle ressort des écritures enregistrées par la Cour. Pour quelques catégories particulières de dépenses, les règles suivantes ont été appliquées :

- **dépenses fixes** : toutes les ordonnances émises durant l'année sont prises en compte;
- **ouvertures de crédit** : toutes les ordonnances de disposition sur ouverture de crédit émises durant l'année budgétaire sont prises en compte, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures;
- **paiements effectués à l'étranger** : les ordonnances définitivement imputées sont prises en compte et, à défaut, les ordonnances d'imputation provisoire;
- **dépenses exposées sur les caisses des comptables** : toutes les ordonnances relatives à des dépenses de caisse réelles sont prises en compte, indépendamment des justifications et régularisations ultérieures;
- **fonds organiques** : les données sont fournies par l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses, laquelle procède actuellement au recensement précis des soldes disponibles pour ces fonds. Le cas échéant, les annulations d'engagements sont portés en déduction des dépenses d'engagement;
- **fonds de la section particulière** : seules les ordonnances relatives aux transferts de crédits budgétaires sont prises en compte.

La colonne 5 du tableau signale le taux d'utilisation des crédits en ordonnancements. Un taux supérieur à 100 pour cent indique un dépassement du crédit. Dans ce cas, le pourcentage est assorti d'un astérisque. Un taux de 0 pour cent accompagné d'un astérisque annonce que des dépenses sont imputées à charge d'un programme pour lequel aucun crédit n'a été accordé.

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
SECTION 01 - MINISTERE DES FINANCES, POUR LES DOTATIONS					
DIVISION 31 - DOTATIONS A LA FAMILLE ROYALE					
01.31.1 - Liste civile	cnd	248,9	246,8	246,8	99
	aa	2,4	2,3	2,3	96
01.31.2 - Dotation à la Famille Royale	cnd	14,5	14,2	14,2	98
01.31.4 - Dotation au Prince Philippe	cnd	13,8	13,7	13,7	99
01.31.5 - Dotation à la Reine Fabiola	cnd	45,9	45,5	45,5	99
	aa	18,8	18,8	18,8	100
Totaux pour la division 31 :	cnd	323,1	320,2	320,2	99
	aa	21,2	21,1	21,1	100
DIVISION 32 - DOTATIONS AUX ASSEMBLEES NATIONALES LEGISLATIVES					
01.32.1 - Sénat	cnd	2.118,7	2.118,7	2.118,7	100
01.32.2 - Chambre des Représentants	cnd	2.952,8	2.952,8	2.952,8	100
01.32.4 - Contrat avec le citoyen : renouveau administratif (médiateur parlementaire)	cnd	32,4	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 32 :	cnd	5.103,9	5.071,5	5.071,5	99
DIVISION 33 - AUTRES DOTATIONS					
01.33.1 - Cour d'Arbitrage	cnd	164,0	164,0	164,0	100
01.33.2 - Dotation à la Communauté germanophone	cnd	3.111,0	3.111,0	3.111,0	100
01.33.3 - Dotation à la Commission communautaire commune	cnd	1.069,8	1.069,8	1.069,8	100
01.33.4 - Cour des Comptes	cnd	1.249,9	1.249,9	1.249,9	100
01.33.7 - Comité permanent de contrôle des services de police (loi du 18 juillet 1991)	cnd	90,0	90,0	90,0	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
01.33.8 - Comité permanent de contrôle des services de renseignements (loi du 18 juillet 1991)	cnd	60,0	60,0	60,0	100
Totaux pour la division 33 :	cnd	5.744,7	5.744,7	5.744,7	100
DIVISION 34 - DOTATIONS NON RECURRENTES					
01.34.1 - Communauté germanophone : versement en exécution de l'arrêt du 24 janvier 1991 de la Cour d'Appel de Bruxelles concernant le Fonds national de Reclassement social des Handicapés	cnd	6,8	6,8	6,8	100
01.34.2 - Commission communautaire commune : versement en exécution de l'arrêt du 24 janvier 1991 de la Cour d'Appel de Bruxelles concernant le Fonds national de Reclassement social des Handicapés	cnd	0,8	0,8	0,8	100
Totaux pour la division 34 :	cnd	7,6	7,6	7,6	100
TOTAL 01 MINISTERE DES FINANCES, POUR LES DOTATIONS	cnd aa	11.179,3 21,2	11.144,0 21,1	11.144,0 21,1	100 100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
SECTION 11 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE					
DIVISION 01 - CABINET DU PREMIER MINISTRE					
11.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	110,0	109,2	91,6	83
	aa	2,5	2,5	0,0	0
Totaux pour la division 01 :	cnd	110,0	109,2	91,6	83
	aa	2,5	2,5	0,0	0
DIVISION 02 - CABINET DU MINISTRE DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
11.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	75,5	75,4	71,3	94
	aa	1,2	1,2	1,2	100
Totaux pour la division 02 :	cnd	75,5	75,4	71,3	94
	aa	1,2	1,2	1,2	100
DIVISION 03 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES					
11.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	1,8	1,8	1,8	100
Totaux pour la division 03 :	aa	1,8	1,8	1,8	100
DIVISION 04 - COMMISSARIAT ROYAL A LA POLITIQUE DES IMMIGRES					
11.04.0 - Subsistance	cnd	0,0	1,2	1,2	0 *
	aa	1,5	1,5	0,0	0
Totaux pour la division 04 :	cnd	0,0	1,2	1,2	0 *
	aa	1,5	1,5	0,0	0
DIVISION 40 - CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE					
11.40.0 - Subsistance	cnd	144,7	142,8	137,2	95
	aa	1,7	1,1	0,6	35
11.40.1 - Bistel	cnd	109,7	109,7	102,6	94
	ce	16,0	16,0		
	co	31,1		12,8	41

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
11.40.2 - Aide à la presse	cnd	46,5	46,5	23,3	50
11.40.3 - Interventions sociales	cnd	77,8	77,8	39,0	50
	aa	7,4	7,4	7,4	100
11.40.4 - Information	cnd	108,0	97,1	63,0	58
11.40.5 - Soutien aux activités du Gouvernement	cnd	8,9	8,9	7,6	85
Totaux pour la division 40 :	cnd	495,6	482,8	372,7	75
	aa	9,1	8,5	8,0	88
	ce	16,0	16,0		
	co	31,1		12,8	41
DIVISION 51 - COMITE SUPERIEUR DE CONTROLE					
11.51.0 - Subsistance	cnd	200,5	189,0	187,0	93
	aa	0,9	0,6	0,0	0
Totaux pour la division 51 :	cnd	200,5	189,0	187,0	93
	aa	0,9	0,6	0,0	0
DIVISION 52 - SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT					
11.52.0 - Subsistance	cnd	220,9	219,3	206,4	93
	aa	0,4	0,4	0,0	0
11.52.1 - Nouveau système pour le recrutement du personnel	cnd	19,0	19,0	18,3	96
	ce	9,5	9,1		
	co	9,5		9,1	96
Totaux pour la division 52 :	cnd	239,9	238,3	224,7	94
	aa	0,4	0,4	0,0	0
	ce	9,5	9,1		
	co	9,5		9,1	96
DIVISION 54 - COMMISSION NATIONALE PERMANENTE DU PACTE CULTUREL					
11.54.0 - Subsistance	cnd	30,5	29,9	29,5	97
Totaux pour la division 54 :	cnd	30,5	29,9	29,5	97
DIVISION 56 - CENTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME					
11.56.1 - Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (art.10 de l'A.R. du 28.02.1993)	cnd	60,2	60,2	60,2	100

DIVISION 60 - SERVICES DE PROGRAMMATION DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE - PARTIE POLITIQUE SCIENTIFIQUE

Fonds : fonds de emploi de remboursement
d'avances récupérables, de redevances, et
de rétributions pour travaux effectués
pour compte de tiers

11.60.2 - Recherche et développement dans le cadre international	cnd	6.121,3	6.116,3	6.097,6	100
	aa	0,2	0,0	0,0	0
	ce	859,2	743,5		
	co	529,5		437,2	83
11.60.3 - Etablissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd	2.635,2	2.600,3	2.509,9	95
	aa	24,6	21,2	21,2	86
11.60.4 - Enseignement - Formation; Activités éducatives	cnd	112,8	104,9	90,7	80

Totaux pour la division 60 :	end	9.451,2	9.392,6	9.214,3	97
	aa	24,8	21,2	21,2	85
	ce	2.302,3	2.106,9		
	co	2.950,4		2.356,2	80
	fen	47,5	31,9		
	fon	38,0		4,1	11

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
DIVISION 61 - SERVICES DE PROGRAMMATION DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE - PARTIE EDUCATION ET CULTURE					
11.61.1 - Activités culturelles communes	cnd	128,6	127,6	114,0	89
	aa	0,2	0,0	0,0	0
11.61.2 - Relations extérieures	cnd	144,8	144,7	140,5	97
	aa	0,3	0,0	0,0	0
11.61.3 - Institutions culturelles nationales	cnd	1.400,3	1.393,1	1.393,1	99
	aa	10,1	2,1	2,1	21
11.61.4 - Enseignement - formation (hors politique scientifique) et investissements scolaires	cnd	3.422,9	3.422,8	2.760,3	81
	ce	4,7	3,3		
	co	8,0		6,3	79
11.61.5 - Charges du passé Education nationale - Onderwijs	cnd	457,2	403,7	397,7	87
11.61.6 - Dotations aux Communautés flamande et française	cnd	1.737,2	1.737,2	1.737,2	100
Totaux pour la division 61 :	cnd	7.291,0	7.229,1	6.542,8	90
	aa	10,6	2,1	2,1	20
	ce	4,7	3,3		
	co	8,0		6,3	79
TOTAL 11 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	cnd	17.954,4	17.807,7	16.795,3	94
	aa	52,8	39,8	34,3	65
	ce	2.332,5	2.135,3		
	co	2.999,0		2.384,4	80
	fen	47,5	31,9		
	fon	38,0		4,1	11

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTION 12 - MINISTERE DE LA JUSTICE

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE

12.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	56,3	51,8	47,5	84
Totaux pour la division 01 :	cnd	56,3	51,8	47,5	84

DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES GENERAUX

12.40.0 - Programme de subsistance	cnd	1.473,6	1.386,1	1.017,9	69
	aa	1,4	1,4	1,3	93

Fonds : fonds spécial destiné à
 l'indemnisation des victimes
 d'actes intentionnels de violence
 (art. 28 à 41 loi 1.8.1985)
 (ancien 66.01 C)

I	I Engagement		I Ordonnement		I
	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	
I Fonds 12-1					
I solde au 1.1.1994	I 87,1	I 87,1	I 88,0	I 88,0	I
I recettes	I 170,0	I 139,5	I 170,0	I 139,5	I
I réductions visas ann. ant.	I 1	I 0,6	I 1	I 1	I
I disponible	I 257,1	I 227,2	I 258,0	I 227,5	I
I dépenses	I 46,4	I 59,4	I 46,4	I 46,4	I
I solde au 31.12.1994	I 210,7	I 167,8	I 211,6	I 181,1	I

12.40.1 - Représentation du département	cnd	14,1	10,6	6,5	46
12.40.2 - Contrat avec le citoyen et plan pluriannuel	cnd	138,0	57,3	45,9	33
Totaux pour la division 40 :	cnd	1.625,7	1.454,0	1.070,3	66
	aa	1,4	1,4	1,3	93
	fen	46,4	59,4		
	fon	46,4		46,4	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES					
12.51.0 - Programme de subsistance	cnd	5.449,8	5.185,7	4.981,8	91
	aa	109,6	109,6	74,0	68
	co	11,3		0,0	0
12.51.1 - Entretien et aide aux détenus	cnd	862,1	862,0	791,8	92
	aa	133,7	133,7	133,6	100
12.51.2 - Aide aux établissements pénitentiaires autonomes	cnd	135,0	121,5	101,1	75
12.51.3 - Contrat avec le citoyen et plan pluriannuel	cnd	486,4	388,8	249,7	51
Totaux pour la division 51 :	cnd	6.933,3	6.558,0	6.124,4	88
	aa	243,3	243,3	207,6	85
	co	11,3		0,0	0
DIVISION 53 - MONITEUR BELGE					
12.53.0 - Programme de subsistance	cnd	507,3	480,6	402,8	79
	aa	0,7	0,7	0,6	86
Totaux pour la division 53 :	cnd	507,3	480,6	402,8	79
	aa	0,7	0,7	0,6	86
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES CIVILES ET CRIMINELLES					
12.54.0 - Programme de subsistance	cnd	103,5	92,9	91,4	88
12.54.1 - Etudes et documentation	cnd	11,2	5,7	0,7	6
12.54.2 - Collaboration internationale	cnd	4,1	2,0	1,4	34
12.54.3 - Mesures de sûreté	cnd	6,5	6,5	0,0	0
Totaux pour la division 54 :	cnd	125,3	107,1	93,5	75
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE LA SURETE PUBLIQUE					
12.55.0 - Programme de subsistance	cnd	558,1	522,6	455,9	82
12.55.1 - Mesures de sûreté	cnd	32,8	32,8	32,8	100
12.55.2 - Contrôle des étrangers	cnd	0,0	1,4	1,4	0 *
12.55.4 - Sécurité nucléaire	cnd	29,8	28,6	27,7	93

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
12.55.6 - Contrat avec le citoyen - Centres spécifiques pour illégaux	cnd	0,0	0,4	0,4	0 *
Totaux pour la division 55 :	cnd	620,7	585,8	518,2	83
DIVISION 56 - JURIDICTIONS ORDINAIRES					
12.56.0 - Programme de subsistance	cnd	14.891,1	14.244,1	13.906,2	93
	aa	20,0	20,0	16,0	80
	ce	0,8	0,0		
	co	306,0		294,1	96
12.56.1 - Assistance judiciaire	cnd	146,3	146,3	0,0	0
12.56.2 - Contrat avec le citoyen et plan pluriannuel	cnd	556,3	504,6	112,5	20
Totaux pour la division 56 :	cnd	15.593,7	14.895,0	14.018,7	90
	aa	20,0	20,0	16,0	80
	ce	0,8	0,0		
	co	306,0		294,1	96
DIVISION 57 - JURIDICTIONS MILITAIRES					
12.57.0 - Programme de subsistance	cnd	289,9	276,3	272,4	94
Totaux pour la division 57 :	cnd	289,9	276,3	272,4	94
DIVISION 58 - POLICE JUDICIAIRE					
12.58.0 - Programme de subsistance	cnd	2.554,9	2.488,5	2.280,3	89
12.58.1 - Etudes et documentation	cnd	116,4	93,5	62,7	54
12.58.2 - Collaboration internationale	cnd	17,3	17,3	16,9	98
12.58.3 - Contrat avec le citoyen	cnd	85,6	46,8	15,8	18
Totaux pour la division 58 :	cnd	2.774,2	2.646,1	2.375,7	86
DIVISION 59 - ADMINISTRATION DES CULTES, DONLS, LEGS ET FONDATIONS					
12.59.0 - Aides aux cultes reconnus - Subsistance	cnd	3.597,7	3.501,5	3.499,0	97
	aa	11,5	11,5	4,6	40
12.59.1 - Laïcité	cnd	101,2	101,2	91,1	90
Totaux pour la division 59 :	cnd	3.698,9	3.602,7	3.590,1	97
	aa	11,5	11,5	4,6	40

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
DIVISION 60 - COMMISSARIAT GENERAL AUX REFUGIES ET AUX APATRIDES - COMMISSION DE RECOURS DES REFUGIES					
12.60.0 - Subsistance	cnd	0,0	0,5	0,5	0 *
12.60.1 - Contrat avec le citoyen	cnd	0,0	0,4	0,4	0 *
Totaux pour la division 60 :	cnd	0,0	0,9	0,9	0 *
DIVISION 62 - COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE					
12.62.0 - Programme de subsistance	cnd	42,8	25,4	20,6	48
Totaux pour la division 62 :	cnd	42,8	25,4	20,6	48
DIVISION 63 - SERVICE DE POLITIQUE CRIMINELLE - CONTRAT AVEC LE CITOYEN					
12.63.0 - Programme de subsistance	cnd	54,2	12,5	3,4	6
Totaux pour la division 63 :	cnd	54,2	12,5	3,4	6
TOTAL 12 MINISTERE DE LA JUSTICE					
	cnd	32.322,3	30.696,2	28.538,5	88
	aa	276,9	276,9	230,1	83
	ce	0,8	0,0		
	co	317,3		294,1	93
	fen	46,4	59,4		
	fon	46,4		46,4	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
SECTION 13 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
13.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	71,2	70,7	62,1	87
	aa	2,0	1,9	1,9	95
Totaux pour la division 01 :	cnd	71,2	70,7	62,1	87
	aa	2,0	1,9	1,9	95
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE					
13.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,5	0,5	0,5	100
Totaux pour la division 03 :	aa	0,5	0,5	0,5	100
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES GENERAUX					
13.40.0 - Programme de subsistance	cnd	344,4	331,4	295,0	86
	aa	0,3	0,3	0,3	100
13.40.1 - Protocole	cnd	61,5	61,3	43,1	70
	aa	6,9	6,9	6,9	100
13.40.2 - Décentralisation et déconcentration	cnd	2,5	0,0	0,0	0
13.40.3 - Révision de la comptabilité communale	cnd	20,4	13,3	12,9	63
	aa	4,3	4,2	4,1	95
13.40.4 - Financement des provinces et des communes	cnd	5.373,5	5.367,4	4.452,7	83
	aa	9,0	9,0	9,0	100
13.40.5 - Secrétariat permanent de la politique de prévention - Contrat avec le citoyen	cnd	159,9	112,8	15,5	10
Totaux pour la division 40 :	cnd	5.962,2	5.886,2	4.819,2	81
	aa	20,5	20,4	20,3	99

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

DIVISION 51 - DIRECTION GENERALE DE LA LEGISLATION
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

13.51.0 - Programme de subsistance	cnd	150,9	141,4	134,4	89
13.51.1 - Contentieux	cnd	37,0	21,2	20,9	56
13.51.4 - Milice	cnd	2,1	0,8	0,2	10
13.51.5 - Indemnités de milice	cnd	163,0	130,0	113,3	70
13.51.6 - Objecteurs de conscience	cnd	95,0	95,0	94,5	99
Fonds : fonds des objecteurs de conscience					

I	I	I	I	I	I
		Engagement		Ordonnancement	
I	Fonds 13-1	I		I	
I		budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I					
I	solde au 1.1.1994	I	20,8 I	I	20,0 I
I	recettes	I	15,0 I	I	9,9 I
I	disponible	I	35,8 I	I	29,9 I
I		I		I	
I	dépenses	I	30,0 I	I	15,0 I
I		I		I	
I	solde au 31.12.1994	I	5,8 I	I	14,9 I
I		I		I	

13.51.7 - Cimetières militaires	cnd	25,1	15,5	9,0	36
	aa	0,1	0,0	0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

13.51.9 - Population et élections	cnd	415,9	363,4	305,1	73
	aa	0,7	0,5	0,5	71
	ce	8,0	8,0		
	co	572,0		570,6	100

Fonds : Registre national - fonds spécial pour couvrir les frais de fonctionnement de toute nature exposés lors de l'exécution de prestations au profit d'autorités ou d'organismes publics ou privés

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement		
I	I	I	I	I	I
Fonds 13-2	budget	réalisation	budget	réalisation	
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1994	I 83,3	I 83,3	I 93,6	I 93,6	I
I recettes	I 193,0	I 222,8	I 193,0	I 222,8	I
I disponible	I 276,3	I 306,1	I 286,6	I 316,4	I
I dépenses	I 178,5	I 128,9	I 178,5	I 129,7	I
I solde au 31.12.1994	I 97,8	I 177,2	I 108,1	I 186,7	I

Totaux pour la division 51 :	cnd	889,0	767,3	677,4	76
	aa	0,8	0,5	0,5	63
	ce	8,0	8,0		
	co	572,0		570,6	100
	fen	208,5	143,9		
	fon	208,5		131,7	63

DIVISION 52 - SERVICE D'ADMINISTRATION GENERALE

13.52.0 - Programme de subsistance	cnd	206,2	196,3	180,4	87
13.52.1 - Etudes et investissements	cnd	26,6	17,8	0,8	3
Totaux pour la division 52 :	cnd	232,8	214,1	181,2	78

DIVISION 53 - DIRECTION GENERALE DE LA SELECTION ET FORMATION

13.53.0 - Programme de subsistance	cnd	108,8	105,5	97,4	90
13.53.1 - Formation des fonctionnaires	cnd	100,1	96,6	70,2	70
	aa	0,6	0,6	0,6	100
	ce	0,1	0,1		
	co	0,1		0,1	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

Totaux pour la division 53 :	cnd	208,9	202,1	167,6	80
	aa	0,6	0,6	0,6	100
	ce	0,1	0,1		
	co	0,1		0,1	100

DIVISION 54 - DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE

13.54.0 - Programme de subsistance	cnd	837,8	802,7	738,5	88
	aa	2,6	2,5	2,5	96
13.54.1 - Protection civile proprement dite	cnd	244,6	241,8	153,5	63
	aa	41,7	41,7	36,6	88
	ce	51,0	50,4		
	co	51,0		50,9	100
13.54.2 - Services d'incendie	cnd	66,2	58,3	42,4	64
	aa	2,9	2,9	0,0	0
	ce	446,0	445,4		
	co	574,0		416,9	73

Fonds : fonds d'acquisition pour compte des agglomérations, intercommunales et communes, de matériel et d'objets d'équipement concernant le fonctionnement des services d'incendie et de la sécurité contre l'incendie et l'explosion

I	I	I	I	I	I
		Engagement		Ordonnancement	
I	Fonds 13-3	I	I	I	I
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	solde au 1.1.1994	I 48,7 I	I 49,9 I	I 14,1 I	I 15,3 I
I	recettes	I 266,0 I	I 146,9 I	I 266,0 I	I 146,9 I
I	disponible	I 314,7 I	I 196,8 I	I 280,1 I	I 162,2 I
I	dépenses	I 120,7 I	I 0,8 I	I 273,6 I	I 139,4 I
I	solde au 31.12.1994	I 194,0 I	I 196,0 I	I 6,5 I	I 22,8 I

13.54.3 - Centres 100	cnd	185,0	184,4	17,0	9
	aa	6,8	6,8	6,8	100
	ce	5,0	1,7		
	co	5,0		1,1	22

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes

Crédits accordés

Utilisation
engagementUtilisation
ordonnancementTaux d'utilisation
ordonnancement

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

13.54.4 - Fonds pour les risques d'accidents

majeurs

Fonds : fonds pour les risques
d'accidents majeurs

I	I	Engagement		I	Ordonnancement		I		
I	Fonds 13-6	I		I		I			
I		I	budget	I	réalisation	I	budget	I	réalisation
I		I		I		I		I	
I	solde au 1.1.1994	I	125,2 I	I	122,6 I	I	235,4 I	I	232,8 I
I	recettes	I	130,0 I	I	128,0 I	I	130,0 I	I	128,0 I
I	disponible	I	255,2 I	I	250,6 I	I	365,4 I	I	360,8 I
I		I		I		I		I	
I	dépenses	I	138,6 I	I	129,0 I	I	156,9 I	I	125,7 I
I		I		I		I		I	
I	solde au 31.12.1994	I	116,6 I	I	121,6 I	I	208,5 I	I	235,1 I

13.54.5 - Fonds pour les risques d'accidents

nucléaires

Fonds : fonds pour les risques
d'accidents nucléaires

I		Engagement		I	Ordonnancement		I
I	Fonds 13-8	I-----+					

Totaux pour la division 54 :	cnd	1.333,6	1.287,2	951,4	71
	aa	54,0	53,9	45,9	85
	ce	502,0	497,5		
	co	630,0		468,9	74
	fen	209,3	160,8		
	fon	530,5		265,1	50

DIVISION 55 - CONTROLE DES ETRANGERS

13.55.0 - Programme de subsistance

cnd	808,7	701,8	622,9	77
aa	12,7	11,8	11,8	93

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

13.55.1 - Centres spécifiques pour illégaux - Contrat avec le citoyen	cnd	335,2	243,1	121,2	36
--	-----	-------	-------	-------	----

Totaux pour la division 55 :	cnd	1.143,9	944,9	744,1	65
	aa	12,7	11,8	11,8	93

DIVISION 56 - DIRECTION GENERALE DE LA POLICE
GENERALE DU ROYAUME

13.56.0 - Programme de subsistance	cnd	111,0	103,7	86,7	78
------------------------------------	-----	-------	-------	------	----

13.56.1 - Police administrative générale - Formation, prévention et équipement	cnd	754,5	734,8	62,4	8
	aa	9,9	9,7	9,7	98
	ce	262,1	251,7		
	co	377,1		377,0	100

Fonds : fonds des entreprises de gardiennage,
des entreprises de sécurité et des services
internes de gardiennage

I	I	I	I	I	I
	Fonds 13-5	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I	I
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	I	I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I 6,6	I 6,6	I 8,2	I 8,2
I	recettes	I 21,0	I 24,1	I 21,0	I 24,1
I	disponible	I 27,6	I 30,7	I 29,2	I 32,3
I		I	I	I	I
I	dépenses	I 20,8	I 18,3	I 20,8	I 16,8
I		I	I	I	I
I	solde au 31.12.1994	I 6,8	I 12,4	I 8,4	I 15,5

13.56.2 - Centre gouvernemental de coordination et de crise	cnd	23,4	21,5	16,1	69
--	-----	------	------	------	----

13.56.3 - Contrat avec le citoyen	cnd	5,0	3,5	0,6	12
-----------------------------------	-----	-----	-----	-----	----

13.56.4 - Plan pluriannuel de la Justice	cnd	90,5	57,2	16,3	18
	ce	80,0	76,9		
	co	80,0		68,7	86

Totaux pour la division 56 :	cnd	984,4	920,7	182,1	18
	aa	9,9	9,7	9,7	98
	ce	342,1	328,6		
	co	457,1		445,7	98
	fen	20,8	18,3		
	fon	20,8		16,8	81

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

DIVISION 57 - DIRECTION D'ADMINISTRATION DES
SERVICES DE LA COMMISSION PERMANENTE
DE CONTROLE LINGUISTIQUE

13.57.0 - Programme de subsistance	cnd	51,1	45,1	43,3	85
Totaux pour la division 57 :	cnd	51,1	45,1	43,3	85

DIVISION 58 - GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX

13.58.0 - Programme de subsistance	cnd	477,5	444,9	426,1	89
	aa	0,1	0,1	0,1	100
Totaux pour la division 58 :	cnd	477,5	444,9	426,1	89
	aa	0,1	0,1	0,1	100

DIVISION 59 - CONSEIL D'ETAT

13.59.0 - Programme de subsistance	cnd	571,0	534,2	506,5	89
	ce	0,3	0,0		
	co	5,0		0,0	0

Fonds : fonds de gestion des astreintes

I	I	I	I	I	I
		Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I	I
		budget	I réalisation	budget	I réalisation
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1994	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I recettes	I	5,0 I	0,0 I	5,0 I	0,0 I
I disponible	I	5,0 I	0,0 I	5,0 I	0,0 I
I dépenses	I	5,0 I	0,0 I	5,0 I	0,0 I
I solde au 31.12.1994	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

Totaux pour la division 59 :	cnd	571,0	534,2	506,5	89
	ce	0,3	0,0		
	co	5,0		0,0	0
	fen	5,0	0,0		
	fon	5,0		0,0	0

DIVISION 60 - COMMISSARIAT GENERAL AUX REFUGIES ET
AUX APATRIDES - COMMISSION DE RECOURS
DES REFUGIES

13.60.0 - Programme de subsistance	cnd	322,6	290,5	260,4	81
13.60.1 - Contrat avec le citoyen	cnd	85,2	77,4	77,4	91

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
Totaux pour la division 60 :	cnd	407,8	367,9	337,8	83
DIVISION 61 - PROVISION INTERDEPARTEMENTALE					
13.61.1 - Crédits provisionnels	cnd	11,3	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 61 :	cnd	11,3	0,0	0,0	0
TOTAL 13 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
	cnd	12.344,7	11.685,3	9.098,8	74
	aa	101,1	99,4	91,3	90
	ce	852,5	834,2		
	co	1.664,2		1.485,3	89
	fen	593,6	323,0		
	fon	764,8		413,6	54

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
SECTION 14 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES					
14.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	64,5	64,2	59,9	93
	aa	1,0	1,0	0,9	90
Totaux pour la division 01 :	cnd	64,5	64,2	59,9	93
	aa	1,0	1,0	0,9	90
DIVISION 02 - CABINET DU VICE PREMIER MINISTRE					
14.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	44,3	44,1	41,2	93
	aa	2,1	2,1	2,0	95
Totaux pour la division 02 :	cnd	44,3	44,1	41,2	93
	aa	2,1	2,1	2,0	95
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES AFFAIRES EUROPEENNES					
14.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	66,3	66,1	64,1	97
	aa	1,7	1,7	1,6	94
Totaux pour la division 03 :	cnd	66,3	66,1	64,1	97
	aa	1,7	1,7	1,6	94
DIVISION 14 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A L'EUROPE 1992					
14.14.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,1	0,1	0,1	100
Totaux pour la division 14 :	aa	0,1	0,1	0,1	100
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES RATTACHES					
14.40.0 - Programme de subsistance	cnd	104,3	79,3	57,5	55
	aa	0,8	0,8	0,8	100
	co	141,5		0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
Totaux pour la division 40 :	cnd	104,3	79,3	57,5	55
	aa	0,8	0,8	0,8	100
	co	141,5		0,0	0
 DIVISION 41 - DIRECTION GENERALE DES SERVICES GENERAUX ET DIRECTION D'ADMINISTRATION DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION					
14.41.0 - Programme de subsistance	cnd	834,8	812,9	704,3	84
	aa	44,5	44,4	37,2	84
	co	11,0		0,0	0
14.41.1 - Protocole	cnd	20,1	19,5	11,8	59
14.41.2 - Formation	cnd	13,3	12,9	7,9	59
14.41.3 - Conférences et autres manifestations	cnd	87,6	87,6	57,6	66
	aa	0,6	0,6	0,5	83
14.41.4 - Représentation à l'étranger (appui logistique)	cnd	19,5	15,6	2,8	14
	aa	0,5	0,5	0,5	100
14.41.5 - Interventions sociales en faveur d'anciens coloniaux	cnd	2,9	0,4	0,4	14
14.41.6 - Etudes et documentation	cnd	42,5	42,5	9,3	22
14.41.7 - Collaboration internationale	cnd	46,1	43,0	32,8	71
Totaux pour la division 41 :	cnd	1.066,8	1.034,4	826,9	78
	aa	45,6	45,5	38,2	84
	co	11,0		0,0	0
	fen	0,0	0,0		
	fon	0,0		0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

DIVISION 42 - POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

14.42.0 - Programme de subsistance	cnd	4.503,1	4.452,2	3.321,0	74
	aa	280,5	280,5	280,0	100
	ce	158,8	142,1		
	co	366,1		147,3	40

Fonds : fonds destiné à l'utilisation du produit de la vente de biens immeubles sis à l'étranger, à l'achat, la construction et l'aménagement de biens de même nature destinés à servir soit de résidences, soit de chancelleries des missions diplomatiques ou des postes consulaires belges

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 14-1	I			I
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I		I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I	41,5 I	4,0 I	4,0 I
I	recettes	I	61,4 I	70,0 I	61,4 I
I	désaffectation	I	-37,5 I	0,0 I	0,0 I
I	réductions visas ann. ant.	I	I	I	I
I	disponible	I	65,4 I	75,0 I	74,0 I
I		I			
I	dépenses	I	65,4 I	0,0 I	65,4 I
I		I			
I	solde au 31.12.1994	I	0,0 I	75,0 I	74,0 I

Totaux pour la division 42 :	cnd	4.503,1	4.452,2	3.321,0	74
	aa	280,5	280,5	280,0	100
	ce	158,8	142,1		
	co	366,1		147,3	40
	fen	65,4	0,0		
	fon	65,4		0,0	0

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DU COMMERCE EXTERIEUR

14.51.0 - Programme de subsistance	cnd	125,5	119,8	112,4	90
14.51.1 - Commerce extérieur	cnd	942,6	942,5	878,0	93
	ce	2.890,0	2.832,1		
	co	1.564,0		822,0	53
Totaux pour la division 51 :	cnd	1.068,1	1.062,3	990,4	93
	ce	2.890,0	2.832,1		
	co	1.564,0		822,0	53

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DE LA CHANCELLERIE ET DU CONTENTIEUX					
14.52.0 - Programme de subsistance	cnd	148,7	143,6	104,6	70
	aa	0,3	0,3	0,2	67
14.52.1 - Organismes internationaux	cnd	30,9	30,1	28,8	93
14.52.2 - Aide humanitaire	cnd	94,1	89,1	0,8	1
	aa	6,7	6,7	5,9	88
Totaux pour la division 52 :	cnd	273,7	262,8	134,2	49
	aa	7,0	7,0	6,1	87
DIVISION 53 - DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE					
14.53.0 - Programme de subsistance	cnd	150,0	145,0	139,7	93
14.53.1 - Politique étrangère	cnd	2.759,4	2.753,9	1.360,9	49
	aa	2,5	2,5	2,5	100
14.53.2 - Politique scientifique	cnd	134,4	134,4	102,7	76
14.53.3 - Coopération	cnd	644,5	626,5	69,5	11
14.53.4 - Aide humanitaire	cnd	87,0	64,9	47,3	54
Totaux pour la division 53 :	cnd	3.775,3	3.724,7	1.720,1	46
	aa	2,5	2,5	2,5	100
DIVISION 55 - AFFAIRES EUROPEENNES					
14.55.0 - Programme de subsistance	cnd	0,5	0,5	0,2	40
14.55.1 - Information au sujet de l'Europe	cnd	37,7	37,3	14,4	38
	aa	0,3	0,2	0,2	67
Totaux pour la division 55 :	cnd	38,2	37,8	14,6	38
	aa	0,3	0,2	0,2	67
TOTAL 14 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR					
	cnd	11.004,6	10.827,9	7.229,9	66
	aa	341,6	341,4	332,4	97
	ce	3.048,8	2.974,2		
	co	2.082,6		969,3	47
	fen	65,4	0,0		
	fon	65,4		0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
SECTION 15 - COOPERATION AU DEVELOPPEMENT					
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT					
15.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	59,7	59,4	51,1	86
Totaux pour la division 11 :	cnd	59,7	59,4	51,1	86
DIVISION 54 - ADMINISTRATION GENERALE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (AGCD)					
15.54.0 - Programme de subsistance	cnd	1.138,5	1.085,6	890,4	78
	aa	2,0	2,0	2,0	100
15.54.1 - Coopération bilatérale (Fonds de la Coopération au développement)	cnd	2.979,1	2.746,3	2.267,0	76
	ce	8.448,4	6.774,8		
	co	8.529,6		6.016,9	71
15.54.2 - Politique scientifique - Cadre international	cnd	409,8	409,8	64,1	16
	ce	277,9	264,2		
	co	364,0		192,4	53
15.54.3 - Coopération via des institutions internationales	cnd	4.389,5	4.323,6	3.826,0	87
	ce	455,0	165,0		
	co	235,0		205,0	87
15.54.4 - Politique scientifique - Enseignement - Formation - Activités éducatives	cnd	1.381,3	1.280,7	578,9	42
	ce	52,5	45,3		
	co	36,0		0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

15.54.5 - Fonds de Survie pour le Tiers Monde
Fonds : fonds de survie

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement		
I	I	I	I	I	I
I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1994	I 0,0	I 0,0	I 2.555,2	I 2.555,2	I
I autorisation d'engagement	I 1.055,0	I 1.055,0	I	I	I
I recettes	I	I	I 750,0	I 613,0	I
I disponible	I 1.055,0	I 1.055,0	I 3.305,2	I 3.168,2	I
I dépenses	I 1.055,0	I 710,7	I 450,0	I 447,9	I
I solde au 31.12.1994	I 0,0	I 344,3 *	I 2.855,2	I 2.720,3	I

* Sans report possible

15.54.6 - Divers - Plurisectoriel	cnd	399,4	377,5	249,9	63
	co	18,6		0,8	4
Totaux pour la division 54 :	cnd	10.697,6	10.223,5	7.876,3	74
	aa	2,0	2,0	2,0	100
	ce	9.233,8	7.249,3		
	co	9.183,2		6.415,1	70
	fen	1.055,0	710,7		
	fon	450,0		447,9	100
TOTAL 15 COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	cnd	10.757,3	10.282,9	7.927,4	74
	aa	2,0	2,0	2,0	100
	ce	9.233,8	7.249,3		
	co	9.183,2		6.415,1	70
	fen	1.055,0	710,7		
	fon	450,0		447,9	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

SECTION 16 - MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE

16.01.0 - Subsistance	cnd	48,3	48,3	47,9	99
	aa	1,0	1,0	0,0	0
Totaux pour la division 01 :	cnd	48,3	48,3	47,9	99
	aa	1,0	1,0	0,0	0

DIVISION 50 - FORCES ARMEES

16.50.0 - Subsistance	cnd	62.253,2	62.088,2	58.966,3	95
	aa	108,5	108,5	90,6	84
	ce	260,0	260,0		
	co	270,0		270,0	100

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I Engagement		I Ordonnement		I
	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	
I Fonds 16-1					
I solde au 1.1.1994	I 568,2	I 663,8	I 993,9	I 1.089,7	I
I recettes	I 1.288,6	I 666,0	I 1.288,6	I 666,0	I
I réductions visas ann. ant.	I	I 23,8	I	I	I
I disponible	I 1.856,8	I 1.353,6	I 2.282,5	I 1.755,7	I
I dépenses	I 1.282,2	I 939,7	I 1.001,5	I 791,0	I
I solde au 31.12.1994	I 574,6	I 413,9	I 1.281,0	I 964,7	I

16.50.1 - Entraînement	cnd	8.436,9	8.344,4	3.818,8	45
	aa	94,0	94,0	12,5	13
	ce	1.261,3	755,7		
	co	1.091,8		1.080,6	99

16.50.2 - Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure	cnd	3.004,6	3.079,3	495,3	16
	aa	53,1	53,1	12,9	24
	ce	4.760,0	3.990,5		
	co	11.524,9		11.123,3	97

		Engagement		Ordonnancement	
	Fonds 16-2	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1994		0,0	0,0	0,0	0,0
recettes		0,0	0,0	0,0	0,0
disponible		0,0	0,0	0,0	0,0
dépenses		0,0	0,0	0,0	0,0
solde au 31.12.1994		0,0	0,0	0,0	0,0

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I	Engagement		Ordonnancement		I
		I	I	I	I	
I	Fonds 16-3	I	I	I	I	I
I		budget	réalisation	budget	réalisation	I
I	solde au 1.1.1994	167,0 I	169,2 I	275,3 I	277,5 I	I
I	recettes	200,0 I	100,0 I	200,0 I	100,0 I	I
I	disponible	367,0 I	269,2 I	475,3 I	377,5 I	I
I	dépenses	235,0 I	196,6 I	150,0 I	150,0 I	I
I	solde au 31.12.1994	132,0 I	72,6 I	325,3 I	227,5 I	I

Totaux pour la division 50 :	crd	74.914,6	74.641,1	64.277,1	86
	aa	255,6	255,6	116,0	45
	ce	10.527,3	9.183,1		
	co	14.893,1		14.418,4	97
	fen	1.517,2	1.136,3		
	fon	1.151,5		941,0	82

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

DIVISION 60 - ADMINISTRATION GENERALE CIVILE

16.60.0 - Subsistance	cnd	5.145,2	5.125,7	5.064,9	98
16.60.1 - Indemnisations	cnd	73,1	73,1	73,1	100
Totaux pour la division 60 :	cnd	5.218,3	5.198,8	5.138,0	98

DIVISION 70 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE

16.70.4 - Enseignement, formation et activités éducatives	cnd	965,6	960,2	896,4	93
	aa	0,2	0,2	0,0	0

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

I	I	I	I	I	I
	Fonds 16-4	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I	I
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	I	I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I 2,4	I 2,4	I 2,4	I 2,4
I	recettes	I 3,0	I 2,4	I 3,0	I 2,4
I	disponible	I 5,4	I 4,8	I 5,4	I 4,8
I	dépenses	I 5,4	I 4,5	I 5,4	I 1,8
I	solde au 31.12.1994	I 0,0	I 0,3	I 0,0	I 3,0

16.70.5 - Recherche scientifique	cnd	50,2	49,9	40,1	80
Totaux pour la division 70 :	cnd	1.015,8	1.010,1	936,5	92
	aa	0,2	0,2	0,0	0
	fen	5,4	4,5		
	fon	5,4		1,8	33

DIVISION 80 - COOPERATION TECHNIQUE MILITAIRE

16.80.0 - Subsistance	cnd	196,0	149,4	82,4	42
Totaux pour la division 80 :	cnd	196,0	149,4	82,4	42

DIVISION 90 - INSTITUTIONS D'INTERET PUBLIC ET ORGANISMES
SUBVENTIONNES

16.90.1 - Appui cartographique	cnd	364,8	364,8	364,8	100
16.90.3 - Aide sociale	cnd	178,7	178,7	168,7	94
16.90.4 - Reconnaissance nationale	cnd	9,8	9,8	9,8	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
16.90.5 - Indemnisation de sociétés de transport	cnd	108,0	106,4	45,1	42
Totaux pour la division 90 :	cnd	661,3	659,7	588,4	89
TOTAL 16 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	cnd	82.054,3	81.707,4	71.070,3	87
	aa	256,8	256,8	116,0	45
	ce	10.527,3	9.183,1		
	co	14.893,1		14.418,4	97
	fen	1.522,6	1.140,8		
	fon	1.156,9		942,8	81

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

SECTION 17 - SERVICE COMMUN ET GENDARMERIE

DIVISION 40 - SERVICE COMMUN

17.40.0 - Moyens de subsistance	cnd	26,9	26,9	16,1	60
17.40.1 - Contrat avec le citoyen : statistique policière et concertation pentagonale	cnd	24,6	23,1	20,9	85
Totaux pour la division 40 :	cnd	51,5	50,0	37,0	72

DIVISION 50 - GENDARMERIE

17.50.0 - Moyens de subsistance	cnd	24.614,9	24.611,9	23.996,7	97
	aa	45,4	45,4	37,7	83
	ce	894,1	894,0		
	co	851,0		851,0	100

Fonds : fonds pour prestations contre paiement

Fonds 17-1	Engagement		Ordonnancement	
	budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1994	3,7 I	3,7 I	4,9 I	4,9 I
recettes	11,5 I	12,0 I	11,5 I	12,0 I
disponible	15,2 I	15,7 I	16,4 I	16,9 I
dépenses	1,3 I	0,5 I	1,3 I	1,3 I
solde au 31.12.1994	13,9 I	15,2 I	15,1 I	15,6 I

17.50.1 - Défense nationale	co	4,0		0,0	0
17.50.2 - Justice	cnd	245,2	244,9	197,0	80
17.50.3 - Intérieur	cnd	336,6	336,5	225,4	67
	aa	11,3	11,3	9,8	87
	ce	41,7	27,6		
	co	25,1		13,3	53
17.50.4 - Recherche scientifique	cnd	6,0	5,7	3,2	53

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaux pour la division 50 :	cnd	25.202,7	25.199,0	24.422,3	97
	aa	56,7	56,7	47,5	84
	ce	935,8	921,6		
	co	880,1		864,3	98
	fen	1,3	0,5		
	fon	1,3		1,3	100
TOTAL 17 SERVICE COMMUN ET GENDARMERIE	cnd	25.254,2	25.249,0	24.459,3	97
	aa	56,7	56,7	47,5	84
	ce	935,8	921,6		
	co	880,1		864,3	98
	fen	1,3	0,5		
	fon	1,3		1,3	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 18 - MINISTERE DES FINANCES					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES FINANCES					
18.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	57,7	57,6	50,3	87
	aa	5,5	5,5	4,7	85
Totaux pour la division 01 :	cnd	57,7	57,6	50,3	87
	aa	5,5	5,5	4,7	85
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DU BUDGET					
18.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	62,3	61,9	45,7	73
	aa	2,8	2,8	2,8	100
Totaux pour la division 03 :	cnd	62,3	61,9	45,7	73
	aa	2,8	2,8	2,8	100
DIVISION 04 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE					
18.04.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	53,6	50,7	39,1	73
Totaux pour la division 04 :	cnd	53,6	50,7	39,1	73
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES, ADJOINT AU MINISTRE DES FINANCES					
18.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	2,2	2,2	2,1	95
Totaux pour la division 11 :	aa	2,2	2,2	2,1	95
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
18.40.0 - Subsistance	cnd	2.477,1	2.371,4	2.095,2	85
	aa	23,1	23,1	12,8	55
18.40.1 - Etudes et documentation	cnd	17,7	17,7	15,0	85
18.40.2 - Programme social	cnd	107,9	107,9	102,5	95
18.40.3 - Programme de formation	cnd	69,7	50,7	25,1	36

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
Totaux pour la division 40 :	cnd aa	2.667,4 23,1	2.547,7 23,1	2.237,8 12,8	84 55
DIVISION 50 - ADMINISTRATION GENERALE DES IMPOTS					
18.50.1 - Services polyvalents et intégrés	cnd	769,1	747,4	705,4	92
18.50.2 - Contributions directes	cnd	17.875,2	17.537,8	16.618,0	93
18.50.3 - Cadastre	cnd aa	3.738,6 4,3	3.636,2 4,3	3.444,6 4,1	92 95
18.50.4 - Douanes et Accises	cnd aa	7.840,2 0,3	7.502,0 0,3	7.155,7 0,2	91 67
18.50.5 - T.V.A., Enregistrement et Domaines	cnd aa ce co	10.156,5 0,2 25,1 25,1	9.963,1 0,2 1,4	9.469,5 0,2 1,4	93 100 6
Totaux pour la division 50 :	cnd aa ce co	40.379,6 4,8 25,1 25,1	39.386,5 4,8 1,4	37.393,2 4,5 1,4	93 94 6
DIVISION 60 - ADMINISTRATION DU BUDGET ET DU CONTROLE DES DEPENSES					
18.60.0 - Subsistance	cnd	285,9	276,4	260,5	91
18.60.1 - Crédits provisionnels inter- départementaux	cnd	914,9	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 60 :	cnd	1.200,8	276,4	260,5	22
DIVISION 61 - ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE					
18.61.0 - Subsistance	cnd co	2.900,7 4,5	2.963,0	2.832,2 1,8	98 40
18.61.1 - Relations financières internationales	cnd aa	26.005,6 960,0	25.936,4 958,7	25.906,6 958,7	100 100
18.61.2 - Promotion de l'exportation	cnd	1.316,0	518,0	518,0	39
18.61.3 - Aide au développement	cnd	5.101,1	5.041,4	1.182,0	23
18.61.4 - Soutien économique	cnd	3.184,0	3.123,6	3.112,5	98

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
Totaux pour la division 61 :	cnd	38.507,4	37.582,4	33.551,3	87
	aa	960,0	958,7	958,7	100
	co	4,5		1,8	40
DIVISION 62 - ADMINISTRATION DES PENSIONS					
18.62.0 - Subsistance	cnd	673,1	625,5	584,7	87
	co	18,5		18,5	100
Totaux pour la division 62 :	cnd	673,1	625,5	584,7	87
	co	18,5		18,5	100
TOTAL 18 MINISTERE DES FINANCES					
	cnd	83.601,9	80.588,7	74.162,6	89
	aa	998,4	997,1	985,6	99
	ce	25,1	1,4		
	co	48,1		21,7	45

.....

(en millions de francs)

21.51.3 - Allocations familiales et inérêts de retard dus conformément à l'A.R. du 30 novembre 1993	cnd	35,8	35,8	33,1	92
--	-----	------	------	------	----

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

21.51.5 - Pensions et prestations assimilées du personnel des organismes d'intérêt public

Fonds : pensions de retraite du personnel des organismes d'intérêt public (régime de pension instauré par loi 28.04.58) (ancien 66.09 B)

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement		
I	I	I	I	I	I
Fonds 21-2					
I	I	I	I	I	I
	budget	réalisation	budget	réalisation	
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
solde au 1.1.1994	-665,2	-665,2	-665,2	-665,2	-665,2
recettes	5.670,1	5.310,9	5.670,1	5.310,9	5.310,9
disponible	5.004,9	4.645,7	5.004,9	4.645,7	4.645,7
I	I	I	I	I	I
dépenses	5.063,0	4.999,4	5.063,0	4.999,4	4.999,4
I	I	I	I	I	I
solde au 31.12.1994	-58,1	-353,7	-58,1	-353,7	-353,7

Totaux pour la division 51 :	cnd	147.348,1	145.474,6	145.467,0	99
	fen	40.446,0	39.492,9		
	fon	40.446,0		39.381,7	97

DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE (PREVOYANCE SOCIALE)

21.52.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	47.964,3	47.964,3	47.643,8	99
	aa	0,2	0,0	0,0	0
21.52.3 - Allocations familiales	cnd	1.423,0	1.423,0	1.423,0	100
21.52.5 - Sécurité d'existence	cnd	9.799,7	9.799,7	9.513,0	97
Totaux pour la division 52 :	cnd	59.187,0	59.187,0	58.579,8	99
	aa	0,2	0,0	0,0	0

DIVISION 54 - ADMINISTRATION DES VICTIMES DE LA GUERRE (SANTÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT)

21.54.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	2.503,7	2.456,4	2.456,4	98
21.54.2 - Indemnités et prestations assimilées	cnd	62,9	59,6	59,6	95
21.54.3 - Allocations familiales	cnd	10,2	10,2	10,2	100
Totaux pour la division 54 :	cnd	2.576,8	2.526,2	2.526,2	98

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
DIVISION 55 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES (CLASSES MOYENNES)					
21.55.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	22.784,0	22.784,0	22.765,2	100
	aa	0,1	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 55 :	cnd	22.784,0	22.784,0	22.765,2	100
	aa	0,1	0,0	0,0	0
DIVISION 56 - AUTRES MINISTERES (AIDE SOCIALE AUX AGENTS PENSIONNES DE TOUS LES MINISTERES)					
21.56.1 - Pensions et prestations assimilées	cnd	27,3	22,0	12,9	47
	aa	0,3	0,3	0,2	67
Totaux pour la division 56 :	cnd	27,3	22,0	12,9	47
	aa	0,3	0,3	0,2	67
TOTAL 21 PENSIONS					
	cnd	231.923,2	229.993,8	229.351,1	99
	aa	0,6	0,3	0,2	33
	fen	40.446,0	39.492,9		
	fon	40.446,0		39.381,7	97

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
SECTION 22 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES					
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES					
22.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,1	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 11 :	aa	0,1	0,0	0,0	0
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET ADMINISTRATION DES SERVICES GENERAUX					
22.40.0 - Subsistance	cnd	225,5	220,5	205,3	91
Totaux pour la division 40 :	cnd	225,5	220,5	205,3	91
DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION					
22.52.0 - Subsistance	cnd	233,1	229,7	217,2	93
Totaux pour la division 52 :	cnd	233,1	229,7	217,2	93
DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES					
22.53.0 - Subsistance	cnd	105,5	102,4	101,1	96
22.53.1 - Pensions	cnd	920,0	920,0	920,0	100
22.53.2 - Allocations familiales	cnd	4.983,1	4.983,1	4.983,1	100
22.53.3 - Maladie - invalidité	cnd	1,9	1,5	0,9	47
Totaux pour la division 53 :	cnd	6.010,5	6.007,0	6.005,1	100
DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE L'EXPANSION ECONOMIQUE					
22.54.0 - Subsistance	cnd	0,3	0,0	0,0	0
22.54.1 - Charges du passé : aide aux entreprises	co	3,5		0,8	23
Totaux pour la division 54 :	cnd	0,3	0,0	0,0	0
	co	3,5		0,8	23

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
TOTAL 22 MINISTERE DES CLASSES MOYENNES	cnd 6.469,4 aa 0,1 co 3,5	6.457,2 0,0	6.427,6 0,0 0,8	99 0 23

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 23 - MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL					
23.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	65,5	64,2	52,1	80
	aa	1,0	1,0	1,0	100
Totaux pour la division 01 :	cnd	65,5	64,2	52,1	80
	aa	1,0	1,0	1,0	100
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES ADMINISTRATIFS GENERAUX					
23.40.0 - Subsistance	cnd	650,9	628,1	515,6	79
	aa	0,3	0,3	0,2	67
23.40.1 - Collaboration internationale	cnd	126,9	126,7	97,3	77
	aa	0,3	0,3	0,2	67
23.40.2 - Etudes	cnd	0,6	0,6	0,2	33
23.40.5 - Egalité de chances entre femmes et hommes	cnd	109,1	102,3	33,8	31
Totaux pour la division 40 :	cnd	887,5	857,7	646,9	73
	aa	0,6	0,6	0,4	67
DIVISION 51 - SERVICE DES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL					
23.51.0 - Subsistance	cnd	166,4	160,2	153,6	92
23.51.1 - Concertation et conciliation sociales	cnd	87,6	87,6	87,6	100
Totaux pour la division 51 :	cnd	254,0	247,8	241,2	95
DIVISION 52 - COMMISSARIAT GENERAL A LA PROMOTION DU TRAVAIL					
23.52.0 - Subsistance	cnd	26,5	24,1	22,5	85
23.52.1 - Actions en faveur de la promotion sociale, morale et intellectuelle des travailleurs	cnd	117,8	105,8	90,2	77
	aa	0,2	0,2	0,2	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

Totaux pour la division 52 :	cnd	144,3	129,9	112,7	78
	aa	0,2	0,2	0,2	100

DIVISION 53 - SERVICE D'ETUDES

23.53.0 - Subsistance	cnd	52,1	49,7	49,7	95
-----------------------	-----	------	------	------	----

Totaux pour la division 53 :	cnd	52,1	49,7	49,7	95
------------------------------	-----	------	------	------	----

DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE LA SECURITE DU TRAVAIL

23.54.0 - Subsistance	cnd	331,4	321,8	311,6	94
	aa	0,2	0,2	0,2	100

23.54.1 - Contrôle, réglementation et encouragement de la sécurité du travail	cnd	0,9	0,4	0,0	0
---	-----	-----	-----	-----	---

23.54.2 - Sécurité technique des installations nucléaires
Fonds : sécurité technique des installations nucléaires

I		I Engagement		I Ordonnancement		I
		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	
I	Fonds 23-1					I
I						I
I	solde au 1.1.1994	I 375,0	I 375,0	I 661,7	I 661,7	I
I	recettes	I 186,0	I 137,3	I 186,0	I 137,3	I
I	disponible	I 561,0	I 512,3	I 847,7	I 799,0	I
I	dépenses	I 92,6	I 43,1	I 216,4	I 148,1	I
I	solde au 31.12.1994	I 468,4	I 469,2	I 631,3	I 650,9	I

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

23.54.3 - Fonds pour la sécurité technique des entreprises
visées par la loi du 21 janvier 1987 concernant
les risques d'accidents graves dans des activités
industrielles déterminées (entreprises -
SEVESO)

Fonds : fonds pour la prévention des
accidents majeurs

I Fonds 23-5	I Engagement		I Ordonnancement	
	I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I solde au 1.1.1994	I 40,1	I 40,1	I 60,0	I 60,0
I recettes	I 60,0	I 60,0	I 60,0	I 60,0
I disponible	I 100,1	I 100,1	I 120,0	I 120,0
I dépenses	I 50,0	I 36,2	I 47,4	I 13,6
I solde au 31.12.1994	I 50,1	I 63,9	I 72,6	I 106,4

Totaux pour la division 54 :	cnd	332,3	322,2	311,6	94
	aa	0,2	0,2	0,2	100
	fen	142,6	79,3		
	fon	263,8		161,7	61

DIVISION 55 - ADMINISTRATION DE L'HYGIENE ET DE LA MEDECINE
DU TRAVAIL

23.55.0 - Subsistance	cnd	170,0	164,2	157,8	93
23.55.1 - Réglementation et contrôle - Encouragement de l'hygiène des lieux de travail et de la santé des travailleurs	cnd	0,2	0,1	0,0	0

Totaux pour la division 55 :	cnd	170,2	164,3	157,8	93
------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE L'EMPLOI

23.56.0 - Subsistance	cnd	150,7	145,3	130,9	87
-----------------------	-----	-------	-------	-------	----

.....

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

23.56.1 - Promotion sociale des travailleurs	cnd	1.160,0	1.160,0	1.159,9	100
Fonds : Congé-Education payé					

I	I	Engagement		Ordonnancement		I
		I	I	I	I	
I	Fonds 23-2	I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I	174,3 I	174,3 I	175,0 I	175,0 I
I	recettes	I	740,0 I	747,4 I	740,0 I	747,4 I
I	réductions visas ann. ant.	I	I	0,7 I	I	I
I	disponible	I	914,3 I	922,4 I	915,0 I	922,4 I
I	dépenses	I	914,9 I	873,6 I	864,9 I	864,9 I
I	solde au 31.12.1994	I	-0,6 I	48,8 I	50,1 I	57,5 I

23.56.2 - Allocations de chômage	cnd	2.616,6	2.616,6	2.616,6	100
----------------------------------	-----	---------	---------	---------	-----

23.56.3 - Prévisions	cnd	8.288,6	8.288,4	8.288,4	100
	aa	0,2	0,2	0,2	100

23.56.4 - Remise au Travail	cnd	7.225,2	7.224,8	7.195,8	100
Fonds : fonds pour l'emploi					

I	I	Engagement		Ordonnancement		I
		I	I	I	I	
I	Fonds 23-3	I	I	I	I	I
I		I	budget	I	réalisation	I
I		I		I	budget	I
I		I		I	réalisation	I
I	solde au 1.1.1994	I	1.060,8	I	1.060,8	I
I	recettes	I	2.060,0	I	2.273,2	I
I	réductions visas ann. ant.	I		I	18,7	I
I	disponible	I	3.120,8	I	3.352,7	I
I	dépenses	I	2.938,3	I	820,7	I
I	solde au 31.12.1994	I	182,5	I	2.532,0	I

23.56.6 - Aide C.E.C.A.	cnd	495,0	495,0	495,0	100
-------------------------	-----	-------	-------	-------	-----

23.56.8 - Interventions financières en faveur des Régions	cnd	12.597,4	12.597,4	12.597,4	100
---	-----	----------	----------	----------	-----

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

23.56.9 - Fonds social européen

Fonds : fonds social européen belge

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement		
I	I	I	I	I	I
Fonds 23-4	budget	I réalisation	budget	I réalisation	I
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1994	I 221,6 I	I 328,6 I	I 229,6 I	I 336,6 I	I
I recettes	I 498,7 I	I 49,9 I	I 498,7 I	I 49,9 I	I
I disponible	I 720,3 I	I 378,5 I	I 728,3 I	I 386,5 I	I
I dépenses	I 488,0 I	I 201,9 I	I 518,3 I	I 202,8 I	I
I solde au 31.12.1994	I 232,3 I	I 176,6 I	I 210,0 I	I 183,7 I	I

Totaux pour la division 56 :	cnd	32.533,5	32.527,5	32.484,0	100
	aa	0,2	0,2	0,2	100
	fen	4.341,2	1.896,2		
	fon	4.533,2		1.818,9	40

DIVISION 57 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

23.57.0 - Subsistance	cnd	478,8	462,5	443,2	93
-----------------------	-----	-------	-------	-------	----

Totaux pour la division 57 :	cnd	478,8	462,5	443,2	93
------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

DIVISION 58 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE

23.58.5 - Etudes	cnd	3,7	3,6	1,6	43
------------------	-----	-----	-----	-----	----

Totaux pour la division 58 :	cnd	3,7	3,6	1,6	43
------------------------------	-----	-----	-----	-----	----

TOTAL 23 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

cnd	34.921,9	34.829,4	34.500,8	99
aa	2,2	2,2	2,0	91
fen	4.483,8	1.975,5		
fon	4.797,0		1.980,6	41

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnement	Taux d'utilisation ordonnement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 24 - MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES					
24.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	70,3	70,3	59,0	84
	aa	3,0	3,0	2,6	87
Totaux pour la division 01 :	cnd	70,3	70,3	59,0	84
	aa	3,0	3,0	2,6	87
DIVISION 02 - CABINET DU MINISTRE DES PENSIONS					
24.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	83,8	83,8	65,7	78
	aa	0,8	0,8	0,8	100
Totaux pour la division 02 :	cnd	83,8	83,8	65,7	78
	aa	0,8	0,8	0,8	100
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES					
24.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,2	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 03 :	aa	0,2	0,0	0,0	0
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL, DIRECTION GENERALE DES SERVICES GENERAUX ET DE L'INFORMATIQUE, DIRECTION GENERALE DE ETUDES					
24.40.0 - Programme de subsistance	cnd	664,4	624,4	474,5	71
	aa	14,1	14,1	13,1	93
Totaux pour la division 40 :	cnd	664,4	624,4	474,5	71
	aa	14,1	14,1	13,1	93
DIVISION 51 - DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE ET DE L'INSPECTION SOCIALE					
24.51.0 - Programme de subsistance	cnd	351,5	330,8	312,8	89

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)																																																																		
24.51.1 - Maladie	cnd	131.027,8	131.027,8	130.388,1	100																																																																		
	aa	9,1	7,7	7,7	85																																																																		
24.51.2 - Invalidité	cnd	18.419,1	18.419,1	18.419,1	100																																																																		
	aa	6,8	6,8	6,8	100																																																																		
24.51.4 - Accidents du travail et maladies professionnelles	cnd	1,2	1,2	0,6	50																																																																		
Fonds : financement du contrôle des assureurs-loi																																																																							
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 24-1</td><td>I</td><td>Engagement</td><td>I</td><td>Ordonnancement</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>budget</td><td>I</td><td>réalisation</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>réalisation</td><td>I</td><td>budget</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td>réalisation</td></tr> <tr> <td>I</td><td>solde au 1.1.1994</td><td>I</td><td>58,2 I</td><td>I</td><td>54,2 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>recettes</td><td>I</td><td>26,4 I</td><td>I</td><td>28,9 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>réductions visas ann. ant.</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>1,6 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>disponible</td><td>I</td><td>84,6 I</td><td>I</td><td>84,7 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>dépenses</td><td>I</td><td>84,6 I</td><td>I</td><td>80,1 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>solde au 31.12.1994</td><td>I</td><td>0,0 I</td><td>I</td><td>4,6 I</td></tr> </table>						I	I	I	I	I	I	I	Fonds 24-1	I	Engagement	I	Ordonnancement	I		I	budget	I	réalisation	I		I	réalisation	I	budget	I		I		I	réalisation	I	solde au 1.1.1994	I	58,2 I	I	54,2 I	I	recettes	I	26,4 I	I	28,9 I	I	réductions visas ann. ant.	I	I	I	1,6 I	I	disponible	I	84,6 I	I	84,7 I	I	dépenses	I	84,6 I	I	80,1 I	I	solde au 31.12.1994	I	0,0 I	I	4,6 I
I	I	I	I	I	I																																																																		
I	Fonds 24-1	I	Engagement	I	Ordonnancement																																																																		
I		I	budget	I	réalisation																																																																		
I		I	réalisation	I	budget																																																																		
I		I		I	réalisation																																																																		
I	solde au 1.1.1994	I	58,2 I	I	54,2 I																																																																		
I	recettes	I	26,4 I	I	28,9 I																																																																		
I	réductions visas ann. ant.	I	I	I	1,6 I																																																																		
I	disponible	I	84,6 I	I	84,7 I																																																																		
I	dépenses	I	84,6 I	I	80,1 I																																																																		
I	solde au 31.12.1994	I	0,0 I	I	4,6 I																																																																		
24.51.6 - Sécurité sociale d'outre-mer	cnd	5.215,0	5.215,0	5.215,0	100																																																																		
Totaux pour la division 51 :	cnd	155.014,6	154.993,9	154.335,6	100																																																																		
	aa	15,9	14,5	14,5	91																																																																		
	fen	84,6	80,1																																																																				
	fon	84,8		81,0	96																																																																		
DIVISION 52 - DIRECTION GENERALE DES ALLOCATIONS AUX HANDICAPES																																																																							
24.52.0 - Programme de subsistance	cnd	458,8	432,9	413,2	90																																																																		
	aa	18,1	18,0	18,0	99																																																																		
24.52.2 - Examens médicaux	cnd	74,9	74,9	38,0	51																																																																		
24.52.3 - Paiements des allocations aux handicapés	cnd	35.472,6	35.472,6	34.638,1	98																																																																		
Totaux pour la division 52 :	cnd	36.006,3	35.980,4	35.089,3	97																																																																		
	aa	18,1	18,0	18,0	99																																																																		
DIVISION 53 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE																																																																							
24.53.5 - Recherche scientifique	cnd	10,7	5,2	1,9	18																																																																		
	aa	0,5	0,4	0,4	80																																																																		

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
Totaux pour la division 53 :	cnd	10,7	5,2	1,9	18
	aa	0,5	0,4	0,4	80
TOTAL 24 MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE	cnd	191.850,1	191.758,0	190.026,0	99
	aa	52,6	50,8	49,4	94
	fen	84,6	80,1		
	fon	84,8		81,0	96

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
SECTION 25 - MINISTERE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DE L'INTEGRA- TION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT					
25.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	71,0	70,9	60,2	85
	aa	3,3	3,3	1,6	48
Totaux pour la division 01 :	cnd	71,0	70,9	60,2	85
	aa	3,3	3,3	1,6	48
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET ADMINISTRATION DES SERVICES GENERAUX					
25.40.0 - Subsistance	cnd	616,3	610,7	529,2	86
	aa	24,9	24,8	0,0	0
25.40.1 - Relations internationales en matière de recherche, de formation et partici- pation à des organismes internationaux	cnd	164,9	164,9	142,3	86
Totaux pour la division 40 :	cnd	781,2	775,6	671,5	86
	aa	24,9	24,8	0,0	0
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
25.51.0 - Subsistance	cnd	173,2	169,7	159,4	92
	aa	2,4	2,4	0,2	8
25.51.1 - Gestion du secours d'urgence	cnd	280,4	279,1	65,3	23
	aa	1,4	0,8	0,5	36
	ce	3,3	3,3		
	co	3,3		3,3	100
25.51.2 - Prophylaxie et éducation	cnd	20,0	20,0	15,9	80
	co	3,0		2,5	83
25.51.3 - Inspection des denrées alimentaires	cnd	123,0	119,1	108,0	88

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

25.51.4 - Surveillance commercialisation médicaments	cmd	14,2	10,2	5,7	40
Fonds : dépenses résultant de l'application de la loi sur les médicaments (ancien 66.11.A) (loi du 5 janvier 1976, art. 152)					

		Engagement		Ordonnancement	
	Fonds 25-1				
		budget	réalisation	budget	réalisation
solde au 1.1.1994		42,3	42,3	111,0	80,9
recettes		145,0	144,0	145,0	144,0
disponible		187,3	186,3	256,0	224,9
dépenses		159,6	146,2	159,5	141,9
solde au 31.12.1994		27,7	40,1	96,5	83,0

25.51.8 - Conseil supérieur de l'hygiène	cnd	11,0	9,9	2,7	25
Totaux pour la division 51 :	cnd	621,8	608,0	357,0	57
	aa	3,8	3,2	0,7	18
	ce	3,3	3,3		
	co	6,3		5,8	92
	fen	159,6	146,2		
	fon	159,5		141,9	89

DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE LA MEDECINE SOCIALE

25.52.0 - Subsistance	cnd	297,5	292,1	266,2	89
	aa	2,7	2,7	0,0	0
25.52.1 - Gestion médicale du personnel des services publics	cnd	267,7	266,3	245,0	92
25.52.2 - Expertises médicales	cnd	22,5	22,4	6,4	28
25.52.4 - Stockage et distribution du sang	ce	0,1	0,0		
	co	0,1		0,0	0
25.52.6 - Prévention médico-sociale	cnd	39,5	32,0	5,4	14
	aa	0,6	0,6	0,4	67

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

25.52.7 - Croix Rouge

Fonds : Croix-Rouge de Belgique (ancien
article 66.10.A) (loi du 7 août 1974)

I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I
I	budget	I réalisation	budget	I réalisation
I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1994	I 60,9 I	I 60,9 I	I 87,7 I	I 87,7 I
I recettes	I 172,0 I	I 163,0 I	I 172,0 I	I 163,0 I
I disponible	I 232,9 I	I 223,9 I	I 259,7 I	I 250,7 I
I dépenses	I 172,0 I	I 172,0 I	I 172,0 I	I 171,5 I
I solde au 31.12.1994	I 60,9 I	I 51,9 I	I 87,7 I	I 79,2 I

Totaux pour la division 52 :	cnd	627,2	612,8	523,0	83
	aa	3,3	3,3	0,4	12
	ce	0,1	0,0		
	co	0,1		0,0	0
	fen	172,0	172,0		
	fon	172,0		171,5	100

DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES ETABLISSEMENTS
DE SOINS

25.53.0 - Subsistance	cnd	146,2	143,9	129,4	89
	aa	4,0	4,0	0,0	0
25.53.1 - Hospitalisations	cnd	34.812,5	34.684,4	34.597,0	99
	ce	8,0	4,8		
	co	8,0		7,7	96
25.53.3 - Organisation art de guérir	cnd	13,5	13,0	9,0	67
Totaux pour la division 53 :	cnd	34.972,2	34.841,3	34.735,4	99
	aa	4,0	4,0	0,0	0
	ce	8,0	4,8		
	co	8,0		7,7	96

DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE L'AIDE SOCIALE

25.54.0 - Subsistance	cnd	80,6	79,5	71,3	88
	aa	0,6	0,6	0,0	0
25.54.1 - Sécurité d'existence	cnd	5.664,4	5.663,3	5.609,5	99
	aa	4,3	4,3	4,3	100
	co	0,2		0,0	0

(en millions de francs)

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

25.54.5 - Accueil réfugiés	cnd	6.795,6	6.753,9	6.646,4	98
	aa	15,7	15,7	0,0	0
Totaux pour la division 54 :	cnd	12.540,6	12.496,7	12.327,2	98
	aa	20,6	20,6	4,3	21
	co	0,2		0,0	0

25.55.0 - Subsistance	cnd	52,5	51,3	50,0	95
	aa	1,0	1,0	0,0	0
25.55.1 - Victimes de la guerre	cnd	3.610,0	3.609,7	3.325,2	92
Totaux pour la division 55 :	cnd	3.662,5	3.661,0	3.375,2	92
	aa	1,0	1,0	0,0	0

25.57.0 - Subsistance	cnd	30,5	30,1	17,1	56
25.57.1 - Surveillance de l'environnement (eau, air, bruit, odeur)	cnd	75,1	60,5	11,7	16
	aa	2,1	2,0	0,0	0
	ce	40,0	38,4		
	co	234,8		180,5	77

Fonds : protection contre les radiations
ionisantes (A.R. du 25 mai 1982) (ancien
article 66.22.A)

I	I	Engagement		Ordonnancement		I
		I	I	I	I	
I	Fonds 25-3	I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I		I	I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I	53,3 I	53,3 I	408,1 I	408,1 I
I	recettes	I	138,0 I	137,3 I	138,0 I	137,3 I
I	disponible	I	191,3 I	190,6 I	546,1 I	545,4 I
I	dépenses	I	186,0 I	121,4 I	311,0 I	232,6 I
I	solde au 31.12.1994	I	5,3 I	69,2 I	235,1 I	312,8 I

Totaux pour la division 57 :	cnd	105,6	90,6	28,8	27
	aa	2,1	2,0	0,0	0
	ce	40,0	38,4		
	co	234,8		180,5	77
	fen	186,0	121,4		
	fon	311,0		232,6	75

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
DIVISION 58 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
25.58.1 - Research-Development national	cnd	206,8	203,7	11,7	6
25.58.2 - Research-Development international	cnd	29,3	29,3	25,8	88
25.58.3 - Institution scientifique (I.H.E.)	cnd	290,2	285,9	266,5	92
	ce	15,0	12,9		
	co	15,0		7,2	48
25.58.5 - Politique de la Mer du Nord	cnd	130,7	130,3	81,8	63
	aa	0,1	0,1	0,0	0
Totaux pour la division 58 :	cnd	657,0	649,2	385,8	59
	aa	0,1	0,1	0,0	0
	ce	15,0	12,9		
	co	15,0		7,2	48
DIVISION 59 - CHARGES DU PASSE (C.F. ARTICLES 2-25-3 ET 2-25-4 DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES)					
25.59.1 - Fonds de construction des hôpitaux -flats	cnd	1.884,8	1.859,9	1.796,6	95
25.59.2 - Institut Pasteur	cnd	20,4	20,4	20,4	100
25.59.3 - Charges du passé	cnd	1.744,2	1.742,1	1.742,1	100
	ce	85,0	12,2		
	co	455,0		134,8	30
25.59.5 - Santé mentale	cnd	178,6	177,5	75,7	42
Totaux pour la division 59 :	cnd	3.828,0	3.799,9	3.634,8	95
	ce	85,0	12,2		
	co	455,0		134,8	30
TOTAL 25 MINISTERE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	cnd	57.867,1	57.606,0	56.098,9	97
	aa	63,1	62,3	7,0	11
	ce	151,4	71,6		
	co	719,4		336,0	47
	fen	517,6	439,6		
	fon	642,5		546,0	85

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnement (4)	Taux d'utilisation ordonnement (5)
SECTION 31 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE L'AGRICULTURE					
31.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	75,3	75,2	57,3	76
Totaux pour la division 01 :	cnd	75,3	75,2	57,3	76
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL ET ADMINISTRATION DES SERVICES GENERAUX					
31.40.0 - Programme de subsistance	cnd	295,9	289,8	239,6	81
	co	6,0		5,8	97
31.40.1 - Etudes et documentation	cnd	4,3	4,3	2,6	60
Totaux pour la division 40 :	cnd	300,2	294,1	242,2	81
	co	6,0		5,8	97
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'HORTICULTURE					
31.51.0 - Programme de subsistance	cnd	373,8	366,1	329,7	88
	aa	0,3	0,2	0,0	0
31.51.1 - Promotion de la qualité et du revenu	cnd	67,4	62,7	38,3	57

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

31.51.2 - Actions du fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux	cnd	35,2	35,2	28,8	82
Fonds : fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux					

I	I	Engagement		Ordonnancement		I
		budget	réalisation	budget	réalisation	
I	Fonds 31-4					I
I						I
I	solde au 1.1.1994	5,4	12,2	5,4	12,2	I
I	recettes	126,7	15,6	126,7	15,6	I
I	disponible	132,1	27,8	132,1	27,8	I
I	dépenses	124,7	9,5	124,7	9,5	I
I	solde au 31.12.1994	7,4	18,3	7,4	18,3	I

Totaux pour la division 51 :	cnd	476,4	464,0	396,8	83
	aa	0,3	0,2	0,0	0
	fen	124,7	9,5		
	fon	124,7		9,5	8

DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE L'ELEVAGE ET DU SERVICE
VETERINAIRE

31.52.0 - Programme de subsistance	cnd	312,2	305,2	264,5	85
	aa	1,3	1,1	0,2	15
	ce	17,5	5,5		
	co	17,5		6,5	37
31.52.1 - Amélioration des espèces animales	cnd	26,7	26,7	23,4	88
	ce	4,7	1,9		
	co	4,7		1,7	36
31.52.2 - Lutte contre les maladies des animaux	cnd	130,8	128,0	90,0	69
	aa	1,9	1,9	1,9	100
31.52.3 - Missions de contrôle	cnd	34,8	27,6	8,5	24
	aa	1,1	0,8	0,8	73

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

31.52.4 - Actions du Fonds de la Santé et de la Production des Animaux
Fonds : fonds de la santé et de la production des animaux (ancien article 66.03.B)

cnd 727,2 628,7 359,5 49

I	I	I	I	I	I
	Engagement		Ordonnancement		
I	I	I	I	I	I
Fonds 31-1	budget	I réalisation	budget	I réalisation	
I	I	I	I	I	I
I solde au 1.1.1994	I 587,2 I	587,2 I	668,6 I	668,6 I	
I recettes	I 1.885,7 I	1.915,6 I	1.885,7 I	1.915,6 I	
I disponible	I 2.472,9 I	2.502,8 I	2.554,3 I	2.584,2 I	
I dépenses	I 1.775,9 I	1.910,1 I	1.856,6 I	1.123,4 I	
I solde au 31.12.1994	I 697,0 I	592,7 I	697,7 I	1.460,8 I	

Totaux pour la division 52 : cnd 1.231,7 1.116,2 745,9 61
aa 4,3 3,8 2,9 67
ce 22,2 7,4
co 22,2 8,2 37
fen 1.775,9 1.910,1
fon 1.856,6 1.123,4 61

DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES SERVICES ECONOMIQUES

31.53.0 - Programme de subsistance cnd 496,7 483,8 449,4 90
aa 1,3 1,3 1,2 92
co 7,4 7,3 99

31.53.1 - Politique économique agricole cnd 806,0 698,0 661,5 82

31.53.2 - Relations publiques cnd 421,4 414,6 338,9 80

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

31.53.3 - Contrôle des matières premières pour l'agriculture
Fonds : fonds phytopharmaceutique
(ancien article 66.08.C)

I	I	I	I	I	I
		Engagement		Ordonnancement	
I	Fonds 31-2	I	I	I	I
I		budget	I réalisation	budget	I réalisation
I		I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I	28,6 I	28,6 I	28,6 I
I	recettes	I	28,5 I	24,5 I	24,5 I
I	disponible	I	57,1 I	53,1 I	53,1 I
I		I			
I	dépenses	I	35,0 I	35,0 I	35,0 I
I		I			
I	solde au 31.12.1994	I	22,1 I	18,1 I	18,1 I

31.53.4 - Actions du Fonds agricole et du Fonds d'investissement agricole
Fonds : fonds agricole (ancien article 60.03.8)

I	I	I	I	I	I
		Engagement		Ordonnancement	
I	Fonds 31-3	I	I	I	I
I		budget	I réalisation	budget	I réalisation
I		I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I	181,0 I	181,0 I	181,0 I
I	recettes	I	1.022,4 I	1.012,2 I	1.012,2 I
I	disponible	I	1.203,4 I	1.193,2 I	1.193,2 I
I		I			
I	dépenses	I	1.180,0 I	1.063,5 I	1.063,5 I
I		I			
I	solde au 31.12.1994	I	23,4 I	129,7 I	129,7 I

Totaux pour la division 53 :	cnd	2.381,7	2.098,5	1.896,8	80
	aa	1,3	1,3	1,2	92
	co	3.887,7		3.688,3	95
	fen	1.215,0	1.098,5		
	fon	1.215,0		1.098,5	90

DIVISION 54 - ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE
AGRONOMIQUE (POLITIQUE SCIENTIFIQUE)

31.54.0 - cnd 0,0 0,0 0,0 0 *

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
31.54.1 - R. & D. dans le cadre national - Problèmes urgents , recherches contractuelles et vulgarisation	cnd	878,8	878,7	864,8	98
31.54.2 - R. & D. dans le cadre international - Réunions d'étude et collaboration internationale	cnd	10,5	10,4	7,6	72
31.54.3 - Dotations aux établissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd	1.317,0	1.296,6	1.194,2	91
	ce	39,4	31,2		
	co	39,4		39,0	99
Totaux pour la division 54 :	cnd	2.206,3	2.185,7	2.066,6	94
	ce	39,4	31,2		
	co	39,4		39,0	99
TOTAL 31 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	cnd	6.671,6	6.233,7	5.405,6	81
	aa	5,9	5,3	4,1	69
	ce	61,6	38,6		
	co	3.955,3		3.741,3	95
	fen	3.115,6	3.018,1		
	fon	3.196,3		2.231,4	70

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
SECTION 32 - MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES					
32.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,5	0,5	0,5	100
Totaux pour la division 01 :	aa	0,5	0,5	0,5	100
DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES					
32.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	65,5	65,6	65,4	100
Totaux pour la division 02 :	cnd	65,5	65,6	65,4	100
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ENERGIE					
32.11.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,1	0,1	0,1	100
Totaux pour la division 11 :	aa	0,1	0,1	0,1	100
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
32.40.0 - Programme de subsistance	cnd	14,2	13,1	12,8	90
Totaux pour la division 40 :	cnd	14,2	13,1	12,8	90
DIVISION 41 - DIRECTION GENERALE DES SERVICES GENERAUX					
32.41.0 - Aide logistique (programme de subsistance)	cnd	719,8	693,5	633,3	88
32.41.1 - Aide à tous les départements	cnd	12,5	12,5	11,9	95
32.41.2 - Aide générale aux différentes administrations du Ministère des Affaires économiques	cnd	178,3	172,7	138,6	78
32.41.5 - Subventions à des organismes externes	cnd	7,8	37,6	0,0	0
	aa	0,2	0,1	0,1	50

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

Totaux pour la division 41 :	cnd	918,4	916,3	783,8	85
	aa	0,2	0,1	0,1	50

DIVISION 42 - DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DE
LA DOCUMENTATION

32.42.0 - Programme de subsistance	cnd	222,2	216,6	214,7	97
32.42.1 - Traitement de l'information	cnd	26,3	26,3	19,6	75
	ce	245,7	243,2		
	co	250,0		234,9	94

Fonds : fonds spécial destiné à couvrir les
frais de fonctionnement généralement quelconques
du Centre du traitement de l'information
(ancien article 66.05.A)

I	Fonds 32-1	I Engagement		I Ordonnancement		I
		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation	I
I	solde au 1.1.1994	I 44,8	I 32,5	I 72,2	I 58,9	I
I	recettes	I 23,0	I 27,2	I 23,0	I 27,2	I
I	disponible	I 67,8	I 59,7	I 95,2	I 86,1	I
I	dépenses	I 32,0	I 9,4	I 32,0	I 25,6	I
I	solde au 31.12.1994	I 35,8	I 50,3	I 63,2	I 60,5	I

32.42.2 - Etudes, documentation, bibliothèque, secrétariat	cnd	23,1	22,7	21,8	94
32.42.3 - Activités spécifiques	cnd	1,5	1,1	0,7	47
Totaux pour la division 42 :	cnd	273,1	266,7	256,8	94
	ce	245,7	243,2		
	co	250,0		234,9	94
	fen	32,0	9,4		
	fon	32,0		25,6	80

DIVISION 43 - ORGANISATION PROFESSIONNELLE

32.43.0 - Programme de subsistance	cnd	31,5	30,8	30,0	95
32.43.1 - Subventions de fonctionnement	cnd	157,9	157,9	157,9	100
Totaux pour la division 43 :	cnd	189,4	188,7	187,9	99

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	--	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	---

DIVISION 50 - AIDE A L'INDUSTRIE

32.50.1 - Charbonnages	cnd	536,9	521,1	488,8	91
32.50.6 - Autres industries	cnd	35,0	25,9	25,9	74
	co	0,2		0,1	50
32.50.8 - Charges du passé	co	635,9		620,4	98
Totaux pour la division 50 :	cnd	571,9	547,0	514,7	90
	co	636,1		620,5	98

DIVISION 51 - ADMINISTRATION DE L'INDUSTRIE

32.51.0 - Programme de subsistance	cnd	182,6	173,7	166,2	91
	aa	0,2	0,0	0,0	0
32.51.1 - Activités spécifiques	cnd	9,4	8,4	5,7	61
Fonds : fonds pour la couverture des frais d'accréditation et de certification					

I	I	Engagement	I	Ordonnancement	I
I	Fonds 32-2	I		I	
I		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	solde au 1.1.1994	I 1,9 I	I 1,9 I	I 2,0 I	I 2,0 I
I	recettes	I 4,0 I	I 4,6 I	I 4,0 I	I 4,6 I
I	disponible	I 5,9 I	I 6,5 I	I 6,0 I	I 6,6 I
I	dépenses	I 4,0 I	I 2,9 I	I 4,0 I	I 2,8 I
I	solde au 31.12.1994	I 1,9 I	I 3,6 I	I 2,0 I	I 3,8 I

Totaux pour la division 51 :	cnd	192,0	182,1	171,9	90
	aa	0,2	0,0	0,0	0
	fen	4,0	2,9		
	fon	4,0		2,8	70

DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE L'ENERGIE

32.52.0 - Programme de subsistance	cnd	132,4	113,1	110,1	83
------------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes

Crédits accordés

Utilisation
engagementUtilisation
ordonnancementTaux d'utilisation
ordonnancement

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

32.52.1 - Contrôle de la qualité des produits
pétroliersFonds : fonds d'analyse des produits
pétroliers (FAPETRO)

I	I	Engagement		I	Ordonnancement		I
		budget	réalisation		budget	réalisation	
I	Fonds 32-7						
I							
I							
I							
I	solde au 1.1.1994	0,0	0,0	I	0,0	0,0	I
I	recettes	70,0	0,0	I	70,0	0,0	I
I	disponible	70,0	0,0	I	70,0	0,0	I
I							
I	dépenses	70,0	0,0	I	70,0	0,0	I
I							
I	solde au 31.12.1994	0,0	0,0	I	0,0	0,0	I

32.52.5 - Amélioration des conditions de vie et
de sécurité de la population, notamment
par la transposition de directives européennes

cnd 15,8 8,3 2,6 16

32.52.7 - Participation aux frais de
fonctionnement de certains comités
et d'organismes qui exercent leurs
activités dans le secteur de l'énergie

cnd 11,1 10,3 9,2 83

32.52.9 - Financement du passif nucléaire

cnd 30,9 30,9 0,0 0
ce 208,2 0,0
co 1.751,7 1.744,2 100

Totaux pour la division 52 :

cnd 190,2 162,6 121,9 64
ce 208,2 0,0
co 1.751,7 1.744,2 100
fen 70,0 0,0
fon 70,0 0,0 0

DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES MINES

32.53.0 - Programme de subsistance

cnd 124,2 116,4 113,5 91

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

32.53.1 - Missions occasionnelles (réparation de
dégâts houillers, exploitations de sable)
Fonds : fonds pour les exploitations de sable -
Plateau continental de la Belgique

I	I	I	I	I	I
	Fonds 32-5	Engagement		Ordonnancement	
I	I	I	I	I	I
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	I	I	I	I	I
I	solde au 1.1.1994	I	5,7 I	I	5,7 I
I	recettes	I	10,0 I	I	5,6 I
I	disponible	I	15,7 I	I	11,3 I
I	dépenses	I	7,2 I	I	0,0 I
I	solde au 31.12.1994	I	8,5 I	I	11,3 I

Totaux pour la division 53 :	cnd	124,2	116,4	113,5	91
	fen	7,2	0,0		
	fon	7,2		0,0	0

DIVISION 54 - ADMINISTRATION DES MINES - SERVICE
GEOLOGIQUE

32.54.0 - Programme de subsistance	cnd	45,9	42,5	40,8	89
------------------------------------	-----	------	------	------	----

Totaux pour la division 54 :	cnd	45,9	42,5	40,8	89
------------------------------	-----	------	------	------	----

DIVISION 55 - COMMERCE - REGLEMENTATION DU COMMERCE
INTERIEUR ET DES SERVICES

32.55.0 - Programme de subsistance	cnd	464,0	429,9	395,3	85
	aa	0,1	0,0	0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes	Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

32.55.1 - Assurer le bon déroulement des opérations commerciales pour l'application de la législation sur les poids et mesures

Fonds : fonds pour la couverture des dépenses entraînées par la création de l'Organisation belge d'étalonnage (ancien article 66.15.A)

I	I	Engagement		I	Ordonnancement		I		
I	Fonds 32-3	I		I		I			
I		I	budget	I	réalisation	I	budget	I	réalisation
I	solde au 1.1.1994	I	1,4 I		0,0 I		1,4 I		0,0 I
I	recettes	I	1,5 I		1,8 I		1,5 I		1,8 I
I	disponible	I	2,9 I		1,8 I		2,9 I		1,8 I
I	dépenses	I	1,5 I		0,0 I		1,5 I		0,0 I
I	solde au 31.12.1994	I	1,4 I		1,8 I		1,4 I		1,8 I

32.55.3 - Assurer la régularité d'opérations commerciales et de la concurrence, prévenir les abus de prix, informer et protéger le consommateur, mesurer l'inflation

Fonds : opérations exécutées pour le compte du Commissariat général du Gouvernement belge près de l'Exposition mondiale de Séville 1992, par le trésorier général de l'Exposition

cnd 61,5 59,3 58,3 95

I	I	Engagement		I	Ordonnancement		I			
I	Fonds 32-4	I		I		I				
I		I	budget	I	réalisation	I	budget	I	réalisation	I
I	solde au 1.1.1994	I	43,2 I		591,8 I		43,2 I		591,8 I	
I	recettes	I	0,0 I		0,0 I		0,0 I		0,0 I	
I	disponible	I	43,2 I		591,8 I		43,2 I		591,8 I	
I	dépenses	I	43,2 I		0,0 I		43,2 I		0,0 I	
I	solde au 31.12.1994	I	0,0 I		591,8 I		0,0 I		591,8 I	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

32.55.4 - Fonds pour l'Exposition internationale de Taejon 1993

Fonds : fonds pour l'Exposition internationale de Taejon 1993

I	Fonds 32-6	I Engagement		I Ordonnancement	
		I budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	solde au 1.1.1994	I 1,0	I 18,9	I 1,0	I 18,9
I	recettes	I 0,1	I 0,1	I 0,1	I 0,1
I	disponible	I 1,1	I 19,0	I 1,1	I 19,0
I	dépenses	I 1,1	I 1,1	I 1,1	I 1,1
I	solde au 31.12.1994	I 0,0	I 17,9	I 0,0	I 17,9

Totaux pour la division 55 :	cnd	525,5	489,2	453,6	86
	aa	0,1	0,0	0,0	0
	fen	45,8	1,1		
	fon	45,8		1,1	2

DIVISION 56 - DIRECTION GENERALE DES ACCORDS ECONOMIQUES

32.56.0 - Programme de subsistance	cnd	35,4	31,7	31,2	88
------------------------------------	-----	------	------	------	----

Totaux pour la division 56 :	cnd	35,4	31,7	31,2	88
------------------------------	-----	------	------	------	----

DIVISION 57 - INSPECTION GENERALE ECONOMIQUE

32.57.0 - Programme de subsistance	cnd	347,3	322,9	316,2	91
------------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

Totaux pour la division 57 :	cnd	347,3	322,9	316,2	91
------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

DIVISION 58 - INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

32.58.0 - Programme de subsistance	cnd	997,1	958,6	917,1	92
------------------------------------	-----	-------	-------	-------	----

32.58.1 - Recensements décennaux et enquêtes occasionnelles	cnd	176,0	174,7	155,3	88
	aa	6,2	6,2	6,2	100

Totaux pour la division 58 :	cnd	1.173,1	1.133,3	1.072,4	91
	aa	6,2	6,2	6,2	100

DIVISION 59 - OFFICE CENTRAL DES CONTINGENTS ET LICENCES

32.59.0 - Programme de subsistance	cnd	142,6	223,0	218,9	154 *
	aa	0,1	0,0	0,0	0

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
Totaux pour la division 59 :	cnd	142,6	223,0	218,9	154 *
	aa	0,1	0,0	0,0	0
DIVISION 60 - BUREAU DU PLAN					
32.60.0 - Programme de subsistance	cnd	220,9	201,3	164,5	74
	ce	5,0	4,6		
	co	5,0		4,5	90
Totaux pour la division 60 :	cnd	220,9	201,3	164,5	74
	ce	5,0	4,6		
	co	5,0		4,5	90
DIVISION 70 - POLITIQUE SCIENTIFIQUE					
32.70.1 - R. & D. dans le cadre national	cnd	483,7	474,3	452,7	94
	co	11,6		11,5	99
32.70.2 - R. & D. dans le cadre international	cnd	762,9	759,7	650,6	85
	ce	37,7	37,7		
	co	60,4		47,4	78
32.70.3 - Dotations aux Etablissements scientifiques de l'Etat et assimilés	cnd	1.585,0	1.585,0	1.094,1	69
32.70.5 - Etudes et recherches sur les problèmes de structures géologiques profondes	cnd	11,6	11,5	0,1	1
	aa	0,7	0,7	0,0	0
	ce	34,2	23,1		
	co	60,1		38,7	64
32.70.6 - Métrologie. Assurer le bon déroulement des opérations commerciales pour l'application de la législation sur les poids et mesures	cnd	52,5	52,3	52,3	100
	ce	19,1	18,9		
	co	19,5		6,3	32
32.70.7 - Office de la Propriété industrielle. Protection du droit de propriété intellectuelle en matière de brevets, marques et dessins ou modèles. - Diffusion de la technologie	cnd	38,8	33,9	15,3	39
	aa	0,1	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 70 :	cnd	2.934,5	2.916,7	2.265,1	77
	aa	0,8	0,7	0,0	0
	ce	91,0	79,7		
	co	151,6		103,9	69

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
TOTAL 32 MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES				
cnd	7.964,1	7.819,1	6.791,4	85
aa	8,2	7,6	6,9	84
ce	549,9	327,5		
co	2.794,4		2.708,0	97
fen	159,0	13,4		
fon	159,0		29,5	19

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnancement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnancement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 33 - MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE					
DIVISION 01 - CABINET DU MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES					
33.01.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	71,7	66,2	43,3	60
Totaux pour la division 01 :	cnd	71,7	66,2	43,3	60
DIVISION 02 - CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE					
33.02.0 - Fonctionnement du Cabinet	cnd	47,8	46,8	35,1	73
Totaux pour la division 02 :	cnd	47,8	46,8	35,1	73
DIVISION 03 - CABINET DU MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES (POUR MEMOIRE)					
33.03.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,1	0,1	0,1	100
Totaux pour la division 03 :	aa	0,1	0,1	0,1	100
DIVISION 04 - CABINET DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS					
33.04.0 - Fonctionnement du Cabinet	aa	0,1	0,1	0,1	100
Totaux pour la division 04 :	aa	0,1	0,1	0,1	100
DIVISION 11 - CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT AUX REFORMES INSTITUTIONNELLES CHARGE DE LA RESTRUC- TURATION DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS					
33.11.0 - Fonctionnement du cabinet	cnd	1,5	1,5	1,5	100
	aa	1,5	1,5	1,3	87
Totaux pour la division 11 :	cnd	1,5	1,5	1,5	100
	aa	1,5	1,5	1,3	87
DIVISION 40 - SECRETARIAT GENERAL					
33.40.0 - Programme de Subsistance	cnd	69,2	65,6	50,0	72

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)

Totaux pour la division 40 :	cnd	69,2	65,6	50,0	72
DIVISION 41 - SERVICES GENERAUX					
33.41.0 - Programme de subsistance	cnd	634,2	610,3	389,6	61
	aa	1,3	1,3	1,2	92
	ce	2,0	0,9		
	co	3,3		0,9	27
33.41.1 - Dommages de guerre	ce	0,5	0,5		
	co	11,5		10,5	91
33.41.2 - Régie des Bâtiments	cnd	16.097,6	16.097,6	16.096,0	100
33.41.3 - Programmation, information et statistiques	cnd	37,5	36,9	22,9	61
	aa	2,7	2,7	2,6	96
33.41.4 - Service des Automobiles	cnd	5,3	4,7	3,2	60
	aa	1,3	1,2	1,2	92
33.41.5 - Entreprises publiques	cnd	11.100,0	11.100,0	11.100,0	100
Fonds : Fonds d'orientation des Entreprises publiques destiné à participer à la politique de modernisation des Entreprises publiques en vue de contribuer à la réalisation des objectifs qualitatifs fixés dans les contrats de gestion					

I	I	Engagement		Ordonnancement	
I	I	Fonds 33-2			
I	I	budget	I réalisation	I budget	I réalisation
I	I	-----			
I	I	solde au 1.1.1994	I 1.600,0 I	I 1.600,0 I	I 1.600,0 I
I	I	recettes	I 1.600,0 I	I 1.455,0 I	I 1.455,0 I
I	I	disponible	I 3.200,0 I	I 3.055,0 I	I 3.055,0 I
I	I	-----			
I	I	dépenses	I 3.000,0 I	I 3.000,0 I	I 2.330,0 I
I	I	-----			
I	I	solde au 31.12.1994	I 200,0 I	I 55,0 I	I 200,0 I
I	I	-----			
Totaux pour la division 41 :	cnd	27.874,6	27.849,5	27.611,7	99
	aa	5,3	5,2	5,0	94
	ce	2,5	1,4		
	co	14,8		11,4	77
	fen	3.000,0	3.000,0		
	fon	3.000,0		2.330,0	78

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
DIVISION 51 - ADMINISTRATION DU TRANSPORT TERRESTRE					
33.51.0 - Programme de subsistance	cnd	268,8	255,3	217,6	81
33.51.1 - Société nationale des Chemins de fer belges	cnd	68.778,5	68.778,5	68.560,0	100
	aa	6,8	5,7	1,3	19
Totaux pour la division 51 :	cnd	69.047,3	69.033,8	68.777,6	100
	aa	6,8	5,7	1,3	19
DIVISION 52 - ADMINISTRATION DE L'AERONAUTIQUE					
33.52.0 - Programme de subsistance	cnd	204,9	198,1	176,4	86
	aa	6,1	6,1	2,1	34
	ce	3,7	1,4		
	co	4,2		1,0	24
33.52.1 - Régulation du trafic aérien et coopération internationale	cnd	24,6	24,4	18,2	74
33.52.3 - Recherche scientifique	cnd	77,0	77,0	77,0	100
	ce	4,0	3,1		
	co	5,1		4,1	80
33.52.6 - Sabena	cnd	0,0	1.207,3 (*)	0,0	0
Totaux pour la division 52 :	cnd	306,5	1.506,8	271,6	89
	aa	6,1	6,1	2,1	34
	ce	7,7	4,5		
	co	9,3		5,1	55
DIVISION 53 - ADMINISTRATION DES AFFAIRES MARITIMES ET DE LA NAVIGATION					
33.53.0 - Programme de subsistance	cnd	584,2	565,1	474,3	81
33.53.2 - Marine marchande (conventions internationales, promotion et développement de la marine marchande et de la pêche maritime)	cnd	1.111,0	1.110,9	602,2	54

(*) Lors du troisième ajustement du budget général des dépenses 1994, la charge des emprunts liés à la recapitalisation de la Sabena a été transférée à la Section 51 - Dette publique. Les ordonnancements déjà effectués ont également fait l'objet d'un tel transfert, mais les engagements pris, quant à eux, n'ont pas été annulés. Ceci explique la présence d'un dépassement en engagements pour ce programme.

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
33.53.3 - Infrastructure et bateaux de service	co	1,0		0,0	0
33.53.4 - Etudes et documentation	cnd	0,3	0,3	0,2	67
Totaux pour la division 53 :	cnd	1.695,5	1.676,3	1.076,7	64
	có	1,0		0,0	0
DIVISION 56 - ADMINISTRATION DE LA REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DE L'INFRASTRUCTURE					
33.56.0 - Programme de subsistance	cnd	539,5	530,4	464,3	86
	aa	0,9	0,9	0,1	11
33.56.1 - Réseaux et informations	cnd	15,2	11,5	3,6	24
	aa	1,0	0,9	0,0	0
	ce	1,9	0,8		
	co	7,5		0,8	11
33.56.2 - Travaux pour les institutions européennes et internationales	cnd	16,0	5,6	5,4	34
	ce	2.378,0	1.580,2		
	co	1.651,1		1.448,7	88
33.56.3 - Prescriptions et agréments techniques relatifs à la construction	cnd	3,8	3,0	0,5	13
33.56.4 - Organisation et sécurité du transport privé par route	cnd	309,6	297,3	157,9	51
	aa	5,5	5,4	4,5	82
33.56.7 - Transport et mobilité	cnd	2,0	2,0	0,7	35
Fonds : fonds spécial de couverture des dépenses dans le cadre du programme DRIVE					

I	I	I	I	I	I
Fonds 33-1	Engagement		Ordonnancement		
	budget	réalisation	budget	réalisation	
I solde au 1.1.1994	I 0,3 I	I 0,0 I	I 0,3 I	I 0,0 I	
I recettes	I 5,0 I	I 0,0 I	I 5,0 I	I 0,0 I	
I disponible	I 5,3 I	I 0,0 I	I 5,3 I	I 0,0 I	
I dépenses	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I	
I solde au 31.12.1994	I 5,3 I	I 0,0 I	I 5,3 I	I 0,0 I	

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)		Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
33.56.8 - Agréation des entrepreneurs	cnd	0,9	0,7	0,0	0
	aa	0,5	0,0	0,0	0
Totaux pour la division 56 :	cnd	887,0	850,5	632,4	71
	aa	7,9	7,2	4,6	58
	ce	2.379,9	1.581,0		
	co	1.658,6		1.449,5	87
	fen	0,0	0,0		
	fon	0,0		0,0	0
DIVISION 57 - OFFICE CENTRAL DES FOURNITURES					
33.57.0 - Programme de subsistance	cnd	244,8	241,4	198,6	81
33.57.1 - Modernisation de l'O.C.F.	cnd	6,9	6,9	1,7	25
Totaux pour la division 57 :	cnd	251,7	248,3	200,3	80
DIVISION 58 - CHARGES DU PASSE					
33.58.1 - Charges du passé	cnd	192,5	192,5	104,6	54
	co	925,0		360,0	39
Totaux pour la division 58 :	cnd	192,5	192,5	104,6	54
	co	925,0		360,0	39
TOTAL 33 MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE					
	cnd	100.445,3	101.537,8	98.804,8	98
	aa	27,8	25,9	14,5	52
	ce	2.390,1	1.586,9		
	co	2.608,7		1.826,0	70
	fen	3.000,0	3.000,0		
	fon	3.000,0		2.330,0	78

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

cnd : crédits non dissociés de l'année en cours
 aa : crédits non dissociés pour années antérieures
 ce : crédits dissociés d'engagement
 co : crédits dissociés d'ordonnement
 fen : crédits variables d'engagement
 fon : crédits variables d'ordonnement

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes		Crédits accordés	Utilisation engagement	Utilisation ordonnancement	Taux d'utilisation ordonnancement
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTION 51 - MINISTERE DES FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE					
DIVISION 40 - INTERIEUR					
51.40.1 - Communes	cnd	0,3	0,3	0,3	100
Totaux pour la division 40 :	cnd	0,3	0,3	0,3	100
DIVISION 41 - COMMUNICATIONS					
51.41.1 - BELGACOM	cnd	20,0	3,0	0,0	0
51.41.2 - La Poste	cnd	675,7	675,7	533,4	79
Totaux pour la division 41 :	cnd	695,7	678,7	533,4	77
DIVISION 42 - INFRASTRUCTURE					
51.42.1 - Logement social	cnd	1.324,6	1.324,3	1.324,3	100
51.42.3 - Crédit communal	cnd	1.245,0	1.237,7	1.237,7	99
Totaux pour la division 42 :	cnd	2.569,6	2.562,0	2.562,0	100
DIVISION 44 - AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT					
51.44.2 - Fonds belgo-congolais	cnd	565,0	565,0	565,0	100
Totaux pour la division 44 :	cnd	565,0	565,0	565,0	100

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
--	-------------------------	-------------------------------	-----------------------------------	--

DIVISION 45 - FINANCES

51.45.1 - Charges d'emprunts cnd 1.470.798,2 1.360.592,8 1.315.781,8 89

Fonds : prélèvements sur produits d'emprunts destinés à couvrir :

1° les dépenses effectuées dans le cadre d'opérations de gestion de la dette publique;

2° les remboursements effectués par anticipation;

3° les décaissements en capital résultant des fluctuations des cours de change, dans le cas de certains crédits à taux d'intérêt variable.

I	I	I	I	I
Fonds 51-1	Engagement	Ordonnancement		
	budget	I réalisation	budget	I réalisation
I solde au 1.1.1994	I 520,0 I	I 0,0 I	I 520,0 I	I 0,0 I
I recettes	I 1.096.610,0 I	I 978.395,3 I	I 1.096.610,0 I	I 978.395,3 I
I disponible	I 1.097.130,0 I	I 978.395,3 I	I 1.097.130,0 I	I 978.395,3 I
I dépenses	I 1.097.130,0 I	I 986.200,3 I	I 1.097.130,0 I	I 978.395,3 I
I solde au 31.12.1994	I 0,0 I	I -7.805,0 I	I 0,0 I	I 0,0 I

51.45.4 - Divers cnd 1.729,9 1.375,9 1.072,5 62
aa 64,9 64,8 63,3 98

Totaux pour la division 45 : cnd 1.472.528,1 1.361.968,7 1.316.854,3 89
aa 64,9 64,8 63,3 98
fen 1.097.130,0 986.200,3
fon 1.097.130,0 978.395,3 89

TOTAL 51 MINISTRE DES FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE cnd 1.476.358,7 1.365.774,7 1.320.515,0 89
aa 64,9 64,8 63,3 98
fen 1.097.130,0 986.200,3
fon 1.097.130,0 978.395,3 89

EXECUTION DU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 1994 (CREDITS DE 1994) AU 30/04/95

(en millions de francs)

Sections, Divisions et Programmes (1)	Crédits accordés (2)	Utilisation engagement (3)	Utilisation ordonnancement (4)	Taux d'utilisation ordonnancement (5)
TOTAUX GENERAUX				
	cnd 2.400.944,4	2.281.998,8	2.198.347,3	92
	aa 2.332,9	2.310,4	2.007,7	86
	ce 30.109,6	25.323,7		
	co 42.148,9		35.464,7	84
	fen 1.152.268,4	1.036.486,2		
	fon 1.151.978,4		1.026.831,6	89

**VOORAFBEELDING VAN DE
UITSLAGEN VAN DE UITVOERING
VAN DE STAATSBEGROTING VOOR
1994**

INHOUDSOPGAVE

	Blz.
	—
SYNTHETISCHE VOORSTELLING VAN HET VERSLAG VAN HET REKENHOF	186

DEEL I

HOOFDSTUK I — ALGEMENE SYNTHESE VAN DE UITSLAGEN VAN DE UITVOERING VAN DE BEGROTING VOOR 1994	192
A. De aanrekening op de begroting	192
B. De uitslagen op kasbasis	194
HOOFDSTUK II — DE ONTVANGSTEN	199
A. Algemeenheden	199
B. Totale ontvangsten	201
C. De rijksmiddelenontvangsten	202
D. De ontvangsten overgedragen aan de Gemeenschappen en de Gewesten	204
E. De aan de sociale zekerheid overgedragen ontvangsten (alternatieve financie- ring)	209
HOOFDSTUK III — DE UITGAVENKREDIETEN	214
A. De budgettaire gegevens	214
B. De Ministerraadsbeslissingen die in 1994 machtiging hebben verleend tot het verrichten van uitgaven boven de begrotingskredieten	216
HOOFDSTUK IV — DE UITGAVEN	219
A. Uitgaven op kredieten van 1994	219
B. Uitgaven op overgedragen kredieten van 1993	221
C. Kredietoverschrijdingen	223
HOOFDSTUK V — DE RIJKSSCHULD IN 1994	229
A. Uitstaand bedrag van de rijksschuld	229
B. Structuur van de rijksschuld	232
C. Rentelasten van de rijksschuld en impliciete rentevoet van de schuld	234

DEEL II

COMMENTAAR EN OPMERKINGEN BETREFFENDE DE PROGRAMMA'S VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING

Sectie 12 — Justitie	237
Sectie 13 — Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	246
Sectie 14 — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	250
Sectie 15 — Ontwikkelingssamenwerking	255
Sectie 16 — Landsverdediging	258
Sectie 17 — Gemeenschappelijke dienst en Rijkswacht	266
Sectie 18 — Financiën	268
Sectie 25 — Volksgezondheid en Leefmilieu	277
Sectie 31 — Landbouw	280
Sectie 32 — Economische Zaken	283
Sectie 33 — Verkeer en Infrastructuur	286

DEEL III — BIJLAGEN

De tabel van de uitgaven, per programma	288
Sectie 01 — Dotatiën	289
Sectie 11 — Diensten van de Eerste Minister	291
Sectie 12 — Justitie	295
Sectie 13 — Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	299
Sectie 14 — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	307
Sectie 15 — Ontwikkelingssamenwerking	311
Sectie 16 — Landsverdediging	313
Sectie 17 — Gemeenschappelijke dienst en Rijkswacht	317
Sectie 18 — Financiën	319
Sectie 21 — Pensioenen	322
Sectie 22 — Middenstand	325
Sectie 23 — Tewerkstelling en Arbeid	327
Sectie 24 — Sociale Voorzorg	332
Sectie 25 — Volksgezondheid en Leefmilieu	335
Sectie 31 — Landbouw	340
Sectie 32 — Economische Zaken	345
Sectie 33 — Verkeer en Infrastructuur	354
Sectie 51 — Rijksschuld	359

SYNTHETISCHE VOORSTELLING VAN HET VERSLAG VAN HET REKENHOF

Artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit bepaalt dat het Rekenhof, in de loop van de maand mei volgend op het begrotingsjaar, aan het Parlement een voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting voorlegt. Zij kan aanleiding geven tot een gemotiveerde motie tot voorlopige regeling van de begroting.

Zonder het definitief karakter te bezitten van de algemene rekening van de Staat geeft de voorafbeelding reeds een getrouw beeld van de uitvoering van de begroting.

Terwijl de kwijting die door de rekeningwet wordt gegeven het karakter bezit van een wezenlijk definitieve quitus, steunt de kwijting die de regering bekomt als gevolg van een met redenen omklede motie op nog voorlopige begrotingsresultaten en blijft ze derhalve precair : het Parlement zou ze kunnen herzien op grond van feiten die niet in de voorafbeelding zijn opgenomen en waarvan het pas later kennis krijgt, zoals bijvoorbeeld anomalieën of onregelmatigheden die het Rekenhof, door middel van zijn controle a posteriori op de talrijke uitgaven die niet aan zijn voorafgaand visum zijn onderworpen, aan het licht zou kunnen brengen na het neerleggen van de voorafbeelding.

* * *

Bij nadere analyse van de realisatiegraad van de ontvangstenramingen en van de uitgavenmachtigingen vervat in de begroting voor 1994, moeten enkele belangrijke vaststellingen worden gemaakt.

Hierna volgt een synthetisch beeld van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1994.

Ontvangsten 1994 (Rijksmiddelen) (in miljard BEF)		
	Aangepaste ramingen	Aangerekende ontvangsten
Fiscale ontvangsten	1.168,1	1.193,5
Niet-fiscale ontvangsten	188,5	181,9
TOTAAL	1.356,6	1.375,4

De **ontvangsten** van de Staat waren in 1994 hoger dan in 1993. Naast de niet-fiscale ontvangsten, die omvangrijk waren als gevolg van de opbrengsten van de verschillende vormen van privatiseringen, zijn de totale fiscale ontvangsten met 10,1 % aangegroeid terwijl het bruto nationaal produkt, tegen lopende prijzen, in de loop van dezelfde periode met 4,7 % toenam. Die gunstige evolutie, voor bijna alle soorten van belastingen, is een gevolg van de verhoging van de tarieven in verband met de uitvoering van het Globaal Plan en van de verbetering van de economische conjunctuur. Die omstandigheid had een

gunstige invloed, zij het in soms licht verschillende mate, op alle niveaus van de overheid. Dit resultaat stelde de federale Staat in de mogelijkheid ruimschoots de norm van de eenheidselasticiteit van de fiscale ontvangsten in acht te nemen. De regering had immers de verplichting op zich genomen de ontvangsten minstens in dezelfde mate te doen aangroeien als het bruto nationaal produkt.

In dat verband dient er evenwel op te worden gewezen dat de niet-fiscale ontvangsten van de federale Staat in 1994 met drie miljard BEF werden verhoogd door de storting door Belgacom op 27 december 1994 van zijn monopolievergoeding voor 1995. Die betaling die, volgens het beheerscontract, in driemaandelijke tranches op het einde van iedere periode is verschuldigd, werd op vraag van de minister tot 1994 vervroegd ; als tegenprestatie verbond de Staat er zich toe in 1995 aan Belgacom de door die vervroegde betaling gedeferde interestopbrengsten te storten.

Uitgaven 1994 (ordonnanceringen 1994 ten laste van de begroting 1994) (in miljard BEF)		
	Kredieten	Ordonnanceringen
Niet-gesplitste kredieten	2.403,3	2.200,4
Gesplitste kredieten	42,1	35,5
TOTAAL	2.445,4	2.235,9
Begrotingsfondsen		1.026,8
TOTAAL		3.262,7

De uitgaven zijn in 1994 globaal onder controle gebleven, ook al is de norm van reële nulgroei van de primaire uitgaven (zonder de rentelasten) die de regering had vastgesteld, licht overschreden : op kasbasis zijn die uitgaven met 3,3 % toegenomen, dat is 0,9 % (of 8,3 miljard BEF) meer dan de norm. De budgettaire uitgaven voor interestbetalingen bedroegen 691,7 miljard BEF in 1994, wat slechts 4,3 miljard BEF meer is dan vorig jaar. Als men ook rekening houdt met de interesten die rechtstreeks werd gekapitaliseerd door overdracht van titels zijn de rentelasten in 1994 zelfs verminderd (712,7 miljard BEF tegenover 725,5 miljard BEF in 1993).

Dit resultaat maakte het mogelijk de impliciete interestvoet tot 7,9 % te verminderen, een peil dat sedert vele jaren niet meer werd bereikt.

Het netto te financieren saldo, dat de nominale wijziging van de schuld als gevolg van de financiering van de budgettaire en de thesaurieverrichtingen weergeeft, bedroeg in 1994 313,1 miljard BEF, lichtjes beneden de doelstelling van de regering (315,1 miljard BEF).

Uit het onderzoek van de bewegingen van de staatskas blijkt evenwel dat dit resultaat werd beïnvloed door het feit dat de Staat op 31 december 1994 bepaalde ontvangsten in kas hield die het had geïnd voor rekening van derden en die het normaal in de loop van het jaar 1994 aan de rechthebbenden had moeten storten. Zo werd een bedrag van ongeveer 3 miljard BEF dat in het raam van haar alternatieve financiering aan de sociale zekerheid was verschuldigd, slechts in januari 1995 in plaats van in december 1994 gestort. Evenzo werden, zoals de voorgaande jaren, de fiscale ontvangsten betreffende november 1994 die de Staat voor rekening van de provincies en de gemeenten heeft geïnd en die in principe de daarop volgende maand moesten worden gestort, slechts in januari 1995 doorgestort. De positieve weerslag op de kastoestand van de Staat in 1994 als gevolg van het opnieuw toepassen van die praktijk was zelfs nog groter dan in 1993 ten belope van ongeveer 5 miljard BEF daar de aldus overgedragen stortingen betreffende november 1994 met dat bedrag die van november 1993 overtroffen.

De resultaten in uitgaven en ontvangsten geven aanleiding tot een vrij geringe nominale stijging van de bruto openbare schuld in 1994, vooral in vergelijking met 1993 (262,8 miljard BEF in 1994 tegenover 784,3 miljard BEF in 1993). Dit verschil moet echter gedeeltelijk worden toegeschreven aan de sterke vermindering van de schuldvariatie voortvloeiend uit verrichtingen buiten begroting : in tegenstelling tot 1993, waarin dit aandeel zeer hoog was (ingevolge belangrijke schuldovernames), was dit in 1994 beperkt tot slechts 66,9 miljard BEF. Bovendien heeft een wijziging in de omloop van de thesaurie-reserve van de Staat, die in de loop van 1994 is verminderd (- 117,2 miljard BEF), terwijl zij in 1993 was vermeerderd (+ 117 miljard BEF), eveneens bijgedragen tot het grote verschil tussen de wijzigingen van de brutoschuld in 1993 en 1994. Wat er ook van zij, de nominale aangroei van de rijksschuld in 1994 is de laagste die in meer dan tien jaar werd vastgesteld.

* * *

Het onderzoek van de uitvoering van de begroting is evenwel niet beperkt tot die algemene gegevens. Door de goedkeuring van de begroting verlenen de Wetgevende Kamers budgettaire machtigingen voor welbepaalde doelstellingen, die gepaard gaan met aanwendingsvoorwaarden en binnen een welbepaald wettelijk kader. De aktie die de regering in 1994 heeft gevoerd vergt commentaren die uitgebreid worden weergegeven in deel II en waarvan de meest frappante hierna volgen.

Vorig jaar had het Rekenhof erop gewezen dat de uitvoering van projecten die aan het Ministerie van Justitie waren toevertrouwd in het raam van het contract met de burger, traag verliep en dat met de tijd die voor het opstarten van de projecten noodzakelijk was, onvoldoende rekening was gehouden bij de raming van de kredieten. Het onderzoek van de uitgaven in 1994 bevestigt de traagheid die aan de dag wordt gelegd bij de tenuitvoerlegging ; zowel voor het contract met de burger als voor het meerjarenplan bleef de kredietaanwending gering. De voornaamste beleidsdoelstellingen werden vaak geheel of gedeeltelijk verwezenlijkt, doch met vertraging. De voornaamste oorzaken daarvan leken te zijn geweest dat vooraf talrijke wetgevende en reglementaire maatregelen dienden te

worden genomen en dat de aanwervingsprocedures voor het nodige aanvullend personeel stroef zijn. Thans is de normatieve en logistieke omkadering blijkbaar voor het grootste deel verwezenlijkt, zodat die projecten ten volle operationeel zouden moeten zijn in 1995. Anderzijds hebben de maatregelen waarin was voorzien voor de verhoging van de middelen en voor de financiering van het meerjarenplan - hoewel ze grotendeels werden verwezenlijkt - tot op heden niet het verhoopte rendement bereikt.

Voor het derde opeenvolgende jaar werden de kredieten voor het **BELEXTEL-project**, zijnde het geïntegreerd systeem van bureautica, telecommunicatie en informatica voor het **Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel**, nauwelijks aangewend. Dit vloeit voort uit het feit dat het geleverd systeem niet beantwoordt aan de gestelde eisen. Om hieraan te verhelpen keurde de Ministerraad op 3 maart 1995 een actieplan goed dat zou moeten toelaten het project af te werken.

In het kader van de vergoeding van de schade geleden door Belgen wier goederen werden **gezaïriseerd**, heeft de Staat voor 572,6 miljoen BEF uitgaven geordonnanceerd ten laste van de voor 1994 vrijgemaakte middelen op de begroting van het **Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel**. Dit bedrag had betrekking op 42 dossiers. Daarnaast zijn er, in afwachting van een uitspraak, nog dossiers hangende voor de rechtbanken.

Door het omvangrijke en ongedifferentieerde karakter van de onderscheiden basisallocaties van het programma "**Bilaterale samenwerking (Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking)**" en door de zeer beperkte verantwoording die ter zake werd opgenomen in de begrotingsdocumenten, is het quasi onmogelijk zich een oordeel te vormen over de graad van realisatie van de oorspronkelijke doelstellingen of over eventuele oorzaken die de realisatie van deze doelstellingen verhinderen.

Het Rekenhof geeft een overzicht van de uitgaven, in 1994, van het **Ministerie van Landsverdediging** met betrekking tot de onderhouds- en moderniseringscontracten van de F16-vliegtuigen ($\pm$ 2,2 miljard BEF). Deze uitgaven worden gedeeltelijk uitgevoerd ten laste van een orderekening van de thesaurie.

Daarnaast wijst het erop dat de uitvoering van de conditionele programma's van het Plan op Middellange Termijn afhankelijk was gesteld van het boeken van voldoende inkomsten in het kader van de verkoop van onroerende goederen en overtollig materieel. Alhoewel de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen en overtollig materieel niet volstond om de volledige kosten te dragen, besliste de Ministerraad toch een **regeringsvliegtuig** aan te kopen (project dat deel uitmaakte van het conditionele programma). De uitgave werd dan ook slechts gedeeltelijk aangerekend op de opbrengst van de verkoop van overtollig materieel (265,7 miljoen BEF) en voor het saldo op de beschikbare gewone kredieten van het ministerie (421 miljoen BEF). Het feit dat een uitgave van die omvang, alhoewel niet voorzien, kan worden aangerekend zonder enige kredietaanpassing, lijkt erop te wijzen dat de begrotingskredieten slecht worden geprogrammeerd en/of worden overschat.

Tevens leken de kredieten, ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Landsverdediging ten einde het hoofd te bieden aan de verplichtingen voor 1994 op het vlak van de **burgerlijke aansprakelijkheid** onderschat. Per einde augustus 1994 waren ze reeds zo goed als uitgeput. Dit had tot gevolg dat uitgaven werden uitgesteld tot 1995. De kredieten 1995 (72,6 miljoen BEF) waren per einde april 1995 reeds voor 98,8 % aangewend.

Teneinde een actuele controle te kunnen uitvoeren inzake de verrichtingen in het kader van de **vervreemding van overtollig materieel** van het Ministerie van Landsverdediging dringt het Rekenhof aan op een spoedige terbeschikkingstelling van de desbetreffende overeenkomsten of, op zijn minst, op een trimestrieel overzicht van de afgesloten overeenkomsten.

De supplementaire kosten veroorzaakt door de **humanitaire operaties** worden door het Ministerie van Landsverdediging voor de periode 1992-1994 geraamd op 9.781,2 miljoen BEF. Hiervan wordt 3.283,6 miljoen BEF (33,6 %) gefinancierd met bijdragen van derden ; het saldo, zijnde 6.497,6 miljoen BEF (66,4 %), komt ten laste van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging. In de begrotingsdocumenten 1992-1994 is er slechts sprake van 3 miljard BEF voorbehouden aan humanitaire operaties. Het saldo van $\pm$ 3,5 miljard BEF werd bekomen door interne compensaties op kredieten bestemd voor andere opdrachten of door gewone aanrekening op kredieten bestemd voor de normale opdrachten van de Krijgsmacht.

De bijdragen van derden (UNO, EU, ABOS) transiteren via een orderekening van de thesaurie, waar ze mogen worden aangewend tot dekking van uitgaven voortvloeiend uit de humanitaire operaties.

Voor de periode 1992-1994 werden er voor 2.946,4 miljoen BEF bijdragen geboekt op voormelde orderekening ; deze werden ten belope van 1.679,9 miljoen BEF aangewend. Het saldo van 1.266,5 miljoen BEF zou moeten dienen voor de aanzuivering van uitgaven verricht in het kader van de humanitaire operaties, voor de lasten van een observatieopdracht in ex-Joegoslavië (ECMM) of voor aankopen die door de Krijgsmachten wegens de kosten van die humanitaire operaties werden uitgesteld.

Het krediet in de begroting van het **Ministerie van Financiën** voor de tegemoetkomingen aan de **Nationale Delcrederedienst** voor de opdracht die het voor rekening van de Staat vervult is ten belope van ongeveer 900 miljoen BEF niet aangewend. Die heraanpassing in de vooruitzichten verliep in twee fasen. Naar aanleiding van de begrotingscontrole (zonder wijziging evenwel van de administratieve begroting) werd de geraamde staatssus-senkomst met 400 miljoen BEF verminderd na een herberekening van de premies en van de tussenkomst ten voordele van Algerije. De overige 500 miljoen BEF vloeien voort uit een winst op de terugvorderingen en uit een winst op de schadeloosstellingen van telkens 250 miljoen BEF, voornamelijk in de verrichtingen met de Filippijnen.

Het Rekenhof heeft eveneens een synthesetabel opgemaakt waarin de opbrengsten, per 30 april 1995, van de **afstand van de activa** en de verrichte uitgaven bij deze operaties zijn opgenomen. Er werd geen rekening gehouden met de andere ontvangsten of uitgaven

die uit die afstand van activa voortvloeien, zoals bijvoorbeeld de niet-fiscale ontvangsten die voorheen in de rijksmiddelenbegroting voorkwamen en niet langer door de instelling worden gestort als gevolg van haar privatisering.

De sedert verschillende jaren herhaalde onderschatting van de kredieten die zijn ingeschreven op de begroting van het **Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu** en die zijn bestemd voor de tegemoetkoming van de Staat in de **ligdagprijs**, heeft aanleiding gegeven tot een belangrijke achterstand. Zonder de technische problemen die de ziekenhuizen in de loop van het jaar 1994 hebben gekend voor de verzending van hun facturen, zou die achterstand, die op 31 december 1994 op 5.035,9 miljoen BEF werd geraamd, 8 miljard BEF hebben benaderd. Een van de elementen van die onderschatting is de onvoldoende inaanmerkingneming in de begroting van de bijkomende toelagen aan de universitaire ziekenhuizen zoals bepaald bij artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen. Die bijkomende toelagen kunnen voor 1994 op ongeveer 1.500 miljoen BEF worden geraamd.

Het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren, ingeschreven in de begroting van het **Ministerie van Landbouw**, heeft niet de middelen om de periodisch voorkomende **epizoöties van de klassieke varkenspest** te financieren. Daardoor moet er steeds beroep worden gedaan op extra-budgettaire middelen. Deze debudgetteringen moeten echter zoveel mogelijk worden vermeden. Een efficiëntere inning van de verplichte bijdragen kan deze doelstelling helpen realiseren.

Het nieuwe Fonds voor de **Controle van de Aardolieprodukten**, dat is ingeschreven in de begroting van het **Ministerie van Economische Zaken** en is bestemd voor het inrichten van een adequaat systeem voor het controleren van de kwaliteit van die produkten, is voor het tweede opeenvolgende jaar inactief gebleven wegens het ontbreken van de vereiste reglementaire bepalingen.

Voor hetzelfde departement blijkt bovendien dat het **saneringsplan van het kernpark van de ex-maatschappij Eurochemic** zal moeten worden herzien ten einde binnen de grenzen te blijven van de oorspronkelijke vastlegging van 4.405 miljoen BEF, uitgetrokken voor de periode 1989-2000, overeenkomstig het akkoord van 19 december 1990 dat met de elektriciteitsproducenten is afgesloten.

Tot op heden is geen enkel akkoord tot stand gekomen met het oog op de actualisering van dat plan waarvan de uitvoering, volgens een raming van 1994, een meerkost van 1.198 miljoen BEF met zich zou brengen.

Incoherent beheer van het programma "**Werken voor Europese en internationale instellingen**" van het **Ministerie van Verkeer en Infrastructuur**, heeft geleid tot een onderbreking van de betaling der werken, gedurende bijna vier maand, zodat aanzienlijke verwijlinteressen waren verschuldigd. Sedert de aanvang der werken in 1986 werd meer dan 49 miljoen BEF aan verwijlinteressen betaald.

DEEL I

HOOFDSTUK I : ALGEMENE SYNTHESE VAN DE UITSLAGEN VAN DE UITVOERING VAN DE STAATSBEGROTING VOOR 1994

A. DE AANREKENING OP DE BEGROTING

De uitslagen van de uitvoering van de begroting voor 1994 zoals ze in deze voorafbeelding zijn opgenomen, zijn op basis van de gegevens beschikbaar op 30 april 1995 vastgesteld op 2.635,6 miljard BEF aan ontvangsten, waarvan 1.375,4 miljard BEF aan lopende en kapitaalontvangsten, en wat de uitgaven betreft, op 3.346,1 miljard BEF aan vastleggingen (1) en 3.295,6 miljard BEF aan ordonnancerings (2), waarvan 1.695,2 miljard BEF voor lopende en kapitaaluitgaven.

In de tabellen 1.1, 1.2 en 1.3 hierna is een eerste confrontatie van die uitslagen met de ramingen opgenomen. Een meer gedetailleerde informatie van elk element is in de volgende hoofdstukken terug te vinden.

TABEL 1.1. - ONTVANGSTEN (in miljard BEF)				
	GERAAMDE ONTVANGSTEN (1)	AANGEREKENDE ONTVANGSTEN (2)	VERSCHIL	REALISATIE- GRAAD
Lopende en kapitaalontvangsten	1.356,6	1.375,4	+ 18,8	101,4 %
waarvan - niet-geaffecteerde	1.303,8	1.323,4	+ 19,6	
- geaffecteerde (3)	52,8	52,0	- 0,8	
Leningopbrengsten (4)	2.159,6	1.260,2	- 899,4	58,4 %
waarvan - niet-geaffecteerde	1.063,0	281,8	- 781,2	
- geaffecteerde (3)	1.096,6	978,4	- 118,2	
TOTAAL	3.516,2	2.635,6	- 880,6	75,0 %
waarvan - niet-geaffecteerde	2.366,8	1.605,2	- 761,6	
- geaffecteerde (3)	1.149,4	1.030,4	- 119,0	

(1) Wet van 11 juli 1994 houdende aanpassing van de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1994.

(2) Zie hoofdstuk II, tabel 2.1.

(3) De geaffecteerde ontvangsten worden toegewezen aan organieke begrotingsfondsen (Cfr. Tabel van de uitgaven in Deel III-Bijlagen).

(4) Inzake leningopbrengten wordt in de rijksmiddelenbegroting alleen de opbrengst van de geconsolideerde leningen geregistreerd (Cfr. Algemene Toelichting 1993 ; Parl. St. Kamer, nr. 663/1 - 91/92, p. 8). De opbrengst van de vlottende schuld wordt extra-budgettair via rekeningen voor orde van de Thesaurie geregistreerd. Bovendien worden traditioneel in de algemene toelichting en de rijksmiddelenbegroting de verrichtingen van omruiling van de klassieke leningen in lineaire obligaties niet vermeld bij de aflossingen en terugbetalingen. Dit verklaart het verschil tussen de geraamde en de aangerekende ontvangsten.

1) Inclusief de uitgaven op de kredieten voor vorige jaren.

2) Inclusief de uitgaven op de kredieten voor vorige jaren.

TABEL 1.2. - UITGAVEN (in miljard BEF)				
VASTLEGGINGEN : verbintenissen ten laste van de Staat aangegaan in de loop van het begrotingsjaar				
	KREDIETEN (1)	VASTLEGGINGEN (2)	VERSCHIL	BENUTTI- GINGSGRAAD
Kredieten van het begrotingsjaar :				
Niet-gesplitste kredieten	2.403,3	2.284,3	119,0	95,0 %
Vastleggingskredieten	30,1	25,3	4,8	84,1 %
TOTAAL	2.433,4	2.309,6	123,8	94,9 %
Begrotingsfondsen		1.036,5		
TOTAAL		3.346,1		

(1) Zie hoofdstuk III en de tabel van de uitgaven in Deel III - Bijlagen.

(2) De opgenomen cijfers zijn de vastleggingen zoals ze werden ingeschreven in de gegevensbank van de comptabiliteit van de Staat bij de Administratie van de Thesaurie.

TABEL 1.3. - UITGAVEN (in miljard BEF)				
ORDONNANCERINGEN : aanzuivering in de loop van het begrotingsjaar van verbintenissen aangegaan in dat jaar of in vroegere jaren.				
	KREDIETEN (1)	ORDONNANCE- RINGEN	VERSCHIL	BENUTTIGINGS- GRAAD
Kredieten overgedragen van het vorige jaar :	279,6	32,9	246,7	11,8 %
Kredieten van het begrotingsjaar :				
Niet-gesplitste kredieten	2.403,3	2.200,4	202,9	91,6 %
Ordonnanceringskredieten	42,1	35,5	6,6	84,3 %
TOTAAL	2.725,0	2.268,8	456,2	83,3 %
Begrotingsfondsen		1.026,8		
TOTAAL		3.295,6		
waarvan - Aflossingen en terugbetalingen (2)		1.600,4		
- Lopende en kapitaal-uitgaven		1.695,2		

(1) Zie hoofdstuk III en de tabel van de uitgaven in Deel III - Bijlagen.

(2) Het bedrag van 1.600,4 miljard BEF aflossingen en terugbetalingen kan als volgt worden opgesplitst :

- op kredieten van het begrotingsjaar : 1.599,5 miljard BEF :

waarvan 0,08 miljard BEF Sectie 31 - "Landbouw", afdeling 52, programma 4, fonds 31-1 "Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren"

0,9 miljard BEF Sectie 31 - "Landbouw", afdeling 53, programma 4

620,1 miljard BEF Sectie 51 - "Rijksschuld", afdeling 45, programma 1

978,4 miljard BEF Sectie 51 - "Rijksschuld", afdeling 45, programma 1, fonds 51-1 "Kosten van leningen"

- op overgedragen kredieten : 0,9 miljard BEF :

0,9 miljard BEF Sectie 51 - "Rijksschuld", afdeling 45, programma 1.

De uitslagen in de voorafbeelding zijn voorlopige uitslagen. Zij betreffen de aanwending van de door de begroting toegestane kredieten als een machtigingsakte. De definitieve uitslagen zullen pas zijn gekend bij het opstellen van de algemene rekening van de Staat en het neerleggen van het wetsontwerp houdende eindregeling van de begroting. Slechts op dat ogenblik kan een echt begrotingsresultaat worden bepaald.

Het is trouwens niet mogelijk om louter op grond van deze gegevens een begrotingssaldo te willen vaststellen. De aangerekende ontvangsten stemmen weliswaar overeen met kasgegevens, doch de ordonnancerings hebben betrekking op boekhoudkundige verrichtingen die verschillen van die van de effectieve betaling. Bovendien zijn het niet alleen de ordonnancerings ten laste van de begroting 1994 die aanleiding hebben gegeven tot kasbewegingen in de loop van het jaar : er werden ook betalingen verricht die voortvloeien uit ordonnancerings die nog moesten worden aangerekend op kredieten overgedragen van 1993 en zelfs 1992. Het is derhalve verkieslijk om, voor de vaststelling van een begrotingssaldo, afstand te nemen van de gegevens betreffende de uitvoering van de begroting 1994 en veeleer de aandacht toe te spitsen op de kasresultaten zoals hierna weergegeven.

B. DE UITSLAGEN OP KASBASIS. (3)

Het netto te financieren saldo in 1994, 313,1 miljard BEF, ondervond de invloed van de gunstige evolutie van het begrotingssaldo. De totale fiscale ontvangsten zijn in 1994 met 10 % op kasbasis toegenomen terwijl de primaire uitgaven in reële termen met 0,9 % zijn gestegen. Niettemin moet worden gewezen op geanticiperde kasontvangsten en uitgestelde kasuitgaven. Daarnaast moet de rubriek thesaurieverrichtingen met de nodige omzichtigheid worden benaderd.

De financiële afwikkeling van de begrotingsverrichtingen, het **begrotingssaldo**, vertoonde in 1994 een tekort van 296,9 miljard BEF (1.373,3 miljard BEF ontvangsten - 1.670,2 miljard BEF uitgaven) tegenover 365,2 miljard BEF in 1993 wat een verbetering inhoudt van 68,3 miljard BEF. Deze verbetering is in belangrijke mate gerealiseerd langs de ontvangstenzijde. Dit komt duidelijk tot uiting bij de evaluatie van de begrotingsnormen.

Op kasbasis werd de eenheidselasticiteit van de fiscale ontvangsten t.o.v. het bruto nationaal produkt (4) overtroffen. De onderstaande tabel geeft hiervan een overzicht. Hierbij moet rekening worden gehouden met een inflatie in 1994 van 2,4 % (5) en een reële

3) De in dit artikel vermelde uitslagen zijn voornamelijk geput uit de maandelijksse schatkisttoestand voor de maand december 1994 opgesteld door de Administratie van de Thesaurie van het Ministerie van Financiën en waarvan een synopsis werd gepubliceerd in het Belgisch staatsblad van 2 maart 1995.

4) Dit wil zeggen : gelijke procentuele wijzigingen.

5) Bron : Federaal Planbureau, Economische vooruitzichten 1995, Begrotingscontrole 1995, Brussel, februari 1995.

groei van de economie, gemeten aan het B.N.P., van 2,3 % (6).

(in miljard BEF)

FISCALE ONTVANGSTEN	1993	1994	Verschil	Verschil in %
Fiscale ontvangsten zonder alternatieve financiering van de sociale zekerheid	1.932,0	2.050,7	+118,7	+6,1
Alternatieve financiering van de sociale zekerheid	2,7	79,6	+76,9	
TOTAAL	1.934,7	2.130,3	+195,6	+10,1

Naast de fiscale ontvangsten valt ook bij de niet-fiscale begrotingsontvangsten in 1994 een belangrijke meerontvangst te noteren : 179,8 miljard BEF in 1994 (7) tegenover 136,3 miljard BEF in 1993. Bij deze opbrengst is reeds de monopolierente voor 1995 van Belgacom voor een bedrag van 3 miljard BEF opgenomen. In tegenstelling tot de betalingsmodaliteiten voorzien in het beheerscontract tussen de federale overheid en Belgacom waarbij de monopolierente in trimestriële schijven en op het einde van elke periode moet worden gestort, heeft Belgacom, op verzoek van Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, een bedrag van 3 miljard BEF als monopolierente voor 1995 aan de schatkist overgemaakt op 27 december 1994. Als tegenprestatie voor deze vervroegde betaling geniet Belgacom interest op dit bedrag van 3 miljard BEF tegen de interbankenrentevoet (BIBOR) op 3, 6, 9 en 12 maand. (8)

In 1994 bedroegen de primaire uitgaven op kasbasis 978,5 miljard BEF tegenover 947,4 miljard BEF in 1993. Dit betekent een procentuele toename met 3,3 % wat 0,9 % of 8,3 miljard BEF boven de reële nulgroei (9) uitkomt.

De budgettaire interestuitgaven bedroegen in 1994, op kasbasis, 691,7 miljard BEF of 4,3 miljard BEF meer dan in 1993.

In 1993 werd een bedrag van 12,4 miljard BEF boekhoudkundige winsten, gerealiseerd bij de omruiling van klassieke obligaties tegen lineaire obligaties, aangewend voor

6) Bron : Ministerie van Economische Zaken, Conjunctuurbrief, Brussel, maart 1995.

7) Bedrag bepaald op basis van de gegevens opgenomen in de begrotingscomptabiliteit op 31 december 1994.

8) Nota van 20 december 1994 met referte 09/12/371, van de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven gericht aan Belgacom.

9) Reële nulgroei betekent dat de procentuele toename van de uitgaven niet groter mag zijn dan de inflatie.

interestuitgaven terwijl die budgettaire als delgingsuitgaven werden aangerekend (10).

Met artikel 2.51.4 van de wet van 11 juli 1994 houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 (11) werd deze regeling uitgebreid tot de uitgiftepremies verbonden aan uitgaven in Belgische frank.

In tegenstelling tot 1993 werd hierbij in 1994 echter geen boekhoudkundige winst maar een verlies van 8,747 miljard BEF genoteerd. In uitvoering van de aangehaalde begrotingsbepaling werd dit verlies budgettaire ten laste gelegd van een basisallocatie voor rente van de staatsschuld en is dus een deel van het supra vermelde bedrag van 691,7 miljard BEF budgettaire interestuitgaven met als tegenpost een aanrekening als leningopbrengst. Er moet worden opgemerkt dat deze aanrekeningen niet gepaard zijn gegaan met eigenlijke geldbewegingen van de schatkist. Zij geven wel uitdrukking aan een minderontvangst bij schuldverrichtingen ten gevolge van het uitgifte- en omruilingsverlies.

Er moet worden aangestipt dat in 1994 voor 22,1 miljard BEF interestlasten werden gekapitaliseerd tegen 32,9 miljard BEF in 1993.

Het netto te financieren saldo van de federale overheid bedroeg in 1994, 313,1 miljard BEF wat 16,2 miljard BEF meer is dan het begrotingssaldo op kasbasis. Dit supplementair tekort is te wijten aan de thesaurieverrichtingen (7,0 miljard BEF) en aan de uitgifte- (1,8 miljard BEF) (12) en delgingsverschillen (7,4 miljard BEF).

Het belangrijke bedrag aan delgingsverliezen (- 7,4 miljard BEF) is voornamelijk te wijten aan de uitoefening van de mogelijkheid tot vervroegde terugbetaling van bepaalde leningen (call-options) boven pari, in het kader van het schuldbeheer.

De rubriek "thesaurieverrichtingen" bevat de "verrichtingen op derdengelden" en de "andere schatkistverrichtingen". Afhankelijk van hun comptabele afwikkeling kunnen een aantal verrichtingen bij één van beide subrubrieken zijn ondergebracht. Hierdoor is het moeilijk om de financiële weerslag van de eigenlijke werking van de federale overheid te meten. Binnen de thesaurieverrichtingen als geheel springen echter een paar elementen in het oog.

10) In uitvoering van artikel 2.51.1 van de wet van 6 augustus 1993 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993 (B.S. van 8 september 1993).

11) B.S. van 11 augustus 1994.

12) Afgezien van de reeds behandelde uitgifte- en delgingsverliezen ten belope van 8,747 miljard BEF.

Het stelsel van de interestprorata's bij lineaire obligaties (13) heeft in de loop van 1994 aanleiding gegeven tot een nettokasuitgave van 9,5 miljard BEF.

In 1994 heeft de schatkist een nettokasuitgave verricht van 20,8 miljard BEF ten gunste van de Europese Unie. In 1992 en 1993 bedroegen die kasuitgaven respectievelijk 3,8 miljard BEF en 11,9 miljard BEF (14). Deze nettokasuitgave is de resultante van alle bewegingen in en uit de schatkist in het kader van de medewerking die België verleent aan de werking van de Europese Unie. Traditioneel wordt in de maandelijksse schatkisttoestand, opgesteld door de Administratie van de Thesaurie van het Ministerie van Financiën, in de rubriek "derdengelden" enkel melding gemaakt van de kasuitgaven of -ontvangsten aangerekend op dat deel van de totale geldbewegingen dat reeds als "derdengelden-Europese Unie" is aangeduid. Het resultaat van deze "derdengelden-Europese Unie" in 1994 is een nettokasontvangst van 5 miljard BEF.

In het kader van de alternatieve financiering van de sociale zekerheid werd een bedrag van 3 miljard BEF pas begin januari 1995 i.p.v. in de loop van december 1994 naar het fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid doorgestort (14).

Net zoals de voorbije jaren werden de fiscale ontvangsten voor de gemeenten en de provincies van de maand november 1994 niet in de maand december 1994 maar wel begin januari 1995 doorgestort (14). De handhaving van deze betwistbare ingreep had twee gevolgen.

- De positieve invloed op de kastoestand per einde december van de eerste toepassing bleef behouden.
- De fiscale ontvangsten voor de gemeenten en de provincies van de maand november 1994 zijn echter met 5 miljard BEF toegenomen in vergelijking met die van november 1993. Deze meerontvangst bevond zich dus in de staatskas op 31 december 1994.

In het navolgende schema wordt een overzicht gegeven van de bronnen van de variatie van de rijksschuld in 1994 waarvan de financiering van het netto te financieren saldo de belangrijkste is. De andere oorzaken van de schuldvariatie zijn veel minder belangrijk dan dat in 1993 het geval was (66,9 miljard BEF in 1994 tegenover 291,0 miljard BEF in 1993 (15)). Opvallend hierbij is de ombuiging van de post wisselverschillen van een verlies van 54,5 miljard BEF in 1993 naar een winst van 18,3 miljard BEF in 1994. Voor de twee jaren samen betekent dit echter nog steeds een verlies van 36,2 miljard BEF.

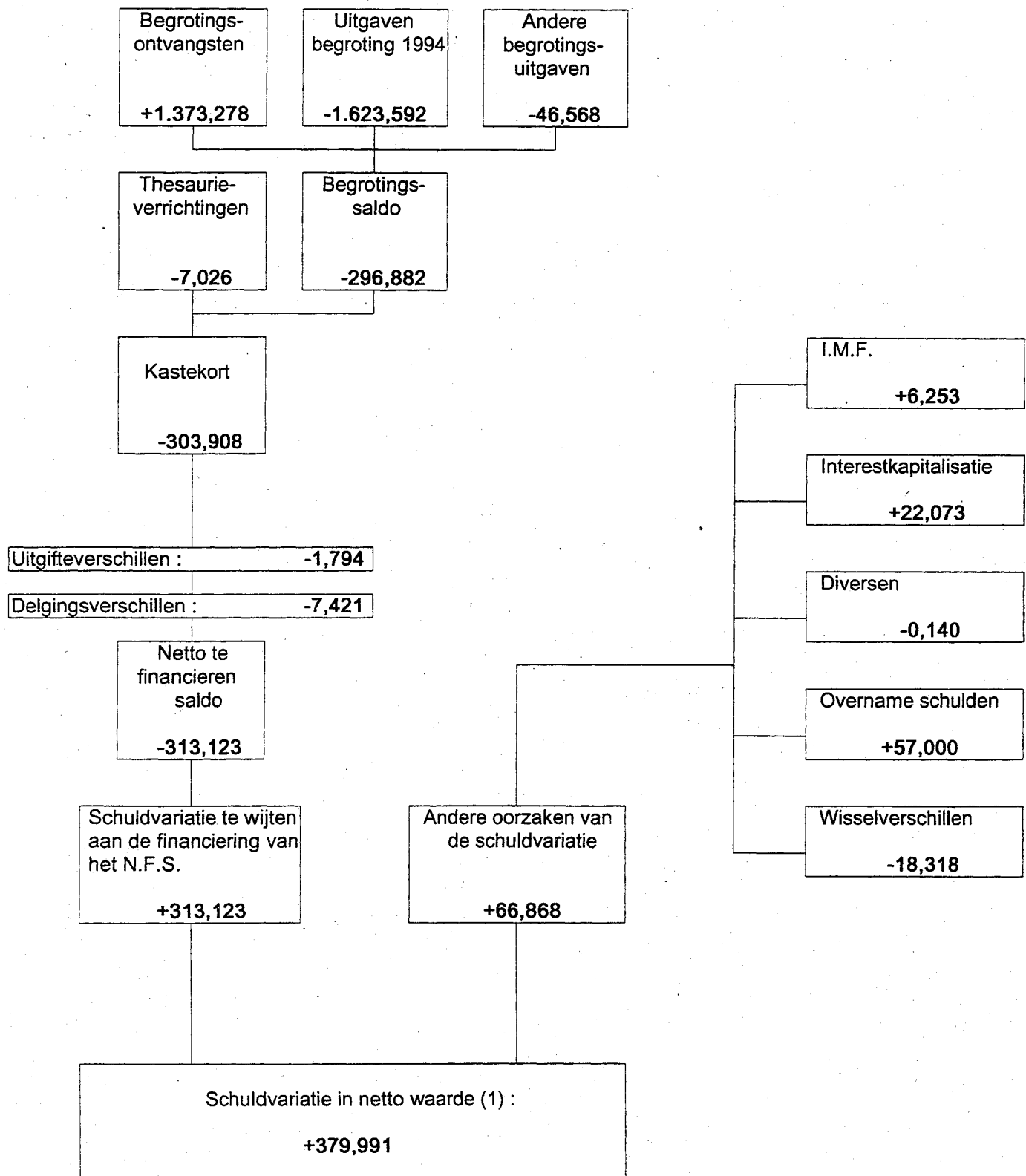
13) Bij lineaire obligaties valt de aanvang van de renteperiode meestal niet samen met de intekendatum. In dergelijke gevallen stort de inschrijver de reeds gelopen interest in de schatkist om ze bij de eerstvolgende vervaldag terug te ontvangen omdat dan de interest voor de volledige renteperiode wordt uitgekeerd.

14) Resultaten bepaald op basis van de aanrekeningen in de schrifturen van het Rekenhof.

15) Cf. "Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting voor 1993", Parl. Stuk, nr. 1423/1-93/94 (Kamer), 1074-1 (1993-1994) (Senaat), blz. 193.

VERRICHTINGEN VAN DE SCHATKIST IN 1994

(op kasbasis - in miljarden BEF)



(1) zonder thesauriebeleggingen

HOOFDSTUK II - DE ONTVANGSTEN

A. Algemeenheden

Onder totale ontvangsten wordt verstaan het geheel van lopende of kapitaalontvangsten, fiscale of niet-fiscale, die de federale Staat voor eigen rekening of voor rekening van andere overheden int, met uitzondering van de opcentiemen en opdecimen die worden geïnd ten voordele van de plaatselijke overheidsdiensten.

De rijksmiddelenontvangsten worden bekomen door van de totale ontvangsten de fiscale en niet-fiscale ontvangsten af te trekken die dienen voor de financiering van andere overheden dan de federale overheid, te weten de afhoudingen verricht in hoofde van ontvangsten die worden afgestaan aan de Europese Unie, toegewezen of geristorneerd aan de Gemeenschappen en de Gewesten en overgeheveld naar de sociale zekerheid.

Het Rekenhof onderzoekt achtereenvolgens de evolutie van de totale ontvangsten ten opzichte van 1993 (B), de aangerekende rijksmiddelenontvangsten tegenover de vooruitzichten (C), de ontvangsten overgedragen aan de Gemeenschappen en de Gewesten (D) en de aan de sociale zekerheid overgedragen ontvangsten (E). Hiermee wordt een overzicht gegeven van het geheel aan activiteiten, met betrekking tot de inning en de verdeling van belastingen over de verschillende beleidsniveaus, van het federale Ministerie van Financiën.

De hierna volgende tabel geeft ondermeer een synthese van de ontvangsten in 1993 en 1994 en van hun evolutie.

(in miljard BEF)	1993	1994	verschil in %
Totale ontvangsten (waarvan fiscale ontvangsten)	2.103,9 (1.934,7)	2.324,3 (2.130,3)	+ 10,4 (+ 10,1)
Aan de Europese Unie afgestane ontvangsten	77,9	85,5	+9,8
Aan de Gemeenschappen en de Gewesten toegekende ontvangsten			
- eigen fiscale ontvangsten en toegekende gedeelten van belastingen	720,8	771,6	+7,0
- ontvangsten van kijk- en luistergeld (*)	22,2	12,1	-
Aan de sociale zekerheid toegewezen ont- vangsten	13,9	79,6	+ 573,4
Rijksmiddelenontvangsten (waarvan fiscale ontvangsten)	1.269,1 (1.133,3)	1.375,4 (1.193,5)	+ 8,4 (+ 5,3)
BNP in lopende prijzen(**)	7.318,3	7.662,0	+4,7

(Om reden van afronding kunnen de totalen verschillen van de som der elementen).

(*) : Sedert juni 1994 wordt de opbrengst van het kijk- en luistergeld rechtstreeks aan de Gemeenschappen gestort en passeert ze niet meer via de federale thesaurie.

(**) : Bron : economische begroting van het Planbureau - begrotingscontrole 1995.

Er dient te worden opgemerkt dat het groeipercentage van de ontvangsten in 1994 duidelijk hoger ligt dan dat van het voorgaande jaar (10,4% tegenover 4,1% in 1993).

Hierna (B) worden de oorzaken van die evolutie bondig van commentaar voorzien.

Er wordt aan herinnerd dat de totale fiscale ontvangsten ook sneller zijn toegenomen dan het BNP. Daaruit volgt dat de minimumnorm inzake eenheidselasticiteit van de ontvangsten die de regering in aanmerking had genomen, voor het jaar 1994, ook werd bereikt.

Alhoewel de totale ontvangsten globaal genomen aanzienlijk zijn gegroeid, was het percentage van die groei niet op alle niveaus van de centrale overheid hetzelfde.

In 1994 werd de sociale zekerheid voor een deel gefinancierd door de toewijzing van de middelen die vrijkwamen door de tenuitvoerlegging van het globaal plan (bijdrage op energie, aanvullende crisisbijdrage, middelen afkomstig van de indirecte belastingen en van de opbrengst van de roerende en onroerende goederen). Deze alternatieve financiering vertegenwoordigt, in 1994, 78,9 miljard BEF en vult de algemene financieringsbronnen van de sociale zekerheid en de budgettaire Staatstussenkomst (231 miljard BEF) aan. Deze alternatieve financiering stemt overeen met ongeveer 5,5 % van de totale financiering van de algemene stelsels voor werknemers en zelfstandigen.

In tegenstelling tot voorgaande jaren zijn de middelen van de federale overheid (rijksmiddelen) sterker gestegen (+ 8,4 %) dan de middelen die met toepassing van de bijzondere financieringswet aan de Gemeenschappen en de Gewesten zijn toegewezen (+ 7 %, afgezien van het kijk- en luistergeld dat sinds juni 1994 niet meer door de federale thesaurie wordt geïnd). Een analyse wijst echter uit dat dit gunstige resultaat moet worden toegeschreven aan een sterke stijging van de niet-fiscale ontvangsten (+ 33 %) terwijl de spontane evolutie van de fiscale ontvangsten en de weerslag van de aanvullende maatregelen die buiten het globaal plan werden genomen voor de federale Staat uiteindelijk tot een gematigde stijging van zijn fiscale middelen hebben geleid (+ 5,3 %).

B. Totale ontvangsten.

(in miljard BEF)			
	1993	1994	Vershil
<u>Lopende ontvangsten</u>			
<u>Fiscale ontvangsten</u>			
- directe belastingen	1.094,8	1.217,8	+ 123,0
- indirecte belastingen :			
douane en accijnzen	209,3	230,0	+ 20,7
B.T.W. en registratie	607,6	658,4	+ 50,8
TOTAAL	1.911,7	2.106,2	+ 194,5
<u>Niet-fiscale ontvangsten</u>	167,1	183,4	+ 16,3
Totaal lopende ontvangsten	2.078,8	2.289,6	+ 210,8
<u>Kapitaalontvangsten</u>			
<u>Fiscale ontvangsten</u>	22,9	24,1	+ 1,2
<u>Niet-fiscale ontvangsten</u>	2,2	10,6	+ 8,4
Totaal kapitaalontvangsten	25,1	34,7	+ 9,6
ALGEMEEN TOTAAL	2.103,9	2.324,3	+ 220,4

Bron : Ministerie van Financiën, Thesaurie.

De totale fiscale ontvangsten zijn in 1994 met 10,1 % toegenomen. Die gunstige evolutie voor bijna alle soorten belastingen is hoofdzakelijk het gevolg van de verhoogde tarieven die ter uitvoering van het globaal plan werden goedgekeurd en ook van een opleving van de economische conjunctuur.

Wat de directe belastingen betreft, leveren de fiscale ontvangsten een meeropbrengst van 123 miljard BEF op (+ 11,2 %).

De roerende voorheffing op dividenden stijgt met 2,4 miljard BEF (+ 7,1 %) in vergelijking met 1993 ; die stijging is het gevolg van het anticiperen door de bedrijven op de winstvooruitzichten voor het jaar 1994.

De roerende voorheffing op de overige inkomsten vertoont ook een toename met 11,9 miljard BEF (+ 17,7 %) in vergelijking met het voorgaande jaar. Die groei is gedeeltelijk toe te schrijven aan de stijging van de voorheffing van 10,30 % naar 13,39 % per 1 januari 1994.

De omvang van de aangroei van de ontvangsten uit de voorafbetalingen is inzonderheid de uiting van het herstel van de winstvooruitzichten van de bedrijven in 1994 (+ 28,1 miljard BEF in vergelijking met 1993, dus + 13,6 %).

De ontvangsten inzake bedrijfsvoorheffing (+ 60,7 miljard BEF in vergelijking met 1993) werden gunstig beïnvloed door het effect over het hele jaar van de aanvullende crisisbijdrage alsook door de verlenging in 1994 van de gedeeltelijke niet-indexering van de belastingschalen. Deze ontvangsten blijven echter lager (- 19,3 miljard BEF) dan de aanpassing van de vooruitzichten die werd uitgevoerd naar aanleiding van de begrotingscontrole van maart 1994, waarbij werd uitgegaan van een spontane groei van de personenbelasting met 4,7 % alsook van een aanvullende weerslag van de fiscale maatregelen inzake bedrijfsvoorheffing die op 28,5 miljard BEF werd geraamd. Dat verschil moet worden toegeschreven aan een geringere toename van de belastbare basis ingevolge de zwak presterende arbeidsmarkt en de loonmatiging.

De inkohieringen van de personenbelasting vertonen een duidelijke verbetering in vergelijking met 1993 (+ 13,1 miljard BEF) toen er heel wat terugbetalingen dienden te worden uitgevoerd.

Voor de vennootschapsbelasting heeft de verbetering die in 1993 inzake de ingekohierde bedragen werd vastgesteld, zich in 1994 doorgezet.

De opbrengst van de indirecte belastingen werd in ruime mate beïnvloed door de verhoging van de tarieven waartoe in het raam van het globaal plan werd beslist.

De accijnzen stijgen met 16,5 miljard BEF (+ 9,4 %) hoofdzakelijk wegens de hogere taksen op sigaretten en brandstoffen alsook wegens het aanvullend effect van de bijdrage op energie, die in de loop van 1993 van kracht is geworden.

Inzake de B.T.W. werden er voor 45,4 miljard BEF meer ontvangsten geboekt (+ 8,4 %) na de verhoging van het normale belastingpercentage, dat op 1 januari 1994 van 19,5 naar 20,5 % is gestegen.

De niet-fiscale lopende en kapitaalontvangsten stijgen ook (+ 24,7 miljard BEF in vergelijking met 1993), ondanks het feit dat het kijk- en luistergeld sedert juni 1994 rechtstreeks aan de Gemeenschappen wordt gestort en niet meer in de totale ontvangsten wordt opgenomen.

C. De rijksmiddelenontvangsten

De lopende en kapitaalverrichtingen waardoor de federale Staat wordt gefinancierd, en die als zodanig in de rijksmiddelenbegroting worden geboekt, bedragen 1.375,4 miljard BEF in 1994, d.w.z. 18,8 miljard BEF meer (1,4 %) dan de aangepaste vooruitzichten voor dat jaar.

De lopende fiscale ontvangsten bedragen 1.193,5 miljard BEF ; zulks betekent een meeropbrengst van 25,4 miljard BEF (+ 2,2 %) in vergelijking met de vooruitzichten bij de begrotingscontrole. Die gunstige evolutie situeert zich zowel op het vlak van de directe belastingen (+ 1,6 %) als dat van de indirecte belastingen, inzonderheid de B.T.W. (+ 7,8 %).

De niet-fiscale ontvangsten werden nog beïnvloed door de uitzonderlijke opbrengst van de privatiseringen (50 miljard BEF). Hoewel die ontvangsten duidelijk hoger liggen dan in 1993 (+ 33 %), blijven ze echter beneden de aangepaste vooruitzichten voor 1994 (- 3,5 %).

Tot besluit dient te worden gewezen op de sterke stijging van de fiscale en niet-fiscale ontvangsten in 1994 die de groeivooruitzichten in hun geheel bevestigt die bij de herziening van de begrotingsramingen werden gehanteerd.

TABEL 2.1. - ONTVANGSTEN 1994 (in miljoen BEF)			
Aard van de ontvangsten	Aangepaste ramingen (1)	Aangerekende ontvangsten (2)	Vershil tussen de aangerekende ontvangsten en de ramingen (2) - (1)
1. <u>Lopende ontvangsten</u>			
Sectie I - Fiscale ontvangsten			
Directe belastingen	778.292	790.473	12.181
Douane en accijnzen	173.360	175.014	1.654
B.T.W. en registratierechten	216.422	228.009	11.587
Totaal	1.168.074	1.193.496	25.422
Sectie II - Niet-fiscale ontvangsten	177.460	171.272	- 6.188
TOTAAL LOPENDE ONTVANGSTEN	1.345.534	1.364.768	19.234
2. <u>Kapitaalontvangsten</u>			
Sectie I - Fiscale ontvangsten	-	-	-
Sectie II - Niet-fiscale ontvangsten	11.058	10.597	- 461
TOTAAL KAPITAALONTVANGSTEN	11.058	10.597	- 461
3. <u>ALGEMEEN TOTAAL</u>	1.356.592 (52.758) *	1.375.365 (51.961)*	18.773 (- 797) *
4. <u>Leningopbrengsten</u>	2.159.573 (1.096.610)*	1.260.174 (978.395)*	- 899.399 (- 118.215)*
* (waarvan geaffecteerde ontvangsten)			

Noten bij tabel 2.1.

Bronnen : aangepaste rijksmiddelenbegroting 1994
maandelijke schatkisttoestanden - Ministerie van Financiën

Kolom (1) : aangepaste ramingen van de rijksmiddelenbegroting voor 1994
Kolom (2) : in het begrotingsjaar 1994 ten gunste van de Staat gestorte bedragen

D. De ontvangsten overgedragen aan de Gemeenschappen en de Gewesten

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, aangevuld en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, bepaalt met welke door de federale Staat geïnde middelen de begrotingen van de Franse en de Vlaamse Gemeenschap en van het Waalse, Vlaamse en Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geheel of gedeeltelijk worden gefinancierd. In hoofdzaak gaat het, enerzijds om de aan de Gewesten te ristorneren gewestelijke belastingen en de gemeenschapsbelasting (ex- kijk- en luistergeld), en anderzijds om de toewijzing van een gedeelte van de opbrengst van bepaalde belastingen (B.T.W. en personenbelasting).

In tabel 2.2. worden de bedragen aangegeven die in 1994 bij wijze van gewestelijke belasting (16) en gemeenschapsbelasting (17) werden gestort.

De federale Staat heeft met toepassing van de artikelen 75, § 1bis en § 2, en 81bis, op de middelen die hij aan de Gewesten heeft overgedragen, 662,7 miljoen BEF ingehouden, enerzijds voor de uitgaven die overeenstemmen met de beslissingen die door het Landbouwfonds, het Landbouwinvesteringsfonds en de Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten werden genomen, en anderzijds voor de personeels- en werkingsuitgaven die het Ministerie van Landbouw, het Ministerie van Buitenlandse Zaken en het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie hebben gedaan. Voor die inhouding van 662,7 miljoen BEF werd een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen na overleg met de regering van de gefedereerde entiteiten (18). De Staat heeft ook 86,7 miljoen BEF ingehouden bij wijze van bijdrage van de Gewesten tot de financiering van de instellingen van openbaar nut die aan hen zijn overgedragen, in casu het Planbureau. Voor

16) Artikelen 3 en 4 van de bovenvermelde wet van 16 januari 1989.

17) Artikel 5bis van dezelfde wet.

18) Koninklijk besluit van 15 december 1994 tot regeling van de inhoudingen beoogd in de artikelen 75, § 1bis en § 2, en 81bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

die inhouding werd eveneens een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen na overleg met de regeringen van de gefedereerde entiteiten (19).

De inhouding van 662,7 miljoen BEF werd verricht op de gewestelijke belastingen (successierechten en recht van overgang bij overlijden) die in de maand december werden gestort terwijl de inhouding van 86,7 miljoen BEF werd uitgevoerd op het twaalfde van de gedeelde belastingen (PB) dat in de maand juni werd gestort.

De gemeenschapsbelasting, die sedert de maand juni wordt geïnd, werd bovendien door Belgacom rechtstreeks aan de Gemeenschappen gestort. In toepassing van de bepalingen van artikel 5bis, § 5, van de bovenvermelde bijzondere wet beslisten de Ministers van Financiën en van Begroting van de drie Gemeenschappen gezamenlijk om de procedure in verband met de stortingen van het door de federale Staat geïnde kijk- en luistergeld te wijzigen en de door Belgacom geïnde netto-ontvangsten rechtstreeks te laten storten op de respectieve rekeningen van de Gemeenschappen op de tweede werkdag van de maand die volgt op de maand waarin die ontvangsten werden geïnd (20).

19) Koninklijk besluit van 5 april 1994 tot regeling van de inhoudingen in verband met het Planbureau die werden beoogd in artikel 75, § 2, 2e lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

20) Die kwestie werd door het Rekenhof onderzocht in zijn "Commentaar en opmerkingen over het ontwerp van rijksbegroting voor het begrotingsjaar 1995" (Parl. Stuk nr. 1545/3-93/94, Kamer van Volksvertegenwoordigers, blz. 69 en volgende).

TABEL 2.2. - IN 1994 GESTORTE BEDRAGEN

GEWESTELIJKE BELASTINGEN				
(IN BEF)	Vlaamse Gewest	Waalse Gewest	Brusselse Hoofdstedelijk Gewest	Totaal van de gewestelijke belastingen
Belasting op spelen en weddenschappen	967.501.188	1.036.917.957	298.650.995	2.303.070.140
Belasting op automatische ontspanningstoestellen	927.133.695	277.131.465	105.688.299	1.309.953.459
Openingsbelasting op slijterijen van ge-giste dranken	335.820.755	148.391.519	74.678.914	558.891.188
Successierechten en recht van overgang bij overlijden	12.040.212.345	6.513.431.379	5.859.546.576	24.413.190.300
Inhoudingen K.B. 15.12.1994	(361.843.602)	(271.980.060)	(28.865.725)	(662.689.387)
Successierechten en recht van overgang bij overlijden gestort aan de Gewesten	11.678.368.743	6.241.451.319	5.830.680.851	23.750.500.913
Onroerende voorheffing	3.300.936.135	650.571.981	401.488.187	4.352.996.303
Registratierecht op de overdrachten ten bezwarende titel van onroerende goederen (21)	10.924.796.278	4.357.271.594	2.813.172.105	18.095.239.977
Verkeersbelasting op autovoertuigen (22)	0	0	0	0
Ecotaks	0	0	0	0
TOTAAL GESTORTE GEWESTELIJKE BELASTINGEN (rekening houdend met inhoudingen KB van 15.12.1994)	28.134.556.794	12.711.735.835	9.524.359.351	50.370.651.980
TOTAAL GEWESTELIJKE BELASTINGEN	28.496.400.396	12.983.715.895	9.553.225.076	51.033.341.367
GEMEENSCHAPSBELASTING				
(in BEF)	Vlaamse Gemeenschap	Franse Gemeenschap	Duitstalige Gemeenschap	Totaal van de gemeenschapsbelasting
Kijk- en luistergeld (geïnd van 1 december 1993 tot 31 mei 1994)	7.756.733.032	4.591.372.409	81.555.937	12.429.661.378
Inningskosten (23)	(213.538.115)	(132.779.976)	(4.128.866)	(350.446.957)
NETTO TOTAAL GEMEENSCHAPSBELASTING	7.543.194.917	4.458.592.433	77.427.071	12.079.214.421

21) Krachtens artikel 10, § 2, van de voormelde bijzondere wet, bedraagt het geristorneerde deel van de registratierechten 41, 408 %

22) Bij toepassing van artikel 10, § 2, van de bijzondere financieringswet wordt die belasting niet aan de Gewesten geristorneerd.

23) De voor het hele jaar 1994 gefactureerde inningskosten bedragen 888 miljoen BEF. Dat bedrag wordt als volgt verdeeld op basis van de kosten van de gewestelijke centra :

Vlaamse Gemeenschap : 516.998.000 BEF of 58,22 %

Franse Gemeenschap : 362.002.000 BEF of 40,77 %

Duitstalige Gemeenschap : 9.000.000 BEF of 1,01 %

Tabel 2.3., die het Rekenhof op basis van door de administratie verstrekte gegevens heeft opgesteld, geeft voor de gedeelde belastingen voor 1994 een gedetailleerd overzicht van de bedragen die aan de Gemeenschappen en de Gewesten moeten worden gestort en van de bedragen die effectief zijn gestort.

De te storten bedragen werden opgesteld rekening houdend met het saldo van 1993 en met de afhoudingen die werden uitgevoerd met toepassing van de bovenvermelde koninklijke besluiten van 5 april 1994 en 15 december 1994.

Die bedragen worden berekend op basis van de gemiddelde werkelijke inflatie van 1994 van 2,38 % (tegenover 2,75 % bij de aanpassing van de begroting voor 1994) en van de opbrengst van de personenbelasting op 30 juni 1994. Om die middelen aan te passen aan de werkelijke groei van het bruto nationaal produkt (BNP) voor het betrokken begrotingsjaar werd het groeipercentage gehanteerd dat door de Nationale Bank (24) werd vooropgesteld, met name 2,3 % voor dit jaar.

Het definitief vaststellen van de werkelijke groei van het BNP vanaf het jaar dat volgt op het betrokken jaar is overigens zeer moeilijk, aangezien zich nog niet-onbelangrijke wijzigingen in het bedrag van het BNP kunnen voordoen tijdens verscheidene daaropvolgende jaren.

Met betrekking tot het definitief vaststellen van deze groei tijdens het volgende jaar, op basis van de op dat ogenblik beschikbare gegevens, heeft de Minister van Financiën het advies van het Rekenhof gevraagd. Het Rekenhof heeft in zijn antwoord (25) gesteld, dat uit de ervaring van de voorbije jaren immers blijkt dat er aanzienlijke verschillen kunnen bestaan tussen de eerste raming van de werkelijke groei van het BNP volgens het Planbureau en de latere vaststelling van die groei bij de publikatie van de nationale rekeningen door het Nationaal Instituut voor de Statistiek. Het Rekenhof heeft bijgevolg onderstreept dat de voorgestelde oplossingen bedragen naar voor zou kunnen schuiven die heel wat verschillen van die welke zouden voortvloeien uit een striktere toepassing van de financieringswet.

De in die tabel opgenomen bedragen moeten worden gepreciseerd in de aanpassing van de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1995 met toepassing van artikel 53 van de bovenvermelde bijzondere wet. Ze werden nog niet goedgekeurd door de interministeriële conferentie die zich moet uitspreken over de in aanmerking te nemen interestvoet die berekend is op basis van het effectieve percentage van de eerste openbare lening in BEF voor een termijn van meer dan vijf jaar die de Staat in het betrokken jaar

24) Voor de initiële begroting en de aangepaste begroting werd het door het Planbureau geraamde percentage gehanteerd. De beslissing om van referentiepercentage te veranderen werd genomen tijdens de interministeriële conferentie van 20 januari 1995.

25) Brief van 22 juni 1994.

heeft uitgegeven (26).

TABEL 2.3. - GEDEELDE BELASTINGEN

(In miljoen BEF)	Definitieve bedragen 1994	Saldo 1993	Totaal	Inhoudingen 75, § 2	Totaal te storten	Gestorte bedragen	Te vereffenen saldi in 1995
GEWESTEN							
PB							
Vlaamse Gewest	142.262,2	434,8	142.697,0	39,2	142.657,8	142.302,1	355,7
Waalse Gewest	94.164,6	667,1	94.831,7	39,2	94.792,5	94.634,3	158,2
Brusselse Gewest	25.908,5	(339,5)	25.569,0	8,3	25.560,7	26.065,4	(504,7)
Totaal van de gedeelde belastingen voor de Gewesten	262.335,3	762,4	263.097,7	86,7	263.011,0	263.001,8	9,2
GEMEENSCHAPPEN							
B.T.W.							
Vlaamse Gemeenschap	193.066,3	591,9	193.658,2		193.658,2	194.362,7	(704,5)
Franse Gemeenschap	145.691,7	436,6	146.128,3		146.128,3	146.648,0	(519,7)
Totaal	338.758,0	1.028,5	339.786,5		339.786,5	341.010,7	(1.224,2)
PB							
Vlaamse Gemeenschap	69.936,5	501,4	70.437,9		70.437,9	69.910,3	527,6
Franse Gemeenschap	46.502,9	91,6	46.594,5		46.594,5	46.600,0	(5,5)
Totaal	116.439,4	593,0	117.032,4		117.032,4	116.510,3	522,1
Totaal van de gedeelde belastingen voor de Gemeenschappen	455.197,4	1.621,5	456.818,9		456.818,9	457.521,0	(702,1)
TOTAAL VAN DE GEDEELDE BELASTINGEN	717.532,7	2.383,9	719.916,6	86,7	719.829,9	720.522,8	(692,9)

26) Artikel 14 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten.

We merken tot slot op dat de Gemeenschappen en de Gewesten met toepassing van artikel 54, 3e lid, van de bijzondere wet aan de federale Staat interest (zogenaamde "interesten ritme") hebben betaald voor een bedrag van 2,154 miljard BEF. Deze interest wordt verklaard door het verschil dat wordt vastgesteld tussen de regelmatige mensualiteiten die de Staat aan de gefedereerde entiteiten stort en de variabele maandelijkse fiscale ontvangsten die hij werkelijk heeft geïnd.

Voor de interest die werd gegenereerd door de saldi (27) die de federale Staat op 31 december van het voorgaande begrotingsjaar was verschuldigd, heeft de federale Staat daarentegen 124,5 miljoen BEF aan de deelgebieden betaald terwijl het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aan de federale Staat 15 miljoen BEF heeft gestort.

E. De aan de sociale zekerheid overgedragen ontvangsten (alternatieve financiering)

In tabel 2.4. worden de bedragen aangegeven die in 1993 en 1994 bij wijze van alternatieve financiering aan de sociale zekerheid werden overgedragen.

27) Zie kolom saldi 1993 van tabel 2.3. "GEDEELDE BELASTINGEN".

Tabel 2.4. - Alternatieve financiering van de sociale zekerheid

	Artikel Afzonderlijke Sectie	Bestemming	Bedragen 1993 Betaald in 1994	Bedragen 1994 Betaald in 1994 [1]	Bedragen 1994 Betaald in 1995 [2]	Totaal bedragen 1994 [3]=[1]+[2]
Aan de sociale zekerheid toegewezen opbrengst (accijnzen) van de bijdrage op de energie (wet 22.07.1993 - art. 16)	66.30	FFEW (1)	2.229.228.719	7.305.157.086	690.978.730	7.996.135.816
Aan de sociale zekerheid toegewezen opbrengst (BTW) van de bijdrage op de energie (wet 22.07.1993 - art. 16)	66.31	FFEW	436.000.000	1.423.205.232	134.740.852	1.557.946.084
Aan de sociale zekerheid toegewezen opbrengst van de aanvullende crisisbijdrage (wet 06.08.1993 - art. 3 en 44)	66.32	FFEW	0	19.000.000.000	0	19.000.000.000
		FFEZ (2)	0	2.000.000.000	0	2.000.000.000
		TOTAAL	0	21.000.000.000	0	21.000.000.000
Wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen - artikel 13 :						
1) Opbrengsten die voortvloeien uit de verhogingen van de accijnzen betreffende gefabriceerde tabak en minerale oliën	66.33	FFEW	0	6.039.260.040	549.020.240	6.588.280.280
		RSZ-PPO (3)	0	751.517.400	0	751.517.400
		P.W.A. (4)	0	100.202.320	0	100.202.320
		Sub-totaal	0	6.890.979.760	549.020.240	7.440.000.000
2) Opbrengst van de verhoging van het BTW-tarief	66.34	FFEW	0	18.069.076.410	1.642.643.310	19.711.719.720
		RSZ-PPO	0	2.248.482.600	0	2.248.482.600
		P.W.A.	0	299.797.680	0	299.797.680
		Sub-totaal	0	20.617.356.690	1.642.643.310	22.260.000.000
		FFEW	0	24.108.336.450	2.191.663.550	26.300.000.000
		RSZ-PPO.	0	3.000.000.000	0	3.000.000.000
		P.W.A.	0	400.000.000	0	400.000.000
		TOTAAL	0	27.508.336.450	2.191.663.550	29.700.000.000
Wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen - artikel 14 :						
1) Opbrengsten die voortvloeien uit de wijzigingen van het fiscaal regime van roerende inkomens	66.35	FFEW	0	12.527.265.000	0	12.527.265.000
		FFEZ	0	1.051.735.000	0	1.051.735.000
		Sub-totaal	0	13.579.000.000	0	13.579.000.000
2) Opbrengsten die voortvloeien uit de wijzigingen van het fiscaal regime van onroerende inkomens	66.36	FFEW	0	4.612.735.000	0	4.612.735.000
		FFEZ	0	387.265.000	0	387.265.000
		Sub-totaal	0	5.000.000.000	0	5.000.000.000
		FFEW	0	17.140.000.000	0	17.140.000.000
		FFEZ	0	1.439.000.000	0	1.439.000.000
		TOTAAL	0	18.579.000.000		18.579.000.000
TOTAAL VAN DE TOEWIJZINGEN AAN DE SOCIALE ZEKERHEID	66.30 tot 66.36	FFEW	2.665.228.719	68.976.698.768	3.017.383.132	71.994.081.900
		FFEZ	0	3.439.000.000	0	3.439.000.000
		RSZ-PPO	0	3.000.000.000	0	3.000.000.000
		P.W.A.	0	400.000.000	0	400.000.000
		TOTAAL	2.665.228.719	75.815.698.768	3.017.383.132	78.833.081.900

- (1) Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid (artikel 39 bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers).
- (2) Fonds voor het financieel evenwicht in het sociaal statuut der zelfstandigen (artikel 21 bis van het K.B. nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen).
- (3) Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor de Plaatselijke en Provinciale Overheidsdiensten.
- (4) Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, ter financiering van de administratieve omkadering van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen.

1. Bijdrage op de energie

De opbrengst van de bijdrage op de energie (een indirecte belasting geheven op de inverbruikstelling of op het gebruik hier te lande van motorbrandstoffen, fossiele brandstoffen voor verwarming en elektrische energie) die door de wet van 22 juli 1993 (28) werd ingevoerd, wordt samen met de belasting op de toegevoegde waarde die daarop betrekking heeft, aan het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid van de Werknemers toegekend (artikel 16 van diezelfde wet).

Daar die wet bepaalt op welke tijdstippen de opbrengst van die bijdrage moet worden overgedragen, hebben de eerste stortingen pas in 1994 plaatsgehad. De administratie past sedertdien de regel toe die op alle inningen van de Staat van toepassing is en betaalt op het einde van de maand die volgt op de inning (29).

2. De aanvullende crisisbijdrage

De opbrengst van de aanvullende crisisbijdrage (inhouding van 3 opcentiemen op de personenbelasting, op de vennootschapsbelasting, ...) die werd ingesteld door artikel 22 van de wet van 22 juli 1993 (30) wordt voor 1994 in toepassing van artikel 3 van de wet van 6 augustus 1993 (31) ten belope van 19 miljard BEF toegekend aan het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid van de Werknemers, en ten belope van 2 miljard BEF aan het Fonds voor het Financieel Evenwicht in het Sociaal Statuut van de Zelfstandigen. Die 21 miljard BEF werden bij wijze van twaalfden per maand aan die fondsen overgedragen sedert het einde van de maand januari 1994.

28) Wet van 22 juli 1993 tot instelling van een bijdrage op de energie ter vrijwaring van het concurrentievermogen en de werkgelegenheid.

29) Behalve echter voor de storting van 825.719.582 BEF die op het einde van december 1994 had moeten gebeuren en die op 2 januari 1995 werd uitgevoerd.

30) Wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële maatregelen.

31) Wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen.

3. De ontvangsten afkomstig van de verhogingen van de accijnzen (32) op gefabriceerde tabak en minerale oliën alsook van de opbrengst van de verhoging van de B.T.W.-tarieven (33)

Met toepassing van artikel 13 van de wet van 30 maart 1994 (34) worden die ontvangsten ten belope van 3 miljard BEF aan de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten toegekend, en het saldo wordt jaarlijks na aftrek van 400 miljoen BEF voor de financiering van de administratieve omkadering van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen (35) bestemd voor het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid van de Werknemers.

We herinneren eraan dat het Rekenhof in zijn "Commentaar en opmerkingen in verband met de wetsontwerpen tot aanpassing van de begrotingen van de Staat voor het begrotingsjaar 1994" (36) van oordeel was dat het aandeel van die middelen dat zo werd aangewend voor de financiering van de veiligheidscontracten met de plaatselijke overheden, bezwaarlijk kon worden beschouwd als een rechtstreekse ontvangst van de sociale zekerheid daar die tegemoetkomingen duidelijk tot de activiteiten van de federale departementen behoren. De 3 miljard BEF fiscale ontvangsten die hiertoe werden overgedragen hadden veeleer onder de ontvangsten van de federale Staat moeten worden geboekt en de uitgaven ten laste van die middelen hadden aanleiding moeten geven tot de inschrijving van uitgavenkredieten in zijn begroting.

De regering heeft die aanvullende ontvangsten voor 1994 op 29,7 miljard BEF geraamd. Vanaf eind mei heeft ze de 3 miljard BEF die aan de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten zijn verschuldigd, via maandelijkse twaalfden gestort ; het bedrag van 400 miljoen BEF, dat overeenkomstig het bovenvermelde koninklijk besluit aan de R.V.A. is verschuldigd voor de financiering van de administratieve omkadering van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen van zijn kant, werd vereffend via twee stortingen. Vanaf eind mei werd ook het saldo (26,3 miljard BEF) via maandelijkse twaalfden aan het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid van de Werknemers gestort. De storting van de maand december, met name 2.191.663.550 BEF, werd echter pas op 2 januari 1995 uitgevoerd.

32) Accijnzen zoals die zijn vastgelegd in het koninklijk besluit van 21 december 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende de fiscale regeling van de tabaksfabrikaten en in het koninklijk besluit van 21 december 1993 betreffende de accijnsregeling voor de minerale oliën.

33) Verhoging van het normale B.T.W.-tarief dat is vastgelegd in het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot wijziging van koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van die goederen en diensten volgens die tarieven.

34) Wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

35) Koninklijk besluit van 10 mei 1994 tot vaststelling voor de jaren 1994 en 1995 van het bedrag ter financiering van de administratieve omkadering van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen.

36) Parl. Stuk nr. 1414/2 - 93/94 (Kamer van Volksvertegenwoordigers), blz. 51 en 52.

Tot slot dient te worden gepreciseerd dat de aldus gestorte sommen nog niet overeenstemmen met het werkelijke rendement van die verschillende fiscale maatregelen, maar enkel met het geraamde rendement ervan.

4. De ontvangsten die voortvloeien uit de wijzigingen van het fiscaal stelsel van de roerende en onroerende inkomsten (37)

Die ontvangsten worden met toepassing van artikel 14 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen bestemd voor het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid van de Werknemers ; 10 procent van die ontvangsten, verminderd met 400 miljoen BEF, worden echter bestemd voor het Fonds voor het Financieel Evenwicht in het Sociaal Statuut van de Zelfstandigen.

De regering raamde die ontvangsten op 18,6 miljard BEF, die het vanaf het einde van de maand mei via maandelijks twaalfden heeft gestort.

Er dient echter te worden opgemerkt dat later 21 miljoen BEF werd afgehouden van het aandeel bestemd voor het Fonds voor het Financieel Evenwicht van het Sociaal Statuut van de Zelfstandigen zodat de regering in feite 92,2 % van de overgedragen ontvangsten heeft bestemd voor het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Werknemers.

Ook hier stemmen de overgedragen sommen overeen met het geraamde rendement van de betrokken fiscale wijzigingen en niet met hun werkelijk rendement.

37) Wijzigingen vastgelegd in de artikelen 29, 30, 1° en 2°, 31, 35 tot 42, van de programmawet van 24 december 1993 en de artikelen 1, 21, 22, 40 tot 49 van de wet van 30 maart 1994 tot uitvoering van het globaal plan inzake fiscaliteit en artikel 2, 5°, van het koninklijk besluit van 18 februari 1994 tot wijziging van het KB/WIB.

HOOFDSTUK III - DE UITGAVENKREDIETEN

A. De budgettaire gegevens

De kredieten voor het begrotingsjaar 1994, die zijn terug te vinden in de kolom 2 van de tabel van de uitgaven (zie Deel 3 - Bijlagen), werden samengesteld rekening houdende met de volgende beslissingen :

1. Oorspronkelijke kredieten : kredieten ingeschreven in de wet van 24 december 1993 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994.
2. Aanpassingen :
 - door de wet van 26 mei 1994 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 ;
 - door de wet van 11 juli 1994 houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994. (38) -
 - door het wetsontwerp houdende vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 [Stuk Kamer 1632/1 - 94/95 van 7 december 1994 (goedgekeurd op 2 maart 1995) en Stuk Senaat 1330-1 (1994-1995) van 2 maart 1995 (goedgekeurd op 3 april 1995)] ; (39)
 - door de wet van 22 maart 1995 houdende vijfde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 ; (40)
 - door het wetsontwerp houdende (zesde) aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 [Stuk Kamer 1572/1 - 93/94 van 19 oktober 1994 (goedgekeurd op 11 januari 1995) en Stuk Senaat 1278-1 (1994-1995) van 11 januari 1995 (goedgekeurd op 16 februari 1995)] ; (2)
 - door de wet van 7 maart 1995 houdende zevende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 (3).

38) Het wetsontwerp houdende tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1994, ter regularisatie van de ministerraadsbeslissing nr. 3132 van 4 maart 1994 [St. Kamer 1388/1 - 93/94 van 1 april 1994 en Doc. Senaat 1079-1 (1993-1994) van 11 mei 1994] werd geïncorporeerd in dit derde aanpassingsblad (cfr. programma 33.53.2).

39) De data van de wetten zijn nog niet gekend.

40) Deze wetten werden nog niet in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd.

3. Wijzigingen als resultaat van :

- de gedeeltelijke verdeling van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven onder het programma 13.61.1 en bestemd voor de uitvoering van opleidingsactiviteiten in de verschillende departementen en parastatalen (artikel 2.13.6 van de voormelde wet van 24 december 1993 en uitgevoerd met de koninklijke besluiten van 5 september 1994 en van 22 december 1994) ;
- de verdeling van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven onder het programma 18.60.1 en bestemd tot het dekken van de uitgaven in het kader van de hulp aan de landen van Oost en Midden-Europa (artikel 2.18.4 van de voormelde wet van 24 december 1993 en uitgevoerd met het koninklijk besluit van 6 oktober 1994) ;
- de gedeeltelijke verdeling van het interdepartementaal provisioneel krediet ingeschreven onder het programma 18.60.1 en bestemd tot dekking van alle uitgaven verbonden aan de indexaanpassing, de sociale programmatie, de aanwervingen en de hulpoperatie in Rwanda van april 1994 (artikel 2.18.3 van de voormelde wet van 24 december 1993, gewijzigd door de wet van 11 juli 1994, en uitgevoerd met de koninklijke besluiten van 16 december 1994, van 21 december 1994, van 30 januari 1995 en van 8 februari 1995) ;
- de herverdelingen van de basisallocaties met betrekking tot de personeelsuitgaven tussen programma's van eenzelfde departementale sectie, toegestaan door artikel 1-01-2, § 2, van de voormelde wet van 24 december 1993 ;
- de budgettaire machtigingen (uitgavenmachtigingen met eventuele kredietblokkeringen) toegestaan met een beslissing van de Ministerraad overeenkomstig de bepalingen van het artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit en die nog niet bij wet zijn geregulariseerd.

Met betrekking tot de verdeling van de provisionele kredieten kan worden gewezen op de toewijzing voor een totaal bedrag van 29,4 miljoen BEF niet-gesplitste kredieten in het kader van het project PHARE (zie voormeld koninklijk besluit van 6 oktober 1994 met betrekking tot het programma 18.60.1) ter aanvulling van de gesplitste kredieten op het programma 11.60.2 (1,4 miljoen BEF) en op het programma 14.51.1 (28,0 miljoen BEF).

B. De Ministerraadsbeslissingen die in 1994 machtiging hebben verleend tot het verrichten van uitgaven boven de begrotingskredieten

a) toepassing van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

In de loop van het begrotingsjaar 1994 heeft de Ministerraad in totaal negen beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit. Deze procedure kan enkel worden aangewend in dringende gevallen veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden.

Bij zeven van de negen ministerraadsbeslissingen heeft het Rekenhof opmerkingen geformuleerd omdat werd geoordeeld dat ofwel niet aan de voorwaarden van artikel 44 werd voldaan ofwel dat de aanwending van deze procedure onvoldoende werd gemotiveerd.

De uitgaven waartoe die beraadslagingen machtiging hebben verleend bedroegen in totaal 1.684,9 miljoen BEF voor de niet-gesplitste kredieten en 1.250,0 miljoen BEF voor de gesplitste vastleggingskredieten.

De compenserende blokkeringen op andere kredieten (nrs. 3134, 3135, 3138 en 3139) bedroegen in totaal 320,1 miljoen BEF op de niet-gesplitste kredieten.

In vier gevallen was voor de uitvoering van de beslissing de indiening van een bijzonder wetsontwerp vereist. Deze wetsontwerpen werden alle vier in de loop van het jaar 1994 ingediend. Twee beraadslagingen (nrs. 3131 en 3132) zijn ondertussen reeds bij wet geregulariseerd.

Tabel 3.1. : Ministerraadsbeslissingen

(in miljoen BEF)

Beslissing nr.	Datum / Departement	Programma	Toegestaan bedrag	Voorwerp
3131	04.02.1994 Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	13.54.1	+ 41,7 NGK	Civiele Bescherming - Bijkomende onkosten ingevolge de overstromingen van december 1993
3132	04.03.1994 Verkeer en Infrastructuur	33.53.2	+ 720,0 NGK	Tegemoetkoming door het Waarborgfonds in de verkoop van twee koopvaardij-schepen
3133	09.09.1994 Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	14.51.1	+ 1.250,0 VK	Waarborg voor de stabilisatie van de interestvoet in het raam van de financiering van de uitvoer van Belgische uitrustingsgoederen
3134	28.10.1994 Tewerkstelling en Arbeid	23.56.3	+ 32,5 NGK	Toekenning van aanvullende vergoedingen aan bruggepensioneerde werknemers van de douane- en expeditiekantoren
3135	15.12.1994 Diensten Eerste Minister	11.60.1	+ 17,6 NGK	Betaling van weddeachterstallen en verwijlinteressen ingevolge het arrest van het Hof van Beroep van Brussel van 26 mei 1994.
3136	15.12.1994 Landbouw	31.40.0 31.51.0 31.53.0	+ 0,7 NGK + 94,3 NGK + 8,1 NGK	Personeels- en werkingskosten wegens vertraging bij de overheveling van diensten van het Ministerie van Landbouw naar de Gewesten
3137	15.12.1994 Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	14.53.3	+ 500,0 NGK	Regeling van de schadeloosstelling voor gezaïriseerde goederen ingevolge het vonnis van 27 mei 1994 van de rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel
3138	23.12.1994 Financiën	18.50.2 18.50.5	+ 38,7 NGK + 31,3 NGK	Aankoop van duurzame roerende goederen bestemd voor de verdere automatisering van de fiscale administraties
3139	23.12.1994 Ontwikkelingssamenwerking	15.54.4	+ 200,0 NGK	Financiering van de universitaire studiekosten van studenten uit de ontwikkelingslanden
TOTALEN		NGK : + 1.684,9 VK : + 1.250,0		

NGK = niet gesplitste kredieten

VK = gesplitste vastleggingskredieten

- b) toepassing van artikel 40, § 2, van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

In de loop van het jaar 1994 heeft de Ministerraad geen enkele beslissing genomen die ertoe strekte een voorlopig visum van het Rekenhof te vorderen voor de betaling van dringende uitgaven.

HOOFDSTUK IV - DE UITGAVEN

In dit hoofdstuk wordt de aanwending van de toegekende kredieten onderzocht, zowel wat de vastleggingen als wat de ordonnanceringsbetreft.

Vooreerst wordt een globaal overzicht gegeven van alle vastleggingen en ordonnanceringsbetreft die zijn uitgevoerd op de kredieten voor 1994 voor elk van de departementale secties, gegroepeerd per grote cel overeenkomstig de voorstelling in de toelichting bij de algemene uitgavenbegroting voor 1994 (punt A. hierna).

Voor het centrale en meest belangrijke deel van de voorafbeelding, met name het onderzoek van de uitgaven per programma wordt verwezen naar DEEL II. De commentaar en opmerkingen van het Rekenhof betreffende de uitvoering van de programma's van de algemene uitgavenbegroting zullen hier aan bod komen. De tabel van de uitgaven, die de cijfergegevens per programma bevat, werd opgenomen in DEEL III - Bijlage.

Onder punt B worden de ordonnanceringsbetreft die in 1994 werden uitgevoerd ten laste van de kredieten die werden overdragen van het begrotingsjaar 1993 (41).

In de tabel 4.2., die daarop betrekking heeft, worden de verrichtingen 1994 (kolom 4) geventileerd per sectie (42). Deze tabel bevat ook de ordonnanceringsbetreft van 1993, zodat een volledig overzicht wordt bekomen over de uitvoering van de begroting 1993 met betrekking tot de niet-gesplitste kredieten.

Tenslotte worden in dit hoofdstuk commentaren verstrekt over de vastgestelde kredietoverschrijdingen (punt C).

A. Uitgaven op kredieten van 1994

Globaal overzicht

In tabel 4.1. wordt een samenvattend overzicht gegeven van alle vastleggingen en ordonnanceringsbetreft die in 1994 op de kredieten van 1994 zijn uitgevoerd voor ieder van de departementale secties; ze zijn gegroepeerd per cel in dezelfde voorstelling als diegene die voorkomt in de toelichting bij de algemene uitgavenbegroting 1994.

41) Overdracht van kredieten gebeurt bij toepassing van artikel 34 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

42) Een meer gedetailleerde indeling "per programma" zoals voor de kredieten van het lopende jaar wordt niet wenselijk geacht, gelet op de relatief beperkte omvang van deze verrichtingen.

TABEL 4.1. - UITGAVEN OP KREDIETEN VOOR 1994
(cijfers per 30/04/1995)

CEL/SECTIES (1)	VASTLEGGINGEN (2)		ORDONNANCERINGEN (3)	
	(in miljoen BEF)	%	(in miljoen BEF)	%
A. 51 - RIJKSSCHULD	2.352.039,8	70,3	2.298.973,6	70,5
B. AUTORITEITSCEL				
01 - Dotatiën	11.165,1	0,3	11.165,1	0,3
11 - Diensten Eerste Minister	20.014,7	0,6	19.218,1	0,6
12 - Justitie	31.032,5	0,9	29.109,1	0,9
13 - Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken	12.941,9	0,4	11.089,0	0,3
14 - Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	14.143,5	0,4	8.531,6	0,3
15 - Ontwikkelingssamenwerking	18.244,9	0,6	14.792,4	0,4
16 - Landsverdediging	92.288,1	2,8	86.547,5	2,7
17 - Gemeenschappelijke dienst en Rijkswacht	26.227,8	0,8	25.372,4	0,8
18 - Financiën (inclusief interde- partementale provisies)	81.587,2	2,4	75.169,9	2,3
Subtotaal B	307.645,7	9,2	280.995,1	8,6
C. SOCIALE CEL				
21 - Pensioenen	269.487,0	8,1	268.733,0	8,2
22 - Middenstand	6.457,2	0,2	6.428,4	0,2
23 - Tewerkstelling en Arbeid	36.807,1	1,1	36.483,4	1,1
24 - Sociale Voorzorg	191.888,9	5,7	190.156,4	5,8
25 - Volksgezondheid	58.179,5	1,7	56.987,9	1,8
Subtotaal C	562.819,7	16,8	558.789,1	17,1
D. ECONOMISCHE CEL				
31 - Landbouw	9.295,7	0,3	11.382,4	0,3
32 - Economische Zaken	8.167,6	0,2	9.535,8	0,3
33 - Verkeer en Infrastructuur	106.150,6	3,2	102.975,3	3,2
Subtotaal D	123.613,9	3,7	123.893,5	3,8
ALGEMEEN TOTAAL	3.346.119,1	100,0	3.262.651,3	100,0

Commentaar bij tabel 4.1.

De in **kolom 2** opgenomen bedragen vertegenwoordigen het totaal van de in 1994 op de niet-gesplitste kredieten, op de gesplitste vastleggingskredieten en op de variabele kredieten uitgevoerde vastleggingen.

De in **kolom 3** opgenomen bedragen vertegenwoordigen het totaal van de in 1994 op de niet-gesplitste kredieten, op de gesplitste ordonnanceringskredieten en op de variabele kredieten uitgevoerde ordonnanceringen.

De percentages geven het belang aan van iedere cel in het geheel van de uitgaven voor 1994 (zowel wat het vastleggings- als het ordonnanceringsaspect betreft).

B. Uitgaven op overgedragen kredieten van 1993

Samen met de verrichtingen voor 1994 (kolom 4) wordt in tabel 4.2. een samenvattend overzicht gegeven van het globale kredietvolume, de uitgaven en de finale benuttingsgraad van de kredieten van het begrotingsjaar 1993 voor ieder van de departementale secties. Hiertoe werden de ordonnanceringen op kredieten van het begrotingsjaar 1993 gevoegd bij de ordonnanceringen in 1994 op overgedragen kredieten van het begrotingsjaar 1993.

**TABEL 4.2. - UITGAVEN OP NIET-GESPLITSTE KREDIETEN VOOR 1993 EN
OP OVERGEDRAGEN KREDIETEN VAN 1993 NAAR 1994.**

(Cijfers per 30/04/1995)

(in miljoen BEF)

BEGROTINGEN (1)	Totaal toegestaan krediet 1993 (2)	Ordonnanceringen 1993 op kredieten 1993 (3)	Ordonnancerin- gen 1994 op over- gedragen kredie- ten 1993 (4)	Finale benutti- gingsgraad in % (5)
01 - Dotatiën	10.695,8	10.692,8	0,0	99,9
11 - Diensten van de Eerste Minister	18.529,4	17.770,5	481,1	98,5
12 - Justitie	30.369,8	27.802,8	2.070,9	98,4
13 - Binnenlandse Zaken en Ambte- narenzaken	10.707,2	8.293,0	1.588,2	92,3
14 - Buitenlandse Zaken en Buiten- landse Handel	10.599,4	7.661,5	2.346,7	94,4
15 - Ontwikkelingssamenwerking	16.792,6	15.112,2	993,8	95,9
16 - Landsverdediging	82.127,8	69.769,8	10.934,1	98,3
17 - Gemeenschappelijke dienst en Rijkswacht	24.058,9	22.907,0	1.080,0	99,7
18 - Financiën	74.158,8	67.026,7	3.284,6	94,8
21 - Pensioenen	221.327,3	219.303,2	1.252,0	99,7
22 - Middenstand	6.489,7	6.446,1	19,4	99,6
23 - Tewerkstelling en Arbeid	33.417,3	32.970,3	349,0	99,7
24 - Sociale Voorzorg	190.580,7	187.662,8	2.279,3	99,7
25 - Volksgezondheid en Leefmilieu	53.088,9	49.354,6	2.603,2	97,8
31 - Landbouw	7.157,6	6.178,9	753,1	96,8
32 - Economische Zaken	9.758,0	8.553,1	844,3	96,3
33 - Verkeer en Infrastructuur	109.730,8	95.923,2	889,2	88,2
51 - Rijksschuld	1.429.826,7	1.206.422,5 *	1.128,0	84,5
TOTALEN	2.339.416,7	2.059.851,0	32.896,9	89,5

(*) Inclusief 111,7 miljard BEF aan in 1994 geregulariseerde ordonnanceringen met betrekking tot 1993.

Commentaar bij tabel 4.2

Kolom 2 bevat per sectie van de algemene uitgavenbegroting de toegekende niet-gesplitste kredieten voor 1993.

Kolom 3 vermeldt voor iedere sectie de ordonnancerings in 1993 die zijn verricht op de niet-gesplitste kredieten (ngk). In totaal belopen zij circa 2.059,9 miljard BEF.

Kolom 4 vermeldt de op de overgedragen kredieten van 1993 aangerekende ordonnancerings in 1994 (43). In totaal belopen zij circa 32,9 miljard BEF. Wanneer zij worden gevoegd bij de tijdens het begrotingsjaar 1993 aangerekende ordonnancerings (nl. 2.059,9 miljard BEF, cfr. kolom 3) wordt een totaalbeeld bekomen van de ordonnancerings ten laste van niet-gesplitste kredieten voor dat begrotingsjaar, nl. 2.092,7 miljard BEF.

Kolom 5 vermeldt voor elke sectie de finale benuttingsgraad van de niet-gesplitste kredieten. Voor de federale begroting bedraagt de globale benuttingsgraad van de kredieten voor het begrotingsjaar 1993 circa 89,5 %.

C. Kredietoverschrijdingen

Als regel geldt dat de ministers geen enkele uitgave mogen aangaan boven de voor ieder van hen geopende kredieten (44). Hiermee worden de kredieten bedoeld die door de wetgever in de algemene uitgavenbegroting per programma worden toegekend.

Die regel van het verbod van kredietoverschrijding is zowel van toepassing op de vastleggingen als op de ordonnancerings van uitgaven.

Zoals blijkt uit de hiernavolgende uiteenzetting heeft de uitvoering van de begroting in 1994 slechts sporadisch aanleiding gegeven tot flagrante gevallen van kredietoverschrijdingen.

a) Overschrijding van de vastleggingskredieten :

De controle en de boekhouding van de vastleggingen is toevertrouwd aan de controleurs van de vastleggingen die daartoe in de departementen zijn aangesteld door de Koning (45). Om kredietoverschrijdingen te voorkomen moeten deze controleurs hun voorafgaand

43) Krachtens artikel 34 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit worden de beschikbare niet-gesplitste kredieten immers aan het einde van het begrotingsjaar naar het volgende jaar overgedragen en mogen zij worden aangewend vanaf het begin van dat jaar om elke uitgave te ordonnanceren die werd vastgelegd tijdens het voorbije begrotingsjaar.

44) Artikel 28 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

45) Ibidem, artikelen 48 en 49 ; meer in het bijzonder : koninklijk besluit van 31 mei 1966 en ministerieel besluit van 8 juli 1966.

visum verlenen aan de meest belangrijke uitgaven, te weten contracten boven 100.000 BEF en toekenning van subsidies boven 50.000.BEF.

In de tabel van de uitgaven (Deel III - Bijlagen) zijn in de kolom 3 de bedragen opgenomen van de vastleggingen die in 1994 werden geregistreerd in de boekhoudingen van de controleurs van de vastleggingen. Een vergelijking van deze bedragen met de toegestane kredieten (kolom 2) laat toe een aantal kredietoverschrijdingen vast te stellen.

Het gaat meestal om programma's die uitsluitend of overwegend personeelskredieten omvatten (bestaansmiddelen, werking, kabinet,...) zodat mag worden aangenomen dat die overschrijdingen bijna steeds te wijten zijn aan de aanrekening - a posteriori - van vaste uitgaven op het einde van het begrotingsjaar.

Aangezien de jaarlijkse verzamelstaten van de controleurs van de vastleggingen nog niet definitief werden afgesloten en dus nog correcties en/of annuleringen kunnen worden aangebracht, is het voorbarig om nu reeds definitieve conclusies te trekken uit de thans voorliggende cijfers.

b) Overschrijding van de ordonnanceringskredieten :

Het Rekenhof is belast met de controle op de juiste aanrekening van de uitgaven en waakt erover dat de toegestane kredieten niet worden overschreden. De wet bepaalt dat geen enkele uitgave mag worden verricht zonder het voorafgaand visum van het Rekenhof, behoudens in de uitdrukkelijk voorziene gevallen (46). Een belangrijke uitzondering op het voorafgaand visum wordt evenwel gevormd door de vaste uitgaven (bezoldigingen, pensioenen, abonnementen) waarop het Rekenhof slechts een controle a posteriori kan uitoefenen (47).

Deze laatste soort uitgaven zijn ieder jaar opnieuw de oorzaak van kredietoverschrijdingen die het Rekenhof niet kan beletten. Ze geven in de loop van het jaar ook aanleiding tot moeilijkheden bij het verlenen van het voorafgaand visum voor uitgaven op andere basisallocaties van hetzelfde programma.

De voor het begrotingsjaar 1994 vastgestelde kredietoverschrijdingen geven aanleiding tot de volgende commentaar.

46) Artikel 40 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

47) Ibidem, art. 41.

- Op kredieten voor 1994

Kredietoverschrijdingen werden vastgesteld voor een totaal bedrag van 80.581.259 BEF, waarvan de hiernavolgende tabel een overzicht per programma geeft (48).

In de meeste gevallen gaat het om uitgaven die foutief werden aangerekend op programma's waarvoor in 1994 geen kredieten werden toegekend (cfr. de programma's 11.04.0, 12.55.2, 12.55.6, 12.60.0, 12.60.1, 13.56.3 en 31.54.0).

In één geval werd de kredietoverschrijding hoofdzakelijk veroorzaakt door de aanrekening van vaste uitgaven (cfr. het programma 32.59.0).

KREDIETEN VOOR 1994 : Ordonnancerings uitgevoerd boven de kredieten (in BEF)		
	Programma	Bedrag van de overschrijding
11.	<u>Diensten van de Eerste Minister</u> 11.04.0 Bestaansmiddelen	1.182.220
12.	<u>Justitie</u> 12.55.2 - Toezicht op vreemdelingen 12.55.6 - Contract met de burger (Specifieke centra voor illegalen) in meerjarenplan 12.60.0 - Bestaansmiddelen 12.60.1 - Contract met de burger	1.385.460 432.845 495.462 384.266
13	<u>Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken</u> 13.56.3 - Contract met de burger	338.808
31	<u>Landbouw</u> 31.54.0 - Bestaansmiddelen (49)	26.511
32.	<u>Economische Zaken</u> 32.59.0 - Bestaansmiddelen	76.335.687
	TOTAAL	80.581.259

- Op kredieten overgedragen van 1993

Rekening houdend met het totaal van de uitgaven die per 31 december 1994 werden verricht op de voor het begrotingsjaar 1993 toegestane kredieten, belopen de kredietoverschrijdingen in totaal 8.284.318 BEF.

48) In de tabel van de uitgaven kolom 5 (deel III - Bijlagen) wordt de bijzondere aandacht op kredietoverschrijdingen getrokken door het aanbrengen van een "*" bij het benuttingspercentage.

49) Er werden vaste uitgaven aangerekend op een niet bestaand programma.

KREDIETEN VOOR 1993 : ORDONNANCERINGEN UITGEVOERD BOVEN DE KREDIETEN (in BEF)		
	Programma	Bedrag van de over- schrijving
01	<u>Dotatiën</u> 01.31.1 - Civiele lijst	6.455.730
11	<u>Diensten van de Eerste Minister</u> 11.04.0 - Bestaansmiddelen 11.12.0 - Werking van het Kabinet 11.60.2 - Onderzoek-ontwikkeling op internationaal vlak	290.898 30.940 355
12	<u>Justitie</u> 12.02.0 - Werking van het Kabinet	77.176
13	<u>Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken</u> 13.03.0 - Werking van het Kabinet 13.56.1 - Algemene administratieve politie	1.414 144
14	<u>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</u> 14.02.0 - Werking van het Kabinet	1.230.224
23	<u>Tewerkstelling en Arbeid</u> 23.54.2 - Technische veiligheid van kerninstallaties	889
24	<u>Sociale Voorzorg</u> 24.12.0 - Werking van het Kabinet 24.51.4 - Arbeidsongevallen en beroepsziekten	50.721 213
25	<u>Volksgezondheid en Leefmilieu</u> 25.11.0 - Werking van het Kabinet 25.12.0 - Werking van het Kabinet 25.51.4 - Toezicht op de commercialisering van geneesmiddelen 25.57.1 - Toezicht op het leefmilieu	25.986 69.504 433 531
32	<u>Economische Zaken</u> 32.11.0 - Werking van het Kabinet	22.640
34	<u>P.T.T.</u> 34.01.0 - Werking van het Kabinet	26.520
TOTAAL		8.284.318

De kredietoverschrijdingen zijn ten belope van 6.760.631 BEF het gevolg van de overdracht van negatieve saldi naar 1994 voor programma's waarvoor reeds per 31 december 1993 een overschrijding werd vastgesteld. (Cfr. de programma's 01.31.1, 11.12.0, 12.02.0, 13.03.0, 24.12.0, 25.11.0, 25.12.0, 32.11.0 en 34.01.0).

Alleen op de programma's 11.04.0, 11.60.2, 13.56.1, 23.54.2, 24.51.4, 25.51.4 en 25.57.1 werden nieuwe overschrijdingen (weliswaar voor relatief geringe bedragen) vastgesteld door de aanrekening van vaste uitgaven.

De kredietoverschrijding op het programma 14.02.0 is ontstaan op 5 mei 1994, datum waarop op het begrotingsjaar 1993 (kenmerk 1 : lopend jaar) een reeks transfers plaatsvonden inzake vaste uitgaven (code 03 : vaste uitgaven - centraliserende rekenplichtige CDVU). Deze transfers hebben tot gevolg gehad dat het naar 1994 overgedragen saldo in die mate werd gereduceerd dat er zich nu een probleem van kredietoverschrijding stelt op de overgedragen kredieten voor 1993. Dit gebeurde nadat er in de loop van het jaar 1993 voor ettelijke miljoenen BEF foutieve aanrekeningen hadden plaatsgevonden.

c) Overschrijding van basisallocaties :

Naast de hierboven vermelde gevallen van kredietoverschrijding werden een aantal gevallen van overschrijding van basisallocaties vastgesteld zonder dat evenwel het programmakrediet werd overschreden. Bijna alle vastgestelde overschrijdingen zijn veroorzaakt door de aanrekening van vaste uitgaven.

Deze basisallocaties, opgenomen in de administratieve begrotingen van de diverse secties, houden weliswaar geen formele wettelijke beperking in doch ze moeten evenzeer strikt worden geëerbiedigd. De administratieve begrotingen waarin ze zijn opgenomen worden immers eveneens ter beoordeling aan de Wetgevende Kamers voorgelegd en kunnen aanleiding geven tot het stemmen van een motie.

Ingedeeld per sectie gaat het om de volgende bedragen (in BEF.) (50)

50) Zonder de overschrijdingen van basisallocaties die aanleiding geven tot een overschrijding van het programmakrediet.

	1994	1993 (51)
- Diensten van de Eerste Minister	2.147.852	1.757.040
- Justitie	27.371.527	-
- Ontwikkelingssamenwerking	-	4.435.279
- Financiën	124.311.127	1.343.028.030
- Middenstand	859.144	-
- Sociale Voorzorg	12.108	-
- Volksgezondheid	-	1.061.877
- Economische Zaken	3.967.504	59.369

Uit het overzicht blijkt dat zich vooral problemen hebben voorgedaan in de sectie 18 - Financiën. (Ingevolge de aanrekening van vaste personeelsuitgaven te herverdelen in 1993 en de voorlopige regularisatie van schatkistverrichtingen in 1994). Een commentaar bij de overschrijding van 1994 wordt gegeven in Deel II - welke de commentaren bevat met betrekking tot de verschillende secties -, Sectie 18, Financiën (zie de commentaar bij het programma 18.61.0).

51) Met inbegrip van de overschrijdingen op basisallocaties van de kredieten overgedragen van 1993 naar 1994.

HOOFDSTUK V - DE RIJKSSCHULD IN 1994

A. Uitstaand bedrag van de rijksschuld

Op 31 december 1994 bereikte het uitstaand bedrag van de rijksschuld 9.335,8 miljard BEF.

Men kan stellen dat de rijksschuld in 1994 met een bedrag van 262,8 miljard BEF een vrij geringe toename heeft gekend, zeker wanneer men rekening houdt met het feit dat de schuld in 1993 nog groeide met 784,3 miljard BEF. Deze evolutie kan op het eerste gezicht paradoxaal lijken, aangezien de verbetering op het niveau van het netto te financieren saldo zich duidelijk in mindere mate heeft voltrokken. Dit saldo evolueerde immers van -376,3 miljard BEF in 1993 naar -313,1 miljard BEF in 1994.

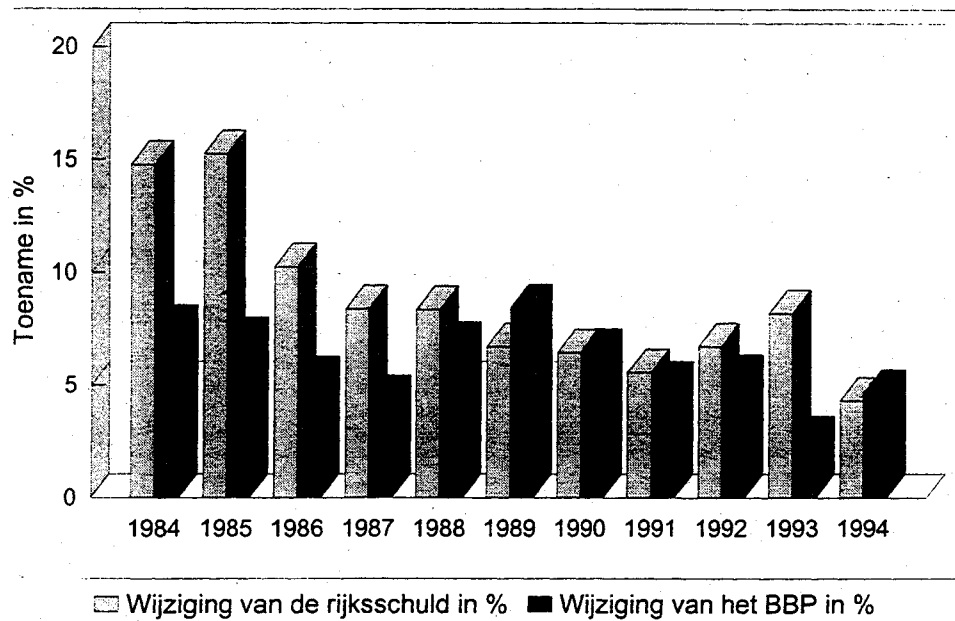
Deze situatie noopt ertoe een aantal zaken in herinnering te brengen. In 1993 was de rijksschuld in belangrijke mate toegenomen door factoren, die niets hadden te maken met het aangaan van leningen voor de financiering van kasverrichtingen. Binnen deze factoren konden drie doorslaggevende elementen worden onderkend: de overname van schulden door de federale Staat (+197,4 miljard BEF), de toename van de tegenwaarde in BEF van de schuld in vreemde deviezen ten gevolge van wisselkoersverschillen (+54,5 miljard BEF) en tenslotte de toename van de door de Schatkist aangegane beleggingen (+117 miljard BEF).

In 1994 is de evolutie totaal verschillend geweest. De andere bronnen van schuldvariatie, die reeds werden vermeld in de tabel met de verrichtingen van de Schatkist (blz. 13), hebben slechts met 66,9 miljard BEF bijgedragen tot een stijging van de schuld, terwijl het uitstaand bedrag van de door de Schatkist aangegane beleggingen tussen 31 december 1993 en 31 december 1994 met 117,2 miljard BEF is gedaald. De gunstige evolutie van deze twee factoren, waarvan het totaal overeenstemt met een vermindering van de nominale schuld ten belope van -50,3 miljard BEF, heeft toegelaten de evolutie van de nominale schuld terug te brengen tot een stijging met slechts 262,8 miljard BEF.

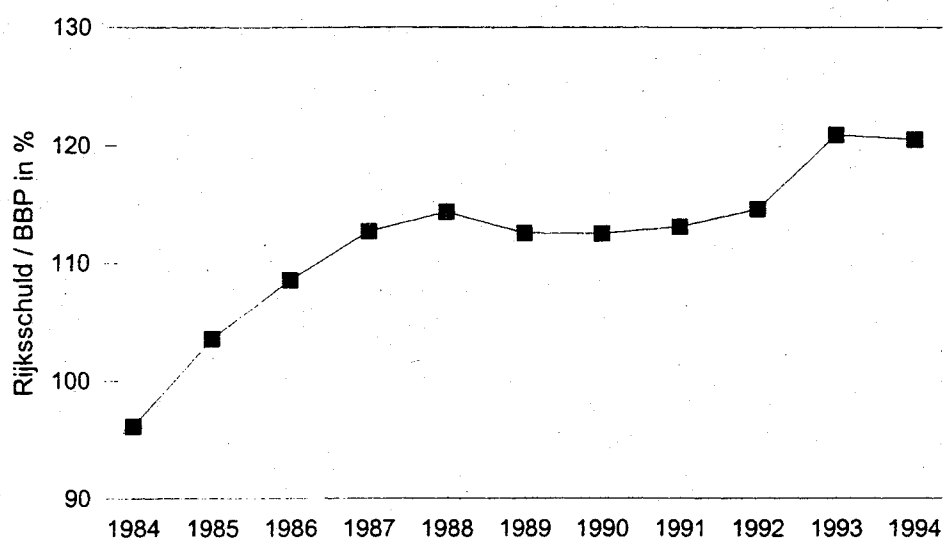
In het kader van de voorafbeelding van de resultaten van de begroting benadert het Rekenhof het schuldbegrip sinds 1992 ook in termen van "nettoschuld". Deze nettoschuld onderscheidt zich van het totale bedrag van de rijksschuld door het feit dat dit concept van schuld abstractie maakt van het gedeelte van de rijksschuld dat overeenstemt met de beleggingen die de Schatkist in het kader van haar beheersverrichtingen heeft aangegaan (op 31 december 1994 : 149,7 miljard BEF). De wijzigingen van deze financiële reserves (in 1994 : - 117,2 miljard BEF) hebben immers een erratisch karakter, waardoor zij in het raam van een evaluatie van de evolutie van de openbare financiën geen betekenis hebben.

Deze nettoschuld (of rijksschuld in enge zin) bedroeg op 31 december 1994 9.186,1 miljard BEF, wat neerkwam op een vermeerdering met 380 miljard BEF tegenover 31 december 1993.

GRAFIEK 1: Vergelijkende evolutie van de rijksschuld en het BBP



GRAFIEK 2: Evolutie van de verhouding rijksschuld / BBP



TABEL 5.1. EVOLUTIE VAN DE RIJKSSCHULD IN BELGIE (in enge zin)				
	Uitstaand bedrag op 31 december		Nominale aangroei	
	(in miljard BEF)	in % van het BBP (1)	(in miljard BEF)	%
1984	4.264,9	96,1	548,9	14,8
1985	4.914,6	103,5	649,7	15,2
1986	5.418,3	108,5	503,7	10,2
1987	5.872,5	112,7	454,2	8,4
1988	6.362,3	114,3	489,2	8,3
1989	6.788,2	112,5	425,9	6,7
1990	7.224,6	112,5	436,4	6,4
1991	7.626,5	113,1	401,9	5,6
1992	8.138,8	114,6	512,2	6,7
1993	8.806,1	120,9	667,3	8,2
1994	9.186,1	120,5	380,0	4,3

(1) : Waarde van het BBP berekend volgens Europese normen (ESER-rekeningen).

Bron : N.I.S. : Nationale Rekeningen - ESER 1981-1993 (52), nr. 101, 1994 en voor 1994 : economische begroting
 weerhouden voor de begrotingscontrole 1995 (gegevens op 14.02.1995 : BBP 1994 : 7.624,2 miljard BEF).

52) De berekening van het BBP door het N.I.S. voor de periode 1981-1993 geeft globaal genomen resultaten, die de voor de voorafbeelding van 1993 gebruikte cijfers lichtjes overtreffen. De percentages voor de hele kolom zijn bijgevolg aangepast.

B. Structuur van de rijksschuld

De structuur van de brutoschuld wordt in tabel 5.2. weergegeven.

TABEL 5.2. SAMENSTELLING VAN DE BRUTORIJKSSCHULD OP 31 DECEMBER 1994		
		(in BEF)
Geconsolideerde schuld (lange termijn)		in vergelijking met 31.12.1993
in BEF		
directe schuld :	5.552.202.138.440	+ 3,4 %
indirecte schuld :	243.244.139.813	- 49,4 %
TOTAAL :	5.795.446.278.253	
in deviezen :	743.972.984.689	+ 8,8 %
TOTAAL VAN DE GECONSOLIDEERDE SCHULD	6.539.419.262.942	+ 0,1 %
Schuld op middellange termijn		
TOTAAL VAN DE SCHULD OP MIDDELLANGE TERMIJN	1.711.010.000	- 37,3 %
Schuld op korte termijn		
in BEF	2.190.295.213.887	+ 28,7 %
in deviezen	604.376.998.465	- 37,6 %
TOTAAL VAN DE SCHULD OP KORTE TERMIJN	2.794.672.212.352	+ 10,2 %
TOTAAL RIJKSSCHULD	9.335.802.485.294	+ 2,9 %
<u>waarvan</u>		
in BEF	7.986.322.142.140	+ 5,7 %
in deviezen	1.349.480.343.154	- 11,2 %

In 1994 is de structuur van de rijksschuld in essentie door twee elementen beïnvloed:

- 1) Rekening gehouden met de daling van de rentevoeten op de financiële markten die toeliet lopende leningen tegen betere voorwaarden te herfinancieren, werden verscheidene klassieke leningen vervroegd terugbetaald. De mogelijkheid om deze leningen

vervroegd terug te betalen was in de periode van 1987 tot 1991 in de uitgiftevoorwaarden ingeschreven in de vorm van een "call option" ten gunste van de Schatkist. Zes-
tien klassieke leningen hadden toen een dergelijke "call option" meegekregen. In 1994
bedroegen de vervroegde terugbetalingen door uitoefening van deze "call options"
670,3 miljard BEF.

Deze actieve vorm van beheer van de rijksschuld, waarmee een beperking van de
rentelasten voor de komende jaren wordt beoogd, heeft echter twee gevolgen gehad :

- allereerst is de omvang van de terugbetalingen van die aard geweest, dat de betref-
fende verrichtingen niet volledig konden worden gefinancierd door nieuwe uitgften
op lange termijn. Een relatief belangrijk deel van de terugbetalingen is dan ook
gefinancierd door uitgften op korte termijn (schatkistcertificaten), waarvan de
rentevoeten trouwens gunstiger waren voor de Schatkist. Deze situatie komt duide-
lijk tot uiting in voorgaande tabel 5.2., waarin een stagnatie van de geconsolideerde
schuld (+ 0,1 %) en een sterke toename van de schuld op korte termijn in BEF (+
28,7 %) kan worden waargenomen.
 - in verband daarmee is de begroting voor 1994 bezwaard door een relatief belangrij-
ke toename van de op de begroting aan te rekenen rentelasten ten gevolge van de
relatieve deconsolidatie van de schuld. Immers, door de terugbetaling van leningen
ten dele te financieren door uitgften op korte termijn, werd de Schatkist niet alleen
geconfronteerd met de betaling van de normaal op de begroting ingeschreven rente-
lasten van de betreffende leningen, maar ook met de betaling van één of meer
schijven van rentelasten die voortvloeien uit de herfinanciering met schuldtitels op
korte termijn, waarvan de vervaldagen eveneens in 1994 vielen. Deze globale lasten-
vermeerdering heeft echter een zeer tijdelijk karakter, daar mag worden aangenomen
dat de voor 1995 en volgende jaren te verwachten toename van de consolidatie van
de schuld zich zal vertalen in een relatieve verlichting van de rentelasten. Deze
situatie onderstreept het belang van een evaluatie van de schuldenlast in functie van
de gelopen interesten over het gehele jaar. Een dergelijke benadering vertelt duide-
lijk meer dan de evolutie van de tot vervaldag gekomen interesten, een evolutie
waarvan de bewegingen in belangrijke mate worden beïnvloed door de duur tussen
de vervaldagen (zie punt C).
- 2) De algemene structuur van de schuld is in 1994 gekenmerkt door een daling van de
schuld in vreemde deviezen, en dit na een sterke vermeerdering van de deviezenschuld
in 1993. Deze vermeerdering was grotendeels te wijten aan de toename van uitgften op
korte termijn in DEM, een fenomeen dat voor een belangrijk deel werd verklaard door
de monetaire strubbelingen in de zomer van 1993 en de daaruit volgende verkrapping
van de liquiditeit van de Belgische geldmarkt. De normalisering op de financiële
markten in 1994 heeft een gedeeltelijke terugbetaling van deze financiering in vreemde
deviezen mogelijk gemaakt.

TABEL 5.3. - EVOLUTIE VAN DE SCHULD IN DEVIEZEN		
	(in miljard BEF)	% van de totale schuld
31 december 1988	1.087,4	17,1
31 december 1989	1.131,1	16,7
31 december 1990	1.111,7	15,4
31 december 1991	1.107,3	14,3
31 december 1992	1.010,5	12,2
31 december 1993	1.520,0	16,8
31 december 1994	1.349,5	14,5

De gedebudgetteerde schuld van zijn kant heeft in 1994 geen grote wijzigingen ondergaan, nadat de federale Staat in 1993 een belangrijk deel van deze schuld had overgenomen. Globaal genomen viel de gedebudgetteerde schuld in 1994 terug tot een bedrag van 67,2 miljard BEF, wat neerkwam op een vermindering met 6,6 miljard BEF tegenover eind 1993.

TABEL 5.4. - GEDEBUDGETTEERDE SCHULD			
(in miljard BEF)			
	SITUATIE EIND		
	december 1992	december 1993	december 1994
Oprichting van gebouwen	3,8	3,5	3,3
Plaatselijke besturen en volksgezondheid	27,0	25,0	22,9
Diversen	7,9	6,6	1,3
Nationale sectoren (NMNS)	185,9	0,0	0,0
Nationale Delcrederedienst	12,0	11,7	11,6
BELFIN (financiering van SABENA)	14,1	15,4	16,8
SOCOBESOM	1,3	0,0	0,0
Sanering van het NILK en het CBHK	2,5	11,6	11,2
	254,5	73,8	67,2

C. Rentelasten van de rijksschuld en impliciete rentevoet van de schuld

De notie "rentelast van de rijksschuld" verdient reeds jaren een bijzondere aandacht, gezien het zorgwekkende niveau van de schuld en de noodzaak om een juist beeld te krijgen van de lasten die voortvloeien uit de evolutie van de Staatsfinanciën.

Recent werden de rentelasten van de schuld nog gedefinieerd als de jaarlijkse last die de begroting moest dragen ten gevolge van de betaling van tot vervaldag gekomen interestschijven. Deze benadering van de notie "rentelast", die volledig kadert binnen de uitvoering van de begroting, is echter onder invloed van verschillende factoren in toenemende mate irrelevant geworden.

Zo is sinds 1986 een deel van de interesten die normaal ten laste vielen van de begroting gedebudgetteerd via een techniek van omzetting van interesten in nieuwe schuld-titels. Via deze debudgetteringstechniek is sindsdien ongeveer 236 miljard BEF aan rentelasten buiten het netto te financieren saldo gehouden. (53)

Een andere belangrijke wijziging werd ingevoerd bij de wet houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor 1994, meer bepaald door de wijziging van de begrotingsruiter (art. 2.51.7), die voor het eerst werd geformuleerd bij het aanpassingsblad voor 1993 en die betrekking had op de budgettering van de bij omruilingsaanbestedingen gerealiseerde boekhoudkundige winsten. Krachtens deze wijziging van de genoemde begrotingsruiter worden de uitgifteverschillen (een gevolg van uitgifteprijsen van titels boven of onder pari) vanaf het begrotingsjaar 1994 beschouwd als bij de bron verworven of betaalde interesten en worden zij op dezelfde thesaurierekening aangerekend als de bij omruilingsaanbestedingen van oude titels tegen OLO's gerealiseerde boekhoudkundige verliezen of winsten. Op het einde van het jaar wordt het saldo van deze thesaurierekening aangewend voor interestbetalingen van de rijksschuld of aangerekend op een basisallocatie voor rentelasten, naargelang het om een credit- of een debetsaldo gaat. In 1994 lagen de uitgifteprijsen van titels, als gevolg van de stijgingen van de rentevoeten in de loop van het jaar, zeer dikwijls onder pari, waardoor de uitgifte- en omruilingsverschillen globaal genomen negatief waren. De rentelasten zijn op deze wijze met 8,7 miljard BEF toegenomen.

TABEL 5.5. UITGIFTE- EN OMRUILINGSVERSCHILLEN (in BEF)	
Uitgifteverschillen voor OLO's	- 7.533.290.400
Uitgifteverschillen voor klassieke leningen	- 877.840.412
Omruilingsverschillen bij omruilingen van oude titels tegen OLO's	- 336.000.000
TOTAAL	- 8.747.130.812

53) waarvan : - 159,5 miljard BEF tussen 1986 en 1991 werd omgezet in schatkistbons in het kader van de zogenaamde regularisatieleningen, uitgegeven krachtens het K.B. nr. 446 van 20.08.1986 ;
- 76,2 miljard BEF sinds 1992 werd gekapitaliseerd bij de omruilingsaanbestedingen van oude titels tegen lineaire obligaties.

Op 31 december 1993 bedroeg de rijksschuld (inclusief beheersverrichtingen van de Schatkist) 9.073 miljard BEF. Nochtans lagen de door de rijksschuld gegenereerde rentelasten, inclusief de via omzetting in titels gekapitaliseerde interesten, in 1994 lager dan in 1993 : 712,5 miljard BEF tegenover 719,9 miljard BEF het jaar voordien.

De impliciete rentevoet van de schuld, d.w.z. de verhouding tussen de in de loop van het jaar betaalde interesten en de uitstaande schuld op 31 december van het vorige jaar, is daardoor sterk gedaald van 8,7 % in 1993 naar 7,9 % in 1994.

Deze impliciete rentevoet is evenwel slechts een theoretisch concept en geen directe weerspiegeling van de markrentevoeten. Hij is bij benadering een weergave van het gemiddelde van de rentevoeten van het geheel van de leningen, zowel die op korte termijn als die op lange termijn, in BEF en in vreemde deviezen. Ondanks zijn ietwat artificieel karakter, speelt deze impliciete rentevoet een essentiële rol in de modellen die worden gebruikt voor het maken van previsions in verband met de schuldratio (d.i. de verhouding tussen de schuld en het BBP), evenals bij de bepaling van een eventueel rentesnieuwbal-effect.

TABEL 5.6. - IMPLICIETE RENTEVOET VAN DE SCHULD					
Totaal van de rijksschuld (in miljard BEF)	Bedrag van de interesten (in miljard BEF)				Impliciete rentevoet van de rijksschuld
	Jaar	Uitgaven op begrotingskredieten (*)	Vereffend in de vorm van effecten	TOTAAL	
op 31.12.1985 : 4.914,6	1986	476,2	6,0	482,2	9,8 %
op 31.12.1986 : 5.418,3	1987	444,4	33,1	477,5	8,8 %
op 31.12.1987 : 5.872,5	1988	457,5	35,2	492,7	8,4 %
op 31.12.1988 : 6.362,3	1989	507,1	49,2	556,3	8,7 %
op 31.12.1989 : 6.788,2	1990	586,5	31,5	618,0	9,1 %
op 31.12.1990 : 7.224,6	1991	617,9	4,6	622,5	8,6 %
op 31.12.1991 : 7.751,0	1992	678,7	21,2	699,9	9,0 %
op 31.12.1992 : 8.288,7	1993	687,0	32,9	719,9	8,7 %
op 31.12.1993 : 9.073,0	1994	690,4	22,1	712,5	7,9 %

Bronnen : Administratie van de Thesaurie - Begrotingen.

* Bron : Algemene Toelichting van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen voor het begrotingsjaar 1995 (Parl. St. Kamer, 1546/1 - 93/94, blz. 193).
Voor 1994 is rekening gehouden met de verrichte betalingen.

DEEL II

Commentaar en opmerkingen betreffende de programma's van de algemene uitgavenbegroting

SECTIE 12 - JUSTITIE

1. Contract met de burger en meerjarenplan van Justitie

Net als vorig jaar werden de kredieten die speciaal waren uitgetrokken voor de verbetering van de werking van het gerecht en die betrekking hebben op het "Contract met de burger" of op het "Meerjarenplan van Justitie", weinig aangewend. Reeds eerder waren zij gevoelig verminderd naar aanleiding van de begrotingscontrole.

Die geringe aanwending van de kredieten is evenwel op enkele uitzonderingen na, niet het gevolg van het feit dat de uitvoering van projecten achterwege bleef of dat de kosten ervan waren overschat. Ze moet worden toegeschreven aan de traagheid bij de uitvoering. De voornaamste oorzaken van de achterstand lijken enerzijds te moeten worden gezocht in de voorafgaande goedkeuring van talrijke wettelijke en reglementaire maatregelen, en anderzijds in de strakke procedures die moesten worden gevolgd bij de aanwerving van het vereiste bijkomende personeel.

Niettemin lijkt de normatieve en logistieke omkadering thans voor een zeer groot deel verwezenlijkt zodat die projecten ten volle operationeel kunnen zijn in 1995. Daaruit zou een betere benutting van de kredieten moeten voortvloeien.

Hoewel de maatregelen waarin was voorzien om de financiering van het meerjarenplan te verzekeren, in ruime mate werden verwezenlijkt, hebben ze tot op heden niet het verhoopte rendement bereikt.

(in miljoen BEF)

CONTRACT MET DE BURGER				
Programma	ngk	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
12.40.2 (partim)	77,5	20,1	16,8	22 %
12.51.3 (partim)	329,8	289,9	242,4	73 %
12.56.2 (partim)	376,1	358,8	96,3	26 %
12.58.3	85,6	46,8	15,8	18 %
12.63.0	54,2	12,5	3,4	6 %
TOTAAL Con- tract met de bur- ger	923,2	728,1	374,7	41 %
MEERJARENPLAN VAN JUSTITIE				
12.40.0 (partim)	221,9	180,4	40,0	18 %
12.40.2 (partim)	60,5	37,2	29,2	48 %
12.51.3 (partim)	156,6	99,0	7,2	5 %
12.54.0 (partim)	8,0	0,0	0,0	0 %
12.55.0 (partim)	60,8	45,4	12,6	21 %
12.56.0 (partim)	62,5	27,8	6,0	10 %
12.56.2 (partim)	180,2	145,7	16,2	9 %
TOTAAL Meerjarenplan	750,5	535,5	111,2	15 %
ALGEMEEN TOTAAL	1673,7	1263,6	485,9	29 %

In de oorspronkelijke begroting voor 1994 was 2.451 miljoen BEF ter beschikking van het Ministerie van Justitie gesteld voor de verderzetting van de programma's "Contract met de burger" (1.177,8 miljoen BEF) en voor de tenuitvoerlegging van het "Meerjarenplan van Justitie" (1.273,2 miljoen BEF). Het meerjarenplan ontwikkelt, naast andere projecten, bepaalde projecten van het "Contract met de burger". Bij die twee plannen zijn in totaal ongeveer 28 projecten betrokken, verspreid over de hierboven vermelde programma's.

Die kredieten werden na aanpassing tot 1.673,7 miljoen BEF teruggebracht. Uit de tabel blijkt een relatief geringe aanwending der kredieten (75 % aan vastleggings - en 29 % aan ordonnanceringszijde), meer in het bijzonder wat het meerjarenplan betreft. Die benuttigingspercentages van de kredieten zijn evenwel groter dan eind 1993 (respectievelijk 60 % en 16 %) alleen al voor het "Contract met de burger". Die laatste vaststelling moet echter zelf worden gerelativeerd omwille van de aanmerkelijke vermindering der kredieten (min 30 %) bij de begrotingscontrole.

De hierna volgende analyse van de uitvoering van de verschillende programma's van die plannen wijst, net als vorig jaar, uit dat die geringe aanwending der kredieten, enkele uitzonderingen niet te na gesproken, niet het gevolg is van niet-verwezenlijkte projecten noch van een overschatting van de kosten, maar dat zij voortvloeit uit een trage tenuitvoerlegging.

Twee grote oorzaken liggen aan de basis van die vertraging :

- talrijke wetgevende en reglementaire maatregelen dienen te worden getroffen vóór met de verwezenlijking van de vooropgestelde doelstellingen een aanvang kan worden gemaakt ;
- voor talrijke projecten moet bijkomend personeel worden aangeworven. Enerzijds zijn sommige machtigingen om tot de aanwervingen over te gaan te laat gegeven of konden niet snel ten uitvoer worden gelegd. Anderzijds dienden voor bepaalde aanwervingen bij het hoofdbestuur en bij de buitendiensten van het Bestuur der Strafinrichtingen voorafgaandelijk nieuwe organieke personeelsformaties te worden goedgekeurd. Dat is in 1994 (54) niet gebeurd zodat de uitvoering van de projecten die nauw samenhangen met de goedkeuring van die formatie niet kan worden verwezenlijkt. (55)

54) De personeelsformatie van de buitendiensten van het Bestuur der Strafinrichtingen werd vastgesteld bij koninklijk besluit van 8 maart 1995 (BS van 22 maart 1995) ; die van het hoofdbestuur bij koninklijk besluit van 6 april 1995 (BS van 27 april 1995).

55) Het gaat om de uitbreiding van de personeelsformatie van het Bestuur van de Burgerlijke en Criminele Zaken en van de Dienst Gebouwen en Materieel, de oprichting van een secretariaat voor de Commissie voor bijstandverlening aan de slachtoffers van opzettelijk geweld, de oprichting van een dienst vorming voor de magistratuur en de uitbreiding van de formatie van de buitendiensten van het Bestuur der Strafinrichtingen en van de personeelsformatie van de laboratoria van de gerechtelijke politie.

Hoewel de geringe aanwending der kredieten dus het voortvloeijsel is van de trage tenuitvoerlegging van de projecten, laat het onderzoek van de in de loop van dat jaar genomen maatregelen daarentegen toe vast te stellen dat het wetgevende en reglementaire kader, evenals de vereiste menselijke en materiële middelen, thans voor de meeste van die projecten beschikbaar zijn. Er kan derhalve redelijkerwijze worden vooropgesteld dat zij in 1995 ten volle operationeel zullen zijn.

Het Rekenhof vestigt er evenwel de aandacht op dat uit die vaststellingen kan worden afgeleid dat de uitgavenvermindering met ongeveer twee miljard BEF ten overstaan van de in 1994 opgestelde oorspronkelijke begroting, zich de volgende jaren niet meer zal herhalen.

Programma 12.40.04 (activiteit) was bestemd voor de informatisering van een ondersteunende structuur bij het hoofdbestuur, voor de installatie van de diensten van diezelfde administratie in de gebouwen BORDET en NORTH GATE en voor de uitbreiding van het kader van de Dienst Gebouwen en Materieel.

Behoudens de derde doelstelling werden de kredieten met betrekking tot de nieuwe vestiging van het hoofdbestuur en de informatisering van een ondersteunende structuur ten belope van 88,7 % vastgelegd.

In het raam van de ontwikkeling van de volledige informatisering van een ondersteunende structuur voor het hoofdbestuur, werden twee projecten opgezet : een automatisch vertaalsysteem (6 miljoen BEF) en een telecommunicatienet dat het Centrum voor Informatieverwerking, de rechtbanken van eerste aanleg en de hoven van beroep met elkaar verbindt (40,2 miljoen BEF).

Programma 12.40.2 beoogde de informatisering van het centraal strafregister, de oprichting van het secretariaat voor de Commissie voor Hulp aan de Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden, de oprichting van een Dienst Vorming van de magistratuur.

De geringe benuttingsgraad van de vastleggingen is voornamelijk het gevolg van de niet-verwezenlijking van de laatste twee doelstellingen (ontbreken van een organieke personeelsformatie, zie supra).

Wat daarentegen de ontwikkeling van het centraal strafregister betreft, wordt de codering van de beoordelingsfiches uitgevoerd door een ploeg contractuele personeelsleden die op bevredigende wijze met haar werkzaamheden voortgang maakt.

De geringe benuttingsgraad aan vastleggingszijde van de investeringskredieten (2 %) is te wijten aan de moeilijkheden rond de aansluiting van de gemeenten op het strafregister en aan de programmering van de uitwissing van de straf. Die hinderpalen die zich opwerpen bij de verwezenlijking van het project worden progressief opgeheven dank zij nieuwe

wetgevende maatregelen. (56)

Programma 12.51.3 beoogde de verwezenlijking van projecten rond alternatieve straffen (werken van algemeen nut), de ontwikkeling van observatie- en behandelingsseenheden in de strafinrichtingen, de verscherping van de controle op de toegang tot de gevangenis- sen, de geïntegreerde informatisering van de strafinrichtingen en de versterking en verbetering van het statuut van het personeel van het Bestuur der Strafinrichtingen.

Het feit dat 80 % van de uitgetrokken kredieten werd vastgelegd geeft voldoende aan hoever de diverse projecten zijn gevorderd.

De drie belangrijkste (behandelings- en oriëntatie-eenheden, werken van algemeen nut en controle op de toegang tot de gevangenis) kunnen als operationeel worden beschouwd, met voorbehoud voor de huisvesting van bepaalde probatiecommissies waarvoor geen enkel krediet aan de Regie der Gebouwen is toegekend voor het huren van nieuwe lokalen.

In het raam van de globale informatisering van het Bestuur der Strafinrichtingen werd een eerste opdracht gegund met het oog op de opstelling, na het opmaken van de inventaris van de bestaande middelen en na een raming van de behoeften, van een concreet plan voor de informatisering van de gevangenis en van de administratieve diensten.

De kredieten die daarentegen zijn uitgetrokken voor de uitbreiding van de personeelsformatie en voor de verbetering van het personeelsstatuut, die reeds aanzienlijk waren verminderd naar aanleiding van de aanpassing (van 348,4 miljoen BEF tot 126,3 miljoen BEF), werden slechts matig aangewend (72,9 miljoen BEF). Bovendien blijkt een belangrijk saldo (288,4 miljoen BEF) bij de basisallocatie van het bestaansmiddelenprogramma (51.01.11.03). Die geringe aanwending is het gevolg van de vertraging bij het aanwerven van personeel (zowel van vervangend als van bijkomend personeel). In de inrichtingen van Jamioulx, Verviers en Vorst zijn evenwel aanwervingen gebeurd. Daarentegen werd niemand voor Brugge aangeworven daar de voor oktober 1994 geplande opening niet is doorgegaan.

Het krediet van **programma 12.54.0**, bestemd voor de uitbreiding van de personeelsformatie van het Bestuur van Burgerlijke en Criminele Zaken is onaangewend gebleven ingevolge - zoals reeds eerder werd gesteld - de niet-goedkeuring in 1994 van de nieuwe organieke personeelsformatie van het hoofdbestuur.

Programma 12.55.04 (activiteit) beoogde de vestiging van de Veiligheid van de Staat in het NORTH GATE-complex. De kredieten werden ten belope van 75 % vastgelegd.

56) De artikelen 149 tot 151 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen betreffende het probleem van de vrijwillige delicten en dat van de opeenvolgende veroordelingen en het voorontwerp van wet betreffende het strafregister dat door de Ministerraad van 7 april 1995 werd goedgekeurd.

Programma 12.56.04 (activiteit) was bestemd voor de herziening van de vergoedingen toegekend aan juryleden in assisenzaken, de vaststelling van een personeelsformatie voor de gerechtelijke stagiairs, de verbetering van de documentatie van de magistraten, de aanstelling van toegevoegde vrederechters.

Voor dit programma bedraagt de gemiddelde benuttingsgraad van de vastleggingen 45 % en is de benuttingsgraad van de ordonnanceringsgraden gering (10 %). De oorzaak hiervan is dat de eerste drie projecten niet werden gefinaliseerd.

Daarentegen werden vijf vrederechters aangesteld en geïnstalleerd.

Programma 12.56.2 behelsde de uitvoering van zeer uiteenlopende projecten zoals de uniformisering van de beroepsprocedures inzake sociale bijstand, de versnelling van de strafrechtprocedure (verschijning door oproeping per proces-verbaal), de informatisering van de parketten en de griffies en van de kabinetten van de onderzoeksrechters, de strafbemiddeling en slachtofferhulp, gerechtsbijstand, de herwaardering van de bezoldiging van de gerechtsdeskundigen en de hervorming van de politierechtbanken.

De hoge benuttingsgraad van de vastleggingen (91 %) betekent dat de diverse projecten ver zijn gevorderd (57) (met uitzondering van de hervorming der politierechtbanken die pas op 1 januari 1995 van kracht is geworden) :

- aanstelling van 4 magistraten voor de arbeidsrechtbanken (sociale hulp) ;
- uitbreiding van het personeelskader der rechtbanken van eerste aanleg (versnelling van de gerechtelijke procedure) ;
- uitbreiding van de informatisering van de parketten en van de correctionele griffies van de rechtbanken van eerste aanleg (2de uitbreiding), van de burgerlijke griffies van de rechtbanken van eerste aanleg en van de handelsrechtbanken (1ste uitbreiding), hetzij 142,3 miljoen BEF ;
- aanpassing van de erelonen van de gerechtsdeskundigen vanaf 1 december 1994. Net als in 1993 werden de kredieten integraal geordonnanceerd om het hoofd te bieden aan de algemene stijging van de kosten van justitie op repressief vlak ;
- oprichting van de graden en van het administratief en geldelijk statuut van de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, van de sociale assistenten bij de parketten (strafbemiddeling en slachtofferhulp).

Programma 12.58.3 was voornamelijk bestemd voor de ontwikkeling van een derde departement (wetenschappelijke cel) van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, voor de vergoeding van de verbindingsofficieren die deel uitmaken van de gerechtelijke politie, voor de ontwikkeling van de commissie SIRENE en van de gerechtelijke laboratoria.

57) De geringe ordonnanceringsgraad is in het onderhavige geval niet significant. Een aanzienlijk deel der kredieten (277,5 miljoen BEF) was bestemd voor investeringen waarvoor de betaling vaak pas het tweede jaar wordt uitgevoerd. De verschuldigde betalingen voor de gerechtsbijstand (66,3 miljoen BEF) worden traditioneel uitsluitend op overgedragen kredieten betaald.

De vrij geringe benuttingsgraad aan vastleggingszijde wat de kredieten inzake personeel betreft, vloeit voort uit de traagheid van de procedure voor de vaststelling van de verschillende organieke personeelsformaties (en taalkaders) van het wetenschappelijk personeel toegevoegd aan de recherche, vakpersoneel van het NICC en technisch personeel van de laboratoria van de gerechtelijke politie.

Het derde departement van het NICC beschikt evenwel over het nodige contractuele personeel voor de uitvoering van zijn opdrachten.

Al de kredieten bestemd voor de vergoeding van de verbindingsofficieren, voor de ontwikkeling van de commissie SIRENE en voor de uitbreiding en inrichting van de laboratoria en van het NICC, werden maximaal vastgelegd.

Programma 12.63.0 ten slotte betreft de oprichting van de Dienst voor Criminaliteitsbestrijding die sedert 1993 is aangekondigd. Die dienst werd operationeel door de aanstelling van zijn college bij koninklijke besluiten van 10 en 17 november 1994. De enige vastgelegde uitgaven (3,4 miljoen BEF) hebben betrekking op de bezoldiging van enkele contractuele personeelsleden die nodig zijn voor het opstarten van de dienst.

De maatregelen waarin was voorzien met het oog op de **financiering** van het meerjarenplan werden verwezenlijkt in de programmawet van 24 december 1993 (verhoging van de opdecimen, van bepaalde registratierechten, van bepaalde griffierechten, verhoging van de bijdrage tot het Bijzonder Fonds voor Bijstand aan de Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden) en in het koninklijk besluit van 23 december 1993 houdende wijziging van het algemeen reglement inzake de kosten van justitie in repressieve materies (verhoging van de veroordelingsvergoeding).

De enige financiële maatregel die niet werd verwezenlijkt is de optrekking van het bedrag der onmiddellijke inningen bij inbreuken.

Benevens de kosten van justitie waarvoor de cijfers niet beschikbaar zijn, bedragen de nieuwe fiscale ontvangsten die uit voormelde maatregelen voortvloeien, $\pm$ 840,3 miljoen BEF terwijl zij op ongeveer 2.115 miljoen BEF waren geraamd in de beleidsnota. Het verschil situeert zich voornamelijk in de verhoging van de opdecimen op strafboetes (596,2 miljoen BEF aanvullende ontvangsten op 1.800 miljoen BEF die waren aangekondigd).

2. Programma 12.51.1 - Onderhoud en hulpverlening aan gedetineerden

Het krediet van het programma "Onderhoud en hulpverlening aan gedetineerden" is ruim onvoldoende gebleken voor het vereffenen van de uitgaven. Een bijkrediet van 165,0 miljoen BEF zal nodig zijn. Het tekort situeert zich voornamelijk in de sector bescherming van de maatschappij en het is het gevolg van het feit dat in de begroting geen rekening werd gehouden met de stijging van de onderhoudsdagprijs van de gestichten tot bescherming van de maatschappij te Bergen en Doornik.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	862,1	862,0	791,8	92 %
vjr	133,7	133,7	133,6	100 %

Net als in 1993 was dat krediet ruim onvoldoende voor het dekken van het geheel der uitgaven voor onderhoud der gedetineerden. Naar aanleiding van de begrotingscontrole voor 1994 diende ingevolge die ontoereikendheid een krediet van 133,7 miljoen BEF voor schuldvorderingen van het vorige jaar te worden goedgekeurd.

Voor 1994 zal een bijkrediet van 165,0 miljoen BEF nodig zijn voor de betaling der geleverde prestaties, voornamelijk in de sector van de bescherming van de maatschappij (130,7 miljoen BEF).

Een groot deel van het krediet wordt immers gebruikt voor de tenlasteneming van de geïnterneerden in de gestichten tot bescherming van de maatschappij van Bergen en Doornik (58) die onder het Waalse Gewest ressorteren, maar die volledig ten laste van de begroting van het Ministerie van Justitie vallen (programma 12.51.1) krachtens het besluit van de Regent van 10 februari 1948.

Die uitgaven waren oorspronkelijk op 262 miljoen BEF geraamd. Uiteindelijk kwamen ze op ongeveer 390 miljoen BEF te liggen, voornamelijk ingevolge de door de Minister van Volksgezondheid vastgelegde onderhoudsdagprijs, op basis waarvan de tegemoetkoming van het Ministerie van Justitie wordt vastgesteld overeenkomstig bovenvermeld besluit van de Regent. De stijgingen van de onderhoudsdagprijs toepasselijk op 1 juni 1994 (25 % in Bergen en 77 % in Doornik) werden in de begroting niet in aanmerking genomen.

Hetzelfde geldt voor de begroting voor 1995, waarvoor de ontoereikendheid van het krediet op ongeveer 185 miljoen BEF kan worden geraamd.

3. Programma 12.58.2 "Internationale Samenwerking"

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	17,3	17,3	16,9	98 %

58) Die twee instellingen tellen ongeveer 30 % van de geïnterneerden. De andere geïnterneerden zijn ondergebracht in ofwel inrichtingen die ressorteren onder het Bestuur der Strafinrichtingen (en waarvan de andere werkingsuitgaven dan het eigenlijke onderhoud worden gedragen door het bestaansmiddelenprogramma 12.59.0), ofwel in geëigende openbare of privé-instellingen (psychiatrische ziekenhuizen) en vallen in dat geval gedeeltelijk ten laste van de sociale zekerheid.

Het krediet van dit programma was uitsluitend bestemd voor het aandeel van België in het dekken van de werkingskosten van de Internationale Organisatie voor de Criminele Politie te Parijs. De kosten voor de installatie van het informatiesysteem Schengen (2,5 miljoen BEF) hadden logischerwijze eveneens op dat activiteitenprogramma moeten worden aangerekend in plaats van op het bestaansmiddelenprogramma (12.58.0). Het Rekenhof heeft aan de bevoegde minister gevraagd dat dergelijke uitgaven in de toekomst correct zouden worden aangerekend.

4. Programma 12.59.0 "Hulpverleningen aan de erkende erediensten - Bestaansmiddelen"

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	3.597,7	3.501,5	3.499,0	97 %
vjr	11,5	11,5	4,6	40 %

Binnen dit programma komt een basisallocatie van 0,2 miljoen BEF voor die op werkingskosten betrekking heeft (B.A. 59.02.12.01). Het departement neemt echter ook de kosten ten laste voor de frankering van de administratieve correspondentie van de erkende erediensten. Die tegemoetkoming, die voor 1994 op ongeveer 5,4 miljoen BEF was geraamd, zou logischerwijze op een basisallocatie van programma 12.59.0 moeten zijn aangerekend, en niet ten laste van basisallocatie 40.02.12.01 van programma 12.40.0 (bestaansmiddelenprogramma van het secretariaat-generaal en van de algemene diensten) zoals is gebeurd. Het geheel der uitgaven betreffende een programma moet immers op de kredieten van dat programma worden aangerekend zodat de precieze kostprijs ervan kan worden becijferd.

SECTIE 13 - BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN**1. Programma 13.54.5 "Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen"**

De middelen van het organieke Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen werden in de loop van 1994 slechts matig aangewend (in 1993, het eerste jaar dat het fonds voorkwam in de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, werden de kredieten niet aangewend). Volgens het departement is dat toe te schrijven aan de vertraging die het dossier van de nucleaire noodplanning heeft opgelopen.

FONDS 13-8 (in miljoen BEF)	VASTLEGGING		ORDONNANCERING	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 01/01/1994	103,7	103,7	103,7	103,7
Ontvangsten	100,0	103,7	100,0	103,7
Beschikbaar	203,7	207,4	203,7	207,4
Uitgaven	100,0	31,0	100,0	0,0
Saldo op 31/12/1994	103,7	176,4	103,7	207,4

Artikel 3bis, § 1, 2°, van de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren (ingevoegd bij artikel 152 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen en gewijzigd bij artikel 66 van de wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen) bepaalt dat ten laste van de exploitanten van kerncentrales retributies worden geheven. De opbrengst is bestemd om geheel of gedeeltelijk de kosten te dekken, die de uitvoering van het nationaal nucleair noodplan met zich meebrengt. Een koninklijk besluit (59) stelt het bedrag van de jaarlijkse retributie vast. Overeenkomstig artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit worden de ontvangsten toegewezen aan het binnen de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken opgerichte organieke Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen (artikel 67 van de wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen).

In de algemene uitgavenbegroting voor 1994 werd voor 100 miljoen BEF ontvangsten voorzien. Het vooropgesteld bedrag aan inkomsten werd volledig bereikt ; in werkelijkheid werden er 103,7 miljoen BEF ontvangsten geboekt, dit is hetzelfde bedrag als in 1993.

Het krediet van het fonds (saldo op 1/1/1995 : 207,4 miljoen BEF) werd matig aangewend. Die onderbenutting zou volgens het departement toe te schrijven zijn aan de vertraging die het dossier van de nucleaire noodplanning heeft opgelopen.

59) Koninklijk besluit van 23 november 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 mei 1982 betreffende de heffing van retributies bij toepassing van de reglementering betreffende de ioniserende stralingen.

De aanwerving van drie contractuele personeelsleden (2 bestuurssecretarissen en 1 opsteller), belast met het beheer van het fonds, ging niet door omdat de desbetreffende reglementering vooreerst moest worden aangepast (60). Hun niet-indienstneming moest door andere diensten van de Algemene Inspectie van de Civiele Bescherming worden opgevangen, hetgeen uiteraard nadelige gevolgen had. De onderhandelingen, die moesten leiden tot het sluiten van een aantal contracten met gespecialiseerde wetenschappelijke instellingen (SCK, IRE, IHE), zijn laattijdig begonnen. Hetzelfde geldt voor de raadpleging van de provinciegouverneurs bij de opmaak van het investeringsprogramma. De lastenboeken raakten niet tijdig klaar of kregen een negatief advies vanwege de Inspectie van Financiën.

Voor de organisatie van een informatiecampaagne, gericht op de bevolking in de omgeving van de nucleaire installaties, ondertekende de Minister van Binnenlandse Zaken op 22 december 1994 een overeenkomst met de Federale Voorlichtingsdienst. Op de basisallocatie 54.50.12.49 werd 31 miljoen BEF vastgelegd.

2. Meerjarenplan van Justitie

De kredieten voor het Meerjarenplan van Justitie, opgenomen in de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken voor 1994, zijn terug te vinden onder drie programma's.

Deze kredieten waren voornamelijk bestemd voor een versnelde realisatie van het Politie Informatie Project (PIP) en voor de verhuis- en installatiekosten van de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Deze middelen werden in de loop van 1994 grotendeels aangewend (althans op het vlak van de vastleggingen). Alleen de werving van acht informatici voor het PIP kon niet volledig tot een goed einde worden gebracht.

(in miljoen BEF)

Programma	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
13.55.0 ngk (partim)	62,9	42,8	16,5	26 %
13.56.4 ngk (volledig) vk ok	90,5 80,0 80,0	57,2 76,9 -	16,3 - 68,7	18 % - 86 %
13.60.0 ngk (partim)	17,1	17,1	4,9	29 %

60) Dat gebeurde bij koninklijk besluit van 10 februari 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten en in sommige instellingen van openbaar nut.

In het kader van het "Meerjarenplan van Justitie" werd in 1994 een nieuw programma 13.56.4 toegevoegd aan de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken.

Deze kredieten moesten een versnelde realisatie van het Politie Informatie Project (PIP) mogelijk maken. De financiering van deze bijkomende uitgaven is mogelijk gemaakt door een gedeeltelijke aanwending van de geaffecteerde 7,5 % van de ontvangsten uit penale boeten op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken.

Het programma beschikte over kredieten voor personeelsuitgaven, werkingskosten en investeringen. De aanwerving van contractueel gespecialiseerd personeel moest de opvolging en verdere uitbouw van het PIP mogelijk maken. Het PIP-team zou bestaan uit 8 informatici, 3 programmeurs-analisten, 3 bestuurssecretarissen en 2 opstellers. De opvulling van deze vacatures verliep niet geheel probleemloos voor de informatici, aangezien er in 1994 slechts 2 in dienst traden.

Het krediet voor werkingsuitgaven (basisallocatie 56.43.12.44) werd nog niet volledig aangewend - van de ingeschreven 65,5 miljoen BEF werd 53,9 miljoen BEF vastgelegd en slechts 13,1 miljoen BEF geordonnanceerd - omdat het PIP nog niet volledig operationeel is. Bij volledige operationaliteit zullen de kosten voor onderhoudscontracten en de huur van DCS-lijnen (data transmissie) meer uitgaven vereisen. De thans vastgelegde uitgaven hebben voornamelijk betrekking op onderhoudsovereenkomsten, de upgradering van PC's en de huur van datalijnen.

De basisallocatie 56.43.63.07 (gesplitst krediet bestemd voor investeringen) laat een vrij hoge benuttingsgraad zien - van de ingeschreven 80,0 miljoen BEF werd 76,9 miljoen BEF vastgelegd en 68,7 miljoen BEF geordonnanceerd - al valt hier wel te noteren dat de meeste vastleggingen, net zoals voor de basisallocatie 56.43.12.44, uit de eindejaarsperiode dateren. Deze vastleggingen hebben in hoofdzaak betrekking op de uitbreiding van het netwerk, de aankoop van krachtige PC's (servers) en van software.

Het "Meerjarenplan van Justitie" heeft ook nog een luik in de programma's 13.55.0 ("Toezicht op de vreemdelingen - Bestaansmiddelen") en 13.60.0 ("Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen - Beroepscommissie voor de vluchtelingen" - Bestaansmiddelen) met telkens één basisallocatie : 55.04.12.07 en 60.04.12.07.

De dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en de Vaste Beroepscommissie zijn op 1 januari 1994 van het Ministerie van Justitie naar het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken overgeheveld. Deze diensten hebben in de loop van 1994 hun intrek genomen in de gebouwen van de North Gate I en II in de Brusselse Noordwijk.

Om de verhuis- en installatiekosten van hogergenoemde besturen te dragen, heeft het Ministerie van Justitie in 1993 bij de opmaak van zijn begrotingsvoorstellen voor 1994 de nodige kredieten ingeschreven, nl. 62,9 miljoen BEF voor de dienst Vreemdelingenzaken en 17,1 miljoen BEF voor het Commissariaat-generaal en de Vaste Beroepscommissie.

Daar waar het Commissariaat-generaal het hele bedrag van 17,1 miljoen BEF integraal heeft vastgelegd, waren er voor de dienst Vreemdelingenzaken slechts vastleggingen voor een totaal bedrag van 42,8 miljoen BEF. De uitgaven hadden voornamelijk betrekking op kosten voor de informaticabekabeling, de installatie van een telefooncentrale en een controlesysteem voor de toegang van de gebouwen.

SECTIE 14 - BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL

1. Programma 14.40.0 "Secretariaat-generaal en aangehechte diensten - Bestaansmiddelen"

Voor het derde opeenvolgende jaar werden de kredieten voor het BELEXTEL-project nauwelijks aangewend. Dit vloeit voort uit het feit dat het geleverd systeem niet beantwoordt aan de gestelde eisen. Om hieraan te verhelpen keurde de Ministerraad op 3 maart 1995 een actieplan goed dat zou moeten toelaten het BELEXTEL-project af te werken. De uitvoering van dit plan zal in de toekomst onder meer moeten blijken uit een hoger aanwendingspeil van de kredieten dan thans het geval is.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
ok	141,5	0,0	0 %

Voor het derde opeenvolgende jaar (61) werd het voor de ontwikkeling van de informatica ingeschreven ordonnanceringskrediet op basisallocatie 40.03.74.10 ("Ontwikkeling van de Informatica") nauwelijks of niet aangewend. Deze basisallocatie is nochtans bestemd voor de uitgaven in het kader van het BELEXTEL-project, zijnde het geïntegreerd systeem van bureautica, telecommunicatie en informatica voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel (hoofdbestuur en diplomatieke posten).

De onderbenutting of niet-aanwending van deze kredieten houdt nog steeds verband met de niet-naleving door de mede-contractant van de Staat van zijn verplichtingen - het geleverd systeem beantwoordt niet aan de gestelde eisen - zoals opgenomen in het oorspronkelijk contract van 7 december 1987, opgezet in het kader van het nationaal programma van de overheidsinvesteringen.

Teneinde deze moeilijkheden te verhelpen keurde de Ministerraad op 3 maart 1995 (aanhangsel van 27 februari 1995 aan het BELEXTEL-contract) een actieplan goed dat enerzijds de bestaande tekortkomingen moet wegwerken en anderzijds moet leiden tot de upgradering en finalisatie van het systeem (upgradering hardware en software, aanpassingen databanken, ...).

2. Programma 14.51.1 "Buitenlandse Handel"

Alhoewel een belangrijk deel van de vastleggingsmiddelen afkomstig is van de begro-

61) Benutting van de basisallocatie 40.03.74.10 (in miljoen BEF).

<u>Jaar</u>	<u>Krediet</u>	<u>Benutting</u>
1992	140,0	20,4
1993	149,6	8,1
1994	141,5	0,0

tingsberaadslaging nr. 3133 van 9 september 1994 (1.250 miljoen BEF), werd het grootste deel van de uitgaven, namelijk 1.412,8 miljoen BEF, pas in december vastgelegd. Dit is het gevolg van de laattijdige indiening door het departement van een wetsontwerp houdende de regularisatie van deze machtiging. Het bevestigt de vroeger gemaakte opmerking dat onvoldoende werd aangetoond waarom geen beroep werd gedaan op de normale procedure van aanpassing van de begroting.

De lage benutting van de ordonnanceringsmiddelen is het gevolg van het groeiend aandeel exportdossiers in vreemde deviezen. Door de cruciale rol die fluctuerende rentevoeten en wisselkoersschommelingen spelen in deze dossiers is het zeer moeilijk om deze uitgaven budgettair in te schatten.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
vk	2.890,0	2.832,1	-	-
ok	1.564,0	-	822,0	53 %

Het grootste deel van de vastleggings- en ordonnanceringsmiddelen van dit programma zijn terug te vinden onder de basisallocatie 51.12.31.01, bestemd voor de zogenaamde COPROMEX-interestsubsidies, waardoor de rentevoet kan worden verlaagd van uitvoerkredieten toegestaan aan uitvoerders voor de levering van Belgische uitrustingsgoederen en/of diensten aan het buitenland.

De vastleggingsmiddelen op deze basisallocatie, ten bedrage van 2.815,0 miljoen BEF, zijn het resultaat van een initieel goedgekeurd krediet van 1.565,0 miljoen BEF en een machtiging van 1.250,0 miljoen BEF (begrotingsberaadslaging nr. 3133 van 9 september 1994 in uitvoering van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit), die pas uitvoerbaar werd op 7 december 1994, datum van de indiening van een wetsontwerp houdende regularisatie van deze machtiging.

Deze middelen werden zo goed als volledig aangewend (2.759,5 miljoen BEF vastleggingen). Hiervan werd 1.412,8 miljoen BEF evenwel pas in de loop van de maand december vastgelegd.

De ordonnanceringsmiddelen, ten bedrage van 1.445,0 miljoen BEF, werden slechts voor 757,4 miljoen BEF aangewend (benuttigingsgraad van 52,4 %). Dit zou het gevolg zijn van de toepassing van het stabilisatiemechanisme van de rentevoeten van exportkredieten in vreemde deviezen. Hierbij spelen fluctuerende rentevoeten (ten opzichte van de gegarandeerde rentevoet) en wisselkoersschommelingen een cruciale rol (in bepaalde gevallen is de Staat zelf ontvangende partij ; in 1994 zouden er volgens het departement voor 461 miljoen BEF ontvangsten zijn gerealiseerd), waardoor het zeer moeilijk is deze uitgaven budgettair in te schatten.

3. Programma 14.42.0 "Diplomatieke en consulaire posten - Bestaansmiddelen"

Noch de verantwoording van de kredieten in de begrotingsdocumenten, noch de informatie bekomen van het departement laten toe na te gaan welke de redenen zijn van de belangrijke onderbenutting van de ordonnanceringsmiddelen bestemd voor de aankoop, de bouw en de inrichting van gebouwen voor de ambassades, gezantschappen, consulaten en andere gebouwen welke van het departement afhangen.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
vk	158,8	142,1	-	-
ok	366,1	-	147,3	40 %

Organiek fonds 14.1 : Fonds bestemd tot het gebruik van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen, gelegen in het buitenland, ...

Fonds 14.1 (in miljoen BEF)	VASTLEGGING		ORDONNANCERING	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1/1/1994	41,5	4,0	4,0	4,0
Ontvangsten	61,4	70,0	61,4	70,0
Desaffectaties	- 37,5	-	0,0	-
Vermindering vastleggingen	-	1,0	-	-
Beschikbaar	65,4	75,0	65,4	74,0
Uitgaven	65,4	0,0	65,4	0,0
Saldo op 31/12/1994	0,0	75,0	0,0	74,0

De informatie verschaft door het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel betreffende de lage benuttigingsgraad van de ordonnanceringskredieten (allen ingeschreven onder basisallocatie 42.04.83.01 "Aankoop, bouw en inrichting van gebouwen voor de ambassades, beroepsconsulaten en andere gebouwen welke van het departement afhangen - allerhande kosten in betrekking er mede") en van de variabele kredieten van het organiek fonds verklaarde onvoldoende de omvang van de onderbenutting (218,8 miljoen BEF ordonnanceringskredieten en 65,4 miljoen BEF variabele kredieten werden niet aangewend.

Ook de te beperkte verantwoording van de kredieten in de beleidsnota en in de initiële administratieve begroting laat niet toe na te gaan welke projecten niet werden gerealiseerd.

Een meer omstandige bepaling van de geplande projecten in de begrotingsdocumenten

en een accurate informatie door het departement na verloop van het begrotingsjaar zijn in de toekomst dus zeker gewenst.

4. Programma 14.52.2 "Humanitaire hulp"

De belangrijkste uitgave op dit programma betreft een factuur van SABENA van 20 april 1994 voor de evacuatie van vluchtelingen uit Ruanda. Door de laattijdige verdeling bij koninklijk besluit van een provisioneel krediet, kon deze factuur pas in februari 1995 worden betaald.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	94,1	89,1	0,8	1 %

De 94,1 miljoen BEF niet-gesplitste kredieten op het programma 14.52.2 werden gevormd door een initieel krediet van 40,2 miljoen BEF en 53,9 miljoen BEF afkomstig van een provisioneel krediet op het programma 18.60.1.

Deze 53,9 miljoen BEF werden gevoegd bij de initieel toegekende 5 miljoen BEF op basisallocatie 52.21.33.02 ("Voorlopige ondersteuning aan Belgen die zich in het buitenland bevinden, eventuele kosten van repatriëring, eventuele begrafenis- of crematiekosten ter plaatse van Belgen overleden in het buitenland").

Dit aanvullend bedrag werd aangewend voor de betaling van een factuur van SABENA van 20 april 1994 betreffende de evacuatie uit Ruanda. Bij brief van 9 februari 1995 wensde het Rekenhof te vernemen waarom het koninklijk besluit houdende verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven op het programma 18.60.1 en onder meer bestemd tot dekking van de uitgaven verbonden aan de evacuatie uit Ruanda van april 1994, slechts op 21 december 1994 werd getroffen.

5. Programma 14.53.3 "Samenwerking"

In het kader van de vergoeding van de schade geleden door Belgen wier goederen werden geïriseerd, heeft de Staat voor 572,6 miljoen BEF uitgaven geordonnanceerd ten laste van de voor 1994 vrijgemaakte middelen. Dit bedrag had betrekking op 42 dossiers. Daarnaast zijn er, in afwachting van een uitspraak, nog een honderdtal dossiers hangende voor de rechtbanken.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	644,5	626,5	69,5	11 %

Naar aanleiding van twee vonnissen van de 4e kamer van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 27 mei 1994, betekend op 1 augustus 1994 en waaraan een machtiging tot voorlopige uitvoering was gekoppeld ongeacht ieder mogelijk beroep, werd de Staat geconfronteerd met de verplichting een bedrag van $\pm$ 550 miljoen BEF (raming vóór de exacte berekening van hoofdsom en interesten) te vereffenen voor veertig gevallen van betwiste dossiers van Belgen die in de loop van de jaren zeventig het slachtoffer waren van zaïseringsmaatregelen. Op dat ogenblik bedroegen de nog beschikbare middelen op basisallocatie 53.31.33.11 (uitgaven in verband met de vergoeding van gezaïriseerde goederen ; oorspronkelijk krediet van 93 miljoen BEF) 53.716.655 BEF.

Gelet op het feit dat de aanpassing van de begroting, ten belope van 500 miljoen BEF, wegens de parlementaire agenda niet voor het einde van het jaar 1994 kon worden goedgekeurd, heeft de Ministerraad op 15 december 1994 een begrotingsberaadslaging getroffen (beslissing nr. 3137) in toepassing van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit. Deze beslissing verleende machtiging tot het vastleggen, ordonnanceren en betalen van uitgaven ten belope van 500 miljoen BEF om de schaderegeling van de gezaïriseerde goederen, opgelegd door de twee vonnissen van 27 mei 1994, af te handelen. Op 15 maart 1995 heeft het Rekenhof de desbetreffende ordonnanties voor een bedrag van 533.358.896 BEF geïssueerd.

Voor de uitgaven vastgelegd ten laste van de voor 1994 vrijgemaakte middelen (op voormelde basisallocatie 53.31.33.11) met het oog op de regeling van de schade van gezaïriseerden, heeft het Rekenhof, in het raam van uitgaven voortvloeiend uit een gerechtelijke beslissing, ordonnanties geïssueerd voor een totaal bedrag van 572.642.241 BEF. Deze ordonnanties hadden betrekking op 42 dossiers van Belgen wier goederen werden gezaïriseerd. Hierbij weze opgemerkt dat op het einde van de jaren zeventig 419 dossiers waren geopend bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en dat er momenteel nog altijd een honderdtal zaken hangende zijn voor de rechtbanken, in afwachting van een uitspraak.

SECTIE 15 - ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

1. Programma 15.54.1 "Bilaterale samenwerking (Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking)"

Door het omvangrijke en ongedifferentieerde karakter van de onderscheiden basisallocaties van het programma 15.54.1 en door de zeer beperkte verantwoording die ter zake werd opgenomen in de begrotingsdocumenten, is het quasi onmogelijk zich een oordeel te vormen over de graad van realisatie van de oorspronkelijke doelstellingen of over eventuele oorzaken die de realisatie van deze doelstellingen verhinderen.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
ngk	2.979,1	2.746,3	2.267,0	76 %
vk	8.448,4	6.774,8	-	-
ok	8.529,6	-	6.016,9	71 %

De beslissing van de regering van 18 december 1992 om het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking, in de vorm waarin het werd ingesteld door de wet van 10 augustus 1981, op termijn te schrappen, werd geconcretiseerd door artikel 46 van de programmawet van 24 december 1993.

De voornaamste vernieuwing bestond hierin dat de acties van het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking in een programmastructuur werden verwerkt die in overeenstemming is met de wettelijke voorschriften. Dat doel werd meer in het bijzonder bereikt door het vroegere fonds 60.58 B, dat in de afzonderlijke sectie van de begrotingen van vóór 1994 was opgenomen, volledig te integreren in het programma 15.54.1 onder de titel "Bilaterale samenwerking (Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking)".

In de eerste begroting (nl. die van 1994) die volgens de nieuwe bepalingen werd opgesteld, kwamen er echter - zoals dat ook nog het geval is in de begroting voor het jaar 1995 - te omvangrijke en dus weinig gedifferentieerde kredieten voor, in het bijzonder voor het programma 15.54.1. Daardoor is het na (gedeeltelijke) aanwending van de kredieten, zeer moeilijk na te gaan of de doelstellingen waarvoor ze werden gevraagd, werden bereikt. Bovenop dit probleem kwam nog het feit dat in de zeer beknopte verantwoording van de begroting 1994 weinig of geen uitleg was opgenomen in verband met de landen en de sectoren waarvoor de begrotingsmiddelen zouden worden bestemd.

Het is echter evident dat de diensten die met de uitvoering van ontwikkelingsacties zijn belast, in grote mate afhankelijk zijn van de - vaak heel snelle - evolutie of wijzigingen die zich voordoen in de binnenlandse politieke toestand van de landen waarvoor in het betrokken begrotingsjaar een bepaalde soort steun is geprogrammeerd. Zo konden de op het programma 15.54.1 ingeschreven kredieten, waarvoor een globale onderbenutting

kon worden vastgesteld, niet worden vastgelegd of moesten ze wat de ordonnancerings betreft worden uitgesteld wegens de verslechtering van de omstandigheden waarin in crisisgebieden of -landen moest worden gewerkt. Er kan meer in het bijzonder worden gewezen op Centraal-Afrika waar de toestand zodanig was verstoord dat een gestructureerde ontwikkelingsactie onmogelijk werd gemaakt. De voor oostelijk Afrika geprogrammeerde acties werden ook aanzienlijk geremd door lokale eigenheden. De gespannen toestand in een Maghrebland blijkt een negatieve invloed te hebben gehad op de uitvoering van de begroting, zowel wat de voor de projecten bestemde kredieten (B.A. 54.14.53.40) als de voor de financiële samenwerking ingeschreven kredieten betreft (B.A. 54.14.53.41), waarbij deze vaststelling zowel voor de geprogrammeerde als voor de lopende acties geldt.

Wat de middelen betreft die aan de overzeese projecten zijn gewijd die door de niet-gouvernementele organisaties werden opgezet (B.A. 54.16.53.60), wordt de vertraging bij de benutting van de vastleggingskredieten veroorzaakt door het feit dat de administratie haar interne werkmethodes heeft gewijzigd. Die wijziging heeft inzonderheid tot doel de voorgelegde projecten strenger te laten onderzoeken alsook een nauwere opvolging op te leggen van de verantwoording die de NGO's in verband met de aanwending van de door hen ontvangen subsidies moeten verstrekken.

Tot slot wordt opgemerkt dat volgens cijfers van het departement het bedrag van de uitstaande vastleggingen op het vroegere Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking (60.58.B) op 31 december 1993 10.512,8 miljoen BEF bedroeg en op 31 december 1994 7.908,9 miljoen BEF.

2. Programma 15.54.5 "Overlevingsfonds Derde Wereld"

De beperkte aanwending (67,4 %) van de vastleggingsmachtiging zou haar oorzaak vinden in de vertraging opgelopen in een drietal dossiers. Deze vertraging zou enerzijds zijn veroorzaakt door het aanslepen van de bilaterale onderhandelingen en anderzijds door wijzigingen aan het oorspronkelijk opgezet project.

Organiek fonds 15-1 : Overlevingsfonds Derde Wereld.

Fonds 15-1 (in miljoen BEF)	VASTLEGGING		ORDONNANCERING	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1/1/1994	0,0	0,0	2.555,2	2.555,2
Vastleggingsmachtiging	1.055,0	1.055,0	-	-
Ontvangsten	-	-	750,0	613,0
Beschikbaar	1.055,0	1.055,0	3.305,2	3.168,2
Uitgaven	1.055,0	710,7	450,0	447,9
Saldo op 31/12/1994	0,0	344,3	2.855,2	2.720,3

Voor het Overlevingsfonds werd met het derde aanpassingsblad voor 1994 (Artikel 2.15.3) de vastleggingsmachtiging verhoogd van 650,0 miljoen BEF naar 1.055,0 miljoen BEF. Deze machtiging werd echter slechts ten belope van 710,7 miljoen BEF aangewend omdat drie projecten van $\pm$ 100 miljoen BEF (projecten in Mali, Tanzania en Oeganda) elk niet tot een goed einde konden worden gebracht binnen de aanvankelijk bepaalde termijn. In twee gevallen sleepten de bilaterale onderhandelingen langer aan dan voorzien, in een derde geval was de vertraging het gevolg van een vraag van de administratie om het ingediende project te wijzigen.

In de loop van 1994 werd een per 31 juli 1994 geactualiseerd activiteitenverslag van het Overlevingsfonds Derde Wereld bezorgd aan de Voorzitters van de Wetgevende Kamers.

SECTIE 16 - LANDSVERDEDIGING**1. Uitgaven in het kader van het F16-programma**

In de loop van 1994 bedroegen de uitgaven met betrekking tot de onderhouds- (Follow-on-support/F.O.S.) en moderniseringscontracten (Midlife Update/M.L.U) van de F16-vliegtuigen 67.476.251 USD ($\pm$ 2.200 miljoen BEF).

Deze uitgaven kunnen als volgt worden verdeeld :

Contract	Basisallocatie 50.12.12.35	Basisallocatie 50.21.13.74	Orderekening 87.07.03.27
F.O.S.	18.421.251 USD	-	-
M.L.U. (ontwikkelingsfase)	-	16.884.000 USD	-
M.L.U. (productiefase)	-	23.733.500 USD	8.437.500 USD
TOTAAL	18.421.251 USD	40.617.500 USD	8.437.500 USD

Op de "miscellaneous income", dit zijn de intra-contractuele inkomsten, werd in 1994 geen beroep gedaan.

In 1994 beliepen de uitgaven met betrekking tot de drie F16-contracten, die worden aangerekend op de begroting, 59.038.751 USD (hetzij 1.954,5 miljoen BEF).

Dit bedrag houdt rekening met een vermeerdering van de uitgaven ten belope van 17 miljoen USD, ingevolge een initiatief van de Amerikaanse militaire administratie om de realisatie van het productieprogramma te bespoedigen.

Overzicht van de verrichtingen in 1994 geboekt op de orderekening nr. 87.07.03.27

Saldo op 1.1.1994	7.683.433 USD
Ontvangen interesten	7.255.040 USD
Beschikbaar	14.938.473 USD
Uitgaven	8.437.500 USD
Saldo op 31.12.1994	6.500.973 USD

Middels een omzetting op basis van een wisselkoers per 31 december 1994 van 31,8375 BEF voor 1 USD bedroegen de uitgaven verricht op deze rekening in 1994 268.628.906 BEF. Met dit bedrag is men binnen de grenzen gebleven, vastgesteld in de wetbepaling 2.16.2 van de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor 1994 (plafond van 270 miljoen BEF).

Tot slot beheert de Minister van Landsverdediging nog "miscellaneous income", zijnde intra-contractuele inkomsten voortvloeiend uit de uitvoering van de onderscheiden F16-contracten (terugvordering van administratieve kosten, tooling royalties, ...), die kunnen worden aangewend voor de betaling van trimestriële schijven van de F16-contracten. Deze middelen kunnen einde 1994 worden geraamd op 8.770.000 USD.

In de loop van 1994 werd hierop geen beroep gedaan. Over de uiteindelijke bestemming van deze inkomsten bestaat thans nog discussie tussen de federale overheid (departementen van Landsverdediging en Economische Zaken) en het Waalse Gewest.

2. Aanrekening op het programma 16.50.2. "Vernieuwing van de uitrusting en infrastructuur" van een uitgave opgenomen in de conditionele programma's van het Plan op Middellange Termijn (P.M.T.)

De uitvoering van de conditionele programma's van het P.M.T. was afhankelijk gesteld van het boeken van voldoende inkomsten in het kader van de verkoop van onroerende goederen en overtollig materieel. Alhoewel de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen en overtollig materieel niet volstond om de aankoop van een regeringsvliegtuig, project dat deel uitmaakte van de conditionele programma's, integraal te bekostigen, werd door de regering toch overgegaan tot deze verwerving. Dit werd mogelijk gemaakt door de aanrekening van een deel van het aankoopbedrag op nog beschikbare gewone kredieten van het Ministerie van Landsverdediging (basisallocatie 50.21.13.74).

Het feit dat deze uitgave, alhoewel niet voorzien, kon worden uitgevoerd zonder enige kredietaanpassing, doet vragen rijzen in verband met de wijze van raming van de benodigde kredieten door het Ministerie van Landsverdediging evenals met de kwaliteit van de informatie geboden aan het Parlement naar aanleiding van de begrotingsbesprekingen.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
vk	4.760,0	3.990,5	-	-
ok	11.524,9	-	11.123,3	97 %

In de conditionele programma's van het Plan op Middellange Termijn (1993-1997) voor de investeringen in wederuitrusting, goedgekeurd door de Ministerraad van 2 juli 1993, wordt gewag gemaakt van de mogelijke verwerving van een vliegtuig bestemd voor de verplaatsingen van de regering (Executive Jet).

Bij beslissing van de Ministerraad van 7 oktober 1994, werd de Minister van Landsverdediging gemachtigd om aan prospectie te doen met het oog op de aankoop van een regeringsvliegtuig. Bij beslissing van de Ministerraad van 25 november 1994 werd de minister gemachtigd om een contract onderhands te onderhandelen en te tekenen voor de aankoop van een FALCON 900 B S/N 109. Het contract werd ondertekend op 15 december 1994.

Volgens diverse bronnen (62) konden uitgaven opgenomen in een conditioneel programma van het P.M.T. slechts worden uitgevoerd voor zover de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen en overtollig materieel - die wordt geboekt op de orderekeningen van de thesaurie - dit toeliet. In dit geval kon de aankoop toch doorgaan omdat er nog voldoende middelen beschikbaar waren op de gewone kredieten van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging. De uitgave werd dan ook deels aangerekend op basisallocatie 50.21.13.74 ("Aankoop, vernieuwing en modernisering van specifiek militair middelen") voor een bedrag van 421,0 miljoen BEF en deels op orderekening nr. 87.07.06.30 ("Beheer van de opbrengst van de verkoop van overtollig materieel") voor een bedrag van 265,7 miljoen BEF.

Het feit dat een uitgave van die omvang, alhoewel niet voorzien, kan worden gehonoreerd zonder enige kredietaanpassing, lijkt erop te wijzen (63) dat de begrotingsuitgaven slecht worden geprogrammeerd en/of worden overschat, waardoor op het einde van het jaar een belangrijk overschot beschikbare begrotingsmiddelen ontstaat.

De aanwending van deze middelen voor andere dan de oorspronkelijk in de begroting vooropgezette doeleinden ondermijnt de betrouwbaarheid van de informatie inzake legeraankopen die jaarlijks aan de wetgever wordt medegedeeld naar aanleiding van de begrotingsbesprekingen.

3. Programma 16.60.1 "Schadeloosstelling"

De kredieten ingeschreven voor het programma 16.60.1 waren per einde augustus 1994 reeds zo goed als volledig uitgeput. Dit had tot gevolg dat uitgaven werden uitgesteld tot 1995. De kredieten 1995 (72,6 miljoen BEF) waren per einde april 1995 reeds voor 98,8 % aangewend.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	73,1	73,1	73,1	100 %

-
- 62) - Advies over het ontwerp van algemene uitgavenbegroting 1995 - Sectie 16 - Landsverdediging, Parl. St. Kamer nr. 1545/4 - 93/94, blz. 136.
- Verslag namens de Commissie voor de Defensie i.v.m. de algemene uitgavenbegroting 1995, Parl. St. Senaat nr. 1230-10 (1994-1995), blz. 23.
- Witboek 94 van het Ministerie van Landsverdediging, blz. 78.

63) Naar aanleiding van de uitvoering van de begroting 1993 werd reeds een gelijkaardige opmerking geformuleerd : zie de Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de begroting 1993, Parl. St. Kamer nr. 1423/1, blz. 223.

Ondanks herhaalde opmerkingen van het Rekenhof (64) heeft het departement in 1994 onvoldoende kredieten voorzien op dit programma om tegemoet te komen aan zijn verplichtingen inzake burgerlijke aansprakelijkheid, ontstaan in de loop van het jaar. Ook naar aanleiding van de begrotingscontrole werden de ingeschreven kredieten niet aangepast.

Deze beslissing had een belangrijke weerslag op de uitvoering van de begroting 1994, daar de Staat vanaf september 1994 zo goed als onbekwaam was om eisen tot schadeloosstelling, ingevolge de burgerlijke aansprakelijkheid van het departement van Landsverdediging, te honoreren.

Ingevolge de overdracht, wegens gebrek aan kredieten, van verschuldigde, maar niet betaalde, uitgaven naar 1995 waren de begrotingskredieten 1995 per einde april pro rata van 98,8 % opgebruikt.

4. Bijzondere wetsbepalingen

4.1. Artikel 2.16.20 : vervreemding van overtollig materieel (orderekening nr. 87.07.06.30)

Teneinde een actuele controle te kunnen uitvoeren inzake de verrichtingen in het kader van de vervreemding van overtollig materieel dringt het Rekenhof aan op een spoedige terbeschikkingstelling van de desbetreffende overeenkomsten of, op zijn minst, op een trimestrieel overzicht van de afgesloten overeenkomsten.

Overzicht van de verrichtingen in 1994 geboekt op de orderekening nr. 87.07.06.30

Saldo op 1.1.1994	226.053.842 BEF
Ontvangsten	316.074.388 BEF
Beschikbaar	542.128.230 BEF
Uitgaven	286.963.800 BEF
Saldo op 31.12.1994	255.164.430 BEF

Overeenkomstig artikel 156 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen werden de op voormelde orderekening geboekte ontvangsten aangewend tot dekking van investeringsuitgaven ten behoeve van de Krijgsmacht. Hiervan was 265,7 miljoen BEF bestemd voor de verwerving van een regeringsvliegtuig (cfr. supra punt 2).

64) - Commentaar en opmerkingen van het Rekenhof bij de ontwerpen van staatsbegroting voor het begrotingsjaar 1994, Parl. St. Kamer nr. 1178/3 - 92/93, blz. 61.

- Commentaar en opmerkingen van het Rekenhof bij het ontwerp van staatsbegroting voor het begrotingsjaar 1995, Parl. St. Kamer nr. 1545/3 - 93/94, blz. 85.

Artikel 2.16.20 van de algemene uitgavenbegroting 1994 behelst een uitgavenmachtiging ten bedrage van 1.300 miljoen BEF. Het wettelijk vastgesteld plafond werd dus niet overschreden.

Het Rekenhof betreurt evenwel dat enerzijds geen gevolg werd gegeven aan zijn vraag om de overeenkomsten betreffende de vervreemding van materieel, waren en munitie onder een andere vorm te bekomen dan een eenvoudig jaarlijks overzicht en anderzijds dit overzicht slechts werd toegestuurd in de tweede helft van de maand mei 1995 en niet in de loop van het eerste trimester van 1995, zoals beloofd door de minister. Door het achterhouden van deze informatie verhindert het departement dat het Rekenhof een controle zou uitoefenen met enige actualiteitswaarde. Om deze redenen hernieuwt het Rekenhof zijn vraag om zo vlug mogelijk te kunnen beschikken over de tekst van de overeenkomsten of, bij gebrek hieraan, dat trimestrieel een overzicht zou worden overgelegd, naar analogie van wat gebeurt ten behoeve van de Commissie voor Landsverdediging.

4.2. Artikel 2.16.14 : vervreemding van onroerende goederen (orderekening nr. 87.07.04.28)

Overzicht van de verrichtingen in 1994 geboekt op de orderekening nr. 87.07.04.28

Saldo op 1.1.1994	15.660.750 BEF
Ontvangsten	39.052.165 BEF
Beschikbaar	54.712.915 BEF
Uitgaven	-
Saldo op 31.12.1994	54.712.915 BEF

Artikel 2.16.14 van de algemene uitgavenbegroting 1994 behelst een uitgavenmachtiging van maximum 100 miljoen BEF. Dit plafond werd dus niet overschreden.

Wat de vervreemding van onroerende goederen betreft dringt het Rekenhof ook in dit geval aan op het overzenden van een trimestrieel overzicht van de verrichte vervreemdingen.

5. Humanitaire operaties

De supplementaire kosten veroorzaakt door de humanitaire operaties worden door het Ministerie van Landsverdediging voor de periode 1992-1994 geraamd op 9.781,2 miljoen BEF. Hiervan wordt 3.283,6 miljoen BEF (= 33,6 %) gefinancierd met bijdragen van derden ; het saldo, zijnde 6.497,6 miljoen BEF (= 66,4 %), komt ten laste van begrotingskredieten van het Ministerie van Landsverdediging. Officieel is er in de begrotingsdocumenten 1992-1994 slechts sprake van 3 miljard BEF gereserveerde middelen voor de humanitaire operaties. Het saldo ($\pm$ 3,5 miljard BEF) werd bekomen door interne compensaties op kredieten bestemd voor andere opdrachten of door gewone aanrekening op kredieten bestemd voor de normale opdrachten van de Krijgsmacht.

De bijdragen van derden (UNO, EU, ABOS) transiteren via een orderekening van de thesaurie (rekening nr. 87.07.09.33), waar ze mogen worden aangewend tot dekking van uitgaven voortvloeiend uit de humanitaire operaties.

Voor de periode 1992-1994 werden er voor 2.946,4 miljoen BEF bijdragen geboekt op voormelde orderekening ; deze werden ten belope van 1.679,9 miljoen BEF aangewend.

Het saldo van 1.266,5 miljoen BEF zou moeten dienen voor de aanzuivering van uitgaven verricht in het kader van de humanitaire operaties, voor de lasten van een observatieopdracht in ex-Joegoslavië (ECMM) of voor aankopen door de Machten voor het dekken van vroegere gedane kosten voor humanitaire operaties of voor het realiseren van aankopen die wegens die omstandigheden werden uitgesteld.

Begin 1995 werd door het Ministerie van Landsverdediging een raming gemaakt van de supplementaire kosten (65) van de humanitaire operaties (66) sinds 1992 (periode tot 31/12/1994).

Deze aanvullende kosten worden geraamd op 9.781,2 miljoen BEF en kunnen als volgt worden geventileerd :

- personeelskosten (toelagen en vergoedingen) :
4.122,2 miljoen BEF
- werkingskosten (voornamelijk transportkosten en onderhoudskosten van het materieel) :
5.098,8 miljoen BEF
- kapitaalkosten (herconditioneringskosten en abnormale schade) :
560,1 miljoen BEF

De financiering van deze aanvullende kosten gebeurt, deels met bijdragen van derden (UNO, EU, ABOS,...) en deels met middelen afkomstig van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging.

Schematisch voorgesteld ziet deze financiering er als volgt uit (in miljoen BEF) :

65) Het gaat hier om een raming van de aanvullende kosten, bovenop de gewone bezoldiging van het personeel en de normale werkingskosten van de betrokken eenheden in België. Deze kosten hebben niet noodzakelijkerwijze reeds aanleiding gegeven tot een uitgave.

66) Het betreft meer bepaald de humanitaire operaties in Somalië (UNOSOM), ex-Joegoslavië (UNPROFOR, ECMM, Sharp fence en Sharp guard), Ruanda (UNAMIR, Silver back en Malawi), Cambodja en Haïti.

<u>Bijdragen van derden</u> (67) :	3.283,6
waarvan reeds ontvangen van de	
UNO :	1.556,2
EU/ABOS :	1.426,7
te verwachten bijdragen :	300,6
 <u>Begrotingsmiddelen Landsverdediging</u> (10) :	6.497,6
waarvan :	
- specifiek voor de operaties toegekende kredieten :	2.988,1
- aanvullende middelen bekomen door inwendige compensatie op kredieten voorzien voor andere opdrachten :	708,7
- werkings- en investeringskredieten bestemd voor de normale opdrachten van Landsverdediging :	2.800,8
 Totaal middelen :	9.781,2

In de verantwoording bij de begrotingen van het Ministerie van Landsverdediging is er, voor wat de in te zetten middelen voor de humanitaire operaties betreft, alleen sprake van voornoemde specifiek toegekende kredieten ; van middelen bekomen door inwendige compensatie of van gewone kredieten als financieringsbron wordt geen gewag gemaakt.

De bijdragen van derden worden, overeenkomstig artikel 2.16.3 van de wet van 11 juli 1994 houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor 1994, gestort op de orderekening nr. 87.07.09.33 ("Landsverdediging : Belgische deelname aan de humanitaire operaties"). Deze ontvangsten mogen worden aangewend tot dekking van uitgaven voortvloeiend uit de humanitaire operaties.

Begin 1995 bedroegen volgens het departement de geboekte ontvangsten voor de periode 1992 - 1994 2.946,4 miljoen BEF. Hierop werden voor 1.679,9 miljoen BEF uitgaven aangerekend, voornamelijk bestemd voor toelagen en vergoedingen aan het personeel, aankopen ter plaatse (brandstof, voedingswaren, transportkosten), vervanging van materieel,.... Hierdoor bedraagt het beschikbaar saldo 1.266,5 miljoen BEF.

Dit saldo zou als volgt worden aangewend :

- 400 miljoen BEF voor de aanzuivering van uitgaven, in het kader van de humanitaire operaties, verricht door de comptabiliteitsdiensten van het departement ;
- 150 miljoen BEF voor de lasten voortvloeiend uit de ECMM-operatie (European Community Monitoring Mission), in afwachting van een regeringsbeslissing in verband met de verdeling van deze lasten tussen de Ministeries van Landsverdediging en van Buitenlandse Zaken ;

67) Naast de vermelde bijdragen van derden zijn er ook nog voor 989,0 miljoen BEF aanvragen voor bijdragen in behandeling. Afhankelijk van de ter zake te voeren onderhandelingen zal het aandeel van Landsverdediging in de financiering gelijk blijven of afnemen met maximum 989,0 miljoen BEF.

600 miljoen BEF die ter beschikking worden gesteld van de Machten (Landmacht, Luchtmacht, Zeemacht en Medische Dienst) voor het realiseren van noodzakelijke aankopen in het kader van de humanitaire operaties, voor het dekken van vroegere gedane kosten voor humanitaire operaties of voor het realiseren van aankopen die wegens de kosten van de humanitaire operaties werden uitgesteld ;

116 miljoen BEF saldo dat voorlopig niet wordt verdeeld.

SECTIE 17 - GEMEENSCHAPPELIJKE DIENST EN RIJKSWACHT

1. Programma 17.50.0 "Rijkswacht - Bestaansmiddelen" : uitgaven in het kader van het ASTRID - project

Het Rekenhof heeft de vastlegging aangeklaagd in september 1994 van een bedrag van 65 miljoen BEF (op de basisallocatie 50.03.74.02), bestemd voor het organiseren van een offerte - aanvraag in de vorm van een wedstrijd met het oog op de realisatie van het ASTRID-project (radiocommunicatienetwerk).

In casu werd de boekhoudkundige vastlegging genomen, terwijl van de juridische vastlegging nog geen kennis kon worden gegeven (68). Op dat ogenblik immers waren noch het bijzonder bestek, noch de samenstelling van de jury vastgesteld. Bovendien was de gunningsprocedure de facto onderbroken ingevolge een schorsingsarrest van de Raad van State van 8 april 1994. De reservering van voormeld bedrag was dus voorbarig en zou moeten worden geannuleerd (69).

2. Bijzondere wetsbepalingen

2.1. Artikel 2.17.7 - Ruil van materieel, waren, wapens en munitie.

In uitvoering van de sinds 1992 bestaande machtiging aan de Minister van Binnenlandse Zaken om ruilovereenkomsten af te sluiten, heeft de Rijkswacht in de loop van 1994 twee overeenkomsten afgesloten. Overeenkomstig de verantwoording van deze wetsbepaling werd een afschrift van deze overeenkomsten aan het Rekenhof overgelegd.

Het gaat enerzijds om de ruil, na een procedure van beperkte offerte - aanvraag, van 28 niet-rijvaardige gepantserde lichte voertuigen tegen drie 4x4 - voertuigen (de waarde van de ruiloperatie wordt geschat op 2.025.000 BEF) en anderzijds om de ruil, na onderhandelingen, van een partij wapens en munitie tegen 9mm-munitie (de waarde van de ruiloperatie wordt geschat op 24.668.242 BEF).

2.2. Artikel 2.17.9 - Wederzijdse steun Landsverdediging - Rijkswacht

In het kader van de wederzijdse steun raamt de Rijkswacht de aan het Ministerie van

68) Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5,7 en 49 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit en van artikel 5 van het koninklijk besluit van 1 juli 1964 betreffende de aanrekening van de uitgaven, zijn de vastleggingskredieten van een bepaald begrotingsjaar bestemd voor verbintenissen die in de loop van dat jaar mogen worden aangegaan en is de datum van hun aanrekening, deze waarop de controleur van de vastleggingen, vóór enige kennisgeving, zijn visum aanbrengt op de akte die de rechten doet ontstaan.

69) Brief aan de Minister van Binnenlandse Zaken, kenmerk A7 - 1108830 L1 van 22 februari 1995. Ondertussen velde de Raad van State op 22 november 1994 een arrest ten gronde. De gunningsprocedure is echter nog altijd hangende daar de Minister van Binnenlandse Zaken zich nog moet uitspreken over de gevolgen van het arrest.

Landsverdediging te betalen vergoeding voor in 1994 gepresteerde leveringen, werken en diensten op ongeveer 95 miljoen BEF, aan te rekenen op de begroting van de Rijkswacht.

2.3. Artikel 2.17.12 - Kosteloze afstand van overtollig materieel (70)

In het raam van de hulpverlening aan derde landen heeft de Rijkswacht , ten kosteloze titel, een partij overtollige voertuigen en wisselstukken afgestaan aan Mongolië .

Deze afstand, ter waarde van 2 miljoen BEF, had betrekking op 9 alle-terreinwagens, 10 opleidingsvoertuigen, 14 bestelwagens en 25 motorfietsen.

Voormelde overeenkomsten (2.1) en afstand van voertuigen (2.3) gaven geen aanleiding tot opmerkingen.

70) Deze wetsbepaling vindt men terug in de wet van 11 juli 1994 houdende derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 onder artikel 2.17.1.

SECTIE 18 - FINANCIËN

1. Programma 18.61.0 - Administratie van de Thesaurie - Bestaansmiddelen

Het krediet dat werd uitgetrokken voor de vergoeding van het Bestuur der Postchecks werd in 1994 ruim overschreden aangezien, omwille van sociale redenen, het opzet niet is geslaagd minder gebruik te maken van het postmandaat als betaalmiddel.

Ten einde in 1994 voor ongeveer 100 miljoen BEF te besparen op de begroting, werden de ordonnateurs van de ministeriële departementen en van de fiscale administraties verzocht de voorkeur te verlenen aan andere betalingswijzen dan het postmandaat. Het krediet dat op de begroting van het Ministerie van Financiën was ingeschreven voor de vergoeding van het Bestuur der Postchecks uit hoofde van betalingen die de Thesaurie in 1994 zal uitvoeren, werd dienvolgens van 155 tot 50 miljoen BEF teruggebracht. (71)

Die besparingsmaatregel wierp evenwel geen vruchten af, inzonderheid wegens het feit dat het postmandaat in talrijke gevallen om sociale redenen behouden blijft ; de kwestieuze basisallocatie wordt derhalve met 124.311.127 BEF overschreden. De administratie zal op een later tijdstip die overschrijding regulariseren zodra aanvullende kredieten door de rekeningwet zijn toegekend.

Aangezien het ontwerp van rekeningwet met grote vertraging aan de Wetgevende Kamer wordt voorgelegd, laat dergelijke procedure de Kamers niet toe het optreden van de regering te controleren.

Het Rekenhof herinnert eraan dat de mogelijkheid bestaat een voorlopige regeling van de begroting goed te keuren, met daaraan gekoppeld een luik met bijkredieten. (72)

2. Programma 18.61.2 - Administratie van de Thesaurie - Exportbevordering

Nationale Delcreditedienst : neerwaartse herziening van de tegemoetkoming voor rekening van de Staat.

Het krediet dat voor 1994 was uitgetrokken voor de verrichtingen die de Nationale Delcreditedienst (NDD) uitvoert voor rekening van de Staat, is ten belope van ongeveer 900 miljoen BEF niet aangewend. Die heraanpassing van de vooruitzichten is in twee fases verlopen. Ter gelegenheid van de begrotingscontrole (zonder wijziging van de administratieve begroting evenwel) werd de staatstussenkost verminderd met 400 miljoen BEF ten

71) Basisallocatie 12.24 - Retributies en kosten voortvloeiend uit de tussenkomst van de Postcheckdienst in de verrichtingen van de verschillende administraties van het departement.

72) Parl. St. Kamer, 656/6 - 88/89, blz. 71.

gevolge van een herberekening van de premies en van de tegemoetkoming ten voordele van Algerije. De resterende 500 miljoen BEF vloeien voort uit een besparing van telkens 250 miljoen BEF, op de terugvorderingen en op de schadeloosstellingen, inzonderheid met betrekking tot de verrichtingen met de Filippijnen.

Het in 1994 uitgetrokken krediet voor de regeling van de schadegevallen voortvloeiend uit de waarborgen die de NDD rechtstreeks voor rekening van de Staat toekent (73), bedroeg 1.116 miljoen BEF. Van dat bedrag werd slechts 318 miljoen BEF vastgelegd en 218 miljoen BEF geordonnanceerd (74). De hiernavolgende tabel bevat de gegevens voor 1994 aan ramingen - op grond van de cijfers van de NDD op het ogenblik van de aanpassing - en aan verwezenlijkingen. Deze aangepaste cijfers zijn een betere weergave van de ramingen voor 1994 vermits ze werden opgesteld in april 1994, maar ze gaven geen aanleiding tot een aanpassing van het krediet.

In vergelijking met de initiële vooruitzichten hadden de belangrijkste correcties betrekking op een herberekening van de premies - een vermeerdering met 200 miljoen BEF door toepassing van het gemiddelde bedrag van de premievoet op een verzekerd bedrag herzien à la hausse en op 10 miljard BEF geraamd - en op een vermindering van de tegemoetkomingen ten voordele van Algerije met 250 miljoen BEF. (75)

73) Basisallocaties 61.28.51.02 - Regeling van de schadegevallen voortvloeiend uit de door de NDD rechtstreeks voor rekening van de Staat verleende waarborgen.

74) Te vergelijken met de gegevens voor de voorgaande jaren.

(in miljoen BEF)	1992	1993
Kredieten :	1.500	902
Ordonnancerings :	1.400	750

75) In vergelijking met de eerste vooruitzichten van april 1993 (uitgangspunt voor de aanvang van de kredieten), houdt de initiële begroting een aantal aanpassingen van de ramingen in : het geheel aan verrichtingen met de Filippijnen verbeterde met 500 miljoen BEF, deze met Gabon met 75 miljoen BEF en de schadeloosstellingen van de nieuwe risico's, oorspronkelijk geraamd op 100 miljoen BEF, zijn niet meer weerhouden. De situatie van Algerije - terugvorderingen en schadeloosstellingen - is afgesloten met een saldo van 800 miljoen BEF, tegenover een oorspronkelijke raming van het saldo van de verrichtingen ten bedrage van $\pm$ 2.000 miljoen BEF.

(in miljoen BEF)	ramingen 1994 *	verwezenlijkingen
Saldo op 01.01.1994	237	237
Premies (1)	400	429
Terugvorderingen (2)	871	1.118
Schadeloosstelling (3)	- 2.121	- 1.889
Staatstegemoetkomingen	713	218
Saldo op 31.12.1994	100	113

* Beschikbare gegevens van april 1994.

- (1) Door de ondernemingen gestorte bedragen ter dekking van de bij de N.D.D. verzekerde risico's bij niet-betaling.
- (2) Door buitenlandse contractanten gestorte bedragen nadat de N.D.D. de Belgische verzekeringsnemers heeft vergoed (principe van de indeplaatsstelling).
- (3) Door de N.D.D. gestorte bedragen aan de buitenlandse contractanten.

Hierna volgt een gedetailleerd overzicht van de terugvorderingen en de schadeloosstellingen voor 1994.

Wanneer een bedrag voor een bepaald land voorkomt in de kolom van de vooruitzichten maar niet in die van de verwezenlijkingen, betekent dit dat het gerealiseerde bedrag gering is en is opgenomen onder de rubriek "Andere".

Wanneer een bedrag voor een bepaald land voorkomt in de kolom van de verwezenlijkingen maar niet in die van de vooruitzichten, betekent dit dat het geraamde bedrag gering is en is opgenomen onder de rubriek "Andere".

(in miljoen BEF)

Terugvorderingen	Vooruitzichten 1994	Verwezenlijkingen 1994
Bulgarije	26	23
Kameroen	-	26
Egypte	72	110
Marokko	87	102
Mexico	186	175
Peru	-	40
Filippijnen	434	521
Tanzania	-	65
Andere	66	56
Totaal	871	1.118

Schadeloosstellingen 1994	Vooruitzichten 1994	Verwezenlijkingen 1994
Algerije	554	518
Bulgarije	90	91
Kameroen	393	394
Congo	69	69
Egypte	232	253
Ethiopië	104	103
Gabon	128	128
Kenia	81	50
Filippijnen	189	-
Rusland	100	100
Zaire	94	94
Andere	87	89
Totaal	2.121	1.889

3. Programma 18.61.4 - Administratie van de Thesaurie - Economische steun

Afstand van activa : de privatiseringen.

In de hierna volgende synoptische tabellen worden enkel de opbrengsten per 30 april 1995 weergegeven die voortvloeien uit de afstand van activa alsmede de uitgaven waartoe die verrichtingen aanleiding hebben gegeven. Er wordt dus geen rekening gehouden met andere ontvangsten en uitgaven die uit deze afstanden van activa voortvloeien, zoals bijvoorbeeld de niet-fiscale ontvangsten die voorheen op de rijksmiddelenbegroting werden geïnd en die nu niet meer worden gestort door de geprivatiseerde instelling.

De uitgaven hebben betrekking op de honoraria van de raadgevers en de deskundigen of van de auditbedrijven waarmee stuk voor stuk overeenkomsten werden gesloten.

De totale kost van de tussenpersonen in de verkopen van activa is in principe opgesplitst in aanrekeningen ten laste van kredieten van het ministerie (76), aanrekeningen ten laste van een fonds van de afzonderlijke sectie (77) en betalingen door de instellingen zelf (78). De kost van bepaalde tussenpersonen is evenwel rechtstreeks in mindering gebracht op de geïnde ontvangsten. De ontvangsten uit de verkoop van activa zijn van hun kant aangerekend op een artikel van de lopende ontvangsten in de rijksmiddelenbegroting (79), eventueel na aftrek van middelen met het oog op de betaling van tussenpersonen.

76) Basisallocatie 61.41.12.09 - Uitgaven van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk.

77) Sectie I "Terugbetalings- en toewijzingsfondsen", Fonds 66.10 B - Teruggave van de commissie en kosten eigen aan de totstandkoming van de overdracht van eigendomstitels. In de praktijk wordt dit fonds nooit aangewend.

78) Die betalingen zijn geboekt in de comptabiliteit van de instelling. Enkel die betreffende de gedeeltelijke afstand van de ASLK zijn beschikbaar.

79) Titel I "Lopende ontvangsten", Sectie II "Niet-fiscale ontvangsten", hoofdstuk 18 "Ministerie van Financiën", artikel 27.01.09 - Aandeel van de Staat in de winsten van de financiële instellingen : Transfers onder de vorm van dividenden van de opbrengst van de verkoop van sommige activa verwezenlijkt door instellingen van de openbare sector.

Gegevens afgesloten op 30.04.1995 (incl. BTW)	Ontvangsten (in miljoen BEF)	Uitgaven (in miljoen BEF)
ASLK-BANK en ASLK-VERZEKERINGEN	33.385,0 (1)	
Raden van de Commissie voor Evalua- tie van de Activa van het Rijk :		
- Advocatenkantoren		26,9
- Raadgevers		
- Revisoren		
Raden van de instelling :	12,5 (2)	332,5
ASLK TOTAAL	33.397,5	359,4

- (1) De opbrengst van de verkoop wordt als volgt opgesplitst :

- verkoopprijs :	34.930
- prijsvermindering als gevolg van de audit "due diligence" (*)	- 800
- bijkomende eigen middelen voor herkapitalisatie van het NILK op verzoek van de Bankcommissie (**)	<u>- 745</u>
	33.385

(*) grondig nazicht van de boekhouding van de afgestane instelling.

(**) cfr. Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1993, Sectie 18 - Financiën, alsook de Parlementaire vraag nr. 862 van Mevr. DILLEN van 14.12.1993 gepubliceerd in het Bulletin van Vragen en Antwoorden van de Kamer van 31.01.1994, blz. 9018 en 9019.

- (2) Opbrengst van de verkoop van het "selling memorandum" (informatienota omtrent de toestand van de te koop aangeboden instelling).

Gegevens afgesloten op 30.04.1995 (incl. BTW)	Ontvangsten (in miljoen BEF)	Uitgaven (in miljoen BEF)
NIM	11.566,1 (1)	
Raden van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk :		
- Advocatenkantoren		54,1
- Raadgevers		122,6(2)
- Revisoren		19,8
Raden van de instelling :		
NIM TOTAAL	11.566,1	196,5

- (1) De opbrengst van de verkoop wordt als volgt opgesplitst :
- | | |
|---|------------------|
| - Staatsaandeel in de verkoopprijs | 15.180,5 |
| - tenlastelegging van een deel der kosten gedragen door de Staat via de minderheidsaandeelhouders die in de verkoop zijn geïnteresseerd : | 34,3 |
| - door de Staat onderschreven maar niet volstort kapitaal : | - 1.462,5 |
| - participatie in de FIM (*) behouden door de Staat : | - 1.051,9 |
| - FPM-reserve (ex-ASLK-holding) (**) voor de financiering van de latere opdrachten van de FIM | <u>- 1.134,3</u> |
| | 11.566,1 |

- (2) De opbrengst van de verkoop van de NIM werd tijdelijk door de FPM (**) belegd. De gegenereerde interest werd aangewend voor het betalen van de "success fee" van de raadgevers (realisatiecommissie).

(*) FIM = Federale Investeringsmaatschappij

(**) FPM = Federale Participatiemaatschappij

Gegevens afgesloten op 30.04.1995 (incl. BTW)	Ontvangsten (in miljoen BEF)	Uitgaven (in miljoen BEF)
BELGACOM	20.000,0 (1)	
Raden van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk :		
- Advocatenkantoren		n.b.
- Raadgevers		n.b.
- Revisoren		n.b.
Raden van de instelling :		60,0 (2)
BELGACOM TOTAAL	20.000,0	60,0

- (1) De ontvangst van 20 miljard BEF is niet het produkt van de verkoop, maar een prefinanciering door de FPM van een elders te ontvangen bedrag op het ogenblik van de effectieve strategische consolidatie van de instelling. Zelfs de honoraria van de raadgevers van de commissie werden ook geprefinancierd, maar deze keer door BELGACOM zelf.
- (2) De helft van dat bedrag moet worden aangerekend op de "success fee".

Gegevens afgesloten op 30.04.1995 (incl. BTW)	Ontvangsten (in miljoen BEF)	Uitgaven (in miljoen BEF)
NMKN (1)	1,6 (2)	
Raden van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk :		
- Advocatenkantoren		1,4
- Raadgevers		4,0
- Revisoren		9,5
- Kosten verbonden aan de opmaak van het "selling memorandum"		2,5
Raden van de instelling :	3,9 (2)	n.b.
NMKN TOTAAL	5,5	17,4

(1) De procedure is nog steeds aan de gang.

(2) De opbrengst van de verkoop van het "selling memorandum" wordt als volgt opgesplitst :
 opbrengst van de verkoop : 5,5
 waarvan : - opbrengst van de kosten van de memorandum en advocatenkantoren : 3,9
 - saldo gestort aan de schatkist : 1,6

Gegevens afgesloten op 30.04.1995 (incl. BTW)	Ontvangsten (in miljoen BEF)	Uitgaven (in miljoen BEF)
CBHK (1)		
Raden van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk :		
- Advocatenkantoren		0,3
- Raadgevers		4,3
- Revisoren		9,4
- Kosten verbonden aan de opmaak van het "selling memorandum"		2,7
Raden van de instelling :	3,0 (2)	n.b.
CBHK TOTAAL	3,0	16,7

(1) De procedure is nog steeds aan de gang.

(2) Opbrengst van de verkoop van het "selling memorandum".

Gegevens afgesloten op 30.04.1995 (incl. BTW)	Ontvangsten (in miljoen BEF)	Uitgaven (in miljoen BEF)
AMBASSADE TE TOKIO (1) Raden van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk - Advocatenkantoren - Raadgevers - Revisoren Raden van de instelling :		4,9
AMBASSADE TE TOKIO TOTAAL		4,9

- (1) De mogelijkheid tot verkoop van de Ambassade te Tokio werd in 1994 overwogen en de Commissie werd belast met de evaluatie van de opbrengst van deze realisatie. Deze mogelijkheid werd nadien niet weerhouden.

Gegevens afgesloten op 30.04.1995 (incl. BTW)	Ontvangsten (in miljoen BEF)	Uitgaven (in miljoen BEF)
NATIONALE LOTERIJ (1) Raden van de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk : - Advocatenkantoren - Raadgevers - Revisoren Raden van de instelling :	15.000,0	
NATIONALE LOTERIJ TOTAAL	15.000,0	

- (1) De Nationale Loterij stond steeds op de lijst van de eventueel te realiseren activa. De Commissie werd evenwel met geen enkele opdracht daartoe belast. Deze instelling heeft zelf, via interne middelen, een herstructureringsplan ontwikkeld ter verbetering van de rentabiliteit, hetgeen moet toelaten de financiële last van het in 1994 aan de Staat betaalde bedrag van 15 miljard BEF te dragen voor de toekenning van haar "concessie".

SECTIE 25 - VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**Programma 25.53.1 "Hospitalisatie"**

De sedert verschillende begrotingsjaren voorkomende onderschatting van de kredieten bestemd voor de tegemoetkoming van de Staat in de dagprijzen voor hospitalisatie heeft aanleiding gegeven tot een belangrijke achterstand. Zonder de technische problemen die de ziekenhuizen in de loop van het jaar 1994 hebben gekend voor de verzending van hun facturen, zou die achterstand, die op 31 december 1994 op 5.035,9 miljoen BEF werd geraamd, 8 miljard BEF hebben benaderd. Een van de elementen van die onderschatting is de onvoldoende inaanmerkingneming in de begroting van de bijkomende toelagen aan de universitaire ziekenhuizen zoals bepaald bij artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen. Die bijkomende toelagen kunnen voor 1994 op ongeveer 1.500 miljoen BEF worden geraamd.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
ngk	34.812,5	34.684,4	34.597,0	99 %
vk	8,0	4,8	-	-
ok	8,0	-	7,7	96 %

Het niet-gesplitste krediet van dat programma is voornamelijk bestemd voor de tegemoetkoming van de Staat (25 %) in de dagprijzen voor hospitalisatie (B.A. 53.18.33.36 : 33.567,0 miljoen BEF).

De verzekeringsinstellingen prefinancieren die tegemoetkoming en laten zich terugbetalen op grond van driemaandelijkse staten die ze naar de Minister van Volksgezondheid zenden.

Zoals het Rekenhof in oktober 1994 in zijn "Commentaar en opmerkingen bij het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van de Staat voor het begrotingsjaar 1995 ..." (80) had opgemerkt, bleken de kredieten waarin in 1992 en 1993 was voorzien, ruimschoots ontoereikend, zodat op 31 december 1993 driemaandelijkse staten ten belope van 7.084,6 miljoen BEF bij gebrek aan kredieten niet konden worden uitbetaald en ze derhalve ten laste van de begroting van 1994 waren gelegd.

Op 31 december 1994 bedraagt het totale bedrag van de driemaandelijkse staten, dat vanwege de ontoereikendheid van de kredieten als gevolg van de overdracht van 1993 naar 1994 niet kon worden vereffend, 5.035,9 miljoen BEF.

80) Parl. St., Kamer, 1545/3 - 93/94, blz. 94.

Het ziet er derhalve naar uit dat de achterstand met ongeveer 2 miljard BEF is vermindert.

Uit de analyse blijkt echter dat die vermindering van de achterstand slechts tijdelijk is. Trouwens, wanneer men de driemaandelijke staten van de laatste jaren vergelijkt stelt men vast dat die van de eerste twee trimesters van 1994 abnormaal laag zijn en dat die vermindering gedeeltelijk werd gecompenseerd in de trimestriële staten van het derde en het vierde kwartaal van 1994. Die laatste werden echter ten laste van de begroting van 1995 gelegd. De begroting van een jaar wordt immers berekend om de driemaandelijke staten van de laatste twee trimesters van het voorgaande jaar en de eerste twee trimesters van het lopende jaar te dragen.

Trimesteriële staten ingediend door de verzekeringsinstellingen (81) voor de Staatstegemoetkoming in de dagprijzen voor hospitalisatie			
(in miljoen BEF)	1992	1993	1994
1ste kwartaal	7.817,1	8.200,2	7.047,0
2de kwartaal	8.078,6	8.843,4	7.357,3
3de kwartaal	7.953,1	8.396,1	9.655,1 (82)
4de kwartaal	8.047,4	8.596,7	10.404,0 (83)
TOTAAL	31.896,2	34.036,5	34.463,4

Indien de tegemoetkoming door de Staat voor 1994 billijk over de vier driemaandelijke staten zou zijn verdeeld, zoals de voorgaande jaren, zou de achterstand op 31 december 1994 ongeveer 2,8 miljard BEF (84) hoger zijn geweest en 8 miljard BEF hebben benaderd.

De vermindering van de driemaandelijke staten bij het begin van het jaar 1994 vloeit voort uit de moeilijkheden die samenhangen met de inwerkingtreding op 1 januari 1994 van nieuwe richtlijnen betreffende de lay-out voor de gegevens inzake facturatie op magnetische drager. Die nieuwe richtlijnen hebben de facturatie door de ziekenhuizen aan de verzekeringsinstellingen bemoeilijkt.

81) Met uitzondering van de kleine instellingen (DOSZ, NIOI,...) die slechts een klein percentage van de totale uitgaven vertegenwoordigen.

82) De driemaandelijke staat van de Landsbond van de Neutrale Ziekenfondsen niet inbegrepen.

83) De driemaandelijke staat van de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering niet inbegrepen.

84) $34.463,4 - (7.047,0 + 7.357,3) = 2.827,4$ miljoen BEF.

De weerslag van die moeilijkheden op de globale begroting van de ziekteverzekering in 1994 kan nog niet worden bepaald. Het staat daarentegen buiten kijf dat ze de lasten van de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid voor het begrotingsjaar 1994 hebben verlicht en een onderschatting van het krediet hebben verhuld ; als gevolg daarvan zal de achterstand vanaf 1995 opnieuw vergroten indien geen enkele maatregel wordt genomen.

Naar aanleiding van de opstelling van de begroting voor 1994 werd voorts niet volledig rekening gehouden met de verplichtingen die voortvloeien uit de toepassing van de bepalingen van artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 7 augustus 1987. Die bepaling stipuleert dat de Staat een bijkomende toelage kan verlenen per dag hospitalisatie van een patiënt die vanwege de ernst van zijn aandoening slechts in een universitaire dienst kan worden onderzocht en behandeld.

Die bijkomende toelagen, die volledig ten laste vallen van de Staat en worden aangerekend op de basisalloctie 53.18.33.36, bedragen in 1994 meer dan 1.500 miljoen BEF en waren slechts ten belope van 25 % op de begroting ingeschreven.

Hetzelfde geldt overigens voor de begroting voor 1995.

SECTIE 31 - LANDBOUW**Programma 31.52.4 "Acties van het Fonds voor de Gezondheid en de Productie van de Dieren"**

Het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren heeft niet de middelen om de periodisch voorkomende epizooties van de klassieke varkenspest te financieren. Daardoor moet er steeds beroep worden gedaan op extra-budgettaire middelen. Deze debudgetteringingen moeten echter zoveel mogelijk worden vermeden. Een efficiëntere inning van de verplichte bijdragen kan deze doelstelling helpen realiseren.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
ngk	727,2	628,7	359,5	49 %

Organiek fonds 31.1 : Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren

Fonds 31-1	VASTLEGGING		ORDONNANCERING	
(in miljoen BEF)	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 1/1/1994	587,2	587,2	668,6	668,6
Ontvangsten	1.885,7	1.915,6	1.885,7	1.915,6
Beschikbaar	2.472,9	2.502,8	2.554,3	2.584,2
Uitgaven	1.775,9	1.910,1	1.856,6	1.123,4
Saldo op 31/12/1994	697,0	592,7	697,7	1.460,8

Het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren telt momenteel 4 deelsectoren, nl. de sectoren "runderen", "varkens", "pluimvee" en "melk, zuivelprodukten en laboratoria". De gerealiseerde ontvangsten worden exclusief toegewezen aan deze sectoren, die volledig gescheiden worden beheerd. Deze ontvangsten worden hoofdzakelijk gevormd door de verplichte bijdragen van de betrokken bedrijfssectoren en deelnemers van de Europese Unie (E.U.) aan de dierenziektenbestrijdingprogramma's. Tot dusver zijn enkel de sectoren "runderen" en "varkens" operationeel.

De inning van de verplichte bijdragen ten laste van de rundvee- en varkenssector bij de slachthuizen en uitvoerders verloopt niet efficiënt. Op 31 december bedroegen de openstaande saldi 906 miljoen BEF met betrekking tot de periode 1991-1994. Voor de periode 1988-1990 kan het fonds geen betrouwbare cijfers geven omdat de toen gevoerde comptabiliteit dit niet toelaat. De schulden aan het fonds zijn in werkelijkheid dan ook veel hoger. De kans op een gehele of gedeeltelijke recuperatie van deze sommen is in de huidige situatie uiterst miniem.

Deze openstaande saldi vinden hun oorsprong in een gebrek aan een systematische opvolging van de debiteuren door het fonds en in de juridische problemen in verband met de heffing van de bijdragen op ingevoerde levende dieren. In dit verband was er in 1994 een vonnis van een Belgische rechtbank (85), waarbij op basis van twee arresten van het Europees Hof van Justitie (86) zowel de heffing van verplichte bijdragen op nationale dieren als op ingevoerde dieren in strijd werd verklaard met de Europese regelgeving en is bijgevolg onwettig bevonden. Het Ministerie van Landbouw tekende beroep aan vermits dit vonnis immers een zware hypotheek legt op het voortbestaan van het fonds. Tot dusver is er nog geen uitspraak in hoger beroep.

Het vermelde fonds heeft niet de nodige middelen om de periodisch voorkomende epizoöties van de klassieke varkenspest te financieren. In 1994 waren de financiële gevolgen van de epizoötie 1990 nog niet volledig aangezuiverd (87). Zoals voor de epizoötie 1990 heeft het fonds voor de financiering van de bestrijding van de klassieke varkenspest 1993/1994 opnieuw een beroep moeten doen op extra budgettaire middelen.

De kostprijs van deze epizoötie bedroeg 3.760,4 miljoen BEF, waarvan 2.301,2 miljoen BEF wordt gedragen door de E.U. en 1.459,2 miljoen BEF ten laste valt van het fonds. De bestrijding van deze epizoötie werd volledig geprefinancierd door het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau (BIRB) (88).

Momenteel bedraagt de schuld van het fonds aan deze instelling 1.244,5 miljoen BEF.

Tijdens de begrotingscontrole 1995 werd beslist de prefinancieringslening, aangegaan in 1990 bij de N.V. Landbouwkrediet om de varkenspestbestrijding te financieren, in 1995 prioritair af te lossen en de aflossing van de schuld aan het BIRB over verscheidene jaren te spreiden, waarna het financieel evenwicht zou worden bereikt. Daarvoor zullen de verplichte bijdragen van de varkenssector gedurende de twee volgende jaren niet dalen, zoals reeds aangekondigd door de Minister van Landbouw bij de indiening van de begroting over 1995. Een essentiële voorwaarde voor dit scenario is dat in de volgende jaren geen nieuwe epizoöties van klassieke varkenspest uitbreken.

De prefinanciering van de bestrijding van de varkenspest door het BIRB geeft aanleiding tot extra kosten voor de overheidsbegroting (met name een stijging van de interestkosten). Deze worden gedragen door de begroting van het Ministerie van Landbouw door de prefinanciering van de Garantie-uitgaven van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds

85) Vonnis van 10 februari 1994 van de Rechtbank van Eerste Aanleg te TURNHOUT, geveld naar aanleiding van een dagvaarding van de Belgische Staat door een aantal invoerders van levende dieren.

86) Arresten nrs. 93/C 22/05 en 93/C 22/08, beiden van 16 december 1992.

87) De rekening-courant "varkens" bij de N.V. Landbouwkrediet (lening aangegaan in 1990 om de varkenspest te financieren) vertoonde op 1 januari 1994 een negatief saldo ten belope van 604,9 miljoen BEF.

88) Een parastatale onder de voogdij van het Ministerie van Landbouw (voormalige Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw - BDBL).

voor de Landbouw (E.O.G.F.L.). Deze prefinanciering wordt in België verzekerd door een kredietlijn bij de bank PARIBAS ⁽⁸⁹⁾.

Ten einde de steeds weer voorkomende debudgetteringen zoveel mogelijk te beperken is een efficiëntere inning van de verplichte bijdragen in elk geval aangewezen.

89) Bij artikel 31 van de wet van 20 juli 1991, houdende begrotingsbepalingen, werd de Minister van Landbouw gemachtigd de prefinanciering van de uitgaven van de afdeling Garantie van het E.O.G.F.L. toe te vertrouwen aan één of meerdere kredietinstellingen door het aangaan van een kredietopening van maximaal 15 miljard BEF.

SECTIE 32 - ECONOMISCHE ZAKEN

1. Programma 32.52.1 - Controle van de kwaliteit van de aardolieprodukten

Het nieuwe Fonds voor de Analyse van Aardolieprodukten, bestemd voor het inrichten van een adequaat systeem voor het controleren van de kwaliteit van die produkten, is voor het tweede opeenvolgende jaar inactief gebleven wegens het ontbreken van de vereiste reglementaire maatregelen.

Fonds 32-7 (in miljoen BEF)	Vastlegging		Ordonnanciering	
	Begroting	Verwezenlijking	Begroting	Verwezenlijking
Saldo op 01.01.1994	0,0	0,0	0,0	0,0
Ontvangsten	70,0	0,0	70,0	0,0
Beschikbaar	70,0	0,0	70,0	0,0
Uitgaven	70,0	0,0	70,0	0,0
Saldo op 31.12.1994	0,0	0,0	0,0	0,0

Hoewel de oprichting van het Fonds voor de Analyse van Aardolieprodukten was aangekondigd bij de opstelling van de begroting voor 1993 en de inning van bijdragen werd toegekend door de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, is het voor het tweede opeenvolgende jaar niet actief geweest. Op 31 december 1994 waren inderdaad nog steeds niet de nodige reglementaire bepalingen getroffen.

Dat is begin 1995 wel gebeurd. Het koninklijk besluit van 8 februari 1995 tot vaststelling van de werkingsmodaliteiten van het Fonds voor de Analyse van Aardolieprodukten bepaalt immers dat vanaf 1 april 1995 retributies van één centiem per liter zullen verschuldigd zijn op benzine en diesel. De eerste heffingen zullen in augustus 1995 worden verricht.

Het opzetten van een adequaat controlesysteem voor de kwaliteit van de aardolieprodukten zal derhalve waarschijnlijk ten vroegste eind 1995 plaatshebben, dit is met bijna drie jaar vertraging.

2. Programma 32.52.9 - Financiering van het nucleair passief

Het saneringsplan voor het kernpark van de ex-maatschappij Eurochemic zal moeten worden herzien ten einde binnen de grenzen te blijven van de oorspronkelijke vastlegging van 4.405 miljoen BEF, uitgetrokken voor de periode 1989-2000, overeenkomstig de overeenkomst van 19 december 1990 die met de elektriciteitsproducenten is afgesloten. Tot op

heden is geen enkel akkoord tot stand gekomen met het oog op de actualisering van dat plan waarvan de uitvoering volgens een raming van 1994 een meerkost van 1.198 miljoen BEF met zich zou brengen.

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnance-ring	Benuttigingsgraad ordonnancering
ngk	30,9	30,9	0,0	0 %
vk	208,2	0,0	-	-
ok	1.751,7	-	1.744,2	100 %

Dit programma bevat kredieten bestemd voor de financiering van de conditioneringswerken voor afvalstoffen en voor de ontmanteling van de installaties van de ex-maatschappij Eurochemic, voor de financiering van het technisch en sociaal passief van het Studiecentrum voor Kernenergie, alsmede een dotatie aan het NIRAS voor studies in verband met de definitieve opslag van radioactieve afvalstoffen in diepe geologische structuren (30,9 miljoen BEF ten laste van het niet-gesplitste krediet).

Het vastleggingskrediet van 208,2 miljoen BEF waarin was voorzien naar aanleiding van de aanpassing voor 1994 ten einde rekening te houden met de BTW-verhoging (van 19,5 % tot 20,5 %) op de facturen betreffende de sanering van het technisch passief van het SCK en van Eurochemic, is onaangewend gebleven omdat het in de aangepaste administratieve begroting was verdeeld geworden over inadequate basisallocaties. Dat krediet zal dus opnieuw moeten worden ingeschreven ter gelegenheid van een begrotingsaanpassing voor 1995.

Wat het technisch passief van Eurochemic betreft had de Staat op 19 december 1990 een overeenkomst gesloten met de elektriciteitsproducenten, krachtens hetwelke de Staat zich ertoe verbond de sanering ten laste te nemen van de kerninstallaties van de ex-maatschappij Eurochemic (site BP 1), terwijl de elektriciteitsproducenten van hun kant instonden voor de financiering van de gezondmaking van de vroegere afdeling "Waste" van het Studiecentrum voor Kernenergie (site BP 2).

In die overeenkomst was de kostprijs voor de Staat van de sanering van site BP 1 voor de periode 1989 tot 2000 op 4.405 miljoen BEF geraamd (waarde 1989). Snel bleek dat de raming van die kostprijs veel te laag was. In 1992 heeft het NIRAS een nieuwe raming verricht. Indien men het saneringsplan over een lange periode wenste te optimaliseren (90), zou dit voor de Staat meerkosten ten belope van 5.102 miljoen BEF met zich brengen (waarde 1992).

90) Dit impliceerde een versnelde ontmanteling. De overeenkomst van 19 december 1990 steunde immers op een globaal plan over de periode 1989 - 2018.

De Ministerraad van 24 december 1993 heeft een werkgroep belast met het bestuderen van het probleem.

Het NIRAS heeft aan de werkgroep een nieuwe raming voorgelegd die een meerkost van 1.198 miljoen BEF zou kunnen teweegbrengen. Zij impliceert evenwel de afschaffing van bepaalde provisies aangelegd voor de langdurige opslag en de definitieve ingraving van de afvalstoffen, de beëindiging van de financiering van de investeringen door het Fonds voor de sanering van de nucleaire installaties (91), evenals de niet-vervanging van natuurlijk afgevluid personeel van de onderneming dat de werken uitvoert. Er is evenwel nog geen enkel akkoord omtrent die maatregelen tot stand gekomen.

91) Bij het NIRAS opgericht fonds dat wordt gestijfd door de dotatie van de Staat, bijdragen door de elektriciteitsproducenten en door diverse specifieke ontvangsten.

SECTIE 33 - VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

Programma 33.56.2 - Werken voor Europese en internationale instellingen

1. *Incoherent beheer van programma 33.56.2 "Werken voor Europese en internationale instellingen" heeft geleid tot een onderbreking van de betaling der werken gedurende bijna vier maand, zodat aanzienlijke verwijlinteresten waren verschuldigd.*
2. *Het saldo van het ordonnanceringskrediet is voornamelijk het gevolg van een door het Rekenhof geannuleerde ordonnantie die was uitgeschreven ten voordele van de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (M.I.V.B.) ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 dat tussen de Belgische Staat en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten.*

(in miljoen BEF)	Toegestaan krediet	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
ngk	16,0	5,6	5,4	34 %
vk	2.378,0	1.580,2	-	-
ok	1.651,1	-	1.448,7	88 %

1. Op basisallocatie 56.21.73.01 "Uitvoering van wegenwerken ten behoeve van de Raad van de Europese Gemeenschap" was oorspronkelijk een ordonnanceringskrediet van 740 miljoen BEF uitgetrokken.

In de loop van het begrotingsjaar is gebleken dat dat krediet ruim ontoereikend was. Derhalve heeft het departement een herverdeling van basisallocaties uitgevoerd waarover in de Wetgevende Kamers een conformiteitsmotie werd aangenomen. Die herverdeling, waardoor het bedrag van de basisallocatie op 1.247,0 miljoen BEF werd gebracht, werd evenwel slechts met vertraging ingevoerd zodat zij pas eind december 1994 uitvoerbaar werd, terwijl het krediet sedert eind augustus was uitgeput. De betalingen dienden bijgevolg gedurende bijna vier maand te worden onderbroken.

Het Rekenhof vestigt er de aandacht op dat die budgettaire onzorgvuldigheid en die nalatigheid bij de tenuitvoerlegging van deze herverdeling tot niet verwaarloosbare financiële gevolgen kunnen leiden wanneer het gaat om omvangrijke aannemingen van werken. Iedere laattijdige betaling genereert immers van rechtswege verwijlinteresten. Het Rekenhof heeft een ordonnantie van 8,8 miljoen BEF geïssueerd die uitsluitend betrekking had op verwijlinteresten voor die werkzaamheden. Sedert 1986 - het jaar waarin de kwestieuzen werken zijn gestart - is voor 49,3 miljoen BEF aan verwijlinteresten betaald.

2. Het omvangrijke saldo van het ordonnanceringskrediet is voornamelijk het gevolg van een ordonnantie van 189 miljoen BEF, uitgegeven ten voordele van de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (M.I.V.B.), die het Rekenhof heeft geschrapt. Die ordonnantie was uitgeschreven ter gedeeltelijke uitvoering van artikel 6 van het samenwerkingsprotocol van 15 september 1993 dat tussen de federale Staat en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest was gesloten voor de aanpassingswerken aan de metro "Kleine Ring" die van 1986 tot 1988 werden uitgevoerd en waarvoor de M.I.V.B. de prefinanciering verzekerde.

Het Rekenhof was immers van oordeel dat aangezien de Staat geen enkele boekhoudkundige vastlegging ter zake heeft verricht vóór de overdracht naar de Gewesten op 1 januari 1989 van de bevoegdheid inzake stedelijk vervoer, de schuld van de Staat naar het Gewest was overgeheveld krachtens de bepalingen van artikel 61, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Op 7 april 1995 heeft de Ministerraad het Rekenhof evenwel verzocht de ordonnanties die in de loop van de begrotingsjaren 1995 tot 1999 zullen worden uitgeschreven ter uitvoering van artikel 6 van dat samenwerkingsakkoord ten belope van een maximumbedrag van 476,6 miljoen BEF, onder voorbehoud te viseren.

DEEL III - BIJLAGEN

DE TABEL VAN DE UITGAVEN

De cijfergegevens vervat in deze tabel zijn voorgesteld **per programma**, overeenkomstig de wettelijk structuur van de algemene uitgavenbegroting. Zij hebben betrekking op de toegestane kredieten 1994 (cfr. hoofdstuk III van deel I) en hun benutting, zowel wat de vastlegging als de ordonnanciering betreft, zoals blijkt uit de aanrekeningen in de schrifturen van het Rekenhof.

Voor enkele bijzondere categorieën van uitgaven werden de volgende regels toegepast :

- **vaste uitgaven** : alle uitgegeven ordonnanties tijdens het jaar werden in aanmerking genomen ;
- **kredietopeningen** : alle ordonnanties van beschikking op kredietopening gedurende het begrotingsjaar werden in aanmerking genomen, ongeacht de latere verantwoording en regularisatie ;
- **de betalingen in het buitenland** : de definitief aangerekende ordonnanties werden in aanmerking genomen en indien deze ontbreken, de voorlopig aangerekende ordonnanties ;
- **uitgaven verricht door de rekenplichtigen op hun kas** : al de ordonnanties betreffende reële kasuitgaven werden in aanmerking genomen, ongeacht de latere verantwoording en regularisatie ;
- **organieke fondsen** : de gegevens werden verstrekt door de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven, die thans nauwkeurig de toestand van de beschikbare saldi op deze fondsen onderzoekt. Als het geval zich voordoet, worden de vastleggingsannulaties afgetrokken van de reeds genomen vastleggingen ;
- **fondsen van de afzonderlijke sectie** : enkel de ordonnanties betreffende de overdrachten van begrotingskredieten werden in aanmerking genomen.

De kolom 5 van de tabel geeft de **benuttigingsgraad** van de kredieten in de ordonnanceringsoptiek. Een benuttigingsgraad van meer dan 100 % duidt op een overschrijding van het krediet. In dat geval is het percentage aangeduid met een verwijzingsteken. Een benuttigingsgraad van 0 %, aangeduid met een verwijzingsteken, betekent dat de uitgaven werden aangerekend ten laste van een programma waarvoor geen enkel krediet was toegerekend.

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

-----	-----	-----	-----	-----	-----
Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
-----	-----	-----	-----	-----	-----
SECTIE 01 - MINISTERIE VAN FINANCIËN, VOOR DE DOTATIËN					
AFDELING 31 - DOTATIES AAN DE KONINKLIJKE FAMILIE					
01.31.1 - Civiele lijst	ngk 248,9	246,8	246,8	99	
	vjr 2,4	2,3	2,3	96	
01.31.2 - Dotatie aan de Koninklijke Familie	ngk 14,5	14,2	14,2	98	
01.31.4 - Dotatie aan Prins Filip	ngk 13,8	13,7	13,7	99	
01.31.5 - Dotatie aan Koningin Fabiola	ngk 45,9	45,5	45,5	99	
	vjr 18,8	18,8	18,8	100	
Totaal voor afdeling 31 :	ngk 323,1	320,2	320,2	99	
	vjr 21,2	21,1	21,1	100	
AFDELING 32 - DOTATIES AAN DE NATIONALE WETGEVENDE VERGADERINGEN					
01.32.1 - Senaat	ngk 2.118,7	2.118,7	2.118,7	100	
01.32.2 - Kamer van Volksvertegenwoordigers	ngk 2.952,8	2.952,8	2.952,8	100	
01.32.4 - Contract met de burger : bestuurlijke vernieuwing (parlementaire ombudsman)	ngk 32,4	0,0	0,0	0	
Totaal voor afdeling 32 :	ngk 5.103,9	5.071,5	5.071,5	99	
AFDELING 33 - ANDERE DOTATIES					
01.33.1 - Arbitragehof	ngk 164,0	164,0	164,0	100	
01.33.2 - Dotatie aan de Duitstalige Gemeenschap	ngk 3.111,0	3.111,0	3.111,0	100	
01.33.3 - Dotatie aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	ngk 1.069,8	1.069,8	1.069,8	100	
01.33.4 - Rekenhof	ngk 1.249,9	1.249,9	1.249,9	100	
01.33.7 - Vast Comité van toezicht op de po- litiediensten (wet van 18 juli 1991)	ngk 90,0	90,0	90,0	100	

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
01.33.8 - Vast Comité van toezicht op de in- lichtingendiensten (wet van 18 juli 1991)	ngk	60,0	60,0	60,0	100
Totaal voor afdeling 33 :	ngk	5.744,7	5.744,7	5.744,7	100
AFDELING 34 -					
01.34.1 - Duitstalige Gemeenschap: storting ter uitvoering van het arrest van 24 januari 1991 van het Hof van Beroep te Brussel aangaande het Rijksfonds voor de sociale reclassering van de Minder-validen	ngk	6,8	6,8	6,8	100
01.34.2 - Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie : storting ter uitvoering van het arrest van 24 januari 1991 van het Hof van Beroep te Brussel aangaande het Rijksfonds voor de sociale re- classering van de Minder-validen.	ngk	0,8	0,8	0,8	100
Totaal voor afdeling 34 :	ngk	7,6	7,6	7,6	100
TOTAAL 01 MINISTERIE VAN FINANCIËN, VOOR DE DOTATIËN	ngk vjr	11.179,3 21,2	11.144,0 21,1	11.144,0 21,1	100 100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 11 - DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE EERSTE MINISTER					
11.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	110,0	109,2	91,6	83
	vjr	2,5	2,5	0,0	0
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	110,0	109,2	91,6	83
	vjr	2,5	2,5	0,0	0
AFDELING 02 - KABINET VAN DE MINISTER VAN WETENSCHAPSBELEID					
11.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	75,5	75,4	71,3	94
	vjr	1,2	1,2	1,2	100
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	75,5	75,4	71,3	94
	vjr	1,2	1,2	1,2	100
AFDELING 03 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN INSTITUTIONELE HERVORMINGEN					
11.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	1,8	1,8	1,8	100
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	1,8	1,8	1,8	100
AFDELING 04 - KONINKLIJK COMMISSARIAAT VOOR HET MIGRANTENBELEID					
11.04.0 - Bestaansmiddelen	ngk	0,0	1,2	1,2	0 *
	vjr	1,5	1,5	0,0	0
Totaal voor afdeling 04 :	ngk	0,0	1,2	1,2	0 *
	vjr	1,5	1,5	0,0	0
AFDELING 40 - DE KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER					
11.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	144,7	142,8	137,2	95
	vjr	1,7	1,1	0,6	35
11.40.1 - Bistel	ngk	109,7	109,7	102,6	94
	vk	16,0	16,0		
	ok	31,1		12,8	41

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
11.40.2 - Hulp aan de pers	ngk	46,5	46,5	23,3	50
11.40.3 - Sociale tussenkomsten	ngk	77,8	77,8	39,0	50
	vjr	7,4	7,4	7,4	100
11.40.4 - Voorlichting	ngk	108,0	97,1	63,0	58
11.40.5 - Regeringsactiviteiten(nieuw programma)	ngk	8,9	8,9	7,6	85
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	495,6	482,8	372,7	75
	vjr	9,1	8,5	8,0	88
	vk	16,0	16,0		
	ok	31,1		12,8	41
AFDELING 51 - HOOG COMITÉ VAN TOEZICHT					
11.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	200,5	189,0	187,0	93
	vjr	0,9	0,6	0,0	0
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	200,5	189,0	187,0	93
	vjr	0,9	0,6	0,0	0
AFDELING 52 - VAST WERVINGSSECRETARIAAT					
11.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	220,9	219,3	206,4	93
	vjr	0,4	0,4	0,0	0
11.52.1 - Nieuw systeem voor de personeelsaanwervingen	ngk	19,0	19,0	18,3	96
	vk	9,5	9,1		
	ok	9,5		9,1	96
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	239,9	238,3	224,7	94
	vjr	0,4	0,4	0,0	0
	vk	9,5	9,1		
	ok	9,5		9,1	96
AFDELING 54 - VASTE NATIONALE CULTUURPACTCOMMISSIE					
11.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	30,5	29,9	29,5	97
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	30,5	29,9	29,5	97
AFDELING 56 - CENTRUM VOOR GELIJKHEID VAN KANSEN EN RACISMEBESTRIJDING					
11.56.1 - Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding(art.10 van het K.B. van 28.02.1993)	ngk	60,2	60,2	60,2	100
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	60,2	60,2	60,2	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttigingsgraad ordonnancering (5)
---	-----------------------------	---------------------------------	------------------------------------	--

AFDELING 60 - DIENSTEN VOOR PROGRAMMATIE VAN HET
WETENSCHAPSBELEID - DEEL WETENSCHAPS-
BELEID

11.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	525,4	514,6	496,1	94
11.60.1 - Onderzoek-ontwikkeling op nationaal vlak	ngk	56,5	56,5	20,0	35
	vk	1.443,1	1.363,4		
	ok	2.420,9		1.919,0	79

Fonds : wederbeleggingsfonds

I	I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnancering		
Fonds 11-1					
	begroting	realisatie	begroting	realisatie	
I saldo op 1.1.1994	I 576,4 I	I 576,5 I	I 578,8 I	I 578,8 I	
I ontvangsten	I 97,0 I	I 0,0 I	I 97,0 I	I 0,0 I	
I beschikbaar	I 673,4 I	I 576,5 I	I 675,8 I	I 578,8 I	
I uitgaven	I 47,5 I	I 31,9 I	I 38,0 I	I 4,1 I	
I saldo op 31.12.1994	I 625,9 I	I 544,6 I	I 637,8 I	I 574,7 I	

11.60.2 - Onderzoek-ontwikkeling op internationaal vlak	ngk	6.121,3	6.116,3	6.097,6	100
	vjr	0,2	0,0	0,0	0
	vk	859,2	743,5		
	ok	529,5		437,2	83
11.60.3 - Wetenschappelijke instellingen van de Staat en daarmee gelijkgestelde inrichtingen	ngk	2.635,2	2.600,3	2.509,9	95
	vjr	24,6	21,2	21,2	86
11.60.4 - Onderwijs - Vorming : Educatieve activiteiten	ngk	112,8	104,9	90,7	80
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	9.451,2	9.392,6	9.214,3	97
	vjr	24,8	21,2	21,2	85
	vk	2.302,3	2.106,9		
	ok	2.950,4		2.356,2	80
	fov	47,5	31,9		
	fon	38,0		4,1	11

AFDELING 61 - DIENSTEN VOOR PROGRAMMATIE VAN HET
WETENSCHAPSBELEID - GEDEELTE ONDERWIJS
EN CULTUUR

11.61.1 - Gemeenschappelijke culturele activiteiten	ngk	128,6	127,6	114,0	89
	vjr	0,2	0,0	0,0	0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
11.61.2 - Externe relaties	ngk	144,8	144,7	140,5	97
	vjr	0,3	0,0	0,0	0
11.61.3 - Nationale culturele instellingen	ngk	1.400,3	1.393,1	1.393,1	99
	vjr	10,1	2,1	2,1	21
11.61.4 - Onderwijs - vorming (niet wetenschaps- beleid) en schoolinvesteringen	ngk	3.422,9	3.422,8	2.760,3	81
	vk	4,7	3,3		
	ok	8,0		6,3	79
11.61.5 - Lasten van het verleden Onderwijs - Education nationale	ngk	457,2	403,7	397,7	87
11.61.6 - Dotaties aan de Vlaamse en Franse Gemeenschap	ngk	1.737,2	1.737,2	1.737,2	100
Totaal voor afdeling 61 :	ngk	7.291,0	7.229,1	6.542,8	90
	vjr	10,6	2,1	2,1	20
	vk	4,7	3,3		
	ok	8,0		6,3	79
TOTAAL 11 DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER	ngk	17.954,4	17.807,7	16.795,3	94
	vjr	52,8	39,8	34,3	65
	vk	2.332,5	2.135,3		
	ok	2.999,0		2.384,4	80
	fov	47,5	31,9		
	fon	38,0		4,1	11

gk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 jkr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 gk : gesplitste vastleggingskredieten
 jkr : gesplitste ordonnanceringskredieten
 ov : variabele vastleggingskredieten
 on : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttigingsgraad ordonnancering (5)
---	-----------------------------	------------------------------	---------------------------------	---

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

12.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	56,3	51,8	47,5	84
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	56,3	51,8	47,5	84

12.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	1.473,6	1.386,1	1.017,9	69
	vjr	1,4	1,4	1,3	93

Fonds : Speciaal fonds bestemd ter vergoeding
van de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden
(art. 28 tot 41 wet 1.8.1985) (oud 66.01 C)

I	I	I	I	I					
I	Fonds 12-1	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I			
I		I	begroting	I	realisatie	I			
I		I	begroting	I	realisatie	I			
I	saldo op 1.1.1994	I	87,1 I	I	87,1 I	I	88,0 I	I	88,0 I
I	ontvangsten	I	170,0 I	I	139,5 I	I	170,0 I	I	139,5 I
I	verminderingen vorige jaren	I	I	I	0,6 I	I	I	I	I
I	beschikbaar	I	257,1 I	I	227,2 I	I	258,0 I	I	227,5 I
I	uitgaven	I	46,4 I	I	59,4 I	I	46,4 I	I	46,4 I
I	saldo op 31.12.1994	I	210,7 I	I	167,8 I	I	211,6 I	I	181,1 I

12.40.1 - Vertegenwoordiging van het departement	ngk	14,1	10,6	6,5	46
12.40.2 - Contract met de burger en meerjarenplan	ngk	138,0	57,3	45,9	33
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	1.625,7	1.454,0	1.070,3	66
	vjr	1,4	1,4	1,3	93
	fov	46,4	59,4		
	fon	46,4		46,4	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttigingsgraad ordonnanciering (5)
AFDELING 51 - BESTUUR DER STRAFINRICHTINGEN					
12.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	5.449,8	5.185,7	4.981,8	91
	vjr	109,6	109,6	74,0	68
	ok	11,3		0,0	0
12.51.1 - Onderhoud en hulpverlening aan gedetineerden	ngk	862,1	862,0	791,8	92
	vjr	133,7	133,7	133,6	100
12.51.2 - Hulpverlening aan de zelfstandige strafinrichtingen	ngk	135,0	121,5	101,1	75
12.51.3 - Contract met de burger en meerjarenplan	ngk	486,4	388,8	249,7	51
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	6.933,3	6.558,0	6.124,4	88
	vjr	243,3	243,3	207,6	85
	ok	11,3		0,0	0
AFDELING 53 - BELGISCH STAATSBAD					
12.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	507,3	480,6	402,8	79
	vjr	0,7	0,7	0,6	86
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	507,3	480,6	402,8	79
	vjr	0,7	0,7	0,6	86
AFDELING 54 - BESTUUR VAN DE BURGERLIJKE EN CRIMINELE ZAKEN					
12.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	103,5	92,9	91,4	88
12.54.1 - Studies en documentatie	ngk	11,2	5,7	0,7	6
12.54.2 - Internationale samenwerking	ngk	4,1	2,0	1,4	34
12.54.3 - Veiligheidsmaatregelen	ngk	6,5	6,5	0,0	0
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	125,3	107,1	93,5	75
AFDELING 55 - BESTUUR VAN DE OPENBARE VEILIGHEID					
12.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	558,1	522,6	455,9	82
12.55.1 - Veiligheidsmaatregelen	ngk	32,8	32,8	32,8	100
12.55.2 - Toezicht op de vreemdelingen	ngk	0,0	1,4	1,4	0 *
12.55.4 - Veiligheid inzake kernenergie	ngk	29,8	28,6	27,7	93

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
12.55.6 - Contract met de burger(Specifieke centra voor illegalen) en meerjarenplan	ngk	0,0	0,4	0,4	0 *
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	620,7	585,8	518,2	83
AFDELING 56 - GEWONE RECHTSMACHTEN					
12.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	14.891,1	14.244,1	13.906,2	93
	vjr	20,0	20,0	16,0	80
	vk	0,8	0,0		
	ok	306,0		294,1	96
12.56.1 - Gerechtelijke bijstand	ngk	146,3	146,3	0,0	0
12.56.2 - Contract met de burger en meerjarenplan	ngk	556,3	504,6	112,5	20
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	15.593,7	14.895,0	14.018,7	90
	vjr	20,0	20,0	16,0	80
	vk	0,8	0,0		
	ok	306,0		294,1	96
AFDELING 57 - MILITAIR GERECHT					
12.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	289,9	276,3	272,4	94
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	289,9	276,3	272,4	94
AFDELING 58 - GERECHTELIJKE POLITIE					
12.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk	2.554,9	2.488,5	2.280,3	89
12.58.1 - Studies en documentatie	ngk	116,4	93,5	62,7	54
12.58.2 - Internationale samenwerking	ngk	17,3	17,3	16,9	98
12.58.3 - Contract met de burger	ngk	85,6	46,8	15,8	18
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	2.774,2	2.646,1	2.375,7	86
AFDELING 59 - BESTUUR VAN DE EREDIENSTEN, GIFTEN, LEGATEN EN STICHTINGEN					
12.59.0 - Hulpverleningen aan de erkende erediens- Bestaansmiddelen	ngk	3.597,7	3.501,5	3.499,0	97
	vjr	11,5	11,5	4,6	40
12.59.1 - Laïciteit	ngk	101,2	101,2	91,1	90
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	3.698,9	3.602,7	3.590,1	97
	vjr	11,5	11,5	4,6	40

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 60 - COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE VLUCHTE- LINGEN EN DE STAATLOZEN - BEROEPSCOM- MISSIE VOOR DE VLUCHTELINGEN					
12.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	0,0	0,5	0,5	0 *
12.60.1 - Contract met de burger	ngk	0,0	0,4	0,4	0 *
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	0,0	0,9	0,9	0 *
AFDELING 62 - COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER					
12.62.0 - Bestaansmiddelen	ngk	42,8	25,4	20,6	48
Totaal voor afdeling 62 :	ngk	42,8	25,4	20,6	48
AFDELING 63 - DIENST VOOR DE CRIMENELE POLITIEK - CONTRACT MET DE BURGER					
12.63.0 - Bestaansmiddelen	ngk	54,2	12,5	3,4	6
Totaal voor afdeling 63 :	ngk	54,2	12,5	3,4	6
TOTAAL 12 MINISTERIE VAN JUSTITIE					
	ngk	32.322,3	30.696,2	28.538,5	88
	vjr	276,9	276,9	230,1	83
	vk	0,8	0,0		
	ok	317,3		294,1	93
	fov	46,4	59,4		
	fon	46,4		46,4	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 13 - MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN					
13.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	71,2	70,7	62,1	87
	vjr	2,0	1,9	1,9	95
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	71,2	70,7	62,1	87
	vjr	2,0	1,9	1,9	95
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN OPENBAAR AMBT					
13.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,5	0,5	0,5	100
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	0,5	0,5	0,5	100
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN ALGEMENE DIENSTEN					
13.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	344,4	331,4	295,0	86
	vjr	0,3	0,3	0,3	100
13.40.1 - Protocol	ngk	61,5	61,3	43,1	70
	vjr	6,9	6,9	6,9	100
13.40.2 - Decentralisatie en deconcentratie	ngk	2,5	0,0	0,0	0
13.40.3 - Herziening van de gemeentecomptabiliteit	ngk	20,4	13,3	12,9	63
	vjr	4,3	4,2	4,1	95
13.40.4 - Financiering van de provincies en de gemeenten	ngk	5.373,5	5.367,4	4.452,7	83
	vjr	9,0	9,0	9,0	100
13.40.5 - Vast Secretariaat voor het Preventie-beleid-Contract met de burger	ngk	159,9	112,8	15,5	10
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	5.962,2	5.886,2	4.819,2	81
	vjr	20,5	20,4	20,3	99

.....

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

**AFDELING 51 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE WETGEVING EN
VAN DE NATIONALE INSTELLINGEN**

13.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	150,9	141,4	134,4	89
13.51.1 - Geschillen	ngk	37,0	21,2	20,9	56
13.51.4 - Militie	ngk	2,1	0,8	0,2	10
13.51.5 - Militievergoedingen	ngk	163,0	130,0	113,3	70
13.51.6 - Gewetensbezwaarden	ngk	95,0	95,0	94,5	99
Fonds : Fonds voor de gewetensbezwaarden					

I		I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I			
I	Fonds 13-1	I		I		I			
I		I	begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie			
I		I		I		I			
I saldo op 1.1.1994	I	20,8	I	20,0	I	23,5	I	22,7	I
I ontvangsten	I	15,0	I	9,9	I	15,0	I	9,9	I
I beschikbaar	I	35,8	I	29,9	I	38,5	I	32,6	I
I uitgaven	I	30,0	I	15,0	I	30,0	I	2,0	I
I saldo op 31.12.1994	I	5,8	I	14,9	I	8,5	I	30,6	I

13.51.7 - Militaire begraafplaatsen	ngk	25,1	15,5	9,0	36
	vjr	0,1	0,0	0,0	0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

13.51.9 - Bevolking en verkiezingen

ngk	415,9	363,4	305,1	73
vjr	0,7	0,5	0,5	71
vk	8,0	8,0		
ok	572,0		570,6	100

Fonds : Rijksregister: bijzonder fonds voor
het dekken van allerhande werkingskosten
ontstaan bij de uitvoering van prestaties
ten voordele van openbare autoriteiten of
privé-organismen

I	I	I	I	I
Fonds 13-2	Vastlegging	Ordonnanciering		
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1994	83,3 I	83,3 I	93,6 I	93,6 I
ontvangsten	193,0 I	222,8 I	193,0 I	222,8 I
beschikbaar	276,3 I	306,1 I	286,6 I	316,4 I
uitgaven	178,5 I	128,9 I	178,5 I	129,7 I
saldo op 31.12.1994	97,8 I	177,2 I	108,1 I	186,7 I

Totaal voor afdeling 51 :	ngk	889,0	767,3	677,4	76
	vjr	0,8	0,5	0,5	63
	vk	8,0	8,0		
	ok	572,0		570,6	100
	fov	208,5	143,9		
	fon	208,5		131,7	63

AFDELING 52 - DIENST VAN ALGEMEEN BESTUUR

13.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	206,2	196,3	180,4	87
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

13.52.1 - Studies en investeringen	ngk	26,6	17,8	0,8	3
------------------------------------	-----	------	------	-----	---

Totaal voor afdeling 52 :	ngk	232,8	214,1	181,2	78
---------------------------	-----	-------	-------	-------	----

AFDELING 53 - ALGEMENE DIRECTIE VOOR SELECTIE EN VORMING

13.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	108,8	105,5	97,4	90
----------------------------	-----	-------	-------	------	----

13.53.1 - Vorming van ambtenaren	ngk	100,1	96,6	70,2	70
	vjr	0,6	0,6	0,6	100
	vk	0,1	0,1		
	ok	0,1		0,1	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secaties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

13.54.4 - Fonds voor de risico's van zware
ongevallen

I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering	
I	I	I	I	I
Fonds 13-6				
I	I	I	I	I
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	I	I	I	I
saldo op 1.1.1994	125,2 I	122,6 I	235,4 I	232,8 I
ontvangsten	130,0 I	128,0 I	130,0 I	128,0 I
beschikbaar	255,2 I	250,6 I	365,4 I	360,8 I
I	I	I	I	I
uitgaven	138,6 I	129,0 I	156,9 I	125,7 I
I	I	I	I	I
saldo op 31.12.1994	116,6 I	121,6 I	208,5 I	235,1 I

13.54.5 - Fonds voor de risico's van nucleaire
ongevallen

I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering	
I	I	I	I	I
Fonds 13-8				
I	I	I	I	I
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	I	I	I	I
saldo op 1.1.1994	103,7 I	103,7 I	103,7 I	103,7 I
ontvangsten	100,0 I	103,7 I	100,0 I	103,7 I
beschikbaar	203,7 I	207,4 I	203,7 I	207,4 I
I	I	I	I	I
uitgaven	100,0 I	31,0 I	100,0 I	0,0 I
I	I	I	I	I
saldo op 31.12.1994	103,7 I	176,4 I	103,7 I	207,4 I

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	1.333,6	1.287,2	951,4	71
	vjr	54,0	53,9	45,9	85
	vk	502,0	497,5		
	ok	630,0		468,9	74
	fov	359,3	160,8		
	fon	530,5		265,1	50

AFDELING 55 - TOEZICHT OP DE VREEMDELINGEN

13.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	808,7	701,8	622,9	77
	vjr	12,7	11,8	11,8	93
13.55.1 - Specifieke centra voor illegalen- Contract met de burger	ngk	335,2	243,1	121,2	36

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering																																																																		
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)																																																																		
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	1.143,9	944,9	744,1	65																																																																		
	vjr	12,7	11,8	11,8	93																																																																		
 AFDELING 56 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE ALGEMENE RIJKSPOLITIE																																																																							
13.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	111,0	103,7	86,7	78																																																																		
13.56.1 - Algemene administratieve politie - Opleiding, preventie en uitrusting	ngk	754,5	734,8	62,4	8																																																																		
	vjr	9,9	9,7	9,7	98																																																																		
	vk	262,1	251,7																																																																				
	ok	377,1		377,0	100																																																																		
Fonds : Fonds van de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten																																																																							
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>Vastlegging</td><td>I</td><td>Ordonnanciering</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 13-5</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I begroting</td><td>I realisatie</td><td>I begroting</td><td>I realisatie</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 1.1.1994</td><td>I</td><td>6,6 I</td><td>6,6 I</td><td>8,2 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>ontvangsten</td><td>I</td><td>21,0 I</td><td>24,1 I</td><td>21,0 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>beschikbaar</td><td>I</td><td>27,6 I</td><td>30,7 I</td><td>29,2 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>uitgaven</td><td>I</td><td>20,8 I</td><td>18,3 I</td><td>20,8 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 31.12.1994</td><td>I</td><td>6,8 I</td><td>12,4 I</td><td>8,4 I</td></tr> </table>						I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I	I	Fonds 13-5	I	I	I	I	I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie	I		I	I	I	I	I	saldo op 1.1.1994	I	6,6 I	6,6 I	8,2 I	I	ontvangsten	I	21,0 I	24,1 I	21,0 I	I	beschikbaar	I	27,6 I	30,7 I	29,2 I	I		I	I	I	I	I	uitgaven	I	20,8 I	18,3 I	20,8 I	I		I	I	I	I	I	saldo op 31.12.1994	I	6,8 I	12,4 I	8,4 I
I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I																																																																		
I	Fonds 13-5	I	I	I	I																																																																		
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie																																																																		
I		I	I	I	I																																																																		
I	saldo op 1.1.1994	I	6,6 I	6,6 I	8,2 I																																																																		
I	ontvangsten	I	21,0 I	24,1 I	21,0 I																																																																		
I	beschikbaar	I	27,6 I	30,7 I	29,2 I																																																																		
I		I	I	I	I																																																																		
I	uitgaven	I	20,8 I	18,3 I	20,8 I																																																																		
I		I	I	I	I																																																																		
I	saldo op 31.12.1994	I	6,8 I	12,4 I	8,4 I																																																																		
13.56.2 - Coördinatie- en crisiscentrum van de Regering	ngk	23,4	21,5	16,1	69																																																																		
13.56.3 - Contract met de burger	ngk	5,0	3,5	0,6	12																																																																		
13.56.4 - Meerjarenplan van Justitie	ngk	90,5	57,2	16,3	18																																																																		
	vk	80,0	76,9																																																																				
	ok	80,0		68,7	86																																																																		
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	984,4	920,7	182,1	18																																																																		
	vjr	9,9	9,7	9,7	98																																																																		
	vk	342,1	328,6																																																																				
	ok	457,1		445,7	98																																																																		
	fov	20,8	18,3																																																																				
	fon	20,8		16,8	81																																																																		
 AFDELING 57 - BESTUURSDIRECTIE VAN DE DIENSTEN VAN DE VASTE COMMISSIE VOOR TAALTOEZICHT																																																																							
13.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	51,1	45,1	43,3	85																																																																		

(in miljoen BEF)

Totaal voor afdeling 57 :	ngk	51,1	45,1	43,3	85
---------------------------	-----	------	------	------	----

13.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk	477,5	444,9	426,1	89
	vjr	0,1	0,1	0,1	100
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	477,5	444,9	426,1	89
	vjr	0,1	0,1	0,1	100

13.59.0 - Bestaansmiddelen	ngk	571,0	534,2	506,5	89
	vk	0,3	0,0		
	ok	5,0		0,0	0

I	I	I	I	I	I	
I	Fonds 13-7	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
I		I		I		I
I		I	begroting	I	realisatie	I
I		I		I	begroting	I
I		I		I	realisatie	I
I	saldo op 1.1.1994	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I	ontvangsten	I	5,0 I	0,0 I	5,0 I	0,0 I
I	beschikbaar	I	5,0 I	0,0 I	5,0 I	0,0 I
I		I		I		I
I	uitgaven	I	5,0 I	0,0 I	5,0 I	0,0 I
I		I		I		I
I	saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

Totaal voor afdeling 59 :	ngk	571,0	534,2	506,5	89
	vk	0,3	0,0		
	ok	5,0		0,0	0
	fov	5,0	0,0		
	fon	5,0		0,0	0

13.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	322,6	290,5	260,4	81
13.60.1 - Contract met de burger	ngk	85,2	77,4	77,4	91
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	407,8	367,9	337,8	83

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 61 - INTERDEPARTEMENTALE PROVISIE					
13.61.1 - Provisionele kredieten	ngk	11,3	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 61 :	ngk	11,3	0,0	0,0	0
TOTAAL 13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN					
EN AMBTENARENZAKEN	vjr	101,1	99,4	91,3	90
	vk	852,5	834,2		
	ok	1.664,2		1.485,3	89
	fov	593,6	323,0		
	fon	764,8		413,6	54

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 14 - MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN					
14.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	64,5	64,2	59,9	93
	vjr	1,0	1,0	0,9	90
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	64,5	64,2	59,9	93
	vjr	1,0	1,0	0,9	90
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER					
14.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	44,3	44,1	41,2	93
	vjr	2,1	2,1	2,0	95
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	44,3	44,1	41,2	93
	vjr	2,1	2,1	2,0	95
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BUITENLANDSE HANDEL EN VAN EUROPESE ZAKEN					
14.03.0 - Werking van het Kabinet	ngk	66,3	66,1	64,1	97
	vjr	1,7	1,7	1,6	94
Totaal voor afdeling 03 :	ngk	66,3	66,1	64,1	97
	vjr	1,7	1,7	1,6	94
AFDELING 14 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR EUROPA 1992					
14.14.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,1	0,1	0,1	100
Totaal voor afdeling 14 :	vjr	0,1	0,1	0,1	100
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN AANGEHECHTE DIENSTEN					
14.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	104,3	79,3	57,5	55
	vjr	0,8	0,8	0,8	100
	ok	141,5		0,0	0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttingsgraad ordonnanciering (5)
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	104,3	79,3	57,5	55
	vjr	0,8	0,8	0,8	100
	ok	141,5		0,0	0
AFDELING 41 - ALGEMENE DIRECTIE DER ALGEMENE DIENSTEN EN BESTUURSDIRECTIE VOORLICHTING EN DOCUMENTATIE					
14.41.0 - Bestaansmiddelen	ngk	834,8	812,9	704,3	84
	vjr	44,5	44,4	37,2	84
	ok	11,0		0,0	0
14.41.1 - Protocol	ngk	20,1	19,5	11,8	59
14.41.2 - Vorming	ngk	13,3	12,9	7,9	59
14.41.3 - Conferenties en andere manifestaties	ngk	87,6	87,6	57,6	66
	vjr	0,6	0,6	0,5	83
14.41.4 - Vertegenwoordiging in het buitenland (logistieke steun)	ngk	19,5	15,6	2,8	14
	vjr	0,5	0,5	0,5	100
14.41.5 - Sociale tussenkomsten ten voordele van vroegere kolonisten	ngk	2,9	0,4	0,4	14
14.41.6 - Studies en documentatie	ngk	42,5	42,5	9,3	22
14.41.7 - Internationale samenwerking	ngk	46,1	43,0	32,8	71
Totaal voor afdeling 41 :	ngk	1.066,8	1.034,4	826,9	78
	vjr	45,6	45,5	38,2	84
	ok	11,0		0,0	0
	fov	0,0	0,0		
	fon	0,0		0,0	0

(in miljoen BEF)

(in miljoen BEF)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

14.42.0 - Bestaansmiddelen

ngk	4.503,1	4.452,2	3.321,0	74
vjr	280,5	280,5	280,0	100
vk	158,8	142,1		
ok	366,1		147,3	40

FONDS : Fonds bestemd tot het gebruik van de verkoop van onroerende goederen, gelegen in het buitenland, tot de aankoop, het bouwen en inrichten van goederen van dezelfde aard bestemd om te worden aangewend hetzij als residenties, hetzij als kantelarijen van de Belgische diplomatieke zendingen of consulaire posten

I		I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
I	Fonds 14-1	I		I		I
I		I	begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I	saldo op 1.1.1994	I	41,5	I 4,0	I 4,0	I 4,0
I	ontvangsten	I	61,4	I 70,0	I 61,4	I 70,0
I	desaffectatie	I	-37,5	I 0,0	I 0,0	I 0,0
I	verminderingen vorige jaren	I		I 1,0	I	I
I	beschikbaar	I	65,4	I 75,0	I 65,4	I 74,0
I	uitgaven	I	65,4	I 0,0	I 65,4	I 0,0
I	saldo op 31.12.1994	I	0,0	I 75,0	I 0,0	I 74,0

Totaal voor afdeling 42 :	ngk	4.503,1	4.452,2	3.321,0	74
	vjr	280,5	280,5	280,0	100
	vk	158,8	142,1		
	ok	366,1		147,3	40
	fov	65,4	0,0		
	fon	65,4		0,0	0

14.51.0 - Bestaansmiddelen

ngk	125,5	119,8	112,4	90
-----	-------	-------	-------	----

14.51.1 - Buitenlandse handel

ngk	942,6	942,5	878,0	93
vk	2.890,0	2.832,1		
ok	1.564,0		822,0	53

Totaal voor afdeling 51 :	ngk	1.068,1	1.062,3	990,4	93
	vk	2.890,0	2.832,1		
	ok	1.564,0		822,0	53

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 52 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE KANSELARIJ EN DER BETWISTE ZAKEN					
14.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	148,7	143,6	104,6	70
	vjr	0,3	0,3	0,2	67
14.52.1 - Internationale instellingen	ngk	30,9	30,1	28,8	93
14.52.2 - Humanitaire hulp	ngk	94,1	89,1	0,8	1
	vjr	6,7	6,7	5,9	88
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	273,7	262,8	134,2	49
	vjr	7,0	7,0	6,1	87
AFDELING 53 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE POLITIEK					
14.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	150,0	145,0	139,7	93
14.53.1 - Buitenlands beleid	ngk	2.759,4	2.753,9	1.360,9	49
	vjr	2,5	2,5	2,5	100
14.53.2 - Wetenschapsbeleid	ngk	134,4	134,4	102,7	76
14.53.3 - Samenwerking	ngk	644,5	626,5	69,5	11
14.53.4 - Humanitaire hulp	ngk	87,0	64,9	47,3	54
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	3.775,3	3.724,7	1.720,1	46
	vjr	2,5	2,5	2,5	100
AFDELING 55 - EUROPESE ZAKEN					
14.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	0,5	0,5	0,2	40
14.55.1 - Informatie over Europa	ngk	37,7	37,3	14,4	38
	vjr	0,3	0,2	0,2	67
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	38,2	37,8	14,6	38
	vjr	0,3	0,2	0,2	67
TOTAAL 14 MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL					
	ngk	11.004,6	10.827,9	7.229,9	66
	vjr	341,6	341,4	332,4	97
	vk	3.048,8	2.974,2		
	ok	2.082,6		969,3	47
	fov	65,4	0,0		
	fon	65,4		0,0	0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secaties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 15 - ONTWIKKELINGSSAMENWERKING					
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING					
15.11.0 - Werking van het Kabinet	ngk	59,7	59,4	51,1	86
Totaal voor afdeling 11 :	ngk	59,7	59,4	51,1	86
AFDELING 54 - ALGEMEEN BESTUUR VAN DE ONTWIKKELINGS- SAMENWERKING (A.B.O.S.)					
15.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	1.138,5	1.085,6	890,4	78
	vjr	2,0	2,0	2,0	100
15.54.1 - Bilaterale samenwerking(Fonds voor ontwikkelingssamenwerking)	ngk	2.979,1	2.746,3	2.267,0	76
	vk	8.448,4	6.774,8		
	ok	8.529,6		6.016,9	71
15.54.2 - Wetenschapsbeleid - Internationaal vlak	ngk	409,8	409,8	64,1	16
	vk	277,9	264,2		
	ok	364,0		192,4	53
15.54.3 - Samenwerking via internationale instellingen	ngk	4.389,5	4.323,6	3.826,0	87
	vk	455,0	165,0		
	ok	235,0		205,0	87
15.54.4 - Wetenschapsbeleid - Onderwijs-Vorming -Educatieve activiteiten	ngk	1.381,3	1.280,7	578,9	42
	vk	52,5	45,3		
	ok	36,0		0,0	0

(in miljoen BEF)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

15.54.5 - Overlevingsfonds Derde Wereld
Fonds : Overlevingsfonds

I	I	I	I
	Vastlegging	Ordonnanciering	
Fonds 15-1			
	begroting	realisatie	begroting
	realisatie		realisatie
saldo op 1.1.1994	0,0	0,0	2.555,2
vastleggingsmachtiging	1.055,0	1.055,0	
ontvangsten			750,0
beschikbaar	1.055,0	1.055,0	3.305,2
uitgaven	1.055,0	710,7	450,0
saldo op 31.12.1994	0,0	344,3 *	2.855,2
			2.720,3

* Geen overdracht mogelijk

15.54.6 - Diversen - Plurisectorieel	ngk	399,4	377,5	249,9	63
	ok	18,6		0,8	4
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	10.697,6	10.223,5	7.876,3	74
	vjr	2,0	2,0	2,0	100
	vk	9.233,8	7.249,3		
	ok	9.183,2		6.415,1	70
	fov	1.055,0	710,7		
	fon	450,0		447,9	100
TOTAAL 15 ONTWIKKELINGSSAMENWERKING	ngk	10.757,3	10.282,9	7.927,4	74
	vjr	2,0	2,0	2,0	100
	vk	9.233,8	7.249,3		
	ok	9.183,2		6.415,1	70
	fov	1.055,0	710,7		
	fon	450,0		447,9	100

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

[illegible]

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER

16.01.0 - Bestaansmiddelen	ngk	48,3	48,3	47,9	99
	vjr	1,0	1,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	48,3	48,3	47,9	99
	vjr	1,0	1,0	0,0	0

16.50.0 - Bestaansmiddelen	ngk	62.253,2	62.088,2	58.966,3	95
	vjr	108,5	108,5	90,6	84
	vk	260,0	260,0		
	ok	270,0		270,0	100

Fonds : Fonds voor prestaties tegen betaling

I	I	I	I	I	I
		Vastlegging		Ordonnanciering	
I	Fonds 16-1				
I		begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	saldo op 1.1.1994	568,2	663,8	993,9	1.089,7
I	ontvangsten	1.288,6	666,0	1.288,6	666,0
I	verminderingen vorige jaren		23,8		
I	beschikbaar	1.856,8	1.353,6	2.282,5	1.755,7
I	uitgaven	1.282,2	939,7	1.001,5	791,0
I	saldo op 31.12.1994	574,6	413,9	1.281,0	964,7

16.50.1 - Training	ngk	8.436,9	8.344,4	3.818,8	45
	vjr	94,0	94,0	12,5	13
	vk	1.261,3	755,7		
	ok	1.091,8		1.080,6	99

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)

16.50.2 - Vernieuwing van de uitrusting en infrastructuur	ngk	3.094,6	3.079,3	495,3	16
	vjr	53,1	53,1	12,9	24
	vk	4.760,0	3.990,5		
	ok	11.524,9		11.123,3	97

Fonds : Fonds voor prestaties tegen
betaling

I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
I	Fonds 16-2	I			I
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I					
I saldo op 1.1.1994	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I ontvangsten	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I beschikbaar	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I uitgaven	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I
I saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	0,0 I	0,0 I	0,0 I

16.50.3 - Herstructurering van de krijgsmacht	vk	2.606,0	2.567,6		
	ok	245,4		245,4	100
16.50.4 - Internationale verplichtingen	ngk	1.129,9	1.129,2	996,7	88
	vk	1.640,0	1.609,3		
	ok	1.761,0		1.699,1	96

Fonds : Fonds voor prestaties tegen betaling

I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
I	Fonds 16-3	I			I
I		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I					
I saldo op 1.1.1994	I	167,0 I	169,2 I	275,3 I	277,5 I
I ontvangsten	I	200,0 I	100,0 I	200,0 I	100,0 I
I beschikbaar	I	367,0 I	269,2 I	475,3 I	377,5 I
I uitgaven	I	235,0 I	196,6 I	150,0 I	150,0 I
I saldo op 31.12.1994	I	132,0 I	72,6 I	325,3 I	227,5 I

Totaal voor afdeling 50 :	ngk	74.914,6	74.641,1	64.277,1	86
	vjr	255,6	255,6	116,0	45
	vk	10.527,3	9.183,1		
	ok	14.893,1		14.418,4	97
	fov	1.517,2	1.136,3		
	fon	1.151,5		941,0	82

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secaties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttigingsgraad ordonnanciering (5)																																																																								
AFDELING 60 - BURGERLIJK ALGEMEEN BESTUUR																																																																													
16.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	5.145,2	5.125,7	5.064,9	98																																																																								
16.60.1 - Schadeloosstelling	ngk	73,1	73,1	73,1	100																																																																								
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	5.218,3	5.198,8	5.138,0	98																																																																								
AFDELING 70 - WETENSCHAPSBELEID																																																																													
16.70.4 - Onderwijs, vorming en opvoedingsactiviteiten	ngk	965,6	960,2	896,4	93																																																																								
Fonds : Fonds voor prestaties tegen betaling	vjr	0,2	0,2	0,0	0																																																																								
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 16-4</td><td>I</td><td>Vastlegging</td><td>I</td><td>Ordonnanciering</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>begroting</td><td>I</td><td>realisatie</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 1.1.1994</td><td>I</td><td>2,4 I</td><td>I</td><td>2,4 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>ontvangsten</td><td>I</td><td>3,0 I</td><td>I</td><td>2,4 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>beschikbaar</td><td>I</td><td>5,4 I</td><td>I</td><td>4,8 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>uitgaven</td><td>I</td><td>5,4 I</td><td>I</td><td>1,8 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 31.12.1994</td><td>I</td><td>0,0 I</td><td>I</td><td>3,0 I</td></tr> </table>						I	I	I	I	I	I	I	Fonds 16-4	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I		I		I		I		I	begroting	I	realisatie	I		I		I		I	saldo op 1.1.1994	I	2,4 I	I	2,4 I	I	ontvangsten	I	3,0 I	I	2,4 I	I	beschikbaar	I	5,4 I	I	4,8 I	I		I		I		I	uitgaven	I	5,4 I	I	1,8 I	I		I		I		I	saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	I	3,0 I
I	I	I	I	I	I																																																																								
I	Fonds 16-4	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering																																																																								
I		I		I																																																																									
I		I	begroting	I	realisatie																																																																								
I		I		I																																																																									
I	saldo op 1.1.1994	I	2,4 I	I	2,4 I																																																																								
I	ontvangsten	I	3,0 I	I	2,4 I																																																																								
I	beschikbaar	I	5,4 I	I	4,8 I																																																																								
I		I		I																																																																									
I	uitgaven	I	5,4 I	I	1,8 I																																																																								
I		I		I																																																																									
I	saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	I	3,0 I																																																																								
16.70.5 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk	50,2	49,9	40,1	80																																																																								
Totaal voor afdeling 70 :	ngk	1.015,8	1.010,1	936,5	92																																																																								
	vjr	0,2	0,2	0,0	0																																																																								
	fov	5,4	4,5																																																																										
	fon	5,4		1,8	33																																																																								
AFDELING 80 - MILITAIRE TECHNISCHE SAMENWERKING																																																																													
16.80.0 - Bestaansmiddelen	ngk	196,0	149,4	82,4	42																																																																								
Totaal voor afdeling 80 :	ngk	196,0	149,4	82,4	42																																																																								
AFDELING 90 - INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT EN GESUBSIDIEERDE ORGANISMEN																																																																													
16.90.1 - Cartografische steun	ngk	364,8	364,8	364,8	100																																																																								
16.90.3 - Sociale hulp	ngk	178,7	178,7	168,7	94																																																																								
16.90.4 - Nationale erkentelijkheid	ngk	9,8	9,8	9,8	100																																																																								

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
16.90.5 - Vergoeding aan vervoermaatschappijen	ngk	108,0	106,4	45,1	42
Totaal voor afdeling 90 :	ngk	661,3	659,7	588,4	89
TOTAAL 16 MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING	ngk	82.054,3	81.707,4	71.070,3	87
	vjr	256,8	256,8	116,0	45
	vk	10.527,3	9.183,1		
	ok	14.893,1		14.418,4	97
	fov	1.522,6	1.140,8		
	fon	1.156,9		942,8	81

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
vk : gesplitste vastleggingskredieten
ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
fov : variabele vastleggingskredieten
fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

AFDELING 40 - GEMEENSCHAPPELIJKE DIENST

17.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	26,9	26,9	16,1	60
17.40.1 - Contract met de burger : politioniële statistiek en vijfhoeksoverleg	ngk	24,6	23,1	20,9	85
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	51,5	50,0	37,0	72

17.50.0 - Bestaansmiddelen	ngk	24.614,9	24.611,9	23.996,7	97
	vjr	45,4	45,4	37,7	83
	vk	894,1	894,0		
	ok	851,0		851,0	100

Fonds : Fonds voor prestaties tegen betaling

I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I	
I	Fonds 17-1	I			I	
I		I	begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I		I				
I	saldo op 1.1.1994	I	3,7 I	3,7 I	4,9 I	4,9 I
I	ontvangsten	I	11,5 I	12,0 I	11,5 I	12,0 I
I	beschikbaar	I	15,2 I	15,7 I	16,4 I	16,9 I
I		I				
I	uitgaven	I	1,3 I	0,5 I	1,3 I	1,3 I
I		I				
I	saldo op 31.12.1994	I	13,9 I	15,2 I	15,1 I	15,6 I

17.50.1 - Landsverdediging	ok	4,0		0,0	0
17.50.2 - Justitie	ngk	245,2	244,9	197,0	80
17.50.3 - Binnenlandse Zaken	ngk	336,6	336,5	225,4	67
	vjr	11,3	11,3	9,8	87
	vk	41,7	27,6		
	ok	25,1		13,3	53

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
17.50.4 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk	6,0	5,7	3,2	53
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	25.202,7	25.199,0	24.422,3	97
	vjr	56,7	56,7	47,5	84
	vk	935,8	921,6		
	ok	880,1		864,3	98
	fov	1,3	0,5		
	fon	1,3		1,3	100
TOTAAL 17 GEMEENSCHAPPELIJKE DIENST EN RIJKSWAHT	ngk	25.254,2	25.249,0	24.459,3	97
	vjr	56,7	56,7	47,5	84
	vk	935,8	921,6		
	ok	880,1		864,3	98
	fov	1,3	0,5		
	fon	1,3		1,3	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 18 - MINISTERIE VAN FINANCIËN					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN					
18.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	57,7	57,6	50,3	87
	vjr	5,5	5,5	4,7	85
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	57,7	57,6	50,3	87
	vjr	5,5	5,5	4,7	85
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN BEGROTING					
18.03.0 - Werking van het Kabinet	ngk	62,3	61,9	45,7	73
	vjr	2,8	2,8	2,8	100
Totaal voor afdeling 03 :	ngk	62,3	61,9	45,7	73
	vjr	2,8	2,8	2,8	100
AFDELING 04 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER					
18.04.0 - Werking van het Kabinet	ngk	53,6	50,7	39,1	73
Totaal voor afdeling 04 :	ngk	53,6	50,7	39,1	73
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR FINANCIËN, TOEGEVOEGD AAN DE MINISTER VAN FINANCIËN					
18.11.0 - Werking van het Kabinet	vjr	2,2	2,2	2,1	95
Totaal voor afdeling 11 :	vjr	2,2	2,2	2,1	95
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT					
18.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	2.472,1	2.371,4	2.095,2	85
	vjr	23,1	23,1	12,8	55
18.40.1 - Studie en documentatie	ngk	17,7	17,7	15,0	85
18.40.2 - Sociaal programma	ngk	107,9	107,9	102,5	95
18.40.3 - Vormingsprogramma	ngk	69,7	50,7	25,1	36

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	2.667,4	2.547,7	2.237,8	84
	vjr	23,1	23,1	12,8	55
AFDELING 50 - ALGEMENE ADMINISTRATIE VAN DE BELASTINGEN					
18.50.1 - Polyvalente en geïntegreerde diensten	ngk	769,1	747,4	705,4	92
18.50.2 - Directe belastingen	ngk	17.875,2	17.537,8	16.618,0	93
18.50.3 - Kadaster	ngk	3.738,6	3.636,2	3.444,6	92
	vjr	4,3	4,3	4,1	95
18.50.4 - Douane en Accijnzen	ngk	7.840,2	7.502,0	7.155,7	91
	vjr	0,3	0,3	0,2	67
18.50.5 - B.T.W., Registratie en Domeinen	ngk	10.156,5	9.963,1	9.469,5	93
	vjr	0,2	0,2	0,2	100
	vk	25,1	1,4		
	ok	25,1		1,4	6
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	40.379,6	39.386,5	37.393,2	93
	vjr	4,8	4,8	4,5	94
	vk	25,1	1,4		
	ok	25,1		1,4	6
AFDELING 60 - ADMINISTRATIE VAN DE BEGROTING EN DE CONTROLE OP DE UITGAVEN					
18.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	285,9	276,4	260,5	91
18.60.1 - Interdepartementale provisionele kredieten	ngk	914,9	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	1.200,8	276,4	260,5	22
AFDELING 61 - ADMINISTRATIE DER THESAURIE					
18.61.0 - Bestaansmiddelen	ngk	2.900,7	2.963,0	2.832,2	98
	ok	4,5		1,8	40
18.61.1 - Internationale financiële betrekkingen	ngk	26.005,6	25.936,4	25.906,6	100
	vjr	960,0	958,7	958,7	100
18.61.2 - Exportbevordering	ngk	1.316,0	518,0	518,0	39
18.61.3 - Ontwikkelingshulp	ngk	5.101,1	5.041,4	1.182,0	23
18.61.4 - Economische steun	ngk	3.184,0	3.123,6	3.112,5	98

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secaties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttigingsgraad ordonnanciering (5)
Totaal voor afdeling 61 :	ngk	38.507,4	37.582,4	33.551,3	87
	vjr	960,0	958,7	958,7	100
	ok	4,5		1,8	40
AFDELING 62 - ADMINISTRATIE DER PENSIOENEN					
18.62.0 - Bestaansmiddelen	ngk	673,1	625,5	584,7	87
	ok	18,5		18,5	100
Totaal voor afdeling 62 :	ngk	673,1	625,5	584,7	87
	ok	18,5		18,5	100
TOTAAL 18 MINISTERIE VAN FINANCIËN	ngk	83.601,9	80.588,7	74.162,6	89
	vjr	998,4	997,1	985,6	99
	vk	25,1	1,4		
	ok	48,1		21,7	45

(in miljoen BEF)

21.51.5 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties van de organismen van openbaar nut

Fonds : Rustpensioenen van het personeel van instellingen van openbaar nut (pensioenregime ingesteld door de wet van 28.4.1958) (oud 66.09 B)

I	I	I	I	I	I
		Vastlegging		Ordonnanciering	
I	Fonds 21-2				
I		begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	saldo op 1.1.1994	I -665,2	I -665,2	I -665,2	I -665,2
I	ontvangsten	I 5.670,1	I 5.310,9	I 5.670,1	I 5.310,9
I	beschikbaar	I 5.004,9	I 4.645,7	I 5.004,9	I 4.645,7
I	uitgaven	I 5.063,0	I 4.999,4	I 5.063,0	I 4.999,4
I	saldo op 31.12.1994	I -58,1	I -353,7	I -58,1	I -353,7

Totaal voor afdeling 51 :	ngk	147.348,1	145.474,6	145.467,0	99
	fov	40.446,0	39.492,9		
	fon	40.446,0		39.381,7	97

21.52.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	47.964,3	47.964,3	47.643,8	99
	vjr	0,2	0,0	0,0	0

21.52.3 - Kinderbijslagen	ngk	1.423,0	1.423,0	1.423,0	100
---------------------------	-----	---------	---------	---------	-----

21.52.5 - Bestaanszekerheid	ngk	9.799,7	9.799,7	9.513,0	97
-----------------------------	-----	---------	---------	---------	----

Totaal voor afdeling 52 :	ngk	59.187,0	59.187,0	58.579,8	99
	vjr	0,2	0,0	0,0	0

21.54.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	2.503,7	2.456,4	2.456,4	98
---	-----	---------	---------	---------	----

21.54.2 - Vergoedingen en gelijkgestelde prestaties	ngk	62,9	59,6	59,6	95
---	-----	------	------	------	----

21.54.3 - Kinderbijslagen	ngk	10,2	10,2	10,2	100
---------------------------	-----	------	------	------	-----

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	2.576,8	2.526,2	2.526,2	98
---------------------------	-----	---------	---------	---------	----

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 55 - BESTUURSAFDELING VOOR DE SOCIALE ZAKEN (MIDDENSTAND)					
21.55.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	22.784,0	22.784,0	22.765,2	100
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	22.784,0	22.784,0	22.765,2	100
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
AFDELING 56 - OVERIGE MINISTERIES (SOCIALE HULP AAN DE GEPENSIONEERDE AGENTEN VAN ALLE MINISTERIES)					
21.56.1 - Pensioenen en gelijkgestelde prestaties	ngk	27,3	22,0	12,9	47
	vjr	0,3	0,3	0,2	67
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	27,3	22,0	12,9	47
	vjr	0,3	0,3	0,2	67
TOTAAL 21 PENSIOENEN	ngk	231.923,2	229.993,8	229.351,1	99
	vjr	0,6	0,3	0,2	33
	fov	40.446,0	39.492,9		
	fon	40.446,0		39.381,7	97

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 22 - MINISTERIE VAN MIDDENSTAND					
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR MIDDENSTAND					
22.11.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,1	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 11 :	vjr	0,1	0,0	0,0	0
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN ADMINISTRATIE DER ALGEMENE DIENSTEN					
22.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	225,5	220,5	205,3	91
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	225,5	220,5	205,3	91
AFDELING 52 - ADMINISTRATIE VAN DE REGLEMENTERING					
22.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	233,1	229,7	217,2	93
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	233,1	229,7	217,2	93
AFDELING 53 - ADMINISTRATIE VOOR SOCIALE ZAKEN					
22.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	105,5	102,4	101,1	96
22.53.1 - Pensioenen	ngk	920,0	920,0	920,0	100
22.53.2 - Kinderbijslagen	ngk	4.983,1	4.983,1	4.983,1	100
22.53.3 - Ziekte - invaliditeit	ngk	1,9	1,5	0,9	47
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	6.010,5	6.007,0	6.005,1	100
AFDELING 54 - ADMINISTRATIE VOOR DE ECONOMISCHE EXPANSIE					
22.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	0,3	0,0	0,0	0
22.54.1 - Lasten van het verleden : hulp aan ondernemingen	ok	3,5		0,8	23

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	0,3	0,0	0,0	0
	ok	3,5		0,8	23
TOTAAL 22 MINISTERIE VAN MIDDENSTAND	ngk	6.469,4	6.457,2	6.427,6	99
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
	ok	3,5		0,8	23

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 23 - MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID					
23.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	65,5	64,2	52,1	80
	vjr	1,0	1,0	1,0	100
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	65,5	64,2	52,1	80
	vjr	1,0	1,0	1,0	100
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN ALGEMENE ADMINISTRATIEVE DIENSTEN					
23.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	650,9	628,1	515,6	79
	vjr	0,3	0,3	0,2	67
23.40.1 - Internationale samenwerking	ngk	126,9	126,7	97,3	77
	vjr	0,3	0,3	0,2	67
23.40.2 - Studies	ngk	0,6	0,6	0,2	33
23.40.5 - Gelijke kansen voor mannen en vrouwen	ngk	109,1	102,3	33,8	31
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	887,5	857,7	646,9	73
	vjr	0,6	0,6	0,4	67
AFDELING 51 - DIENST VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN					
23.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	166,4	160,2	153,6	92
23.51.1 - Sociaal overleg en sociale bemiddeling	ngk	87,6	87,6	87,6	100
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	254,0	247,8	241,2	95
AFDELING 52 - COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE BEVORDERING VAN DE ARBEID					
23.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	26,5	24,1	22,5	85
23.52.1 - Acties ten gunste van de sociale, morele en intellectuele promotie van de werknemers	ngk	117,8	105,8	90,2	77
	vjr	0,2	0,2	0,2	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secaties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 52 :	ngk vjr	144,3 0,2	129,9 0,2	112,7 0,2	78 100
AFDELING 53 - STUDIEDIENST					
23.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	52,1	49,7	49,7	95
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	52,1	49,7	49,7	95
AFDELING 54 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSVEILIGHEID					
23.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr	331,4 0,2	321,8 0,2	311,6 0,2	94 100
23.54.1 - Controle, reglementering en aanmoediging van de arbeidsveiligheid	ngk	0,9	0,4	0,0	0
23.54.2 - Technische veiligheid van kerninstallaties					
Fonds : Technische veiligheid van kerninstal- laties					

I	Fonds 23-1	I Vastlegging		I Ordonnancering	
		I begroting	I realisatie	I begroting	I realisatie
I					
I saldo op 1.1.1994	I	375,0 I	375,0 I	661,7 I	661,7 I
I ontvangsten	I	186,0 I	137,3 I	186,0 I	137,3 I
I beschikbaar	I	561,0 I	512,3 I	847,7 I	799,0 I
I uitgaven	I	92,6 I	43,1 I	216,4 I	148,1 I
I saldo op 31.12.1994	I	468,4 I	469,2 I	631,3 I	650,9 I

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

23.54.3 - Fonds voor de technische veiligheid van de bedrijven bedoeld door de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten (SEVESO-bedrijven)

Fonds voor preventie van zware ongevallen

I	I	Vastlegging		Ordonnanciering	
		I	I	I	I
I	Fonds 23-5	I		I	
		I	I	I	I
I		begroting		begroting	
		I	I	I	I
I	saldo op 1.1.1994	I	40,1 I	40,1 I	60,0 I
I	ontvangsten	I	60,0 I	60,0 I	60,0 I
I	beschikbaar	I	100,1 I	100,1 I	120,0 I
I	uitgaven	I	50,0 I	36,2 I	47,4 I
I	saldo op 31.12.1994	I	50,1 I	63,9 I	72,6 I

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	332,3	322,2	311,6	94
	vjr	0,2	0,2	0,2	100
	fov	142,6	79,3		
	fon	263,8		161,7	61

AFDELING 55 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSHYGIËNE EN
-GENEESKUNDE

23.55.0 - Bestaansmiddelen ngk 170,0 164,2 157,8 93

23.55.1 - Reglementering en controle - Aanmoediging van de hygiëne in de werkplaatsen en van de gezondheid der werknemers ngk 0,2 0,1 0,0 0

Totaal voor afdeling 55 : ngk 170,2 164,3 157,8 93

AFDELING 56 - ADMINISTRATIE VAN DE WERKGELEGENHEID

23.56.0 - Bestaansmiddelen ngk 150,7 145,3 130,9 87

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's

Toegestane kredieten

Benutting

Benutting

Benuttigingsgraad

vastlegging

ordonnanciering

ordonnanciering

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

23.56.1 - Sociale promotie van de werknemers

ngk

1.160,0

1.160,0

1.159,9

100

Fonds : Betaald educatief verlof

I	I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering		
I	I	I	I	I	I
Fonds 23-2					
I	I	I	I	I	I
I	begroting	realisatie	begroting	realisatie	I
I	I	I	I	I	I
I saldo op 1.1.1994	I 174,3	I 174,3	I 175,0	I 175,0	I
I ontvangsten	I 740,0	I 747,4	I 740,0	I 747,4	I
I verminderingen vorige jaren	I	I 0,7	I	I	I
I beschikbaar	I 914,3	I 922,4	I 915,0	I 922,4	I
I uitgaven	I 914,9	I 873,6	I 864,9	I 864,9	I
I saldo op 31.12.1994	I -0,6	I 48,8	I 50,1	I 57,5	I

23.56.2 - Werkloosheidsuitkeringen

ngk

2.616,6

2.616,6

2.616,6

100

23.56.3 - Bruggpensioenen

ngk

8.288,6

8.288,4

8.288,4

100

vjr

0,2

0,2

0,2

100

23.56.4 - Hertewerkstelling

ngk

7.225,2

7.224,8

7.195,8

100

Fonds : Tewerkstellingsfonds

I	I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering		
I	I	I	I	I	I
Fonds 23-3					
I	I	I	I	I	I
I	begroting	realisatie	begroting	realisatie	I
I	I	I	I	I	I
I saldo op 1.1.1994	I 1.060,8	I 1.060,8	I 2.331,1	I 2.331,1	I
I ontvangsten	I 2.060,0	I 2.273,2	I 2.060,0	I 2.273,2	I
I verminderingen vorige jaren	I	I 18,7	I	I	I
I beschikbaar	I 3.120,8	I 3.352,7	I 4.391,1	I 4.604,3	I
I uitgaven	I 2.938,3	I 820,7	I 3.150,0	I 751,2	I
I saldo op 31.12.1994	I 182,5	I 2.532,0	I 1.241,1	I 3.853,1	I

23.56.6 - Hulp E.G.K.S.

ngk

495,0

495,0

495,0

100

23.56.8 - Financiële tegemoetkomingen aan de Gewesten

ngk

12.597,4

12.597,4

12.597,4

100

.....

(in miljoen BEF)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

23.56.9 - Europees sociaal fonds

Fonds : Belgisch Europees sociaal fonds

I	I	I	I	I	I
	Fonds 23-4	Vastlegging		Ordonnanciering	
		begroting	realisatie	begroting	realisatie
I saldo op 1.1.1994	I	221,6 I	328,6 I	229,6 I	336,6 I
I ontvangsten	I	498,7 I	49,9 I	498,7 I	49,9 I
I beschikbaar	I	720,3 I	378,5 I	728,3 I	386,5 I
I uitgaven	I	488,0 I	201,9 I	518,3 I	202,8 I
I saldo op 31.12.1994	I	232,3 I	176,6 I	210,0 I	183,7 I

Totaal voor afdeling 56 :	ngk	32.533,5	32.527,5	32.484,0	100
	vjr	0,2	0,2	0,2	100
	fov	4.341,2	1.896,2		
	fon	4.533,2		1.818,9	40

AFDELING 57 - ADMINISTRATIE VAN DE ARBEIDSBETREKKINGEN
EN -REGLEMENTERING

23.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	478,8	462,5	443,2	93
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

Totaal voor afdeling 57 :	ngk	478,8	462,5	443,2	93
---------------------------	-----	-------	-------	-------	----

AFDELING 58 - WETENSCHAPSBELEID

23.58.5 - Studies	ngk	3,7	3,6	1,6	43
-------------------	-----	-----	-----	-----	----

Totaal voor afdeling 58 :	ngk	3,7	3,6	1,6	43
---------------------------	-----	-----	-----	-----	----

TOTAAL 23 MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN	ngk	34.921,9	34.829,4	34.500,8	99
ARBEID	vjr	2,2	2,2	2,0	91
	fov	4.483,8	1.975,5		
	fon	4.797,0		1.980,6	41

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttigingsgraad ordonnanciering (5)																																																																														
24.51.2 - Invaliditeit	ngk	18.419,1	18.419,1	18.419,1	100																																																																														
	vjr	6,8	6,8	6,8	100																																																																														
24.51.4 - Arbeidsongevallen en beroepsziekten	ngk	1,2	1,2	0,6	50																																																																														
Fonds : Financiering van de controle van de wets- verzekeraars																																																																																			
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>Fonds 24-1</td><td>I</td><td>Vastlegging</td><td>I</td><td>Ordonnanciering</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td>begroting</td><td>I</td><td>realisatie</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td>I</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 1.1.1994</td><td>I</td><td>58,2 I</td><td>54,2 I</td><td>63,1 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>ontvangsten</td><td>I</td><td>26,4 I</td><td>28,9 I</td><td>26,4 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>verminderingen vorige jaren</td><td>I</td><td>I</td><td>1,6 I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I</td><td>beschikbaar</td><td>I</td><td>84,6 I</td><td>84,7 I</td><td>89,5 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>uitgaven</td><td>I</td><td>84,6 I</td><td>80,1 I</td><td>84,8 I</td></tr> <tr> <td>I</td><td></td><td>I</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>saldo op 31.12.1994</td><td>I</td><td>0,0 I</td><td>4,6 I</td><td>4,7 I</td></tr> </table>						I	I	I	I	I	I	I	Fonds 24-1	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I		I		I		I		I	begroting	I	realisatie	I		I		I		I	saldo op 1.1.1994	I	58,2 I	54,2 I	63,1 I	I	ontvangsten	I	26,4 I	28,9 I	26,4 I	I	verminderingen vorige jaren	I	I	1,6 I	I	I	beschikbaar	I	84,6 I	84,7 I	89,5 I	I		I				I	uitgaven	I	84,6 I	80,1 I	84,8 I	I		I				I	saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	4,6 I	4,7 I
I	I	I	I	I	I																																																																														
I	Fonds 24-1	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering																																																																														
I		I		I																																																																															
I		I	begroting	I	realisatie																																																																														
I		I		I																																																																															
I	saldo op 1.1.1994	I	58,2 I	54,2 I	63,1 I																																																																														
I	ontvangsten	I	26,4 I	28,9 I	26,4 I																																																																														
I	verminderingen vorige jaren	I	I	1,6 I	I																																																																														
I	beschikbaar	I	84,6 I	84,7 I	89,5 I																																																																														
I		I																																																																																	
I	uitgaven	I	84,6 I	80,1 I	84,8 I																																																																														
I		I																																																																																	
I	saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	4,6 I	4,7 I																																																																														
24.51.6 - Overzeese sociale zekerheid	ngk	5.215,0	5.215,0	5.215,0	100																																																																														
Totaal voor afdeling 51 :	ngk	155.014,6	154.993,9	154.335,6	100																																																																														
	vjr	15,9	14,5	14,5	91																																																																														
	fov	84,6	80,1																																																																																
	fon	84,8		81,0	96																																																																														
AFDELING 52 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE TEGEMOETKOMINGEN AAN GEHANDICAPTEN																																																																																			
24.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	458,8	432,9	413,2	90																																																																														
	vjr	18,1	18,0	18,0	99																																																																														
24.52.2 - Medische onderzoeken	ngk	74,9	74,9	38,0	51																																																																														
24.52.3 - Betalingen van de tegemoetkomingen aan de gehandicapten	ngk	35.472,6	35.472,6	34.638,1	98																																																																														
Totaal voor afdeling 52 :	ngk	36.006,3	35.980,4	35.089,3	97																																																																														
	vjr	18,1	18,0	18,0	99																																																																														
AFDELING 53 - WETENSCHAPSBELEID																																																																																			
24.53.5 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk	10,7	5,2	1,9	18																																																																														
	vjr	0,5	0,4	0,4	80																																																																														
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	10,7	5,2	1,9	18																																																																														
	vjr	0,5	0,4	0,4	80																																																																														

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secies, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAAL 24 MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG	ngk 191.850,1	191.758,0	190.026,0	99
	vjr 52,6	50,8	49,4	94
	fov 84,6	80,1		
	fon 84,8		81,0	96

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnancering (4)	Benuttigingsgraad ordonnancering (5)
SECTIE 25 - MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU					
25.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	71,0	70,9	60,2	85
	vjr	3,3	3,3	1,6	48
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	71,0	70,9	60,2	85
	vjr	3,3	3,3	1,6	48
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT EN BESTUURS- AFDELING VOOR DE ALGEMENE DIENSTEN					
25.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	616,3	610,7	529,2	86
	vjr	24,9	24,8	0,0	0
25.40.1 - Internationale betrekkingen inzake onderzoek, vorming en bijdragen aan internationale organismen	ngk	164,9	164,9	142,3	86
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	781,2	775,6	671,5	86
	vjr	24,9	24,8	0,0	0
AFDELING 51 - BESTUURSAFDELING DER VOLKSGEZONDHEID					
25.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	173,2	169,7	159,4	92
	vjr	2,4	2,4	0,2	8
25.51.1 - Beheer van dringende hulp	ngk	280,4	279,1	65,3	23
	vjr	1,4	0,8	0,5	36
	vk	3,3	3,3		
	ok	3,3		3,3	100
25.51.2 - Profylaxis en opvoeding	ngk	20,0	20,0	15,9	80
	ok	3,0		2,5	83
25.51.3 - Inspectie van voedingsmiddelen	ngk	123,0	119,1	108,0	88

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
25.51.4 - Toezicht op de commercialisering van geneesmiddelen	ngk	14,2	10,2	5,7	40
Fonds : Uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van de wet op de geneesmiddelen (oud 66.11 A) (wet van 5 januari 1976, art. 152)					
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I	I	I	I
I	I	I			

(in miljoen BEF)

Secaties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

Fonds : Rode Kruis van België (oud artikel 66.10 A) (wet van 7 augustus 1974)

I	I	I	I	I	I
		Vastlegging		Ordonnanciering	
Fonds 25-2					
		begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1994	I	60,9 I	60,9 I	87,7 I	87,7 I
ontvangsten	I	172,0 I	163,0 I	172,0 I	163,0 I
beschikbaar	I	232,9 I	223,9 I	259,7 I	250,7 I
uitgaven	I	172,0 I	172,0 I	172,0 I	171,5 I
saldo op 31.12.1994	I	60,9 I	51,9 I	87,7 I	79,2 I

Totaal voor afdeling 52 :	ngk	627,2	612,8	523,0	83
	vjr	3,3	3,3	0,4	12
	vk	0,1	0,0		
	ok	0,1		0,0	0
	fov	172,0	172,0		
	fon	172,0		171,5	100

**AFDELING 53 - BESTUURSAFDELING DER VERZORGINGS-
INSTELLINGEN**

25.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	146,2	143,9	129,4	89
	vjr	4,0	4,0	0,0	0
25.53.1 - Hospitalisaties	ngk	34.812,5	34.684,4	34.597,0	99
	vk	8,0	4,8		
	ok	8,0		7,7	96
25.53.3 - Organisatie geneeskundepraktijk	ngk	13,5	13,0	9,0	67
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	34.972,2	34.841,3	34.735,4	99
	vjr	4,0	4,0	0,0	0
	vk	8,0	4,8		
	ok	8,0		7,7	96

AFDELING 54 - BESTUURSAFDELING VOOR HET MAATSCHAPPELIJK WELZIJN

25.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	80,6	79,5	71,3	88,6
	vjr	0,6	0,6	0,0	0,0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secaties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
25.54.1 - Bestaanszekerheid	ngk 5.664,4	5.663,3	5.609,5	99
	vjr 4,3	4,3	4,3	100
	ok 0,2		0,0	0
25.54.5 - Opvang vluchtelingen	ngk 6.795,6	6.753,9	6.646,4	98
	vjr 15,7	15,7	0,0	0
Totaal voor afdeling 54 :	ngk 12.540,6	12.496,7	12.327,2	98
	vjr 20,6	20,6	4,3	21
	ok 0,2		0,0	0

AFDELING 55 - BESTUURSAFDELING VOOR DE OORLOGSGETROFFENEN

25.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	52,5	51,3	50,0	95
	vjr	1,0	1,0	0,0	0
25.55.1 - Oorlogsgetroffenen	ngk	3.610,0	3.609,7	3.325,2	92
Totaal voor afdeling 55 :	ngk	3.662,5	3.661,0	3.375,2	92
	vjr	1,0	1,0	0,0	0

AFDELING 57 - LEEFMILIEUBELEID

25.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	30,5	30,1	17,1	56
25.57.1 - Toezicht op het leefmilieu	ngk	75,1	60,5	11,7	16
(water, lucht, geluid, geur)	vjr	2,1	2,0	0,0	0
	vk	40,0	38,4		
	ok	234,8		180,5	77

Fonds : bescherming tegen ioniserende stralingen (K.B. van 25 mei 1982)
(oud artikel 66.22.A)

I	I	I	I	I	I
		Vastlegging		Ordonnanciering	
	Fonds 25-3				
		begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	saldo op 1.1.1994	I 53,3	I 53,3	I 408,1	I 408,1
I	ontvangsten	I 138,0	I 137,3	I 138,0	I 137,3
I	beschikbaar	I 191,3	I 190,6	I 546,1	I 545,4
I	uitgaven	I 186,0	I 121,4	I 311,0	I 232,6
I	saldo op 31.12.1994	I 5,3	I 69,2	I 235,1	I 312,8

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	105,6	90,6	28,8	27
	vjr	2,1	2,0	0,0	0
	vk	40,0	38,4		
	ok	234,8		180,5	77
	fov	186,0	121,4		
	fon	311,0		232,6	75
AFDELING 58 - WETENSCHAPSBELEID					
25.58.1 - Research-Development Nationaal	ngk	206,8	203,7	11,7	6
25.58.2 - Research-Development Internationaal	ngk	29,3	29,3	25,8	88
25.58.3 - Wetenschappelijke Inrichting (I.H.E)	ngk	290,2	285,9	266,5	92
	vk	15,0	12,9		
	ok	15,0		7,2	48
25.58.5 - Noordzeebeleid	ngk	130,7	130,3	81,8	63
	vjr	0,1	0,1	0,0	0
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	657,0	649,2	385,8	59
	vjr	0,1	0,1	0,0	0
	vk	15,0	12,9		
	ok	15,0		7,2	48
AFDELING 59 - LASTEN VAN HET VERLEDEN (C.F. ARTIKELS 2-25-3 EN 2-25-4 VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING)					
25.59.1 - Fonds bouw ziekenhuizen - flats	ngk	1.884,8	1.859,9	1.796,6	95
25.59.2 - Pasteur-Instituut	ngk	20,4	20,4	20,4	100
25.59.3 - Lasten van het verleden	ngk	1.744,2	1.742,1	1.742,1	100
	vk	85,0	12,2		
	ok	455,0		134,8	30
25.59.5 - Geestelijke gezondheid	ngk	178,6	177,5	75,7	42
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	3.828,0	3.799,9	3.634,8	95
	vk	85,0	12,2		
	ok	455,0		134,8	30
TOTAAL 25 MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU					
	ngk	57.867,1	57.606,0	56.098,9	97
	vjr	63,1	62,3	7,0	11
	vk	151,4	71,6		
	ok	719,4		336,0	47
	fov	517,6	439,6		
	fon	642,5		546,0	85

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

SECTIE 31 - MINISTERIE VAN LANDBOUW

AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN KLEINE EN
MIDDELGROTE Ondernemingen en van
LANDBOUW

31.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	75,3	75,2	57,3	76
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	75,3	75,2	57,3	76

AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL EN BESTUUR DER
ALGEMENE DIENSTEN

31.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	295,9	289,8	239,6	81
	ok	6,0		5,8	97
31.40.1 - Studies en documentatie	ngk	4,3	4,3	2,6	60
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	300,2	294,1	242,2	81
	ok	6,0		5,8	97

AFDELING 51 - BESTUUR VAN LAND- EN TUINBOUW

31.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	373,8	366,1	329,7	88
	vjr	0,3	0,2	0,0	0
31.51.1 - Bevordering van kwaliteit en inkomen	ngk	67,4	62,7	38,3	57

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)	Toegepaste kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttigingsgraad ordonnanciering (5)																																																		
31.51.2 - Acties van het Fonds voor de Produktie en de Bescherming van Planten en Plantaardige Produkten Fonds : fonds voor de produktie en de bescherming van Planten en Plantaardige Produkten	ngk 35,2	35,2	28,8	82																																																		
<table> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td></td><td>Vastlegging</td><td></td><td>Ordonnanciering</td><td></td></tr> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>Fonds 31-4</td><td>begroting</td><td>realisatie</td><td>begroting</td><td>realisatie</td></tr> <tr> <td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td><td>I</td></tr> <tr> <td>I saldo op 1.1.1994</td><td>5,4 I</td><td>12,2 I</td><td>5,4 I</td><td>12,2 I</td></tr> <tr> <td>I ontvangsten</td><td>126,7 I</td><td>15,6 I</td><td>126,7 I</td><td>15,6 I</td></tr> <tr> <td>I beschikbaar</td><td>132,1 I</td><td>27,8 I</td><td>132,1 I</td><td>27,8 I</td></tr> <tr> <td>I uitgaven</td><td>124,7 I</td><td>9,5 I</td><td>124,7 I</td><td>9,5 I</td></tr> <tr> <td>I saldo op 31.12.1994</td><td>7,4 I</td><td>18,3 I</td><td>7,4 I</td><td>18,3 I</td></tr> </table>					I	I	I	I	I		Vastlegging		Ordonnanciering		I	I	I	I	I	Fonds 31-4	begroting	realisatie	begroting	realisatie	I	I	I	I	I	I saldo op 1.1.1994	5,4 I	12,2 I	5,4 I	12,2 I	I ontvangsten	126,7 I	15,6 I	126,7 I	15,6 I	I beschikbaar	132,1 I	27,8 I	132,1 I	27,8 I	I uitgaven	124,7 I	9,5 I	124,7 I	9,5 I	I saldo op 31.12.1994	7,4 I	18,3 I	7,4 I	18,3 I
I	I	I	I	I																																																		
	Vastlegging		Ordonnanciering																																																			
I	I	I	I	I																																																		
Fonds 31-4	begroting	realisatie	begroting	realisatie																																																		
I	I	I	I	I																																																		
I saldo op 1.1.1994	5,4 I	12,2 I	5,4 I	12,2 I																																																		
I ontvangsten	126,7 I	15,6 I	126,7 I	15,6 I																																																		
I beschikbaar	132,1 I	27,8 I	132,1 I	27,8 I																																																		
I uitgaven	124,7 I	9,5 I	124,7 I	9,5 I																																																		
I saldo op 31.12.1994	7,4 I	18,3 I	7,4 I	18,3 I																																																		
Totaal voor afdeling 51 :	ngk 476,4	464,0	396,8	83																																																		
	vjr 0,3	0,2	0,0	0																																																		
	fov 124,7	9,5																																																				
	fon 124,7		9,5	8																																																		
AFDELING 52 - BESTUUR VEETEELT EN DIERGENEESKUNDIGE DIENST																																																						
31.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk 312,2	305,2	264,5	85																																																		
	vjr 1,3	1,1	0,2	15																																																		
	vk 17,5	5,5																																																				
	ok 17,5		6,5	37																																																		
31.52.1 - Verbetering van de diersoorten	ngk 26,7	26,7	23,4	88																																																		
	vk 4,7	1,9																																																				
	ok 4,7		1,7	36																																																		
31.52.2 - Bestrijding van de dierenziekten	ngk 130,8	128,0	90,0	69																																																		
	vjr 1,9	1,9	1,9	100																																																		
31.52.3 - Controle-opdrachten	ngk 34,8	27,6	8,5	24																																																		
	vjr 1,1	0,8	0,8	73																																																		

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

31.53.3 - Controle op de grondstoffen voor de landbouw	ngk	26,8	26,8	20,5	76
Fonds : Fytofarmaceutisch fonds (oud artikel 66.08 C)					

I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering	
I	I	I	I	I
Fonds 31-2				
I	I	I	I	I
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	I	I	I	I
I	I	I	I	I
saldo op 1.1.1994	28,6	28,6	28,6	28,6
ontvangsten	28,5	24,5	28,5	24,5
beschikbaar	57,1	53,1	57,1	53,1
I	I	I	I	I
uitgaven	35,0	35,0	35,0	35,0
I	I	I	I	I
saldo op 31.12.1994	22,1	18,1	22,1	18,1

31.53.4 - Acties van het Landbouwfonds en van het Landbouwinvesteringsfonds	ngk	630,8	475,3	426,5	68
Fonds : Landbouwfonds (oud artikel 60.03.B)	ok	3.880,3		3.681,0	95

I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering	
I	I	I	I	I
Fonds 31-3				
I	I	I	I	I
	begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	I	I	I	I
I	I	I	I	I
saldo op 1.1.1994	181,0	181,0	181,0	181,0
ontvangsten	1.022,4	1.012,2	1.022,4	1.012,2
beschikbaar	1.203,4	1.193,2	1.203,4	1.193,2
I	I	I	I	I
uitgaven	1.180,0	1.063,5	1.180,0	1.063,5
I	I	I	I	I
saldo op 31.12.1994	23,4	129,7	23,4	129,7

Totaal voor afdeling 53 :	ngk	2.381,7	2.098,5	1.896,8	80
	vjr	1,3	1,3	1,2	92
	ok	3.887,7		3.688,3	95
	fov	1.215,0	1.098,5		
	fon	1.215,0		1.098,5	90

AFDELING 54 - BESTUUR VOOR LANDBOUWKUNDIG ONDERZOEK (WETENSCHAPSBELEID)

31.54.0 -	ngk	0,0	0,0	0,0	0 *
-----------	-----	-----	-----	-----	-----

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
31.54.1 - R & D. op nationaal vlak.- Dringende problemen, contractueel onderzoek en vulgarisatie	ngk	878,8	878,7	864,8	98
31.54.2 - R. & D. op internationaal vlak.- Studievergaderingen en internationale samenwerking	ngk	10,5	10,4	7,6	72
31.54.3 - Dotaties aan wetenschappelijke rijksinstellingen en gelijkgestelden	ngk	1.317,0	1.296,6	1.194,2	91
	vk	39,4	31,2		
	ok	39,4		39,0	99
Totaal voor afdeling 54 :	ngk	2.206,3	2.185,7	2.066,6	94
	vk	39,4	31,2		
	ok	39,4		39,0	99
TOTAAL 31 MINISTERIE VAN LANDBOUW	ngk	6.671,6	6.233,7	5.405,6	81
	vjr	5,9	5,3	4,1	69
	vk	61,6	38,6		
	ok	3.955,3		3.741,3	95
	fov	3.115,6	3.018,1		
	fon	3.196,3		2.231,4	70

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 32 - MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN					
32.01.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,5	0,5	0,5	100
Totaal voor afdeling 01 :	vjr	0,5	0,5	0,5	100
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN					
32.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	65,5	65,6	65,4	100
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	65,5	65,6	65,4	100
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ENERGIE					
32.11.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,1	0,1	0,1	100
Totaal voor afdeling 11 :	vjr	0,1	0,1	0,1	100
AFDELING 40 - SECRETARIAAT-GENERAAL					
32.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	14,2	13,1	12,8	90
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	14,2	13,1	12,8	90
AFDELING 41 - ALGEMENE DIRECTIE VAN DE ALGEMENE DIENSTEN					
32.41.0 - Logistieke steun (bestaansmiddelen)	ngk	719,8	693,5	633,3	88
32.41.1 - Dienstverlening voor alle departementen	ngk	12,5	12,5	11,9	95
32.41.2 - Algemene steun aan de verschillende administraties van het Ministerie van Economische Zaken	ngk	178,3	172,7	138,6	78
32.41.5 - Toelagen aan externe organismen	ngk	7,8	37,6	0,0	0
	vjr	0,2	0,1	0,1	50

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegepaste kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

Totaal voor afdeling 41 :	ngk	918,4	916,3	783,8	85
	vjr	0,2	0,1	0,1	50

AFDELING 42 - ALGEMENE DIRECTIE VOOR STUDIËN EN DOCUMENTATIE

32.42.0 - Bestaansmiddelen	ngk	222,2	216,6	214,7	97
32.42.1 - Informatieverwerking	ngk	26,3	26,3	19,6	75
	vk	245,7	243,2		
	ok	250,0		234,9	94

Fonds : Speciaal fonds bestemd tot dekking van allerlei werkkosten van het Centrum voor Informatieverwerking (oud art. 66.05.A)

I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnanciering	
I	I	I	I	I
Fonds 32-1	begroting	realisatie	begroting	realisatie
I	I	I	I	I
I saldo op 1.1.1994	I 44,8 I	I 32,5 I	I 72,2 I	I 58,9 I
I ontvangsten	I 23,0 I	I 27,2 I	I 23,0 I	I 27,2 I
I beschikbaar	I 67,8 I	I 59,7 I	I 95,2 I	I 86,1 I
I uitgaven	I 32,0 I	I 9,4 I	I 32,0 I	I 25,6 I
I saldo op 31.12.1994	I 35,8 I	I 50,3 I	I 63,2 I	I 60,5 I

32.42.2 - Studiën, documentatie, bibliotheek, secretariaat	ngk	23,1	22,7	21,8	94
32.42.3 - Specifieke activiteiten	ngk	1,5	1,1	0,7	47
Totaal voor afdeling 42 :	ngk	273,1	266,7	256,8	94
	vk	245,7	243,2		
	ok	250,0		234,9	94
	fov	32,0	9,4		
	fon	32,0		25,6	80

AFDELING 43 - BEDRIJFSORGANISATIE

32.43.0 - Bestaansmiddelen	ngk	31,5	30,8	30,0	95
32.43.1 - Werkingstoelagen	ngk	157,9	157,9	157,9	100
Totaal voor afdeling 43 :	ngk	189,4	188,7	187,9	99

(in miljoen BEF)

Secities, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

AFDELING 50 - HULP AAN DE NIJVERHEID

32.50.1 - Kolenmijnen	ngk	536,9	521,1	488,8	91
32.50.6 - Andere nijverheden	ngk	35,0	25,9	25,9	74
	ok	0,2		0,1	50
32.50.8 - Lasten van het verleden	ok	635,9		620,4	98
Totaal voor afdeling 50 :	ngk	571,9	547,0	514,7	90
	ok	636,1		620,5	98

AFDELING 51 - ADMINISTRATIE VAN DE NIJVERHEID

32.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	182,6	173,7	166,2	91
	vjr	0,2	0,0	0,0	0
32.51.1 - Specifieke activiteiten	ngk	9,4	8,4	5,7	61

Fonds : Fonds tot dekking van de
accreditatie- en certificatiekosten

		Vastlegging		Ordonnancering	
	Fonds 32-2	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1994		1,9	1,9	2,0	2,0
ontvangsten		4,0	4,6	4,0	4,6
beschikbaar		5,9	6,5	6,0	6,6
uitgaven		4,0	2,9	4,0	2,8
saldo op 31.12.1994		1,9	3,6	2,0	3,8

Totaal voor afdeling 51 :	ngk	192,0	182,1	171,9	90
	vjr	0,2	0,0	0,0	0
	fov	4,0	2,9		
	fon	4,0		2,8	70

AFDELING 52 - ADMINISTRATIE VOOR ENERGIE

32.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk	132,4	113,1	110,1	83
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
32.52.1 - Controle van de kwaliteit van aardolieprodukten				
Fonds : Fonds voor de analyse van aardolieprodukten (fapetro)				
I	I	I	I	I
I Fonds 32-7	I Vastlegging	I Ordonnanciering	I	I
I	I begroting I realisatie	I begroting I realisatie	I	I
I saldo op 1.1.1994	I 0,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I
I ontvangsten	I 70,0 I 0,0 I	I 70,0 I 0,0 I	I 70,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I
I beschikbaar	I 70,0 I 0,0 I	I 70,0 I 0,0 I	I 70,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I
I uitgaven	I 70,0 I 0,0 I	I 70,0 I 0,0 I	I 70,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I
I saldo op 31.12.1994	I 0,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I	I 0,0 I 0,0 I
32.52.5 - Verbetering levensomstandigheden en veiligheid bevolking, met name door de omzetting van Europese richtlijnen				
	ngk 15,8	8,3	2,6	16
32.52.7 - Deelneming in de werkingskosten van bepaalde comités en instellingen die hun activiteiten uitoefenen in de energiesector				
	ngk 11,1	10,3	9,2	83
32.52.9 - Financiering van het nucleair passief				
	ngk 30,9	30,9	0,0	0
	vk 208,2	0,0		
	ok 1.751,7		1.744,2	100
Totaal voor afdeling 52 :				
	ngk 190,2	162,6	121,9	64
	vk 208,2	0,0		
	ok 1.751,7		1.744,2	100
	fov 70,0	0,0		
	fon 70,0		0,0	0
AFDELING 53 - ADMINISTRATIE VAN HET MIJNWEZEN				
32.53.0 - Bestaansmiddelen				
	ngk 124,2	116,4	113,5	91

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's

Toegestane kredieten

Benutting

Benutting

Benuttigingsgraad

vastlegging

ordonnancering

ordonnancering

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

32.53.1 - Occasionele opdrachten (herstel
kolenmijn schade, zandwinningen)
Fonds : Fonds voor zandwinningen -
continentaal plat van België

I	I	I	I	I	I
	Vastlegging		Ordonnancering		
I	I	I	I	I	I
Fonds 32-5					
I	I	I	I	I	I
	begroting	realisatie	begroting	realisatie	
I	I	I	I	I	I
I saldo op 1.1.1994	I	5,7 I	5,7 I	5,7 I	5,7 I
I ontvangsten	I	10,0 I	5,6 I	10,0 I	5,6 I
I beschikbaar	I	15,7 I	11,3 I	15,7 I	11,3 I
I uitgaven	I	7,2 I	0,0 I	7,2 I	0,0 I
I saldo op 31.12.1994	I	8,5 I	11,3 I	8,5 I	11,3 I

Totaal voor afdeling 53 :	ngk	124,2	116,4	113,5	91
	fov	7,2	0,0		
	fon	7,2		0,0	0

AFDELING 54 - ADMINISTRATIE VAN HET MIJNWEZEN -
GEOLOGISCHE DIENST

32.54.0 - Bestaansmiddelen	ngk	45,9	42,5	40,8	89
----------------------------	-----	------	------	------	----

Totaal voor afdeling 54 :	ngk	45,9	42,5	40,8	89
---------------------------	-----	------	------	------	----

AFDELING 55 - HANDEL - REGLEMENTERING VAN DE BINNEN-
LANDSE HANDEL EN VAN DIENSTEN

32.55.0 - Bestaansmiddelen	ngk	464,0	429,9	395,3	85
	vjr	0,1	0,0	0,0	0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

32.55.1 - Goed verloop handelsverrichtingen verzekeren inzake toepassing van wetgeving aangaande maten en gewichten
Fonds : Fonds tot dekking van de uitgaven voortvloeiend uit de oprichting van de Belgische kalibratie organisatie
(oud artikel 66.15.A)

I	I	Vastlegging		I	Ordonnanciering		I			
I	Fonds 32-3	I	I	I	I	I	I			
I		I	begroting	I	realisatie	I	begroting	I	realisatie	I
I		I	I	I	I	I	I	I	I	I
I	saldo op 1.1.1994	I	1,4	I	0,0	I	1,4	I	0,0	I
I	ontvangsten	I	1,5	I	1,8	I	1,5	I	1,8	I
I	beschikbaar	I	2,9	I	1,8	I	2,9	I	1,8	I
I		I	I	I	I	I	I	I	I	I
I	uitgaven	I	1,5	I	0,0	I	1,5	I	0,0	I
I		I	I	I	I	I	I	I	I	I
I	saldo op 31.12.1994	I	1,4	I	1,8	I	1,4	I	1,8	I

32.55.3 - Regelmaticheid handelsverrichtingen en concurrentie verzekeren, misbruiken inzake prijzen voorkomen, verbruiker inlichten en beschermen, inflatie meten
Fonds : fonds : Verrichtingen gedaan voor rekening van het commissariaat-generaal van de Belgische regering bij de wereldtentoonstelling van Sevilla 1992, door de algemeen penningmeester van de tentoonstelling

I		I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I			
I	Fonds 32-4	I		I		I			
I		I	begroting	I	realisatie	I			
I		I	begroting	I	realisatie	I			
I		I		I		I			
I	saldo op 1.1.1994	I	43,2 I	I	591,8 I	I	43,2 I	I	591,8 I
I	ontvangsten	I	0,0 I	I	0,0 I	I	0,0 I	I	0,0 I
I	beschikbaar	I	43,2 I	I	591,8 I	I	43,2 I	I	591,8 I
I		I		I		I		I	
I	uitgaven	I	43,2 I	I	0,0 I	I	43,2 I	I	0,0 I
I		I		I		I		I	
I	saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	I	591,8 I	I	0,0 I	I	591,8 I

.....

(in miljoen BEF)

[illegible]

van Taejon 1993.

Fonds : fonds voor de Internationale
Tentoonstelling van Taejon 1993

I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
Fonds 32-6	I		I		I
	I	+ + + + +	I	+ + + + +	I
	I	begroting I realisatie	I	begroting I realisatie	I
I	I	+ + + + +	I	+ + + + +	I
I saldo op 1.1.1994	I	1,0 I	18,9 I	1,0 I	18,9 I
I ontvangsten	I	0,1 I	0,1 I	0,1 I	0,1 I
I beschikbaar	I	1,1 I	19,0 I	1,1 I	19,0 I
I	I	+ + + + +	I	+ + + + +	I
I uitgaven	I	1,1 I	1,1 I	1,1 I	1,1 I
I	I	+ + + + +	I	+ + + + +	I
I saldo op 31.12.1994	I	0,0 I	17,9 I	0,0 I	17,9 I

Totaal voor afdeling 55 :	ngk	525,5	489,2	453,6	86
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
	fov	45,8	1,1		
	fon	45,8		1,1	2

AFDELING 56 - ALGEMENE DIRECTIE DER ECONOMISCHE
AKKOORDEN

32.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	35,4	31,7	31,2	88
----------------------------	-----	------	------	------	----

Totaal voor afdeling 56 :	ngk	35,4	31,7	31,2	88
---------------------------	-----	------	------	------	----

AFDELING 57 - ECONOMISCHE ALGEMENE INSPECTIE

32.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	347,3	322,9	316,2	91
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

Totaal voor afdeling 57 :	ngk	347,3	322,9	316,2	91
---------------------------	-----	-------	-------	-------	----

AFDELING 58 - NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK

32.58.0 - Bestaansmiddelen	ngk	997,1	958,6	917,1	92
----------------------------	-----	-------	-------	-------	----

32.58.1 - Tienjaarlijkse tellingen en occasionele enquêtes	ngk	176,0	174,7	155,3	88
	vjr	6,2	6,2	6,2	100

Totaal voor afdeling 58 :	ngk	1.173,1	1.133,3	1.072,4	91
	vjr	6,2	6,2	6,2	100

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 59 - CENTRALE DIENST VOOR CONTINGENTEN EN VERGUNNINGEN					
32.59.0 - Bestaansmiddelen	ngk	142,6	223,0	218,9	154 *
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 59 :	ngk	142,6	223,0	218,9	154 *
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
AFDELING 60 - PLANBUREAU					
32.60.0 - Bestaansmiddelen	ngk	220,9	201,3	164,5	74
	vk	5,0	4,6		
	ok	5,0		4,5	90
Totaal voor afdeling 60 :	ngk	220,9	201,3	164,5	74
	vk	5,0	4,6		
	ok	5,0		4,5	90
AFDELING 70 - WETENSCHAPSBELEID					
32.70.1 - R. & D. op nationaal vlak	ngk	483,7	474,3	452,7	94
	ok	11,6		11,5	99
32.70.2 - R. & D. op internationaal vlak	ngk	762,9	759,7	650,6	85
	vk	37,7	37,7		
	ok	60,4		47,4	78
32.70.3 - Dotaties aan wetenschappelijke instellingen van de Staat en gelijkgestelde en verbonden instellingen	ngk	1.585,0	1.585,0	1.094,1	69
32.70.5 - Studies en onderzoeken over de problemen van diepe geologische structuren	ngk	11,6	11,5	0,1	1
	vjr	0,7	0,7	0,0	0
	vk	34,2	23,1		
	ok	60,1		38,7	64
32.70.6 - Ijkwezen. Goed verloop handelsverrichtingen verzekeren inzake toepassing van de wetgeving aangaande maten en gewichten	ngk	52,5	52,3	52,3	100
	vk	19,1	18,9		
	ok	19,5		6,3	32
32.70.7 - Dienst voor de Industriële Eigendom : Bescherming intellectueel eigendomsrecht inzake octrooien, merken en tekeningen of modellen - Verspreiding van de technologie	ngk	38,8	33,9	15,3	39
	vjr	0,1	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 70 :	ngk	2.934,5	2.916,7	2.265,1	77
	vjr	0,8	0,7	0,0	0
	vk	91,0	79,7		
	ok	151,6		103,9	69

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
TOTAAL 32 MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN	ngk	7.964,1	7.819,1	6.791,4	85
	vjr	8,2	7,6	6,9	84
	vk	549,9	327,5		
	ok	2.794,4		2.708,0	97
	fov	159,0	13,4		
	fon	159,0		29,5	19

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 33 - MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR					
AFDELING 01 - KABINET VAN DE MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN OVERHEIDSBEDRIJVEN					
33.01.0 - Werking van het Kabinet	ngk	71,7	66,2	43,3	60
Totaal voor afdeling 01 :	ngk	71,7	66,2	43,3	60
AFDELING 02 - KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER					
33.02.0 - Werking van het Kabinet	ngk	47,8	46,8	35,1	73
Totaal voor afdeling 02 :	ngk	47,8	46,8	35,1	73
AFDELING 03 - KABINET VAN DE MINISTER VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE					
33.03.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,1	0,1	0,1	100
Totaal voor afdeling 03 :	vjr	0,1	0,1	0,1	100
AFDELING 04 - KABINET VAN DE MINISTER VAN OPENBARE WERKEN					
33.04.0 - Werking van het Kabinet	vjr	0,1	0,1	0,1	100
Totaal voor afdeling 04 :	vjr	0,1	0,1	0,1	100
AFDELING 11 - KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR INSTITUTIONELE HERVORMINGEN BELAST MET DE HERSTRUCTURERING VAN HET MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN					
33.11.0 - Werking van het kabinet	ngk	1,5	1,5	1,5	100
	vjr	1,5	1,5	1,3	87
Totaal voor afdeling 11 :	ngk	1,5	1,5	1,5	100
	vjr	1,5	1,5	1,3	87
AFDELING 40 - ALGEMEEN SECRETARIAAT					
33.40.0 - Bestaansmiddelen	ngk	69,2	65,6	50,0	72

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

Totaal voor afdeling 40 :	ngk	69,2	65,6	50,0	72
---------------------------	-----	------	------	------	----

AFDELING 41 - ALGEMENE DIENSTEN

33.41.0 - Bestaansmiddelen	ngk	634,2	610,3	389,6	61
	vjr	1,3	1,3	1,2	92
	vk	2,0	0,9		
	ok	3,3		0,9	27

33.41.1 - Oorlogsschade	vk	0,5	0,5		
	ok	11,5		10,5	91

33.41.2 - Regie der Gebouwen	ngk	16.097,6	16.097,6	16.096,0	100
------------------------------	-----	----------	----------	----------	-----

33.41.3 - Programmatie, informatie en statistiek	ngk	37,5	36,9	22,9	61
	vjr	2,7	2,7	2,6	96

33.41.4 - Automobielen dienst	ngk	5,3	4,7	3,2	60
	vjr	1,3	1,2	1,2	92

33.41.5 - Overheidsbedrijven	ngk	11.100,0	11.100,0	11.100,0	100
------------------------------	-----	----------	----------	----------	-----

Fonds : Oriëntatiefonds van de Overheidsbedrijven bestemd om deel te nemen aan de moderniseringspolitiek van de Overheidsbedrijven ten einde bij te dragen aan de realisatie van de doelstellingen van de beheerscontracten.

I		I	Vastlegging	I	Ordonnancering	I
I	Fonds 33-2	I		I		I
I		I	begroting	I	realisatie	I
I		I		I	begroting	I
I		I		I	realisatie	I
I	saldo op 1.1.1994	I	1.600,0 I	I	1.600,0 I	I
I	ontvangsten	I	1.600,0 I	I	1.455,0 I	I
I	beschikbaar	I	3.200,0 I	I	3.055,0 I	I
I		I		I		I
I	uitgaven	I	3.000,0 I	I	3.000,0 I	I
I		I		I		I
I	saldo op 31.12.1994	I	200,0 I	I	55,0 I	I
					200,0 I	725,0 I

Totaal voor afdeling 41 :	ngk	27.874,6	27.849,5	27.611,7	99
	vjr	5,3	5,2	5,0	94
	vk	2,5	1,4		
	ok	14,8		11,4	77
	fov	3.000,0	3.000,0		
	fon	3.000,0		2.330,0	78

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
AFDELING 51 - BESTUUR VAN HET VERVOER TE LAND					
33.51.0 - Bestaansmiddelen	ngk	268,8	255,3	217,6	81
33.51.1 - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen	ngk vjr	68.778,5 6,8	68.778,5 5,7	68.560,0 1,3	100 19
Totaal voor afdeling 51 :	ngk vjr	69.047,3 6,8	69.033,8 5,7	68.777,6 1,3	100 19
AFDELING 52 - BESTUUR DER LUCHTVAART					
33.52.0 - Bestaansmiddelen	ngk vjr vk ok	204,9 6,1 3,7 4,2	198,1 6,1 1,4	176,4 2,1 1,0	86 34 24
33.52.1 - Regeling van het luchtverkeer en internationale samenwerking	ngk	24,6	24,4	18,2	74
33.52.3 - Wetenschappelijk onderzoek	ngk vk ok	77,0 4,0 5,1	77,0 3,1	77,0 4,1	100 80
33.52.6 - SABENA	ngk	0,0	1.207,3 (*)	0,0	0
Totaal voor afdeling 52 :	ngk vjr vk ok	306,5 6,1 7,7 9,3	1.506,8 6,1 4,5	271,6 2,1 5,1	89 34 55
AFDELING 53 - BESTUUR VAN DE MARITIEME ZAKEN EN VAN DE SCHEEPVAART					
33.53.0 - Bestaansmiddelen	ngk	584,2	565,1	474,3	81
33.53.2 - Koopvaardij (internationale verdragen, bevordering en ontwikkeling van de koopvaardij en de vissersvloot)	ngk	1.111,0	1.110,9	602,2	54

(*) Ten gevolge van het derde aanpassingsblad van de algemene uitgavenbegroting 1994 werd de leninglast verbonden aan de herkapitalisatie van SABENA getransfereerd naar de sectie 51 - Rijksschuld. De reeds uitgevoerde ordonnanceringen maakten eveneens het voorwerp uit van een dergelijke transfer. De reeds genomen vastleggingen zijn echter niet geannuleerd geworden, hetgeen de overschrijding langs vastleggingszijde verklaart op dit programma.

.....

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttigingsgraad ordonnanciering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
33.53.3 - Infrastructuur en dienstvaartuigen	ok	1,0		0,0	0
33.53.4 - Studies en documentatie	ngk	0,3	0,3	0,2	67
Totaal voor afdeling 53 :	ngk	1.695,5	1.676,3	1.076,7	64
	ok	1,0		0,0	0
AFDELING 56 - BESTUUR VAN DE VERKEERSREGLEMENTERING EN VAN INFRASTRUCTUUR					
33.56.0 - Bestaansmiddelen	ngk	539,5	530,4	464,3	86
	vjr	0,9	0,9	0,1	11
33.56.1 - Netwerken en informatie	ngk	15,2	11,5	3,6	24
	vjr	1,0	0,9	0,0	0
	vk	1,9	0,8		
	ok	7,5		0,8	11
33.56.2 - Werken voor Europese en internationale instellingen	ngk	16,0	5,6	5,4	34
	vk	2.378,0	1.580,2		
	ok	1.651,1		1.448,7	88
33.56.3 - Bouwtechnische voorschriften en goedkeuringen	ngk	3,8	3,0	0,5	13
33.56.4 - Organisatie en veiligheid van het privé-wegvervoer	ngk	309,6	297,3	157,9	51
	vjr	5,5	5,4	4,5	82
33.56.7 - Vervoer en mobiliteit	ngk	2,0	2,0	0,7	35
Fonds : Speciaal fonds tot dekking van de uitgaven in het kader van het DRIVE programma					

		Vastlegging		Ordonnanciering	
	Fonds 33-1	begroting	realisatie	begroting	realisatie
saldo op 1.1.1994		0,3	0,0	0,3	0,0
ontvangsten		5,0	0,0	5,0	0,0
beschikbaar		5,3	0,0	5,3	0,0
uitgaven		0,0	0,0	0,0	0,0
saldo op 31.12.1994		5,3	0,0	5,3	0,0

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's (1)		Toegestane kredieten (2)	Benutting vastlegging (3)	Benutting ordonnanciering (4)	Benuttigingsgraad ordonnanciering (5)
33.56.8 - Erkenning der aannemers	ngk	0,9	0,7	0,0	0
	vjr	0,5	0,0	0,0	0
Totaal voor afdeling 56 :	ngk	887,0	850,5	632,4	71
	vjr	7,9	7,2	4,6	58
	vk	2.379,9	1.581,0		
	ok	1.658,6		1.449,5	87
	fov	0,0	0,0		
	fon	0,0		0,0	0
AFDELING 57 - CENTRAAL BUREAU VOOR BENODIGDHEDEN					
33.57.0 - Bestaansmiddelen	ngk	244,8	241,4	198,6	81
33.57.1 - Modernisering van het C.B.B.	ngk	6,9	6,9	1,7	25
Totaal voor afdeling 57 :	ngk	251,7	248,3	200,3	80
AFDELING 58 - LASTEN VAN HET VERLEDEN					
33.58.1 - Lasten van het verleden	ngk	192,5	192,5	104,6	54
	ok	925,0		360,0	39
Totaal voor afdeling 58 :	ngk	192,5	192,5	104,6	54
	ok	925,0		360,0	39
TOTAAL 33 MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR	ngk	100.445,3	101.537,8	98.804,8	98
	vjr	27,8	25,9	14,5	52
	vk	2.390,1	1.586,9		
	ok	2.608,7		1.826,0	70
	fov	3.000,0	3.000,0		
	fon	3.000,0		2.330,0	78

UITVOERING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE STAAT VOOR 1994 (KREDIETEN 1994) OP 30/04/95

ngk : niet-gesplitste kredieten - lopend jaar
 vjr : niet-gesplitste kredieten - vorige jaren
 vk : gesplitste vastleggingskredieten
 ok : gesplitste ordonnanceringskredieten
 fov : variabele vastleggingskredieten
 fon : variabele ordonnanceringskredieten

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's		Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnancering	Benuttigingsgraad ordonnancering
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)
SECTIE 51 - MINISTERIE VAN FINANCIËN, VOOR DE RIJKSSCHULD					
AFDELING 40 - BINNENLANDSE ZAKEN					
51.40.1 - Gemeenten	ngk	0,3	0,3	0,3	100
Totaal voor afdeling 40 :	ngk	0,3	0,3	0,3	100
AFDELING 41 - VERKEER					
51.41.1 - BELGACOM	ngk	20,0	3,0	0,0	0
51.41.2 - De Post	ngk	675,7	675,7	533,4	79
Totaal voor afdeling 41 :	ngk	695,7	678,7	533,4	77
AFDELING 42 - INFRASTRUCTUUR					
51.42.1 - Sociale huisvesting	ngk	1.324,6	1.324,3	1.324,3	100
51.42.3 - Gemeentekrediet	ngk	1.245,0	1.237,7	1.237,7	99
Totaal voor afdeling 42 :	ngk	2.569,6	2.562,0	2.562,0	100
AFDELING 44 - BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING					
51.44.2 - Belgisch-Kongolees Fonds	ngk	565,0	565,0	565,0	100
Totaal voor afdeling 44 :	ngk	565,0	565,0	565,0	100

(in miljoen BEF)

Secties, Afdelingen en Programma's	Toegestane kredieten	Benutting vastlegging	Benutting ordonnanciering	Benuttingsgraad ordonnanciering
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)

ngk	1.470.798.2	1.360.592.8	1.315.781.8	89
-----	-------------	-------------	-------------	----

rentevoet

I	I	Vastlegging	I	Ordonnanciering	I
I	Fonds 51-1	I			I
I		I	begroting	I realisatie	I begroting I realisatie
I saldo op 1.1.1994	I	520,0	I	0,0	I 520,0 I 0,0
I ontvangsten	I	1.096.610,0	I	978.395,3	I 1.096.610,0 I 978.395,3
I beschikbaar	I	1.097.130,0	I	978.395,3	I 1.097.130,0 I 978.395,3
I uitgaven	I	1.097.130,0	I	986.200,3	I 1.097.130,0 I 978.395,3
I saldo op 31.12.1994	I	0,0	I	-7.805,0	I 0,0 I 0,0

51.45.4 - Diversen	ngk	1.729,9	1.375,9	1.072,5	62
	vjr	64,9	64,8	63,3	98

Totaal voor afdeling 45 :	ngk	1.472.528,1	1.361.968,7	1.316.854,3	89
	vjr	64,9	64,8	63,3	98
	fov	1.097.130,0	986.200,3		
	fon	1.097.130,0		978.395,3	89

TOTAAL 51 MINISTERIE VAN FINANCIËN, VOOR DE	ngk	1.476.358,7	1.365.774,7	1.320.515,0	89
RIJKSSCHULD	vjr	64,9	64,8	63,3	98
	fov	1.097.130,0	986.200,3		
	fon	1.097.130,0		978.395,3	89

ALGEMEEN TOTAAL	ngk	2.400.944,4	2.281.998,8	2.198.347,3	92
	vjr	2.332,9	2.310,4	2.007,7	86
	vk	30.109,6	25.323,7		
	ok	42.148,9		35.464,7	84
	fov	1.152.268,4	1.036.486,2		
	fon	1.151.978,4		1.026.831,6	89